LE MONDE

diplomatique

AVRIL 1987 Le succès des Verts en Allemagne

de l'Ouest

VERS UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE PROCHE-ORIENT

Le temps du courage

UCUNE autre entité politique dans le monde n'est aussi incohérente qu'Israël, qui simultanément pratique la démocratie et gouverne les popula-tions [des territoires occupés]... Les Palestiniens vivent sans le droit de voter ou d'être élus; ils n'exercent aucun contrôle sur le gouvernement qui détermine leurs conditions de vie ; ils sont exposés à des contraintes et à des punitions qui ne pourraient leur être infligées s'ils étaient juifs ; on leur permet d'entrer en Israël pour travailler, mais non pas d'y dormir la nuit. Voilà une existence morne, tendue, maussade, réprimée, avec des coups de violence toujours prêts à exploser. Aucun précédent historique ne permet de croire que de telles conditions peuvent durer longtemps sans explosion. >

Ces quelques lignes ne montrentelles pas jusqu'à quels excès peuvent se laisser emporter certains partisans de la cause palestinienne? Après tout, l'existence « morne, tendue, maus*sade »* imposée aux Palestiniens en Cisguerre de six jours — vingt ans déjà... Pourquoi ne se prolongerait-elle pas encore pendant plusieurs générations? Que nul ne se laisse donc prendre au discours sournois qui, cherchant à discréditer la démocratie israélienne, que l'on dit gangrenée par l'occupation militaire de territoires étrangers, veut en fait mettre en cause un élément-clé de la sécurité de l'Etat juif.

L'auteur des lignes citées est été dénoncé comme antisioniste et, par habitude, comme antisémite, s'il ne s'agissait de M. Abba Eban, ancien ministre israélien des affaires étrangères, qui préside à la Knesset la commission des affaires étrangères et de la défense (1).

Soucieux de sauvegarder sionisme et démocratie, M. Abba Eban enfonce son clou : « Si nous donnons le droit de vote aux habitants des territoires occupés, nos décisions parlementaires serons déterminées par des membres Par CLAUDE JULIEN

d'une nation étrangère et nous p drons notre vision d'un Etat juif. Si nous leur refusons le droit de vote, nous perdrons notre place dans la famille démocratique et nous nous trouverons moralement à la dérive. » Il rappelle les propos tenus en octobre dernier par M. Shimon Pérès, alors premier ministre : en l'absence d'un accord de paix, un futur gouvernement israélien « devra renoncer unilatéralement à des territoires en Cisjordanie et à Gaza afin de ne pas avoir à administrer la population arabe ».

En Europe comme aux Etats-Unis, l'opinion reste pourtant largement répandue selon faquelle les territoires

occupés sont indispensables à la sécurité d'Israel. Aussi longtemps que prévaudra ce point de vue, l'Ouest sera impuissant à favoriser une solution de paix. Or, affirme M. Abba Eban, le oblème est « moins complexe que ne le suggèrent parfois les médias ». Ce « parfois » est évidemment un euphémisme de courtoisie... En vingt ans, rappelle M. Eban, 50 000 juifs, soit moins de 2 % de la population israélieme, se sont installés dans les « coloimons de 2 % de la population de la coloimon de contratallés dans les « coloimon de nies de peuplement » en Cisjordanie et à Gaza, où ils représentent moins de 4 % de la population totale (1 300 000 Arabes). Il apparaît donc clairement, estimo-t-il, que l'attraction des territoires occupés sur les Israéliens et sur la Diaspora est bien insuffisante pour modifier les rapports de forces

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Manque de détermination et pesanteurs politiques 🗠 🗠

DANS de telles conditions, une occupation militaire permanente peut-elle garantir la sécurité d'Israël ? M. Abba Eban n'y croit pas. Il compte plutôt sur « un accord de paix »- pré-voyant « la démilitarisation de la rive occidentale du Jourdain » et quelques « modifications de frontières ». Il compte surtout sur la force dissuasive de l'armée israélienne. Il fait valoir que de nombreux anciens chefs militaires israéliens, parmi les plus prestigieux, ont adopté des positions antiannexionnistes lorsqu'ils se sont lancés dans l'action politique. Tel est le cas, dit-il, des généraux Yadin, Allon, Dayan, Tsur, Rabin, Bar-Lev, Gur, Herzog, Yariv, Amit, Weizmann et

Mais alors, une solution serait done en vae? Les Palestiniens pourraient enfin posséder cette « patrie » /homeland) qu'ils réclament depuis quarante ans à cor et à cri ? Leur revendication ayant été jugée « légitime » par tant de chefs d'Etat ou de gouvernement occidentaux, une issue favorable scrait à portée de la main ?

Pour qu'it en fût ainsi, encore faudrait-il que l'Ouest manifestât sa détermination autrement qu'en paroies, et que, en Israël même, les vues de MM. Shimon Pérès et Abba Eban fussent largement acceptées. Aucune de ces deux conditions n'est pour l'instant

Le jeu politique israélien ne facilite guère l'évolution des esprits. Malgré les efforts de quelques personnalités cou-rageuses (2) et de petits groupes systé-matiquement dénigrés, le débat de fond n'a jamais pris l'ampleur qu'il mérite. Le partage des sièges au Parlement obligeant actuellement les tra-vaillistes et le Likoud à occuper à tour de rôle les fonctions de premier ministre, leurs prises de position paraissent entachées de calculs électoraux. Les premiers fant preuve d'une prudence excessive qui contraste avec les som-bres conclusions auxquelles les conduit leur analyse. Le second reste attaché à sa conception d'un « Grand Israël » et ne se résignerait pas à perdre l'appui des formations extrémistes.

(Lire suite page 10.)

(1) Voir ses deux articles, International Herald Tribuna, 10 et 11 novembre 1986. Les citations qui suivent sont puisées à la mêine

(2) Voir, par exemple, l'article du général Mattitiyahn Peled, le Monde diplomatique, juillet 1984.

D'UNE MAJORITÉ A L'AUTRE

La très réelle politisation des hauts fonctionnaires

Le premier anniversaire du retour de la droite au pouvoir, en France, a relancé le débat sur la politisation de la haute fonction publique. Au regard d'une comptabilité comparée des mutations intervenues au sommet de l'Etat, en 1986, comme en 1981, les mêmes anathèmes refleurissent sur les rives opposées dez courants politiques : « épuration », « chasse aux sorcières », « paniers de têtes coude nos grands commis promenée au bout d'une pique, pas plus d'ailleurs qu'on ne l'a aperçue, de mémoire de chômeur, aux portes de l'Agence nationale pour l'emploi. pées »... Fort heureusement, on n'a jamais vu, de mémoire de citoyen, la tête de l'un

Il n'en reste pas moins que la politisation de la haute administration est une réalité, longtemps masquée par l'absence d'alternance au pouvoir, et cependant pratiquée à l'abri des majorités conservatrices renouvelées. C'est l'ampleur des mouvements opérés à la faveur des changements de majorité qui lui donne tout son relief. On s'aperçoit du même coup que l'« épuration » n'était pas l'apanage des socialistes. Du moins, ces derniers avaient-ils eu le souci, à quelques exceptions près, de respecter les formes et de recaser décemment les hauts dignitaires de l'appareil d'Etat. On ne peut en dire autant du nouveau gouvernement.

Mais la politisation de la haute fonction publique est un phénomène que l'on retrouve dans la plupart des démocraties occidentales. Elle tient plus, en définitive, à la nature de l'Etat et au mode de gestion des sociétés développées qu'à une perversion du système politique.

Par CHRISTIAN DE BRIE

M IV ment nous débarraiser des incompétents . avaient amoncé, magnanimes et rassurants, les nouveaux gouvernants après l'alternance de mars 1986. Plus discrets que leurs prédécesseurs, ils sauront se montrer expéditifs dans le changement des hommes, plaçant un peu partout des responsables dont l'allé-geance au RPR – plutôt qu'à toute autre formation de la majorité - n'est guère plus contestable que la compé-

tence professionnelle. An cœur de la cible, les emplois supérieurs à la discrétion du gouverne-ment : 500 dans les services administratifs de l'Etat - 205 directeurs d'administration centrale, 124 préfets, 143 ambassadeurs et 28 recteurs d'aca-démie, – environ 200 à la tête des grands établissements publics, entre-prises et sociétés nationales, dans tous les secteurs : banques, assurances, industries, énergie et mines, transports, communication et culture, centres de recherche et offices professionnels. La nomination à ces emplois, tous pourvus par décret en conseil des ministres, est entièrement libre. Aucune autre condition n'est exigée que l'âge de la majo-rité, la nationalité française et la jouis-

sance des droits civiques. Un an après, le bilan des nominstions et révocations supporte la comparaison avec celui du premier gouverned'administration centrale contre 90 70 préfets contre 103, 14 recteurs

En tête du palmarès : police et pré-fets, le ministère de l'intérieur où tous les directeurs out été changés; puis l'éducation nationale et la communication, où la plupart des directeurs d'administration centrale et 10 PDG sur 11 ont été remplacés (1); enfin l'économie, les finances et les affaires, où les postes-ciés de la Rue de Rivoli ont changé de titulaires, à l'exception notable de la direction du Trésor, tandis que 85 nouveaux dirigeants étaient nommés à la tête des entreprises et établissements publics. Les secteurs les moins touchés : l'armée et les affaires étrangères, les prérogatives du président de la République et les contraintes de la cohabitation limitant la marge de manœuvre du gouvernement. Encore que 41 ambassadeurs ont été remplacés, dont certains, comme M. Eric Rouleau à Tunis, dans des conditions peu conformes aux traditions du Quai d'Orsay.

4.7

(Lire la suite page 7.)

(1) A la tête d'Amenne 2, FR 3, Radio-France, Télé-Diffusion de France (TDF), la Société française de production (SFP), INA, Radio-Moste-Carlo, l'Agence Havas, l'Agence France-Presse, la Sofirad.

HECS

INSTITUT INTERNATIONAL D'ÉDUCATION **CULTURELLE ET SPORTIVE**

ARTS ET SPORTS ÉTUDES.

- surivi scolaire personnalisé
- cours particuliers tutorat personnel

MONITORAT DE SPORT

- brevets d'État
- ACCUEIL DES ENFANTS
- ET JEUNES DE L'ÉTRANGER
- réception et accueil des enfants de coopérants et de personnel expatrié
- admission des enfants des pays étrangers

STAGES SPORTIES

 organisation de séjours, vacances, voyages d'affaires, réceptions, séminaires, échanges sportifs et culturels

ARTS ET SPORTS ÉTUDES DE L'INSTITUT INTERNATIONAL ET SPORTIVE rue Jules-Ferry, 93100 MONTREUIL

Td.: 48,59,89,74

DANS CE NUMERO:

Les grand décalages

Un vent de détente soufflerait-il sur notre planète meurtrie ? Au-delà des propositions de M. Gorbatchev, les pays ns se demandent, non sans méfiance, « QU'ATTENDRE DU DÉMANTÈLEMENT DES EUROMISSILES? > (page 3). Certains de leurs citoyens semblent gagnés par un pacifisme de type nouveau, comme l'atteste le récent « SUCCÈS DES VERTS EN ALLEMAGNE DE L'OUEST » (pages 8 et 9). Alors que d'autres jugent sévèrement « LA TRÈS RÉELLE POLITISATION DES HAUTS FONCTIONNAIRES > (pages 1 et 7).

A Washington, en revanche, les initiatives de M. Gorbatchev ont été critiquées par les démocrates, qui apparais aujourd'hui, sur les questions militaires, « PLUS REAGANIENS QUE M. REAGAN > (pages 4 et 5). De quoi dérouter une opinion publique choquée par l'antisoviétisme primeire de la récente série télévisée « AMERIKA » (page 6).

En Asie, l'actuelle amorce de détente entre l'URSS et la Chine permet enfin que « LA MONGOLIE JOUE SES ATOUTS DANS LE GRAND JEU ASIATIQUE » (pages 14 et 15).

L'HOMME ET SES DROTTS

and the same of th

Autre grande plaie du monde : le Proche-Orient. Ici aussi, « LE TEMPS DU COURAGE » (pages 1 et 10) serait-il venu 7 On semble s'acheminer vers une conférence internationale qui aura, entre autres, à régler le cœur du problème : le droit des Palestiniens à un

M 2136-397 - 15 F

Etat national. Droit sans cesse réclamé, en particulier, par les étudiants de l'université de Bir-Zeit (page 11). Le respect des droits de la personne humaine est également au

cœur du voyage du pape Jean-Paul II au Chili et en Argentine où, sous la pression des militaires, « LA DÉMOCRATIE APPARAIT EN LIBERTÉ SURVEILLÉE » (page 13). En Equateur, « L'ÉCHEC D'UN NEOLIBERALISME MUSCLE » (page 12) est encore aggravé par le récent tremblement de terre.

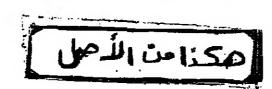
LA MORT INÉGALE

Même devant la mort, le décalage entre le Nord et le Sud reste prand et quelques regards sur « LA SANTÉ DANS LE TIERS-MONDE » (page 20 à 23) nous apprennent que la moitié de la population mondiale est privée de toute forme de soins. Cette détresse, l'écrivain indien Laxman Mané la décrit dans « OUPRA » (page 24).

Les cinéastes africains témoignent aussi par leurs « IMAGES DES TEMPS DURS > (page 25) des drames de leur continent, comme celui de la mainutrition que la campagne « AFRIQUE VERTE » (page 18) tente de réduire. Alors que la maîtrise de la production alimentaire passe par « LE CONTROLE DES MARCHÉS DES SEMENCES > (page 19).

L'Organisation des Nations unies, où s'expriment tous ces décaages entre namis et déshérités, est aujourd'hui menacée. Pourtent, « UN NOUVEAU DIALOGUE NORD-SUD » (pages 16 et 17) paraît plus que jamais indispensable en son sein.

Voir le sommaire complet page 28.



DEUX LIVRES SUR L'ART DE LA PRÉVISION AUJOURD'HUI

Prospective et fantastique

THIERRY **GAUDIN®**

E m'intéresse au futur, parce que c'est là que j'ai l'intention de passer l'essentiel du temps qui me reste à vivre », disait un jour un académicien, comme s'il avait à justifier de sa présence dans un congrès de prospective. Parler de l'avenir, en effet, estce bien sérieux? On reconnaît à la rigueur que l'on puisse dire ce qui devrait être mais tenter de donner à voir ce qui pourrait être, en ne conservant d'autre passion que celle de la lucidité, voilà qui est étrange, éventuellement suspect. Deux livres : les Travailleurs du futur, d'Annie Batlle (1), et l'Histoire des futurs de Bernard Cazes (2), ouvrages de référence, comme l'est, pour la méthodologie, celui de Michel Godet, Prospective et planification stratégique (3), viennent opportunément nous rappeler qu'il s'agit toujours d'une profession.

Le livre d'Annie Batile est le résultat d'une mission effectuée dans divers pays, en 1985, afin de récolter des informations sur les principaux think tanks où l'on parle de l'avenir. On y apprend qui fait quoi, et quelles sont

* Chef du Centre de prospective et d'évalua-

les principales idées débattues dans le milien des « prospectivistes ». C'est donc à la fois un carnet d'adresses et un résumé clair des grands courants de

Bernard Cazes est un fonctionnaire du commissariat du Plan qui a pris racine dans le futur depuis plus de quinze ans. Son Histoire des futurs, sous-titrée De saint Augustin au XXI siècle laisse présager l'ampleur du champ couvert. D'autant que, au lien de se limiter aux rapports officiels, sur lesquels pèse toujours quelque conformisme, il a eu l'intelligence d'admettre, d'entrée de jeu, que la prospective pouvait se loger chez tous : des devins aux romanciers, des humoristes aux économistes, des scientifiques aux théologiens.

Un des passages les plus intéressants est celui où il confronte les écrits de H. G. Wells, le romancier fantastique auteur de la Guerre des mondes, avec les écrits de ce même Wells lorsqu'il essaye de faire des prédictions « scientifiques ». Dans ses œuvres de fiction, il imagine « des vaisseaux aériens qui, par beau temps, font quatre fois l'aller et retour entre Paris et Londres dans une même journée » (Quand le dor-meur s'éveillera, 1899), mais quand il veut être « sérieux », il écrit « Je ne crois pas du tout que l'aéronautique entre jamais en jeu pour modifier de façon importante les moyens de transport - (Anticipations, 1902).

Ce que Bernard Cazes ne s'autorise pas à dire, c'est l'hypothèque que cet exemple fascinant fait peser sur les prospectives officielles, à commencer par celles du commissariat du Plan. Car enfin, s'il faut l'imagination foisonnante d'un Wells pour atteindre le futur et si, en plus, il faut qu'il laisse vagabonder son esprit, sans être retenu per le besoin de paraître raisonnable, que pourra bien produire le conformisme des commissions officielles ?

Et cependant, les quelques travaux de rétroprospective disponibles mon-trent qu'on ne s'était pas tellement trompé, il y a vingt ans. P. Dubois, de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). autre permanent de la prévision, était déià là quand, en 1964, furent élaborées les « réflexions pour 1985 », demandées par le Plan à un très prestigieux groupe d'experts présidé par Pierre Guillaumat. Il était encore là vingt ans après, quand on a demandé au même groupe de comparer ses pré-visions à la réalité. L'exercice aurait pu être cruel ; il a été plutôt satisfaisant.

D'un côté Wells, qui ne voit juste qu'en laissant vagabonder son imagina-tion la plus débridée, au point qu'il n'y croit pas lui-même; de l'autre, Pierre

Guillaumat et sa commission, qui s'en tirent plutôt bien avec des modèles macro-économiques prolongeant le passé. Alors, à quelle méthode se fier? La comparaison mène à distinguer, d'un côté, la prévision des discontinuités, de l'autre, le prolongement, per continuité, du passé récent ; ce qui est continu, dans le prolongement du passé, a été prévu, mais les discontimités n'ont même pas été vues.

D'où l'idée que prévoir et voir sont peut-être deux choses différentes, qui font appel à des facultés distinctes de l'homme. Qui aujourd'hui oserait se risquer à évoquer l'an 2007 en repre-nant des méthodes de prévision à la Fourastié, qui, cependant, ont bien réussi pour les vingt années de 1965 à 1985 ? Sans doute quelques événements marquants, tels que les crises pétrolières, ont-ils accrédité l'idée que l'avenir, n'étant plus dans la continuité du passé, se construit sur des ruptures.

A VEC ces deux ouvrages, le lecteur entre dans une systématique de l'imaginaire. Comment les hommes font-ils, à travers les âges, et dans les différents pays, pour se représenter l'avenir? Borges, dans une conférence sur la littérature fantastique, disait en substance: « On pourrait croire que l'esprit, une fois libéré du réel, s'évade dans les univers les plus imprévisibles; il n'en est rien : la fiction est

sectour, assure un avenir minimum à tous

les enfants, elle gère les moyens qu'elle a

Enfin, quelle mauvaise conclusion que

celle de cette lettre : une obligation de

contrôle de toutes les ONG sur le terrain.

par une structure venant de l'hémisphère

Nord, celle des donateurs... Mais an nom

de qui, de quoi? D'une incompétence

mêmes ?... D'un vilain désir d'efficacité à

court terme pour satisfaire un élan du

cœur, valable, bien sûr, mais inutile

puisqu'il existe désormais d'autres straté-

gies sur le terrain? Tout travail pour la

santé, même bénévole, doit être replacé

dans le cadre des organisations villa-

geoises, qui sont en train de bouleverser

l'avenir des zones rurales : PMI, consulta-

tion prénatale, groupe d'hygiène, de nutri-tion... qui commence déjà à agir sur les

taux de morbidité et de mortalité de nos

Bien sûr, il faut éliminer toute idée de

vendre des médicaments reçus gratuite-ment, bien sûr il faut accueillir tont

enfant, même s'il n'a pas d'argent ; mais il

faut surtout favoriser an maximum cette

stonnante vitalité communautaire, seul

rempart actuel possible des enfants contre

la mort. Il ne s'agit surtout pas de polémi-

quer, mais d'aider les populations de l'hémisphère Nord à se familiariser à ce

qui est neuf et efficace dans l'hémisphère Sud.

que des gens du Sud à se gérer eux-

et ceux qu'elle reçoit (car il lui en faut).

resque assez pauvre pour être classifiable; elle tourne autour de quatre grands thèmes: le temps, la mort, la présence d'êtres différents et la transfiguration .

Bernard Cazes, à son tour, tente une classification, par genre, des prédic-tions et des lectures de l'histoire qui les accompagnent. D'abord, comme dit Borges, la question du temps : est-il cyclique, de telle sorte que l'histoire se répète, ou bien linéaire, comme dans les modèles exponentiels? Ou encore une combinaison plus vraisemblable des deux, c'est-à-dire hélicordal? Ensuite, la question de la mort : les figures du déclin abondent en prospective : la décadence de Tocqueville à Schumpeter, est l'un des thèmes favoris des grands auteurs, plus encore que son image inverse, le progrès. Il faut dire que, autant l'aboutissement du déclin est évident, autant celui du progrès laisse perplexe. Les schémas d'évolution tels que celui des trois ages de l'humanité, par Saint-Simon, et plusieurs autres utopies ternaires libératrices, ne donneut pas une image claire de l'aboutissement; au fond, un homme libre, comment c'est fait ? Serait-ce l'apparition du troisième thème de Borges : la présence d'êtres différents puisque, à l'évidence, les hommes que nous côtoyons ne se sentent pas libres, ni extérieurement, car ils font de la libération l'enjeu de leurs luttes, ni même intérieurement, bien que cela soit plus difficile à avouer. Quant au quatrième et dernier thème, la transfiguration, il est présent dans le mot-clé des discours contemporains sur le futur : les mutations.

(1) Seghers, coll. «Les visages de l'ave-nir», Paris, 1986, 315 pages, 85 F. (2) Seghers, coll. «Les visages de l'ave-nir», Paris, 1986, 475 pages, 135 F. (3) Economica, Paris, 1985, 335 pages, 125 F.

Prochains colloques

internationales consacre une journée au thème «LA FRANCE ET L'ITALIE

FACE A LA SITUATION EN MEDI-TERRANEE». Les travaux se déroule-ront le 6 avril, à Paris. (Renseignements:

CERI, 4, rue de Chevreuse, 75006 Paris. Tél.: 45-49-51-30.)

• La délégation aux fonctionnaires internationaux auprès du premier ministre organise, le 20 mai, une journée d'études sur « LA LANGUE FRANCAISE DANS LES ORGANISA-TIONS INTERNATIONALES». (Ren-

seignements: 72, rue de Varenne, 75700 Paris. Tél.: 42-75-73-12.)

• Le premier SALON INTERNA-TIONAL DE LA COOPERATION ET

DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT se

tiendra du 20 au 24 mai, à la porte de Versailles, à Paris. L'objet de certe mani-

festation est de présenter la diversité des acteurs et des modalités d'intervention en

matiere d'aide au développement. (Ren-seignements: Organisation et communi-cation, docteur Philippe Garnier, 49, rue Lamartine, 78000 Versailles. Tél.: 39-

Le Centre d'études et de recherches

CORRESPONDANCE

« La Flandre au cœur de l'Europe »

A propos du supplément sur la Flandre paru dans le Monde diplomatique de jan-vier, un lecteur belge, qui tient à conser-

J'ai lu avec attention les articles sur la Flandre parus dans le Monde diplomatique de janvier. Il y manquait la mention publicité » en tête, car n'est-ce pas de la publicité dans toute l'horreur du terme, publicité qui ne représente qu'une partie de la campagne orchestrée par le gouver-nement flamand (à défaut du gouverne-ment belge), et payée par le contribuable de 57,2 %, ce qui lui permet d'ignorer allégrement la minorité nationale franco-

J'ai admiré la jolie carte que vous avez publice, où l'on voit Bruxelles comme un lot isolé dans ce magnifique pays flamand, le dessinateur ayant magnifiquement retranscrit par un adroit coup de plume, ce à quoi tout Flamand rêve : une Bruxelles enfin encerclée, que l'on pourrait enfin « flamandiser » en faisant fi de sa population francophone (plus de 75 %)

M. Geens parle de problème linguisti-que relégué à l'arrière-plan, de par la crise économique. Mieux dit, il s'agirait, crise ique aidant, d'étouffer la voix de la minorité francophone en lui adressant un message : «Flamandisez-vous ou dis-

LE MENSUEL DU MONDE ARABE ET DE LA FRANCOPHONIE

avril 1987

En vente dans les kiosques et les librairies.

Parmi les articles publiés dans le numéro 4 :

LIBAN: 12 ANS DE MALHEUR... ET APRÈS?

UNE INTERVIEW, PAR ABBAS TORBEY

UNE ENQUÊTE, DE FRANCOIS PARGNY

UN REPORTAGE, DE WALID CHMAÏT

UNE ANALYSE, DE P.M. DE LA GORCE

UN ÉDITORIAL, DE BOUTROS GHALI

ANDRÉ MIQUEL : L'ARABE M'A ENVOÛTÉ

UN DOCUMENT, DE A.H. AL-AYOUBI

DÉBATS SUR LE GOLFE EN ISRAEL

FAIRE ENCORE DES AFFAIRES.

FÈS, VILLE-MUSÉE EN PERDITION

UNE HUMEUR, DE G. TARABICHI

CINQ RÈGLES D'OR POUR L'AFRIQUE

KASSEM AMINE ET LA FEMME

DANS LE GOLFE

LE TEST TCHADIEN

78, rue Jouffroy, 75017 Paris

Les soins pour les enfants en Afrique

avons publiée dans notre numéro de février, a suscité l'explication suivante, très concrète, que nous adresse le docteur C. Aurenche, de l'hôpital de Tokombéré, à Maroua, dans le nord du Cameroun:

Je voudrais simplement rappeler les règles élémentaires qui animent l'action des centres de santé dépendant de l'Eglise catholique dans les diocèses du nord du Cameroun, action qui est liée à celle des pouvoirs publics de l'ensemble du pays.

d'un travail à long terme, que tout malade paie quelque chose pour tout traitement; c'est d'ailleurs ainsi dans le monde entier. Ce n'est pas l'enfant qui paie, mais ses parents, car tout parent doit donner à ses enfants les soins dont ils penvent avoir

l'enfant dans un groupe de PMI, de 300 F à 500 F CFA (10 F) pour un an, donnant droit à la surveillance mensuelle de l'enfant, à l'usage de quelques médicatraitements pour les maladies plus

geoises ou familiales, qui permettent à toute famille d'avoir chez elle les médicaments essentiels (...).

dignité de l'enfant, il s'agit de sa vie : si la famille ne prend pas la responsabilité de cette vie dès le début et tous les jours, l'enfant ne pourra pas franchir tous les obstacles qui se dressent quotidiennement devant lui. Il n'aura pas toute l'année la chance d'une bienfaisante rencoutre, qui a apporté au village les médicaments et les

49, rue Héricart, 75015 PARIS - Tél. 45-78-12-92

La lettre de M= Semeria, que nous

l'en suis en quelque sorte, depuis plus de dix ans, le conseiller technique. Je pense qu'il est juste, pour l'efficacité

En règie générale, nos centres au Nord-Cameroun ne font pas payer les médica-ments, chaque malade paie un forfait pour un épisode-maladie. Il est pris en charge pour une consultation avec d'éventuels examens de laboratoire, et le traitement est compris dans ce forfait, pour une somme très modique. A Tokombéré, par exemple, l'hospitalisation d'un enfant normalement suivi en PMI (protection maternelle et infantile), revient aux parents à 1000 F CFA (20 F) tout compris, pour quinze jours. Dans la plupart de nos centres, nous demandons aux parents de se grouper, de cotiser, pour inscrire ments, et à une très grosse réduction des

Telle est notre pratique. Quant à la théorie, alors il faut être plus sévère à l'égard de votre correspondante. Elle sem-ble ignorer la ligne de politique de santé du Cameroun, et celle de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) : toute action santé au village doit être engagée en fonction des priorités, des besoins réels, des moyens aussi de la communauté locale. Cela n'est possible qu'après, une vraie approche du milieu. L'action doit être entreprise avec les moyens de la population, sous son contrôle, avec des agents formés en son sein, supervisés par des structures officiellement recommes. C'est aussi le principe des pharmacies villa-

Les dépannages d'urgence sont toujours nécessaires, mais ils doivent toujours être intégrés aux actions en place; sinon ce sont des corps étrangers dangereux et inu-tiles. Jamais un don extérieur ne doit déresponsabiliser les communautés. Il est long et difficile (pour nous, à Tokombéré, cela fait vingt ans que nous avons commencé) d'amener une mère et un père de famille à ne pas attendre la mort de l'enfant, mais à se sentir responsable pour faire quelque chose pour le protéger... Alors, les équipes sur le terrain sont parfois lassées par ces bonnes volontés passagères qui viennent apporter de faux espoirs par un service transitoire et exté-

Il ne s'agit pas de «faire du tort aux missions», il ne s'agit même pas de la

Par contre, une communanté organisée, comme il y en a tant désormais dans notre

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY Directeur : Claude JULIEN Rédactrice en chef ; Micheline PAUNET Rédaction : Ignacio RAMONET Alain GRESH, Bernard CASSEN, Christian DE BRIE Secrétaire de rédaction :

REDACTION 75427 PARIS CEDEX 09 TEL: 42-47-97-27

Publiciné: le Monde Publicité S.A. Responsable: Antoine Gauvin 5, rue de Montressay, 75007 Paris. Tél.: 45-55-91-82 on 45-35-91-71 Reproduction interdite de tous articles, seuf accord avec l'administration.

ECONOMICA

NOUVEAUTÉS

LES VERTIGES DE LA FINANCE INTERNATIONALE LES DÉFICITS ET LE DOLLAR LES MARCHÉS MONDIAUX 86/87 Rapport CYCLOPE 300 F LA RÉUSSITE POLITIQUE Charles DEBBASCH95 F REDRESSEMENT JUDICIAIRE BORLOO et associés 126 F HISTOIRE ÉCONOMIQUE DE LA IV° RÉPUBLIQUE LIBAN : ESPOIRS ET RÉALITÉS Bassma KODMANI-DARWISH(sous la direction de) 140 F ÉCONOMIE DE L'AGRICULTURE Jean-Marc BOUSSARD 175 F GESTION DE L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE EN AFRIQUE

Qu'attendr I possective d'un accord autre

Appropriate to caroning the inches of letter to retrait de cen men Salara a it at comme PER INCHES IN A COURT OF to street and are the sea of stills. Car. derriers in comme interminentitudes majeuras : isform perkaires britaniques Commence of Management

The same of the same of

SECRETARY TO THE

15531

Mark at a series of the The second of the second STATE OF THE PARTY TENNESS TO STATE OF STREET # = 100 mm | 1 m ESTEROLD OF THE PROPERTY. THE RESERVE OF THE PER State State of the sections SERVICE COMPANY TO SER 3500 - 2000 - 20 --- 21 87W STATES TO STATE OF THE PERSON **建**连续对对 20 000 + 强化 The married server, at THE TAX 17 - 27 - 1 18 BENEFIT TO IL TO SOME 2 Tate 4- 42mm, 1511 pe ament later of the pa designated a criterio, single paret of

SERVICE TELL . . - US THE THE REPORT OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF T immaline to due to the first grant stormment in as 18, or out. men gut milt burtunt ment en De less en al croaming est sees as post for the in users. SECURE OF A PROPERTY. Barrer to La Control of Re Pile eretten figten eine bemitigt 224 - 22 0.22 1.2 17,1420 神 acid frace. - is miner by Mind petidere e y as san, de PRESENT OF COURT OF BE 基準には「t tult + 27 か展

- Comps propring gare Erfellige Gerteit biefe. 海南は たいかは マアマ マ ナ 15 元を Name of the second of the Market 22 Die : - int. . 274 Begatten eine gettigen 🙀 Contractor of the state the ste steer treesters &

Bernett were on the fit de me mant er ale de See and the see and se T 3 2 3 4 4 4 4 ALLEY TO CONTRACT 43 San Personal of the Market

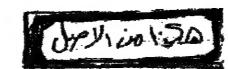
THE PERSON NAMED IN

Des dispositifs de presi minds a marche cut is

E CONSCIONATION OF THE שונים בים בים בים שלים The state of the state of the And a formular and discourse Chief armed Carry . Symuthing the later of second, Bente te ber bet betret. Sections of Carrie the second second second And the Cast Court of the Cast Carte Co. 621-6 677 108 The state of the s Eg Retern Peter of the STAN A 10 Carrie 100 STR

Contract of the second Services processed to frame And Court of the Annual of the G Real Case of the second of The state of the s Ca serall author Me Constant of the Green the test and the state of the s the fact that the fact the same of the the content of the second Control of Security less Control of the same Les pas de A CONTROL OF THE SECOND CONTROL OF THE SECON

the comment street des PRINT OF COMMENTS



A DÉFAUT D'UN ACCORD SUR LES ARMES STRATÉGIQUES

Qu'attendre d'un démantèlement des euromissiles?

A perspective d'un accord entre Washington et Moscou sur le démantèlement des euromissiles incite les dirigeants européens à se concerter. Certes, le retrait de ces armes ne serait qu'un premier pas, puisque subsisteraient, à l'Est comme à l'Ouest du Vieux Continent, les armements tactiques et à courte portée. Mais le problème d'une sécurité européenne assurée par les seuls Européens commence à se poser avec acuité. Car, derrière la complexité technique du dossier, se profilent deux incertitudes majeures : quant à l'éventualité du « découplage » de la défense entre les deux rives de l'Atlantique et quant au statut des forces nucléaires britanniques et françaises.

Par PAUL-MARIE DE LA GORCE

La proposition de M. Gorbatchev sur le démantèlement des armes « à portée intermédiaire » en Europe était évisible. Dès l'échec de la conférence de Reykjavik l'an dernier, l'un des régociateurs soviétiques, M. Karnov. l'avait d'ailleurs donné à entendre. Le sommet soviéto-américain avait mis en évidence l'impossibilité d'un accord global sur les armes nucléaires stratégiques, il leissait le voie ouverte à un accord partiel sur telle ou telle catégo-

A Reykjavik, l'essentiel des propositions soviétiques consistait en un échange entre l'abandon du projet américein de système spatial antimissile, prévu par l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan, et réduction massive - de l'ordre de 50 % - des arsenaux nucléaires stratégiques des deux superpuissances.

Lien logique, an demeurant, et même indissoluble. Le but de l'IDS, en effet, et son véritable intérêt résident comme on l'a souvent remarqué - dans la rupture des équilibres stratégiques actuels que provoquerait le déploie-ment par les Etats-Unis d'un système Il n'y avait évidenment pas la moin-

dre chance que cette rupture soit acceptée. Dès lors, en attendant que soient mises au point les techniques propres à permettre aux missiles stratésques de percer ou de contourner le berrage d'un éveniuel système spatial antimissile — ce que l'on recherche également en France. — le neoyen le plus simple, et peut-être le plus sûr, de le mettre en échec est encore de le saturer, ce qui signifie plus - et non pas moins - d'armes stratégiques. L'accord n'ayant pu se faire sur l'abandon des essais nécessaires à la mise en œuvre de l'IDS - ce qui eût entraîné l'abandon de l'IDS elle-même, à long terme, - il n'était plus question de s'entendre sur une réduction des arsonaux nucléaires stratégiques.

Il restait aux superpuissances à explorer la voie d'un accord limité, et l'on s'est donc orienté vers l'idée du démentélement contrôlé, simultané et réciproque des armes nucléaires « à portée intermédiaire » et plus précisément des SS-20, Pershing-2 et missiles

de croisière sol-sol Tomahawk implantés en Europe. Pour saisir la portée d'un tel accord, il faut avant tout comprendre la nature de ces systèmes d'armes et, partant, l'intérêt que les Etats-Unis et l'Union soviétique trouveraient à y renoucer.

Il convient aussi de ne pas se laisser prendre aux pièges du vocabulaire : dire de ces armes qu'elles sont « à portée intermédiaire » comme l'usage le veut, c'est passer à côté de l'essentiel. On sait d'ailleurs que les Soviétiques ont disposé de missiles à moyenne portée (IRBM) avant de mettre au point les missiles intercontinentaux (ICBM), et que les Américains ont disposé de leur première génération d'IRBM dès les années 50. Ce qui caractérise en réalité ces armes nucléaires « à portée intermédiaire », c'est leur précision : déjà appréciable mais en voie d'amélioration, elle est moyenne dans le cas des SS-20, qui ont 300 mètres d'« erreur circulaire probable »; pour les Pershing-2 et les missiles de croisière, elle est d'environ 50 mètres. C'est cette précision qui donne à de telles armes la capacité de frapper directement les forces de l'adversaire et non des centres démographiques ou économiques, comme c'est le cas pour les armes de destruction massive (qu'elles soient à moyenne ou longue portée) et, plus généralement, pour les missiles nucléaires < stratégiques »:

D'où leur considérable portée militaire. Théoriquement, elles pourraient, en nombre suffisant, détruire en une ou deux salves la totalité des forces conventionnelles et des infrastructures militaires des puissances ennemies sur un théâtre d'opérations, ainsi que les dépôts d'armes nucléaires tactiques et les autres armes nucléaires antiforces de l'adversaire, dès lors que leur situation est commue à l'avance, grâce sux satellites, aux avions d'observation à haute altitude ou par tout autre moyen. L'emploi de ces armes aurait ainsi sa plus grande efficacité si on les tirait en premier, et si possible par surprise, puisque de cette manière on pourrait frapper à coup sûr le dispositif ennemi préalablement identifié.

OTAN Pacte de Varsovie

LE RAYON D'ACTION DES MISSILES A PORTÉE INTERMÉDIAIRE

Engins soviétiques dens les pays membres du Pacte de Varsovie

- Les SS-20, au nombre de 243 selon l'URSS, ou de 270 selon les experts occidentaire. Caractéristiques : 4 500 kilomètres de portée; 300 mètres de précision ; équipés de trois têtes nucléaires de 150 kilotonnes chacune (171 SS-20 sont en outre déployés en
- Les SS-4 et SS-5, moins performants, considérés comme dépassés.

Engins américains dans les pays de l'OTAN

- 108 PERSHÍNG-2 déployés en RFA. Caractéristiques : 1 800 kilomètres de portée ; 50 mètres de précision ; équipés d'une tête nucléaire
- 208 MISSILES DE CROISIÈRE SOL-SOL TOMAHAWK déjà en place (sur les 484 prévus) en RFA, en Grande-Bretagne, en Italie, aux Paye-Bas et en Selgique. Caractéristiques : 2 500 kilomètres de portée ; 50 mètres de précision ; équipés d'une tilte nucléaire de 200 kilotonnes ; voi à vitesse subscrique, à une altisude de 20 et 60 mètres.

siles de croisière sol-sol Tomahawk,

toute une gamme d'armes à capacités

antiforces: les bombardiers F-111

basés en Grande-Bretagne, l'aviation

embarquée à bord de la VIº flotte et.

surtout, les missiles de croisière qui

équipent la nouvelle génération de

sous-marins nucléaires Trident et dont

des euromissiles américains, il faut en faire l'analyse rigoureuse. Il est vrai que ceux-ci, frappant le territoire de tiques à répliquer sur le territoire américain. Mais ce ne scrait naturellement pas au moyen de missiles mucléaires stratégiques, armes de destruction massive, puisque les Etats-Unis riposteraient alors de la même facon. Ce ne pourrait être que par l'emploi d'armes nucléaires de même nature que les euromissiles américains, c'est-à-dire des armes nucléaires antiforces : c'est exactement à cela que les Soviétiques se sont préparés quand ils ont entamé la mise au point de missiles de croisière air-sol et mer-sol, destinés à atteindre les forces américaines sur le territoire américain, tout comme les armes nucléaires antiforces américaines peuvent atteindre les forces soviétiques sur le territoire de l'URSS. C'est alors que l'on pourrait parler de « couplage », mais il est clair que ce n'est pas ce couplage » que les Etats-Unis chercheraient à atteindre. Le fond des choses, à cet égard, réside évidemment dans la présence militaire des Américains en Europe avec leurs forces

micléaires tactiques. Réduit à ses exactes dimensions, un accord sur le démantèlement des armes nucléaires « à portée intermédiaire » basées en Europe serait un accord partiel de non-agression. Partiel, parce que d'autres systèmes d'armes auraient la même signification stratégique que les euromissiles russes et américains. C'est le cas des SRINF (Short Range Intermediate Nuclear Forces), missiles à courte portée - entre 300 et 1 000 kilomêtres - que les négociateurs de Genève veulent distinguer des armes « à portée intermédiaire » - de 1 000 à 4 500 kilomètres - et des armes nucléaires tactiques - de moins de 300 kilomètres de portée. Leur efficacité antiforces, qui tient essentielle-ment à leur précision, est la même que celle des euromissiles, ou meilleure encore, ce qui justifie l'insistance des Européens de l'Ouest, et en particulier des Allemands, pour que leur disper-sion ou leur retrait suive le démantèlement des SS-20. Ce qui confirme que ce n'est pas la portée qui, en l'espèce, est l'essentiel, mais bien la précision.

Les Soviétiques ont privilégié de tels systèmes d'armes alors que les Américains no disposent en contrepartie que

sont dotés les bombardiers B-52 en des vieux Pershing-I de 720 kilomètres attendant que leur succèdent les B-1. de portée et dotés d'une charge de On le voit, la course aux armes anti-400 kilotonnes. En revanche, les Etats-

accord sur le démantèlement des euromissiles. Mais celui-ci marquerait une étape dans les tentatives de freiner l'essor constant des charges militaires des deux superpuissances et témoignerait aussi de la conviction qu'elles ont maintenant des extrêmes difficultés d'emploi, doctrinal et pratique, des armes nucléaires antiforces.

Des dispositifs de première frappe

TOUT autre, en revanche, est la position de la puissance attaquée, et tont autre, en conséquence, le problème stratégique qu'elle doit résoudre. Et il est révélateur que nulle part on ne soit parvenu à formuler une doctrine d'emploi de ces armes dans l'hypothèse où elles devraient être tirées en second, en riposte au tir en premier d'un adverssire qui en disposerait aussi. Ce qui ressort de toutes les réflexions menées à cet égard - soit par des spécialistes de la stratégie nuclésire, soit dans les écudes officielles, comme celle présentée par M. Richard Perle, adjoint du secrétaire américain à la défense, à la conférence ministérielle de l'OTAN à Montebello, au Canada, voici trois aus, - c'est que le tir en second des armes nucléaires antiforces présente de formidables difficultés.

Une partie d'entre elles auraient été détruites par le tir en premier des armes adverses. Ce serait le cas, en particulier, pour les Pershing-2 installés sur leurs bases allemandes et dont les déplacements sont relativement peu fréquents. Ce serait aussi le cas, bien entendu, des missiles de croisière de Comiso en Sicile, ou de Greenham Common dans le sud-ouest de l'Angleterre, ainsi que dans les régions très peuplées des Pays-Bas et de la Belgique, où il ne doit être ni facile ni fréquent de les déplacer et où, sans doute, ils ne le sont que dépourvus de leurs charges nucléaires. De surcroît, les issiles survivant au tir en premier de l'ennemi auraient perdu une grande part de leur efficacité. Leur plan de frappe, en effet, conçu en fonction du dispositif adverse du temps de paix, ne vandrait plus : ce dispositif aurait été bouleversé par le déplacement des forces ennemies, qu'il s'agisse de grandes unités, poètes de commande

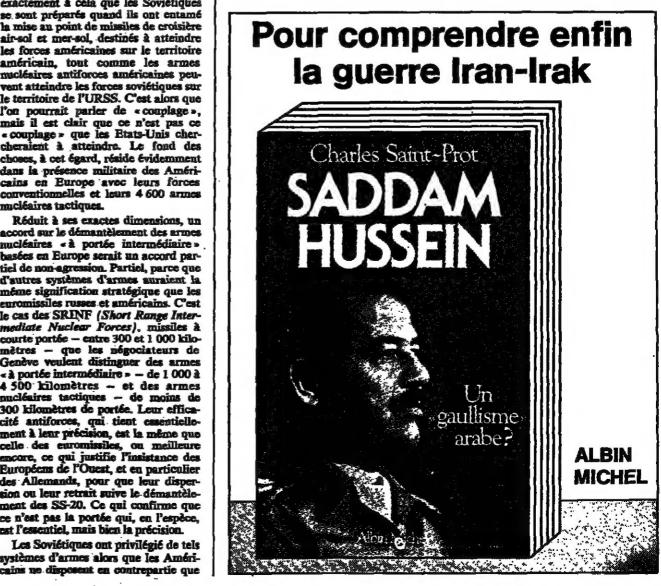
ment, centres de communications. concentrations de chars, dépôts d'armes, etc. On pourrait leur assigner d'autres objectifs, mais leur tir, ainsi improvisé, serait plus aléatoire. On pourrait aussi, en théorie, leur donner des cibles plus larges, y compris les agglomérations. Mais on serait alors assuré d'une riposte de même nature avec les conséquences effroyables qui en résulteraient pour le théâtre ouesteuropéen déjà vidé de ses défenses par le tir en premier des armes nucléaires

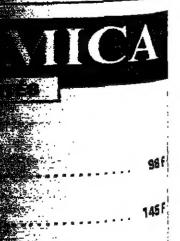
Tout cela éclaire les données de l'emploi éventuel des armes mucléaires « à portée intermédiaire » et à capacités antiforces : en raison de leur caractère spécifique, un accord sur le démantèlement des euromissiles est concevable. Il signifierait, en réalité, que chacune des deux superpuissances renonce à s'en prendre à l'autre au moyen de ces systèmes d'armes et à ouvrir sinsi les hostilités.

Serait-ce, pour autant, comme on l'a si souvent prétendn, un « découplage » entre la défense des Etats-Unis et celle de l'Europe ? Le flou des mots ne doit pes dissimuler le fond des choses.

Si l'on évoque, en parlant de « cou-plage », une éventuelle protection de l'Europe occidentale par l'arsenal nucléaire stratégique américain, ce « couplage » n'existe plus depuis long-temps, très exactement depuis que s'est établie entre les superpuissances une parité nucléaire stratégique qui leur donne les moyens de se détruire muinellement une ou plusieurs fois. Les responsables américains l'out, du reste, recount très souvent et très net-

Si l'on évoque le « couplage » stratégique qu'établirait, entre les deux rives de l'Atlantique, l'installation en Europe





e esser pouvre pour être class elle tourne autour de quant shèmes : le temps, la mon, la the steemes différents et la trans

and Cazes, à son tour, tente le services, par genre, des préte des lectures de l'histoire qui le

paces. D'abord, comme is

la question du temps : 62

de telle sorte que l'histoire

ion bien linéaire, comme du linéaire exponentiels? Ou com combinaison plus vraisemble

ex. c'est-à-dire hélicoida!

ia question de la mon:

des grands auteurs, plus enon image inverse, le progrè the que, antant l'aboutisement de de la schina

decadence, de Tocquevil seter, est l'un des thène

ion seis que celui des trois le

setres stopies ternaires libe

me donnent pas une image chin

mbre, comment c'est [all

de Borges : la présence d'én

puisque, à l'évidence

etissement ; au fond, w

Fapparition du troisière

de la liberation l'enjeu de le

same intérieurement

an quatrième et dernier then

soit plus difficile à avon

1986, 315 pages, 55 F

tions, coll. « Les visages de l'es. 1906, 475 pages, 135 F.

m. Paris. 1985, 335 per

ens colloques

d'études et de rechests

RANCE ET L'ITALE

ETUATION EN ME

Les travaux se déné Paris. | Renseigname Chavreuse, 75006 Pm

etion sux fonctionnes

auprès du premier au LA LANGUE FRA

RENATIONALES like

12. 72. rue de Varent

LA COOPERATIONE

24 mai, a la porca

Perte. L'objet de cette ma

des modalites d'interventations de l'action de l'actio

Creanisation et comme Parippe Garner, Il.

78000 Versailles Tel

estion, il est présent dans Andre discours contemborains

mit, par Saint-Simon an

RENFORCEMENT DU POTENTIEL MILITAIRE

Les démocrates plus reaganiens

.UX Etats-Unis, les démocrates, déjà en précampagne présidentielle, préconisent une ligne encore plus intransigeante que celle de M. Reagan en matière de sécurité nationale. Et cela, contrairement aux illusions qu'aurait pu faire naître leur opposition résolue à l'aide financière aux « contras » antisandinistes.

An-delà de la recherche de thèmes électoraux payants, les dirigeants du Parti - fidèles en cela à l'inquiétant héritage de la présidence de Kennedy - entendent faire preuve, dans le domaine militaire, d'une fermeté qui ne le céderait en rien à l'énergie qu'ils déploient actuellement au Congrès en faveur de mesures protectionnistes à l'encoutre de leurs partenaires commerciaux.

Par MICHAEL T. KLARE *

ES démocrates, qui viennent de prendre le contrôle du Sénat et qui préparent désormais activement la campagne présidentielle de 1988, ont entamé l'élaboration de leur nouvelle politique de sécurité nationale. Contrairement à ce que l'on aurait pu attendre, leurs propositions n'indiquent aucun rejet de la ligne dure de M. Reagan : elles préconisent au contraire l'accroissement et le développement de l'appareil militaire. Jadis considérés comme « mous » en matière de sécurité nationale, de nombreux démocrates modérés cherchent à présent à se créer une image de réalistes, partisans d'une défense forte.

Au lieu de donner la priorité au contrôle des armes nucléaires et à l'élimination des grands programmes d'armements très coûteux, ils mettent l'accent sur l'aptitude effective au combat du dispositif militaire américain ainsi que sur sa modernisation. Tout en étant critiques à l'égard de certains programmes de l'actuelle administration comme l'initiative de défense stratégique ou le projet de missile balistique intercontinental MX, les dirigeants démocrates acceptent de plus en plus l'idée de la nécessité d'un renforcement continu du potentiel militaire des Etats-Unis, et ils laissent entendre que, en fait, le président Reagan n'a pas suffisamment préparé les forces armées aux guerres auxquelles l'Amérique devra peut-être faire face dans les années à venir.

Cette nouvelle ligne dure est illustrée à l'évidence par les déclarations de nombreux responsables du parti, ainsi que dans deux ouvrages récents : America Can Win (« l'Amérique peut vaincre »), de M. Gary Hart, candidat probable à la présidence, et New Choices in a Changing America (Des choix nouveaux pour une Amérique en mutation »), rapport final de la Democratic Policy Commission (DPC), instance chargée d'élaborer la politique du Parti démocrate pour la fin des années 80. Les deux ouvrages arborent des couvertures éclatantes aux conleurs rougeblanc-bleu de la bannière étoilée, et tous deux sont remplis d'appels au sentiment patriotique des Américains. En outre, ils condamnent avec la même vigueur l'incapacité du gouvernement Reagan à remédier à « l'infériorité » militaire des Etats-Unis vis-à-vis de

Dans America Can Win, M. Hart accuse : « Toutes les dépenses militaires [de la présidence Reagan] n'ont en rien changé la situation dans les secteurs où le déséquilibre des forces est au profit de l'URSS. Mille mil-Professour à Hampshire College, Amberst (Massachusetts).

NOUVEAUTÉ

ltards de dollars n'auront pas sussi pour rétablir la supériorité des Etats-Unis dans un seul des domaines où ils étalent en situation d'infériorité. » En fait, c'est le contraire qui s'est produit : en consacrant des sommes énormes à des armements très coûteux faisant appel à des technologies de pointe et ne pouvant être achetés qu'en petit nombre, le gouvernement Reagan a, en réalité, engagé les Etats-Unis dans un processus de « désarmement unilatéral involontaire (1) ». Le rapport de la commission reprend des accusations similaires: - Le gouvernement a dépensé avec frênésie, mais hors de toute logique stratégique, et sans plan général de défense. » Affirmant que M. Reagan n'a pas su doter l'Amérique d'un système de dissussion nucléaire capable de résister à une première frappe, ni d'autres systèmes de défense indispensables, il conclut que le gouvernement « a manqué de sérieux dans son traitement des éléments essentiels d'une politique de sécurité nationale eficace (2) >.

Tout en reconnaissant que, dans le passé, leur parti s'était moins préoccupé des exigences pressantes de la défense nationale que les républicains,

M. Hart et la commission affirment que, aujourd'hui, c'est la direction démocrate qui, forte de sa vigueur nouvelle, est la mieux préparée pour adapter la machine de guerre américaine aux éventualités des prochaines années. Lors d'une réunion de la DPC en avril 1986, le sénateur du Wisconsin, M. Les Aspin, explique que, « pendant des années, les républicains ont pu taper sur les démocrates, qualifiés d'utopistes et d'idéalistes incapables d'apporter des solutions réalistes ». Si ces accusations, selon lui, n'ont pas toujours été sans fondement, aujourd'hui, après six années de gestion déplorable du gouvernement Reagan, « les républicains sont disqualifiés pour émettre de telles critiques ». C'est à présent le Parti démocrate qui est le mieux placé pour assumer le rôle de « gardien de la paix et de la liberté dans le

monde (3) ».

Dans une certaine mesure, cette nouvelle attitude des démocrates correspond à un souci d'effacer dans l'opinion publique l'image de parti « antimilitariste » héritée des campagnes présidentielles de MM. McGovern, Carter et Mondale - ce que M. Robert Strauss. haut dirigeant du parti, reconnaissait en ces termes en 1986 : « Nous tratnons une image de mollesse qui, ces dernières années, nous a fait du tort (4). - Convaincus que la population américaine - ou du moins les secteurs les plus conservateurs de l'électorat - attend des prises de position en faveur d'une défense forte, les démocrates emploient aujourd'hui un langage qu'on croirait emprunté aux discours de M. Reagan pendant ses campagnes électorales de 1980 et 1984. Ainsi, selon le rapport de la DPC : « Qui dit sécurité nationale (...) dit puissance militaire (...). Notre sécurité exige une vigilance constante, ainsi qu'un puissant arsenal nucléaire et conventionnel capable de décourager une agression soviétique (:..) Elle exige aussi que soient prises en compte les autres menaces qui pèsent sur elle, comme le terrorisme, qui est devenu un instrument de guerre contre le monde libre (5). »

ES dirigeants démocrates ne se contentent pas de reprendre à leur compte les mots d'ordre du Parti républicain en matière de sécurité. Conscients du fait qu'ils sont largement perçus comme le « parti du non » (« non » à la défense, « non » au nucléaire, « non » à l'aide aux « contras »), ils estiment qu'il leur faut maintenant proposer des initiatives militaires qui leur soient propres. En 1985, M. Aspin déclarait: « Pendant trop longtemps, nous avons été le « Monsieur non » du débat sur la défense, toujours opposés aux nou-veaux programmes militaires. Si nous voulons être ceux qui, à la Maison Blanche, décideront de la politique de défense, il vaudrait mieux que nous sachions dire « oui » à quelque chose (6). » Dire « oui » ne doit pas seulement consister à reprendre à son compte des programmes déià sontenus par les républicains : les démocrates doivent aussi avoir leurs propres projets. Mais, comme l'explique M. Aspin, «il ne suffit pas que les démocrates soient pour tel ou tel projet de défense ». Pour tirer un bénéfice politi-que de l'opération, «il faut [qu'ils soutiennent] un projet que [leurs] adver-saires, eux, refusent (7) ».

Cet impératif - le besoin de trouver quelque chose dans le domaine mili-

acques FOYER,

DROIT INTERNATIONAL PRIVE

Géraud de GEOUFFRE de LA PRADELLÉ

L'ouvrage expose l'essentiel du droit international privé:

nationalité, condition des étrangers, loi applicable, conflits

de juridictions, droit international des personnes et de la

famille, des obligations et des biens. Dans une forme très

simple il présente l'état actuel du droit et de la doc-

trine, il insiste sur les questions les plus vivantes, de

l'immigration aux problèmes d'arbitrage et met,

en toutes matières, l'accent sur les traités.

Collection Droit-Sciences Économiques

1987, 1rd édition, 688 pages,

195 F. TTC au 1.04.87

chez votre libraire

par Dominique HOLLEAUX,

taire dont ils puissent s'attribuer le mérite - a dominé la réflexion des démocrates sur les problèmes de sécurité nationale depuis la victoire écrasante de M. Reagan en 1984. A la pointe de cette recherche, on trouve

quatre personnalités clés : - le sénateur Hart, candidat malheureux à l'investiture démocrate pour la campagne présidentielle de 1984, et probablement à nouveau candidat pour

- le représentant Aspin, président de la commission des forces armées de la Chambre des représentants, susceptible de devenir secrétaire à la défense d'un futur gouvernement démocrate;

- le sénateur Sam Nunn, président de la commission sénatoriale des forces armées, autre candidat possible à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle ;

- le représentant Stephen Solarz, membre influent de la commission des affaires étrangères de la Chambre, et président du groupe de travail de la DPC chargé de la politique étrangère.

En concertation avec d'autres démocrates partageant l'essentiel de leurs conceptions, ces quatre parlementaires ont entrepris d'élaborer la nouvelle politique militaire de leur parti. Au vu du livre de M. Hart, du rapport de la DPC et d'autres récentes déclarations du parti, les grandes lignes en sont les suivantes :

- il ne peut y avoir de relâchement dans la résistance des Etats-Unis an communisme soviétique;

- les Etats-Unis doivent renforcer leur capacité de représailles nucléaires de seconde frappe ;

- les Etats-Unis doivent considérablement accroître leur potentiel militaire « conventionnel » ; l'appareil militaire américain doit

s'engager dans un processus de réorga-nisation et de « réforme » pour amélio-Ces quatre impératifs combinés

rer son aptitude au combat. constituent le cadre du consensus qui se dégage aujourd'hui parmi les démocrates à propos de la défense. De toute évidence, ce consensus laisse de côté plusieurs questions essentielles. Ainsi, l'absence de position claire sur l'engagement militaire des Etats-Unis en Amérique centrale reflète les profondes divisions du parti sur ce sujet vital. Le problème du montant des dépenses militaires n'a pas non plus été résolu, puisque personne ne semble se décider à proposer ou une forte diminution ou une forte hausse du budget de la défense. Sur les quatre principes généraux, en revanche, on peut s'atten-dre à une réelle solidarité de tout le parti,

Compte tenu de leur désir de se débarrasser de leur image de « mollesse ., on ne sera pas surpris que les démocrates reprennent une partie de la rhétorique antisoviétique de l'administration Reagan, mais on ne peut manquer de s'étonner de l'intensité de leur offensive. Le représentant Solarz déclarait ainsi en 1985 : « Il faut que les démocrates reconnaissent que la répression soviétique et la tyrannie communiste ne sont pas un lointain souvenir, mais un cauchemar bien réel (...), un cauchemar dans les vallées de l'Afghanistan (...), dans les jungles de l'Asie du Sud-Est (...), dans les prisons et les camps de travail de l'Union soviétique (...), dans les rues de Pologne (...) (8). - Des tableaux similaires sont brossés dans le rapport de la DPC, qui relève que « l'Union soviétique constitue la plus unde des menaces contre la paix et la liberté dans le monde (9) ».

Parvenus à cette première conclusion, les néoréalistes démocrates préconisent logiquement un regain d'efforts de la part des Etats-Unis dans leur combat contre l'expansionnisme soviétique. « Pour les démocrates, explique M. Solarz, une politique anticommuniste résolue ne doit pas se limiter à dénoncer la tyrannie communiste : pour commencer, elle doit consister à

M. Reagan évoquait en termes alarmistes la « fenètre de vulnérabilité » Marie créée par la supériorité croissante des Soviétiques en matière de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM). Selon cette thèse, les Soviétiques pourraient un jour décider, par une attaque surprise, de détruire les ICBM américains basés au sol en espérant que les Etats-Unis céderaient à leur «chantage » plutôt que d'utiliser ce qui leur resterait de forces (bombardiers et missiles embarqués dans des sousmarins) dans une attaque-suicide sur les villes soviétiques. Par la suite ces hypothèses furent totalement rejetées par la commission présidentielle sur les armements stratégiques (dite commission Scowcrost, du nom de son président, le général Brent Scowcroft, ancien conseiller du président pour la sécurité), qui estima que Moscon serait dissuadé de lancer une attaque surprise dès lors qu'une riposte américaine restait envisageable - ce qui serait certainement le cas si les Soviétiques attaquaient des silos de missiles aux Etats-Unis. Si cette conclusion a, semble-t-il, guéri M. Reagan de son obsession de la « fenêtre de vulnérabilité», elle n'a pas suffi à rassurer le représentant Aspin, qui mène, au nom des démocrates, une croisade destinée à « verroniller » ladite « fenêtre » grâce à l'acquisition du missile à charge unique Midgetman. . Bien que nos bombardiers et nos sous-marins



M. GARY HART, PROBABLE CANDIDAT DÉMOCRATE A LA PRÉSIDENCE « Mille milliarde de dollars n'ont pas suffi à rétablir la supériorité des Etaty-Unis »

apporter notre soutien aux dépenses militaires légitimes, avec la même vigueur que lorsque nous dénonçons les gaspillages du Pentagone. Elle doit également consister à accrostre notre capacité de dissuasion nucléaire et poursuivre la recherchedéveloppement (sinon le déploiement) des technologies de la « guerre des étoiles ». De plus, nous devons résister à l'expansionnisme communiste dans le tiers-monde en fournissant armes et assistance aux forces non communistes qui, comme en Afghanistan et au Cambodge, luttent contre l'invasion et l'occupation de leur pays (10). - Ces thèses belliqueuses sont inscrites dans le rapport de la DPC, et figurent en bonne place dans diverses déclarations et documents du parti. Elles soustendent également les trois autres composantes de la nouvelle politique des démocrates - qui impliquent toutes un renforcement du potentiel militaire américain dirigé contre les Soviétiques.

En matière d'armements nucléaires, le parti a suivi exactement les conseils de M. Aspin, puisqu'il met l'accent sur les programmes qu'il défend plutôt que de tourner en ridicule ceux auxquels il s'oppose. Le rapport de la DPC affirme que « l'objectif prioritaire de notre politique nucléaire doit être de maintenir une dissuasion crédible et stable, qui réduise les probabilités d'une guerre nucléaire », et il préconise le renforcement de la capacité américaine de représailles nucléaires de seconde frappe, en précisant : « Nous sommes pour des systèmes d'armes tels que le missile Midgetman, le sousmarin Trident et son missile D-5, ainsi qe le bombardier Stealth, systèmes de seconde frappe qui permettront d'établir des relations plus stables entre les deux superpuissances nucléaires (11). Le contrôle des armements nucléaires est cité comme un objectif important de la politique américaine, mais la priorité revient nettement au déploiement de ces nouveaux systèmes. Pour aboutir à une telle politique, les démocrates ont dû faire des emprunts surprenants à la logique nucléaire du Ronald Reagan de la première période. Lors de sa campagne présidentielle,

puissent survivre à une éventuelle première frappe, déclara-t-il devant la DPC en 1986, nos missiles, en revanche, sont vuinérables à une attaque au cours de laquelle les Soviétiques n'utiliseraient qu'une part relativement faible de leur arsenal. . La vuinérabilité des missiles américains pourrait ainsi - inciter [les Soviétiques] à une attaque préventive et, en retour, nous pousser nous aussi à lancer une attaque, car nous serions alors confrontés au choix suivant: nous servir de nos mis-

Gary Hart, America Can Win, Adler & Adler, Bethseda (Maryland), 1986, pp. 4, 148.

(2) Democratic Party Commission, New Choices in a Changing America, Report to the Democratic National Committee, Washington, 1986, pp. 57-58. Dans ies notes suivantes, or various sees décient new PAC Present ce rapport sera désigné par DPC Report.

(3) Les Aspin, a It is Time to Get Serious about Defense », exposé devant la Commission de politique du Parti démocrate, Washington, 11 avril 1986.

(4) Cité dans The Washington Post National Weekly Edition, 14 avril 1986. (5) DPC Report, pp. 55-56.

(6) Cité dans Philadelphia Inquirer, 24 juin 1985.

(7) Cité dans The Washington Post National Weekly Edition, 14 avril 1986.

(8) Stephen J. Solarz, « It's Time for the Democrats to be Tough-Minded », The New-York Times, 20 juin 1985.

(9) DPC Report, p. 55. (10) Stephen J. Solarz, op.cit. (11) DPC Report, p. 61.

Calendrier des lêtes nationales 15-30 avril 4 HONGRIE 4 SÉNÉGAL 16 DANEMARK 17 SYRIE 18 ZIMBABWE
19 SIERRA-LEONE
25 PORTUGAL
26 TANZANIE
27 AFGHANISTAN
27 TOGO Pête nutionale. Auniv. de la révol 29 JAPON 30 PAYS-BAS

Party of the second second Many Many Service of the servic

Carried Street Street

ALTERNATIVE W ALTER

Section 12 to 12 to 19 t

The state of the s

And the second second

Editor of the second

Service of the servic

Section 2.

THE REAL PROPERTY AND

The state of the s

SERVICE CONTRACTOR

Samuel Control of

2.22 (-17.17. 2.1.1.1.1)

The second of the second

#62.65 http://www.

See the second of the second o

gardina until the his

ms is amachine, the had

AND THE RESERVE OF THE PARTY OF

and the second second second second

AND PARTY AND ADDRESS OF

Maria de Carros Santos Carros de Car

Company of the second

BES TUTTO STORY OF

REGISTED IN THE BOOK

BEREIT FOR THE STORY

Brand CPC product plan 2 125

THE MENT COLUMN SAN CONTRACT

And the second of the second of the second

Appendix of the second

医髓膜 计可归的 精 的复数

SELIN HAVE MALLE

State of the contract

President of the Presid

All the second second

Marketine and the second

REALTHURS IN THE

the period and the property

The state of the state of the

STREET, STREET

Street or of the same of the same

Section to a Like

Marie Arter 1927 of the Fred

Section 121 Comments of

Street, research designs.

the Market Service

Marie San Constitution of the San Constitution

Service Control of Control

Selection of the selection

Mary records the first

the same of the transfer

Charles of the total

The first section of the section

BERTHALL CARREST

32771 -----

ment of the second

٠٠٠ الما التا

The state of the s

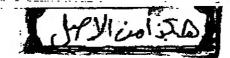
Priorite 381 armes o

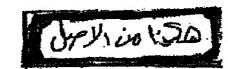
ORGANISATIONS INTERNA BASSADES - CONSULATS -MANTS - STAGIAIRES -Cette annonce vous com

SIVAX DISTRIBUTEUR OFFICE

D'AUTOMORA A L'EXPORTATION met à voire disposition.

son service de ventes de pour l'achas de vibires Toutes marques - tous POUR TOUS LES PAYS MIRICULATIONS TT - CHEO -Livraison à Paris et à l'Ass lark préférentiel TT et CE Une soule démande Un seul interlocuteur PARS - TE MAN





E MILITAIRE

aniens

de l'emer de vulnérabilité.

Le supériorité croissant de missile de missile. American matière de missie intercontinentaux (ICBM) contraction les Soviétiques por iner décider, par une attache décruire les ICBM and au sol en espérant que le céderaient à leur «cha-céderaient à leur «cha-céderaient à leur «cha-céderaient à leur » «cha-charte que d'utiliser ce qui le de forces (bombardien à dans des «chaembarqués dans des sont poviétiques. Par la suite on commission présidentielle sur la strategiques (dite come mescale, du nom de son pris le general Brent Scowcroft conseiller du président pour le conseiller du président smedé de lancer une allage se des lors qu'une riposte amin envisageable - ce qu cortainement le cas si les Sonits tracesient des silos de missie Mas Unis. Si cette conclusion guéri M. Reagan de sa sede n'a pas sulfi à rassure l Aspin, qui mène, su m accourates, une croisade desine ladite - feneur, Facquisition du missie :

Dissigne Midgetman. - Bien que

Bandiers et nos sous-mont



A LA PRÉSIDENCE

déclarated devait de vant de van

Mary Mart. America Cat Fa

Mexicael Communic is Mexicael Communic in Mexicael Communic Reports as 57-54. Dam in natural series diseased par DP. Reports a farmer of the Communication of the Communication of the Communication of the Communication of the Markington Particles and The Washington Particles Edition, 14 avril 1986.

Anna The Washington For her Edition, 14 avent 1980.

Solution, 14 avent 1980.

Solution, 15 Solution 1980.

Solution 1985.

Depart p. 55.

Payor, p. 61.

Files Ballettle

Files Ballettle

Files in Franchis

Files and make in the second in t

DES ÉTATS-UNIS, SURENCHÈRE ANTISOVIÉTIQUE

que M. Ronald Reagan

siles ou les perdre (12) ». Plusieurs spécialistes américains en ont conclu que la solution la plus simple serait d'embarquer toute la force de dissuasion américaine à bord de bombardiers et/ou de sous-marins. Mais M. Aspin a une autre réponse : l'introduction d'un ICBM petit, léger et mobile - le Midgetman - qui, pour les Soviétiques, constituerait une cible difficile à atteindre, et qui donc ne les inciterait pas à une attaque préventive, d'où la conclusion que « sans le Midgetman, il y a peu d'espoir que le problème de la fenêtre de vulnérabilité soit résolu (13) ». C'est une logique du même ordre qui sous-tend l'appui au programme de missile D-5 embarqué

dans les sous-marins Trident, ainsi qu'au bombardier Stealth doté d'un dispositif antiradar. Contre l'avis des nombreux experts en matière de contrôle des armements, qui soutiennent que le D-5 à têtes multiples pourrait être utilisé pour une première frappe, la DPC affirme qu'il s'agit d'une arme de représailles, dont le déploiement renforcerait l'équilibre stratégique au lieu de l'affaiblir : « Pris dans leur ensemble, ces systèmes indiquent sans ambiguité aux Soviétiques que, d'une part, nous ne serons jamais contraints de frapper les premiers et que, d'autre part, même après avoir subi une première frappe, nous pourrons riposter de la même manière

Priorité aux armes conventionnelles

M AIS l'énergie que déploient les démocrates dans leur défense du Midgetman et des autres armes nucléaires n'est rien en comparaison de l'enthousiasme dont ils font preuve à propos des nouvelles armes convention-pelles, surtout de celles qui serviraient dans une guerre totale en Europe. Laissant entendre que, dans l'hypothèse d'un futur conflit Est-Ouest, une défense conventionnelle inadéquate précipiterait l'utilisation par l'OTAN des armements nucléaires tactiques, MM. Hart et Nunn, ainsi que la DPC, préconisent une augmentation significative du potentiel militaire non nucléaire de l'Amérique. Selon le rap-port de la DPC, si l'on veut réduire le risque d'une escalade nucléaire. . il est essentiel que l'Amérique possède de puissantes forces conventionnelles, en Europe et ailleurs (15) ». En évaluant les améliorations nécessaires au renforcement des défenses conventionnelles américaines, les démocrates insistent sur deux points essentiels : tout d'abord, les Etats-Unis ont besoin d'armes efficaces et fisbles qui ne tomberont pas en panne ; dans l'environnement exigeant de la guerre moderne ; il faut que ces armes (ainsi que les car-burants et les munitions nécessaires existent en quantités suffisantes pour soutenin une hapaille de longue durée. Le rapport de la DPC précise que « les ntes pensent qu'il faut donner priorité à l'efficacité, s'assurer que nos forces conventionnelles sont flables, faciles à entretenir et d'un coût accep-

Ayant posé ces principes, M. Hart, M. Aspin et la DPC s'en prennent aux républicains, qui, selon eux, n'ont pas su déployer de telles armes en nombre suffisant. Les démocrates accusent l'actuelle administration d'avoir un faible pour les armes « exotiques » très coûteuses, et ils affirment que le renforcement militaire réalisé depuis six ans se traduit par des arsenanx en pean de chagrin contenant des armes trop compliquées et peu fiables : « Tout en ayant dépensé mille milliards de doilars, accuse le rapport de la DPC, l'administration républicaine n'a pas réussi à reconstituer suffisamment les forces conventionnelles américaines (17). - La solution démocrate? Une défense qui fonctionne », c'est-àdire un arsenal constitué d'armes robustes et fiables, fabriquées en fonc-tion des besoins réels du soldat. La conception d'armes de ce type semble être tout particulièrement la spécialité du sénateur Hart, puisqu'il consacre 150 pages de son ouvrage America Can

Win à critiquer les systèmes actuels du Pentagone et à en proposer de plus efficaces. Il préconise notamment l'acquisition d'un char d'assaut moins coûteux et moins perfectionné que le modèle M-1; d'un avion de combat léger qui, pour l'emporter sur les chasseurs soviétiques, miserait davantage sur sa manœuvrabilité que sur de coûteux systèmes électroniques; et d'un petit porte-avions à propulsion classique, équipé d'avions à décollage vertical comme l'appareil britannique Harrier (18).

Précisant les paramètres des systèmes qui auront sa préférence. M. Hart affirme que - les armes efficaces sont généralement petites et peu visibles, faciles à utiliser, faciles à entretenir sur le champ de bataille, fiables, capables de tirer vite, et d'un prix abordable même en grandes quantités (19) ». Malheureusement, le Pentagone a adopté une procédure d'acquisition « déficiente », qui valorise la complexité plutôt que l'efficacité. L'un des objectifs essentiels de la nouvelle politique de défense des démocrates sera donc de réformer ces procédures de façon à pouvoir disposer d'armes du type souhaité par M. Hart. Cela permettrait également d'atteindre un autre objectif important; l'accroissement des réserves d'armes et de munitions, ce que l'on a baptisé la « capacité d'endurance » des forces américaines. Par « capacité d'endurance », M. Aspin entend - notre aptitude à poursuivre efficacement le combat après le déclenchement des hostilités ». Il note que ce facteur est particulièrement important « en cas de conflits prolongés, les plus susceptibles de menacer nos intérêts (20) ».

Le rapport de la DPC affirme que l'accroissement de cette « capacité d'endurance » est essentiel à l'amélioration de la défense conventionnelle américaine, car il permettra aux forces américaines en Europe de se battre plus longtemps sans faire appel à l'arme atomique et donc de reculer le moment de la décision de l'escalade nucléaire. - Actuellement, les fournitures, les munitions et les équipements dont disposent les forces de l'OTAN ne leur permettraient de mener une guerre conventionnelle contre une invasion soviétique que pendant quatorze jours, après quoi il leur faudrait choi-sir entre la reddition et [l'initiative du] recours aux armes nucléaires tactiques... Pour les démocrates, ce rétrécissement des options est inacceptable (21). » Pour surmonter ce dilemme, la DPC demande une augmentation importante du potentiel d'armes conventionnelles — en se gardant de préciser qu'un tel renforcement accroîtrait la capacité américaine d'intervention ailleurs dans le monde, y compris en Amérique centrale,

C'est un fait que l'aspect le plus frappant de la nouvelle politique démocrate est l'importance qu'elle accorde à l'aptitude au combat de l'appareil militaire américain, au lieu de se préoccuper, comme c'est d'habitude le cas en temps de paix, des problèmes d'organisation ou de crédits. Alors que le président Reagan et son secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger, laissent entendre que si l'Amérique accepte de consacrer des sommes suffisantes aux armes nouvelles, elle pourrait ne plus avoir à faire la guerre, les démocrates semblent vouloir dire que la guerre est inévitable, et qu'en conséquence les Américains feraient mieux de se préparer à la livrer efficacement. D'où le titre étrange du livre de M. Hart, America Can Win (al'Amérique peut vaincre»), qui suggère que les Etats-Unis sont sur le point d'entrer en guerre, mais qu'il est permis de douter de leur capacité de la gagner. Les prévisions de la DPC en matière de sécurité nationale semblent dominées par la même inquiétude. « Nous espérons qu'un conflit armé ne sera pas nécessaire pour défendre la paix et préserver la liberté. Mais si cela s'avérait nécessaire, nous ferons usage de la force armée (22). >

C'est donc dans le cadre de leur préoccupation dominante – la préparation au combat des forces américaines – qu'il faut replacer le quatrième grand objectif militaire des démocrates: la réforme institutionnelle. Selon MM. Hart et Aspin, l'efficacité de l'armée américaine souffre du climat de concurrence intense qui prévaut entre les différentes armes et de l'incapacité des hauts responsables militaires à exercer réellement leur commandement sur des contingents inter-armes. Il est donc impératif de mettre un

terme à ces rivalités et de renforcer l'autorité des états-majors conjoints, si l'on veut que les forces américaines soient capables de survivre dans l'environnement militaire du monde actuel. Selon le rapport de la DPC, « une réforme militaire, que certains appellent « réorganisation de la défense », constitue une priorité aussi importante que tous les autres efforts de renforcement de nos forces conventionnelles (22) ». Les propositions avancées par M. Hart sont trop complexes et trop élaborées pour être étudiées ici dans le détail. On retiendra, parmi ses principales recommandations, la création d'un état-major national de la défense doté de pouvoirs beaucoup plus étendus que n'en détiennent les actuels chefs de l'état-major combiné pour la préparation et la conduite des opérations militaires, ainsi qu'un plan destiné à insuffler au corps des officiers un regain de vitalité, notamment en établissant un nouveau système de promotion dans lequel l'efficacité au combat aurait plus d'importance que l'habileté en matière de gestion.

En proposant ses solutions, M. Hart manifeste une très grande admiration pour l'appareil militaire de l'Allemagne d'avant-guerre. Dans un chapitre sur la formation des officiers, il relève « le rôle central » joué par la Kriegsakademie, l'Ecole de guerre allemande, « qui sui apporter aux officiers l'excellence tactique et opérationnelle, caractéristique de l'ancienne armée allemande . Ainsi M. Hart estime qu'il y a tout lieu d'espérer qu'un nouveau programme d'enseignement de deux ans à l'Ecole de commandement de l'armée et de l'état-major général - donnerait les mêmes résultats en Amérique (23) ». Bien entendu, le Parti démocrate n'a pas l'exclusivité de telles initiatives. D'ailleurs, le sénateur précise, dans son livre que le « mouvement de réforme militaire », comme il le baptise, est soutenu par les républicains autant que par les démocrates. Mais, compte tenu de leur souci particulier de l'efficacité au combat des forces américaines, il n'est pas

étonnant que les démocrates aient fait de cette question le cœur de leur nouvelle politique de défense. Alors que le gouvernement Reagan « a résisté pied à pied pour empêcher toute réforme, affirme le rapport de la DPC, les démocrates n'ont pas cessé d'attirer l'attention de tous » pour que des progrès soient faits en ce domaine. « La réforme militaire est devenue une priorité pour notre parti et une nécessité pour notre nation (24). »

Tels sont les principaux axes d'une politique de défense qui se démarque d'une certaine manière de celle de M. Reagan, non pas en rejetant la ligne dure de l'actuel président, mais au contraire en s'engageant en faveur d'une démarche encore plus ferme. A ceux qui s'en étonneraient, il faut rappeler que les démocrates ont déjà adopté une attitude similaire dans le passé: en 1960, lorsque John F. Kennedv et M. Richard Nixon s'opposaient dans la course à la présidence, les démocrates accusaient les républicains (dirigés alors par Dwight D. Eisenhower) d'avoir laissé décliner les forces conventionnelles. A cette époque, la mise en œuvre d'une politique militaire plus vigoureuse des Etats-Unis conduisit au bout du compte, à la débâcle en Asie du Sud-Est. Un précédent inquiétant dès lors que les démocrates manifestent un regain d'intérêt pour la capacité de combat de l'armée américaine à l'étranger.

(12) Les Aspin, op.cit.

(13) Ibid. (14) DPC Report, page 61.

(15) *Ibid*, page 63. (16) *Ibid*.

(17) Ibid. (18) Gary Hart, America Can Win, pages

)/146. (19) *Ibid*, page 14.

(20) Les Aspin, op.cit.

(21) DPC Report, page 64. (22) Ibid, page 55.

(23) Gary Hart, America Can Win,

(24) DPC Report, page 64.



LE LIVRE QU'IL FAUT LIRE SI ON VEUT ENCORE ESPERER

Il n'est âgé que de trente-sept ans mais il fait déjà l'Histoire, à la tête de son pays qu'il a entraîné dans un processus révolutionnaire des plus originaux. Sennen Andriamirado, certainement le journaliste qui connaît le mieux le chef de l'Etat burkinabè, raconte...

240 PAGES DONT 16 DE PHOTOS FORMAT 14 5 × 21 CM



COLLECTION "DESTINS". GROUPE JEUNE AFRIQUE.

VENTE ET RENSEIGNEMENTS AUX BUREAUX DE DIFPRESS (TEL. 1/42.65.69.30).

VENTE PAR CORRESPONDANCE, ECRIRE A:

DIFPRESS. 3, RUE ROQUEPINE. 75008 PARIS (FRANCE).

DIFPRESS. 3, RUE ROQUEPINE. 75008 PARIS (FRANCE).

PRIX: FRANCE EUROPE: 63 F.F. FRANCO DE PORT, AUTRES PAYS: 70 F.F. FRANCO DE PORT.

REGLEMENT PAR CHEQUE BANCAIRE (UNIQUEMENT FRANCE METROPOLITAINE)

OU PAR MANDAT POSTAL (AUTRES PAYS) A L'ORDRE DE DIFPRESS.

met à votre disposition son service de ventes directes pour l'achat de véhicules

pour l'achat de véhicules

Toutes marques - tous modèles

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

AMBASSADES - CONSULATS - DIPLOMATES

ETUDIANTS – STAGIAIRES – NON-RÉSIDENTS

Cette annonce vous concerne

SIVAX

DISTRIBUTEUR OFFICIEL
) D'AUTOMOBILES

POUR TOUS LES PAYS DU MONDE

IMMATRICULATIONS TT — CMD — CD — K et WW.

Livraison à Paris et à l'étranger.

Livraison à Paris et à l'étranger. Tarif préférentiel TT et CD clé en main. Une seule démarche. Un seul interlocuteur : SIVAX.

59, rue La Boline 75008 PARIS - Tel. 45-63-76-75 - Telex et 280 192

CONTROVERSES POLITIQUES AUTOUR D'UNE SÉRIE TÉLÉVISÉE

ANS la riche histoire du cinéma américain, il y a deux périodes précises où le thème de l'anticommunisme apparaît très présent sur le grand écran : celle de la « guerre froide » et du maccarthysme (1949-1954), et l'ère actuelle du président Ronald Reagan, commencée en 1980.

Ce qui distingue nettement ces deux périodes cinématographiques, c'est l'anecdocte qui sert de prétexte aux films. Le scénario et les personnages sont fort différents, même si la vision idéologique reste la même. Dans les années 50, le récit est cantré autour d'un espion, l'action se situe principalement aux Etats-Unis, et les acteurs principaux jouent des rôles d'Arnéricains. C'est le cas, par exemple, dans The Red Menace, 1949; I was a Communist for the FBI, 1951; Pick up on South Street, 1953, ou Night People, 1954 (1).

Dans les années 80, par contre, l'histoire est centrée autour d'un conflit frontal et ouvert, et il y a une nette opposition entre le protagoniste américain et l'antagoniste clairement désigné comma soviétique ; enfin, le lieu de l'affrontement est planétaire. Que l'on pense en particulier aux films Rambo I, 1982; Red Dawn, 1984; Invasion USA, 1985; Rembo II, Iron Eagle, Delta force, Missing in action II, Bocky IV, 1986, ou Top Gun, 1986 (2), ou à des séries télévisées comme Supercopter (3).

Cette demière vaque de films anticommunistes apparaît comme une conséquence des grandes crises politiques récentes. Surtout de celle produisirent vers 1979 : le succès de la révolution sandiniste au Nicaragua, dans l'e arrière-cour » des Etats-Unis ; le triomphe de la révolution islamique en tran; la prise en otage de civils américains à Téhéran, et l'invasion soviétique de l'Afghanistan. Cas trois chocs politiques ont fortement perturbé les dirigeants et les citoyens américains et sa sont sans douts conjugués pour créer une nouvelle demande de fictions cinématographiques. En queique sorte, des fictions de compensation.

Dans la vie publique, indiscutablement, M. Ronak Reagan, élu en 1980, constitua lui-même une réponse à cette aspiration confuse des citoyens, à cette nostalgie des certitudes anciennes et à ce besoin d'être ressuré. Son explication simple des reisons de la décadence américaine n'était pas fort différente de celle qui, trente ans plus tôt, était proposée par le sénateur Joseph McCarthy : « L'Amérique est de retour, annonçait M. Reagan, elle est plus forte que jemais. Nous aurions pu vaincre au Vietnam. Les politiciens n'ont pas voulu la victoire. Ils ont bridé les militaires. »

Dès sa prise de fonctions, la président lance une sorta da croisada idéologique en désignant avec insistance l'ennemi public nº 1 des Etata-Unis : l'URSS, nouvel « empire du mal ». Cette doctrine, largement reprise par les médias, imprégna bientôt tout la corps social. Hollywood et l'industrie du cinéma allaient tout naturellement en profiter.

Les premiers succès commerciaux de la nouvelle vague de films anticommunistes furent Red Dawn et Invasion USA. Cas daux films racontent - dejà comment les Etats-Unis sont envahis par les Soviétiques avec l'aide d'une armée « coloniale » composée de ressortissants des pays « satellites » : Allemande de l'Est, Cubains, etc. A la différence de Rambo, qui est purement une autojustification a posteriori de la défaite américaine au Vietnem, ces deux films constituent une sorte de cri d'alerte, un appel aux armes. Ils ont préparé les spectateurs américains au choc d'Amerika, ce feuilleton que la chaîne ABC a diffusé en février 1987.

Une vision conservatrice du monde

QUANTITATIVEMENT, c'est le film anticommuniste le plus long (quinze heures) et le plus cher (au moins 240 millions de français). Du jamais vu. Qualitativement, il réunit tous les élements de l'interprétation conservatrice du monde. Le fait qu'Amerika ait été diffusé aux heures de plus forte écoute est aussi révélateur, « Le changement de média (du cinéma à la télévision) marque, à lu seul, la fin de l'éloignement dans l'espece : c'est à domicile, dans la cadre de la vie privée, que le film vient interpeller les spectateurs. L'expérience est d'autant plus dérangeante que c'est probablement par la télévision qu'ils seraient informés du déclenchement d'une guerre nucléaire réelle (4). »

En 1983, la chaîne ABC avait diffusé un téléfilm intitulé The Day After, qui présentait les lendemeins d'une querre nucléaire à des millions de fovers américains. En 1987. ABC diffuse Amerika. Y a-t-il un ien entre ces deux films ?

Moins d'un mois avant la diffusion de The Day After, Ben Stein, ancien rédacteur des discours du président Nixon, signe un article dans Los Angeles Herald, suggérant la création d'un film qui pourrait s'intituler Dans l'Amérique rouge. Il donne les grandes lignes de son idée cinématographique en disant : « Il [le film] raconterait quelques jours ou quelques semaines de la vie de plusieurs familles américaines après que l'URSS a envahi les Etats-

Diplômé de l'Institut de technologie de Georgie (Etats-Unis), prépare actuellement un doctorat à l'Institut d'étude du développement économique et social de

AMERIKA, ou le retour des hantises maccarthystes

Par WILLIAM CARY BELLAMY *

Les polémiques sont loin d'être apaisées aux Etats-Unis après la diffusion, en février 1987 par la chaîne ABC, d'une série télévisée de quinze heures intitulée Amerika. Le feuilleton raconte comment, après avoir vaincu les Etats-Unis sans coup férir, l'Union soviétique installe à Washington un régime de type stalinien. L'Amérique se trouve alors plongée dans la misère; les émeutes de la faim se multiplient, réprimées avec une extrême brutalité. La collaboration fleurit. Mais bientôt des résistants apparaissent, et l'« esprit américain » renaît...

Amerika a déclenché de vifs débats politiques ; certains, à droite, accusant cette série de prôner le défaitisme, tandis que d'autres critiquaient le recours à des stéréotypes et à des clichés anticommunistes usés jusqu'à la corde, dignes des pires excès du maccarthysme. Tous soulignent le déphasage, au moment où était diffusée cette série, entre la fermeté de son idéologie ultraconservatrice et l'affaiblissement des valeurs reaganiennes. De surcroît, l'heure a semblé mal choisie pour se livrer à l'antisoviétisme le plus primaire quand, en Union soviétique, sous l'impulsion de M. Gorbatchev, une ère nouvelle paraît s'ouvrir.



LE NOUVEAU DRAPEAU DE L'AMÉRIQUE SOVIÉTISÉE

Unis. Malgré des chances très minces, le héros tenterait de découvrir pourquoi les Américains ont laissé ce paradis terrestre, notre Amérique, être annexe per le goulag mondial. » Il conclut en disant : « Créons ce film, Dans l'Amérique rouge, et essayons de réveiller les gens (5). »

L'idée de Stein fut fermement soutenus par la droite reaganienne. Ainsi, par exemple, Jerry Fal-well, chef de l'organisation ultraconservatrice Moral majority, déclare : « The Day After n'est qu'une ceuvre de propagande ouvertement gauchiste, antiaméricaine, antireaganienne, anti-militaire. » De ssions s'exercent alors sur la chaîne ABC afin qu'elle compense cala et produise un autre film d'idéologie opposée, de façon à être équitable. Le scénariste Donald Wrye s'est saisi de l'idée et en a tiré un script de 579 pages ayant pour titre Amerika

Donald Wrye, qui est aussi le réalisateur, prétend que l'invasion soviétique est accessoire à l'intrigue et que « les Russes regardant ce film trouvera qu'ils s'en sortent bien ». Brandon Stoddard, président d'ABC Motion Pictures, producteur de séries de choc comme Racines ou The Day After précisément, commente en disant : « Amerika traite de cette fierté d'être américain et de cet indéniable esprit de résie tance éternelle typique du caractère américain (6). »

Le scénario de base d'Amerika ressemble encore à l'idée de départ de Stein : le Congrès des Etats-Unis, dont Devin - le personnage principal - était l'un des membres, est convoqué en session extraordinaire de sorte que (presque) tous ses membres puissent être tués en une seule fois et que l'on

puisse mettre le feu au bâtiment. Dans une allusion flegrante à l'Allemagne nazie, on nous dit : « Ils [les dirigeants soviétiques] veulent qu'on trouve une solution finale au problème américain, et rapidement, sinon ils pourraient tout simplement sélectionner quatre ou cinq villes américaines pour les attaquer [avec des missiles] ».

Bien qu'Amerika ne montre pas directement l'invasion, on apprend que celle-ci a été rendue possible parce qu'une impulsion électromagnétique soviéti-que a effacé les communications militaires américaines. La technologie soviétique serait-elle plus avancée que calle des spectateurs en sont convaincus. Implicitement, on nous donne la vraie raid'Américains ont eu le courage de résister. Dans ce film, le général soviétique Andral explique ainsi la démoralisation de l'Amérique : « Vous aviez la liberté politique, mais vous aviez perdu vos pa sions. Vous n'étiez pas prêts à mourir pour des

La héros de la série, Devin Milford - qu'interprète Kris Kristofferson, — justifie la défaite de son pays de cette manière : « Ce que la plupart des Américains supposaient impossible - le consentement à être assujetti par une puissance étrangère notre pays sur le champ de bataille. Nous l'avons perdu dans nos cours. Nous l'avons pardu par notre manque de courage et notre manque de foi en notre système démocratique. 3

La pession, le courage et la foi feraient-ils défaut dans l'Amérique d'aujourd'hui ? Alors que dans les années 50 c'était ('individu qui s'égarait, maintenant ce serait toute le société américaine qui se ramollirait. La troisième raison de la défaite est plus révéla-trice : « Nous devons imputer le défaite, poursuit Devin Milford, à l'éclatement de notre nation en groupes d'intérêts particuliers - des intérêts corporatifs, des intérêts de minorités, les femmes contre les hommes, les vieux contre les jeunes. Nous devons l'imputer à notre échec, en tant qu'individus, à prendre des responsabilités pour un choix morel. »

Samanov, un soldat soviétique, explique clairement qu'aux Etata-Unis, avant l'invasion, caux qui manifestalent pour leurs droits obtensient trop faciment satisfaction, sans lutte réelle.

L'antagonisme idéologique entre les groupes d'intérêts particuliers et la majorité est clairement reflété dans Amerika. On retrouve les arguments maintes fois avancés par l'organisation Moral majority de M. Jerry Fahwell, qui évoque, on le sait, les oblèmes de l'Amérique exclusivement en termes d'« ordre moral » : l'avortement, le contrôle du port d'armes, etc., seraient immoraux, tandis que la prière dans les écoles, le financement fédéral d'écoles privées religieuses, etc., seraient moraux.

D'autre part, la sœur de Devin a été violée par un groupe de soldats appartenant à des « services » de l'ONU, dont le chef est un sinistre Allemand de l'Est. La série montre aussi comment des soldats du tiersmonde colonisant les Etats-Unis. Les militaires de l'ONU se transforment en une armée d'invasion. Les Nations unles ont trouvé, dens Amerika, quatrevingt-sept allusions négatives à leur organisation : des viols, la destruction d'un bidonville, la répression d'une révolte, le massacre des membres du Congrès américain, etc. ∢ Les soldats des Nations unies sont présentés comme de simples instruments de la force brutale. Ils ont la gâchette facile. Ils sont destructeurs et même sadiques », a déclaré M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, qui a protesté officiellement contre ABC : « Ils prétendant ne pas parler de la même organisation des Nations unies, mais c'est notre emblème qu'ils montrent pour dépeindre cette paranola. »

Une charge contre la gauche

e è l'encontra d itions unles re Lici les thèses actuelles de Washington contre cette organisation internationale (7). Mais il y a d'autres références symboliques bien plus subtil A la fin des années 60, le mouvement des Panthères noires commença à orthographier le mot Amérique avec un « K ». Sur les quelque soixante millions de spectateurs qui ont vu la série télévisée, il y en a peu qui auront sans doute compris cette référence historique impliquée dans le titre. Sans parler de l'allusion au célèbre roman de Kafica (8).

Une autre référence symbolique est le drapeau du nouvei Etat satellite « Amerika » : sur fond rouge se dessinent, en noir et bisno, à gauche la figure de Lánine, à droite celle d'Abraham Lincoln. Doit-on y voir une accusation contre le président Lincoln, parce qu'il a vaincu le Sud et libéré les esclaves ? Une autre explication, plus plausible, rattacherait ce symbole à la guerre civile d'Espagne. Quetre mille Américains de gauche y ont, en effet, combattu le fascisme dans les rangs de la « brigade Abraham Lincoln ».

Ainsi Amerika, partant d'une attaque contre le communisme, apparaît comme une véritable charge contre la gauche américaine et contre tous les groupes sociaux qui l'incament (les Noirs, les féministes, les Hispaniques...). Il est tout à la fois une image et une projection du reaganisme. Tous les ennemis de M. Reagan y sont clairement repré-

Le principal d'entre eux, dans la rhétorique reaganienne et malgré les perspectives nouvelles de l'ère Gorbatchev, demaure l'Union soviétique. C'est sous prétexte de mettre à l'abri les Etats-Unis d'une attaque nucléaire soviétique que M. Reegan a lancé son projet de « guerre des étoiles ». Ainsi, le président américain a tenté d'utiliser le budget militaire pour sortir le pays de la crisa économique actuelle. Il est évident qu'un téléfilm comme Amerika va tout à fait dans le sens souhaité par le président : en effrayant les citoyens par la perspective d'une plausible inva-sion soviétique, ca fauilleton encourage les électeurs à soutenir ce projet de « guerre des étoiles ». La supercherie télévisuelle rejoint ainei la supercherie politique. Combien de temps faudra-t-il attendre pour que le peuple américain se rende compte, enfin, des manipulations auxquelles le soumet l'idéologie

(1) Les titres français et le nom des réalisateurs de ces films soat respectivement: la Menace rouge, de R.G. Springsteen; l'étais un communiste pour le FBI, do Gordon Douglas; le Port de la drogue, de Samuel Fuller, et le Peuple de la muit, de Nunnally Johnson.

(2) Les titres français et le nom des réalisateurs de ces films sont respectivement : Rambo, de Ted Kotcheff; l'Aube rouge, de John Milius; Invasion USA, de Joseph Zito; Rambo II. la mission, de George Pan Cosmatos; Aigle de fer, de Sidney J. Purie; Delta force, de Menahem Golan; Portés disparus II, de Lance Hool; Rocky IV, de Suivester Stallone: Tran Gum de Tonu Scott Sylvester Stallone; Top Gun, de Tony Scott.

(3) Catte série est actuellement diffusée en France par la cinquième chaîne qui programmera également Amerika dans les mois à venir. (4) Anno-Marie Bidaud, «Bientôt quarante ans de guerre macléaire dans les films américains», le Monde diplomatique, mai 1985.

plomatique, mai 1985. (5) Los Angeles Herald, 31 octobre 1983. (6) Mother Jones Magazine, janvier 1987.
(7) Lire en pages 16 et 17 l'article de Manrice Bertrand : « Difficultés financières et réforme des Nations

(8) Frank Kafka, Amerika, Gallimerd, coll. « Folio ». 12 803, Paria, 1983.

la très rée Marian Lane STATE OF THE PARTY NAMED IN January Company of the Company of th

er de

3-3-1

Service Control of the service of th

State of the second sec

ALLEGE OF STREET AND STREET

EMPLOYED AND AND THE

The second secon

market arms of the

The second second

23 700 5 50 100

STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

五三年 中 一一 二年 年

TOTAL PROPERTY OF LONG

all that you make

・過去できる からしました からま

The second of the second

de transfer de la constante de

which are not of the same

man an are single

ZMITT VACCA CALLOR

maximum are to a mit-

spefaltet stellte in . 44

mediaterante de la milità fil

ជាដូច្នេះ ស្រាស់ ខេត្តស្រ

ADDITION TO SUPPRESS THE

med arter ber er ergeften.

Committee of the contract of the

amagairte con conforme

The second second second

"ALLO COMPAGE OF THE BOTH PARTY

FREE LOW TO THE P. R.

Strate our const Manual of the second

the members are as your

Anthony Care to the Sale

(2年度に対しては、これが、また、おおり

American - State of the B

A Den eine Dietraber b. Ja ill.

Assume the territory of the Con-

37 8 . FO LIFE . .

State of the service of the

Burger of the state of

The state frames

The East of the State

Parameter to carrie

The first the department of the last

Et farren durch fruier ten

No. Xolomber C. C. Commun.

Separation in the same

The state of the s

the property of the Patient

Company of the second of the s

1 to 1 to 1 to 1 to 1 to 1

Fire 200 cr. 5 da

the second of the

1

The state of the s

TENERAL STANFE CO

Trans. 2 27

1 m = 11 m

THE RESERVE THE PARTY OF THE PA

(Système des dépouilles »

Earlie of Co. Co. pel a central 1955 an impleme steunder demb g. The second second The second second second The tree steams of the steams at the Secretary of the Principle De A CLARA OF SECTION OF SECTION AND ADDRESS OF THE PARTY OF

The state of the s to the second se the state of the s Samuel Committee of the same o SPSTOM. P pas fad f una

A Samuel of the standard of the Control and a there a see and Control of the control A THE PERSON NAMED IN COLUMN S. S. S. S. S. D. S. T. OM ST. And the Art and th



RÉSIDENTS HORS FRANCE MÉTROPOLITAINE

Commandez tous LIVRES ou DISQUES français de votre choix, disponibles chez les Editeurs, en joignant la valeur approximative (minimum 150 F) ou équivalent en toutes devises convertibles.

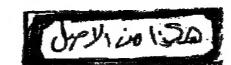
e DÉTAXE de 7 % sur le PRIX IMPOSÉ EN FRANCE pour les fivres

REMISE de 10 % sur les disques et cassettes
 Frais réels de port en recommandé (préciser AVION ou SURFACE).



14, Place de Rungis - 75013 PARIS





D'UNE MAJORITÉ A L'AUTRE

La très réelle politisation des hauts fonctionnaires

(Suite de la première page.)

courage de résister. Date qui de la courage de résister. Date qui de la courage de l

gais vous aviez perdu voe la ar pas práts à mourir pour de

istrie, Devar vanishe la défaite de su serie, Devin Milford -

Misson, — possesso de la plupar de Appendix impossible le Consultation de la Consultat

cours. Nous l'avons perdu par rous es noure manque de foi en rou

gage at la foi feraiem la déa

alourd had? Alors que dans la

in de la défaite, pour

Anjourd'hus r An

actividu qui a aggir il constante de se amplication de la défaite est plus rétaite défaite, pour la défaite, pour

de notre nation a

de minorités, les femmes com L'initial de leures loures lo

notre échec, en tant qu'individu

a solder sovietique, explique da

ieura droits obtenaient trop lo

discologique entre les grandes et la majorité est clarent la majorité est clarent les argunes de la company de la

The per l'organisation Moral ma

Gibbell, qui évoque, on le sait le

Cavortement, le contrôle du pa

immoraux, tandis qui ficoles, le financement féde

pleuses, etc., sersient moran

es un sinistre Allemand de l'és

povement des soldats du les

Exers-Unis. Les militaires a

es une année d'invasion le constitute à leur organismon

ond un bidonville, la répresse

name des membres du Corgis

instruments de la lag

dette facile. Ils sont deste

declare M. Javer Per

iral des Nations unes e contre ABC : « Ils près

actre embierne qu'ils me

intre la gauche

de Washington era

snouvement des Panties

poliques bien plus suita

inegraphier le mot Amère inedque soixante millons

párie télévisée, il y en a p

dissons cette référence les

Accurate a : sur fond rough

sentere le président Locat

inge de la « boçada Abraic

Abraham Lincoln, Donas

Sad et boere les escive

plansible, rattachest

ors, en effet, combitie

diane attaque contri

control of control (25 s

and & bearmant (les Nors, les les

at reganisme. Tools

y sont dairement ich

Sespectives notiveles is in Training and Sespectives notiveles is in Training advisors. Class of the Etats-Lines d'une se

And And M. Reagan a larger

Amerika va torak

pow le président : en elui-

ton encourage les decal

de e querre des étailes !

serios la super-

series le soumet l'élége

le som des réalmateur son : la Menare rosse : la Menare rosse : la Menare pour le fai : la drogue, de Samuel fri : la drogue : la

acm des réalisateur

Beam des realisateurs

Remako, de Ted Kari
Remako LSA de Ise

Ge George Pau Cario

de George Pau Cario

de Lance Hood : Racki fili

de Teny Scott

Temy Scott

Beaute quarters y

province 1987.

Gallmard, coll . No.

ipaio se rende compra si

Moor in budget munes #

mene Amerika va toda t

(6).

cian Nations unies nice

Devin a été violés para

extenent à des « services 1 q

ter sens lutte réelle.

Main, avant l'invesion, com

initialités pour un chook morel.)

particuliers — des intérêts copo

Mais les changements au plus haut niveau ne donnent qu'une idée partielle des bouleversements opérés. Il est clair qu'une fois promus, les nouveaux venus vont s'employer avec plus ou moins de constance et d'efficacité à s'entourer de collaborateurs sûrs et à prendre le contrôle des services. Par ailleurs, les emplois à discrétion ne sont pas l'apanage du pouvoir central et se retrouvent dans la fonction publique territoriale des collectivités locales.

Ainsi, par exemple, dans le Nord, où dans la foulée du nouveau préfet prennent place le préfet de police et les adjoints charges de « coiffer » le secrétaire général de préfecture et le directeur de cabinet restés en fonctions. Comme le préset dont ils étaient les collaborateurs, les arrivants viennent tous du département de la Seine-Saint-Denis. Parallèlement, un certain nombre de délégués au tourisme, à la formation professionnelle, à l'urbanisme, aux affaires régionales, à l'action sociale, éducative et culturelle sont mis sur la touche : ou bien ils sont remplacés, ou bien leur fonction est supprimée. Autre exemple, celui de la chaîne de télévision FR 3, prise d'assaut par le RPR après la nomination comme directeur général délégué auprès de la présidente d'un militant avoué : huit directeurs régionaux sur douze changent de titulaires, les rédactions en chef des bureaux régionaux d'information sont totalement remaniés, de même que la direction de la chaîne.

OMMENT justifier ces pratiques? L'actuel gonvernement fait valoir qu'il ne dispose que de deux ans pour faire ses preuves et qu'il doit pouvoir compter sur une collaboration sans failles dans la mise en application de sa politique; que les nominations effectuées par leurs prédécesseurs l'avaient été trop souvent sur des critères pins politiques que de compétence; qu'enfin, tout compte fait, les changements opérés restent de moindre ampleur qu'au cours de la période précédente. Quant aux socialistes, ils soulignest que les mutations auraient été beaucoup plus nombreuses et rapides sans la résistance, voire l'opposition, du président de la République à certaines révocations et nominations; que le renouvellement du personnel et l'ouverture des hautes sphères de l'Etat se justifiaient lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir, après près d'un quart de siècle d'occupation et de verrouillage de tous les secteurs par la droite. Pour eux, les nominations intervenues depuis mars 1986 consacrent surtout le retour en qui n'ont jamais accepté l'alternance à des postes dont elles considèrent qu'ils leur reviennent de droit.

Ces explications restent partielles. En réalité, de l'« Etat-UDR » à l'«Etat-Chirac», en passant par le «système Giscard» et l'«élite rose», la politisation de la haute fonction publique est intimement liée à la Ve République. Elle témoigne d'une tentative de rationalisation de l'appareil d'Etat que l'on retrouve depuis une trentaine d'années dans toutes les démocraties occidentales. Elle s'explique par le développement des interventions de la puissance publique dans tous les secteurs d'activité et le transfert du pouvoir politique des Parlements aux bureaucraties gouvernementales. Celle-ci doivent prendre en charge les objectifs nationaux, lesquels coincident largement avec ceux du grand capital, des entreprises dominantes et des puissants groupes d'intérets : concentration et investissement. profits et compétitivité, conquête des

marchés et mondialisation, ordre social et consensus, au service desquels sont mobilisés administration et crédits publics. Pour ce faire, on accrédite l'idée que les affaires publiques doivent être gérées par des techniciens compétents, de préférence aux politiciens par-

Encore convient-il de s'entendre sur les termes; la politisation peut tenir à la démarche personnelle du fonction-naire dont l'adhésion non seulement à l'idéologie et au système de valeurs dominants mais encore, explicitement ou implicitement, à un parti politique, aura des conséquences sur sa carrière professionnelle et sur la façon dont il exercera ses responsabilités. Elle peut aussi résulter du mode d'organisation et de fonctionnement de l'Etat, lorsque sont confiées à des fonctionnaires des missions et des responsabilités éminemment politiques. C'est dire que la politisation ne concerne pas uniquement les « sommets de l'Etat » mais également les échelons inférieurs où peuvent se pratiquer patronage et clientélisme, renforcés lorsque le pouvoir politique est décentralisé au profit de collectivités territoriales autonomes. Tous les cas de figure existent, et l'expérience des grandes démocraties libérales est révélatrice.

Du «spoils system» américain au «civil service» britannique, antécédents historiques, pratiques et réglepar la haute fonction publique débouche rarement sur une carrière politi-

A l'inverse, en Grande-Bretagne, politique et administration sont traditionnellement séparées. Le « civil service - fonde sa neutralité sur l'autogestion. Recrutement, formation et promotion du personnel sont assurés par les fonctionnaires eux-mêmes, sans contrôle ni intervention du pouvoir politique. Corrélativement, des règles précises empêchent les agents de l'Etat d'exercer des activités politiques et partisanes, sauf à démissionner. Encore que l'apolitisme du « civil service » ait toniours été mis en doute - « Rien de tel qu'un haut fonctionnaire pour faire de la politique tout en prétendant le contraire », remarquait un ancien ministre travailliste - et que, avec que, les deux tiers des ministres et secrétaires d'Etat, les trois quarts des membres des cabinets ministériels qui en évidence les traits caractéristiques de ces élites (2) : origine sociale privi-

se sont succédé sont issus de la fonction publique. Pas n'importe laquelle, car la sélection des élites et l'accès à la haute bureaucratie d'Etat restent extrêmement restreints. Ils passent presque exclusivement par le canal des grandes écoles - ENA principalement, mais aussi Polytechnique et quelques autres, - au profit des grands corps, Conseil d'Etat, Cour des comptes, inspection des finances pour l'ENA, mines, ponts et chaussées, télécommunications pour Polytechnique, qui toutes deux se tail-lent la part du lion dans les cabinets, les administrations centrales et les entreprises publiques. Depuis longtemps, de nombreuses études ont mis

résultats sont fort modestes, comme le prouve, entre autres, l'enquête menée par le professeur Danièle Lochak et le Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picar-Le gouvernement socialiste « s'est

conformé aux règles non écrites respectées par les gouvernements antérieurs (...). Ainsi s'explique que le profil des nouveaux directeurs, en termes d'âge, d'origine sociale et de carrière, s'apparente très étroîtement à celui de leurs prédécesseurs. L'enquête (...) fait apparaître deux populations presque jumelles consti-tuées l'une et l'autre d'héritiers issus des classes sociales les plus favorisées, ayant fréquenté les mêmes écoles, appartenant aux mêmes grands corps, ayant parcouru des itinéraires étroitement comparables avant de parvenir aux emplois qu'ils occupent. Le changement politique majeur de 1981 n'a pas entraîné dans la haute administration de véritable bouleversement. (...) Il n'y a eu ni démocratisation du recrutement ni remise en cause des privilèges des grands corps (5).»

En dépit de l'offensive néolibérale contre les monopoles de la baute administration, pour assurer l'accès aux responsabilités des «entrepreneurs » venus du secteur privé, la nouvelle alternance n'a pas apporté de changements notables. Il est vrai que ceux qui conduisaient le combat, souvent issus eux-mêmes de la haute fonction publique, énarques on universi-taires, sont allés peupler les cabinets ministériels et occuper les emplois à la discrétion du gouvernement.

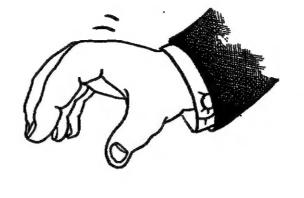
Plus que la politisation des fonctions administratives supérieures - difficile à éviter à ce niveau de direction où les options sont effectivement politiques c'est le quasi-monopole dont bénéficie une petite caste fermée pour l'attribution de ces postes qui est contestable. Contrairement aux idées reçues, l'alternance socialiste n'a pas véritablement réussi à ouvrir et à démocratiser l'accès aux sommets de l'Etat : et le retour des anciens ne peut qu'agrandir le fossé qui sépare la société française de ses élites bureaucratiques.

CHRISTIAN DE BRIE.

(2) Voir en particulier : Pierre Birnbaum la Classe dirigeante française, Le Souil, Paris, 1976; les Sommets de l'Etat, Le Souil, Paris 1977; les Elites socialistes au pouvoir. Le Senil, Paris, 1985. Pierre Bourdien et Jean-Claude Passeron, les Héritiers, Editions de Minuit, Paris, 1984; Erza N. Suleiman, les Minnt, Paris, 1984; Erza N. Suleman, ess Haust Fonctionnaires et la Politique, Le Scuil, Paris, 1976; les Elites en France, Le Scuil, Paris, 1979; Monique Dagnaud et Dominique Mehl, l'Elite rose, Ramsay, Paris 1982; Alexandre Wickham et Sophie Coignard, la Nomenklature française, pouvoir et privilèges des élites, Belfond, Paris, 1986; Revue Posyotrs, « Des fonctionneires politiques », nº 40, janvier 1987.

(3) Réforme de l'ENA, tour extérieur pour l'accès aux grands corps, limitation des privièges et plafonnement des rémanérations dans (4) La Haute Administration et la Politi-

(5) Op. clt., pp. 50-51.





mentations ont façonné et tenté de régler les relations difficiles qu'entretiennent politique et administration. Né au début du dix-neuvième siècle. le «système des déponilles» américain permet au président nouvellement élu, qui nomme à tous les emplois publics fédéraux, de révoquer les titulaires et de les remplacer par des personnes de son choix et de son parti.

An niveau fédéral, sinon à l'échelon local, cette pratique s'est considérablement réduite avec l'accroissement du nombre des emplois à pourvoir, le développement d'un système de recrutement et de promotion assorti de garanties - le « merit system », - et la constitution d'un corps de fonctionnaires de carrière au sommet de la hiérarchie - le «senior executive service ». Il n'en reste pas moins que l'accès aux principaux postes de responsabilité de l'administration fédérale - environ 7 000 - donne lieu à de multiples pressions et interventions, en particulier an Congrès, et qu'environ 10 % d'entre eux sont effectivement pourvus par le président en fonction sur des critères personnels et partisans, particuliòrement sous la présidence de M. Ronald Reagan. Par contre, le recrutement demeure assez ouvert, principalement au milieu des affaires et anx juristes : le taux de rotation est rapide : deux ou trois ans ; et le passage

Mme Thatcher, les interventions politiques se soient multipliées.

Même séparation traditionnelle entre politique et haute fonction publique - la «dirigenza» - en Italie; elles cohabitent sans vraiment coopérer. Si l'intervention politique est utile pour entrer dans la fonction publique, elle est exclue dans le déroulement de la carrière; inversement, les hauts ment à des fonctions parlementaires ou gouvernementales, bien qu'ils disposent pour ce faire des mêmes avantages statutaires qu'en France, Au contraire, patronage et clientélisme sont systématiques dans le secteur public et parapublic dominant. Si la démocratie chrétienne est le principal bénéficiaire de ce système, tous les partis ont leur part, fixée au terme de féroces batailles et périodiquement remise en cause.

En Autriche comme en Belgique, on retrouve ce partage systématique des emplois publics entre les formations partisanes, au prorata de leur poids politique, cette fois à tous les niveaux. Quant aux pratiques en vigueur en Allemagne, elles sont assez proches des nôtres. Les emplois au sommet de l'Etat v sont confiés à de hants fonctionnaires choisis en fonction de critères politiques. A chaque alternance. le personnel change et les révoqués peuvent bénéficier d'un statut de mise en disponibilité provisoire avec traite-

En France, dès 1958, se sont mises en place les filières privilégiées d'accès au pouvoir, en rupture avec la tradition républicaine dans laquelle l'exercice de fonctions électives (municipales, cantonales, législatives) précède normalement l'entrée au gouvernement. Désor-mais, un grand nombre de ministres et de secrétaires d'Etat seront directement choisis par le président de la République et par le premier ministre au sein de l'administration, après passage éventuel dans un cabinet ministériel. Ce n'est qu'ensuite qu'ils seront conduits à solliciter le suffrage des électeurs, le choix d'une circonscription ad hoc et la participation au gouvernement leur garantissant le succès et l'entrée au Parlement. Parlement qu'ils s'empresseront de quitter pour retrouver un portefeuille, en cas de renouvellement de la majorité sortante.

Cette filière inversée est la voie royale d'accès de la fonction publique au pouvoir politique. Elle est loin d'être la seule; en réalité, c'est toute la haute fonction publique qui est associée directement à la définition et à la gestion politique des affaires, circulant des cabinets ministériels any directions d'administration centrale et à celles des grandes entreprises publiques. Tous les premiers ministres de la Ve Républilégiée; adhésion au système de valeurs et au mode de vie de la classe dominante; statut garanti par l'accès aux grands corps; monopole exercé sur un certain nombre d'emplois supérieurs répartis suivant des règles bien précises; pratique du secret; concertation et collusion permanentes avec les grands intérêts privés; enfin, jouissance de revenus financiers et de privilèges tout à fait exorbitants, connus des

Les socialistes ont bien tenté d'ouvrir et de démocratiser l'accès aux cabinets ministériels, à la haute fonction publique et à la gestion du secteur nationalisé (3). Ils se sont heurtés aux plus vives résistances, y compris parfois dans leurs propres rangs, et se sont montrés en définitive très timides. Les

BIBLIOGRAPHIE

LA FARCE TRANQUELLE. - Alain Bihr * Spartacus, Paris, 1987, 207 pages, 89 F.

Ce livre vaut plus que le mauvais jeu de mots qui lui sert de titre, et davantage encore par les questions qu'il pose que par le content de ses réponses. C'est une parole qui dérange le bel ordomancement qui s'installe.

Pour Alain Bihr, la cause est entendue. La ganche française avait bien un rôle historique à jouer. Hélas, ce n'était pas celui anquel elle se croyait destinée et le demi-tour tardif du PCF n'y a rien changé. Elle annonçait le raison d'être, et voilà que, prise an piège de la logique du capitalisme et politique-spectacle, victime de ses insuffisances, de ses contradictions, et de ses illusions, elle n'aura été que l'instrument de la normalisation de la France sur la base du modèle occidental dominant, d'inspiration modese occasental dominant, d'inspiration américaine, et sagement appliqué depuis longtemps déjà par ses voisms européens. Avec beaucoup d'humour, et de rigueur aussi, l'auteur démoute un à un les mécanismes de cette étrange infortune qui, à la manière des fables, comporte une moralité édifiante. que vous impose l'adversaire sinon le dénouement s'ensuivra, nécessaire et

PIERRE CHARPENTIER.

LES GRANDS CORPS DE L'ÉTAT. - Marie-Christine Kessler * Presses de la Fondation natio

se politiques, Paris, 1986, 344 pagas, Nés sous l'Ancien Régime, parfois revus et

corrigés sous le Consulat ou sous l'Empire, les grands corps, armatures de l'administration française, sont ce à quoi révent les jeunes gens (ct., de plus en plus, les jeunes filles) à Sciences-Po et à l'Ecole nationale d'administration. Dans une écude à la fois érudite et très vivante, Marie-Christine Kestler examine la genèse de la Cour des comptes, du Conseil d'Etat, du corpe diplomatique, du corpe préfectoral, des corps d'ingénieurs et de l'inspec-tion des finances. Elle nous décrit le processus de sélection des concours et des grandes écoles qui y mêne, le fonctionnement plus ou moins autonome de ces groupes et leur système de

Vivant en symbiose avec l'élite politique et économique dont elles assurent la pérennité, tout en gérant au mieux leur propre survie en tant que groupes d'intérêta, ces féodalités dis-crètes que sont les grands corps, ou du moins les plus prestigieux d'entre eux, sont une parti-cularité bien française, même si quelques pays, dont l'Italie, en ont parfois repris cer-tains éléments. Foin de la concurrence : les chasses gardées et le quadrillage administratif font bon ménage avec la « révolution libé-rale », et le nombre d'énarques a considérable-ment angmenté parmi les ministres du gouvernement Chirac et les membres de leurs cabinets.

BERNARD CASSEN.

TU SERAS PRÉSIDENT, MON FILS. ANATO-MIE DES GRANDES ÉCOLES ET MALFOR-MATIONS DES ELITES. - Jean-Michel Gall-

* Recently, Paris, 1987, 248 p., 98 F.

Dans son courageux et brillant essai, Jean-Michel Gaillard propose de casser le cercle vicieux de la sélection par l'échec, en revitalisant, au nom de l'avenir et de la démocratie, les universités françaises, anjourd'hui littérale ment dépossédées par les grandes éco

Fondé sur un diagnostic précis, qui fait ressortir l'inadaptation et l'archaist cours, des contenns et des finalités du système des grandes écoles (ENS, X, ENA, HEC), Jean-Michel Gaillard dénonce l'irrationalité les deux mamelles du corporatisme ». D'où une série de propositions réalistes, destinées à une mobilisation générale de la matière grise, sur une base décentralisée et réintégrant les universités dans le circuit des grandes écoles

FRANÇOIS VITRANL

Système des dépouilles » à la française

aura fallu au gouvernement près de six mois pour nommer un nouveau président, à la tête de l'ORSTOM, en remplacement de M. Pierre Lavau, « démissionné » en octobre 1986, en même temps que M. Alain Ruellan, le directaur

Une illustration du « système des dépouilles » à la française, dont est victime l'un des plus célèbres organismes de recherche : l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération, plus connu sous le nom d'ORSTOM ; mille cinq cents chercheurs et ingénieurs, un budget de 750 millions Le nouveau président ? M. François Doumenge, géographe, professeur au

Museum d'histoire naturelle, directeur du 200 de Vincennes, connu pour ses liens avec la droite « dure », signataire avec, entre autres, M. Yves Durand, conseiller du premier ministre pour l'éducation et la recherche, Mª Michèle Alliot-Maria. secrétaire d'État à l'éducation nationale, l'Union nationale interuniversitaire (UNI, syndicat de tendance d'extrême droite), et quelques mandarins, d'un projet de réforme de l'Université et de la recherche qui avait înspiré la « loi Devaquet » et proposait... la dissolution de l'ORSTOM. Une nomination qui n'a pes fait l'unanimité, intervenue malgré l'opposition

du président de la République et qui résulte des luttes d'influence, au sein de la majorité et du gouvernement, entre « durs » et « modérés », néo-libéraux et gaullistes, pour l'occupation des postes et le contrôle des organismes publics.

En 1982, le choix des nouveaux responsables avait été précédé de le définition d'un projet qui avait permis à l'ORSTOM d'ouvrir à de nouvelles disciplines et d'étendre su délà de l'Afrique ses activités de recherche pour la développement

Par CLAUS TULATZ •

« Les Verts ne survivront pas aux cina prochaines années. » Quand M. Willy Brandt, alors président du Parti social-démocrate (SPD), s'aventurait à faire ce pronostic en 1982 (1), il n'osait pas encore croire que, une demi-décennie plus tard, les Grünen (Verts) allaient définitivement s'établir sur l'échiquier politique ouestallemand, représentant désormais une force avec laquelle son propre parti devra compter.

Lors des élections fédérales en janvier dernier, le parti « écolo-pacifiste » n'a pas seulement gagné un million d'électeurs supplémentaires par rapport à 1983, avec 8,3 % des voix et 44 sièges; il a également trouvé un second souffle, malgré ses divisions internes et son manque de clarté politi-

Finies les spéculations intéressées sur les risques d'implosion du parti, finie la politique de l'autruche face à cette formation gênante: si le SPD veut avoir une perspective de reconquête du pouvoir, il lui faudra, bon gré mai grá, composer avec elle, comme l'a souligné, au lendemain des élections, M. Oskar Lafontaine, l'étoile montante

« Helmut Schmidt a été notre accoucheur. Johannes Rau notre père adoptif (2) », constate, non sans humour, M. Josephea Fischer, le ministre «vert» de l'environnement en Hesse, récemment démis de ses fonctions. En effet, si les résultats de janvier dernier ont confirmé une chose, c'est bien le fait que les Verts vivent essentiellement de la crise d'une socialdémocratie qui n'a pas su s'adapter aux profondes transformations de la société

Née en janvier 1980 comme héritière du mouvement étudiant des années 60, la nouvelle formation a comblé un vide politique laissé per un parti social-démocrate prisonnier de ses propres traditions idéologiques et usé au pouvoir par une politique d'austérité qui ne pouvait que l'éloigner de son Electorat traditionnel.

Enfants du Modell Deutschland à la Helmut Schmidt, les Grünen n'ont cessé de se renforcer en s'appuyant sur les puissants monvements contestataires - écologique et pacifiste surtout - pour s'attaquer maintenant aux couches sociales dont le SPD était en bon droit d'estimer qu'elles constituaient, à côté des ouvriers, sa base électorale

* Journaliste allemand résident à Paris.

favorite : les jeunes, les femmes et les travailleurs du secteur tertiaire.

Les preuves sont là : selon une étude de l'Institut INFAS (3), le SPD a reculé en janvier de 3 % parmi les cadres dirigeants et les hauts fonctionnaires, n'obtenant plus que 28 % de leurs voix. Les cadres et employés « moyens » et « petits » n'ont voté qu'à 41 % pour le parti de MM. Willy Brandt et Johannes Rau, alors que les Verts sont passés de 5 % à 10 % dans cette catégorie sociale. Résultat encore plus déprimant pour le SPD : parmi les travailleurs des secteurs technologiques de pointe - ceux que le secrétaire à l'organisation Peter Glotz cherche à séduire tout spécialement, - 43 % se sont prononcés pour les chrétiensdémocrates (CDU/CSU), 40 % pour le SPD et - immense surprise - 10 %

pour les Verts, pourtant accusés de s'opposer au progrès technique. Parmi les femmes salariées, 40 % ont voté pour le SPD, 35 % pour la CDU et 17 % pour les Verts. Quant aux jeunes entre dix-huit et vingt-quatre ans, qui participaient pour la première fois à un scrutin fédéral, ils ont voté à 39 % pour le SPD, 36 % pour la CDU et 19 % pour les Verts.

A en juger par le vote des jeunes, les Grünen ont encore un bel avenir devant eux, et une alliance « rouge-verte » serait largement majoritaire, même si le CDU a connu un certain redressement ces derniers temps.

Si le SPD a pu sauver les meubles, c'est en progressant de 55 % à 59 % dans l'électorat ouvrier; 68 % des adhérents syndicaux lui ont exprimé leur confiance. Mais, là aussi, les Verts montent, passant de 3 % en 1983 à 6 % en 1987. Îls recueillent maintenant 8 % des voix des travailleurs syndiqués.

A ces résultats déconcertants correspondent des reculs importants des sociaux-démocrates dans les grands centres urbains qui constituaient autrefois lears fiefs « imprenables » : - 7,9 % à Munich, - 6,2 % à Hambourg, - 6 % à Francfort, - 5,7 % à Stuttgart (4). Tandis que les Verts renforcent leurs positions : à Brême, ils obtienment 14,5 %, à Francfort 13,9 % à Hambourg 11 %; et, dans les petites villes universitaires, parfois bien davantage: 18,4% à Fribourg, 15,1% à Tübingen (5). Ce n'est que dans les régions aux industries traditionnelles (sidérurgie, mines, métallurgie, chimie), comme le bassin de la Ruhr on la Sarre, que le SPD maintient ses positions ou gagne encore quelques



T ES succès des Verts, quant à cux, L ne sont plus seulement le résultat d'erreurs tactiques du SPD, comme par exemple la recherche illusoire d'une majorité absolue de la part de M. Johannes Rau et son refus de s'inscrire dans toute perspective « rougeverte » ; ils témoignent que ce nouveau parti a conquis une réelle base sociale dont il tend à devenir l'expression poli-

Cette évolution inquiète sérieusement les dirigeants sociauxdémocrates. Le chef du SPD de Francfort, M. Martin Wentz, les avait déià alertés, en automne dernier, en leur soumettant un document analysant « l'évolution progressive vers une société de services (6) ». Conclusion essentielle : l'électorat des grandes villes est devenu relativement composite, sans liens étroits avec un parti donné. Il véhicule de nouvelles valeurs et se fait l'écho d'une approche différente de la politique. La diminution rapide du nombre des ouvriers dans l'ensemble de la population affaiblit les syndicats et le SPD.

Déjà en 1983, M. Peter von Oertzen, sans donte le théoricien le plus lucide de la gauche social-démocrate, avait affirmé: « Les Verts représentent une part importante des travailleurs, un type de travailleurs caractérisé par sa ieunesse radicale, son orientation sur les secteurs de la communication et des prestations de service, ainsi que par son niveau d'instruction supérieur

à la moyenne. En quelque sorte, ils représentent les caractéristiques des travailleurs de l'an 2020 (7).

« Si les Verts réussissent, ajoutait-il, à renforcer cette structure sociale dans le cadre d'une organisation stable, dotée d'une stratégie politique et d'un d'une approche réaliste des problèmes des salariés, ils pourraient devenir un parti des travailleurs de type nou-

A la lumière des derniers résultats électoraux, nul ne peut écarter cette éventualité, sauf... les Verts euxmêmes. Paradoxalement, il existe chez eux une incroyable cacophonie de voix contradictoires quand il s'agit de caractériser leur parti et son avenir. Lors de la fondation de ce dernier, M= Petra Kelly, qui à l'époque était l'un de ses dirigeants les plus en vue - elle est aujourd'hui député, - l'avait défini comme « parti antiparti » qui devait mener une lutte inconditionnelle contre les dangers d'extermination du genre humain par une guerre nucléaire ou la détérioration écologique des conditions de vie. Pour elle, les succès électoraux étaient secondaires, il s'agissait surtout de s'opposer au bloc des partis traditionnels, même au risque de rester marginal. Anticapitaliste, mais non marxiste, elle continue à prôner une « République verte, autodétermi-

Les «écosocialistes» ont opposé à cette conception une vision non moins

née (8) ».



DANS LE STYLE DÉCONTRACTÉ, CONGRÈS DU PARTI EN HESSE Un éléctorat composé en majorité de jeunes

« fondamentaliste », mais plus axée sur traite, dans la mesure où ils renoussent le modèle soviétique et la socialdémocratie, tout en se gardant de donner de claires indications sur leur utopie socialiste (9). Quant aux « réalistes », ils mettent surtout l'accent sur la nécessité de réformes et sur une stratégie parlementaire de « petits pas », sans définir clairement une vision d'ensemble (10). Si « autogestion » et « socialisme » sont des notions répandues dans le discours de nombreux militants, il est curieux de constater qu'il n'existe chez eux aucune théorie socialiste autogestionnaire, les non-marxistes étant plus autogestionnaires que les « écosocialistes ».

Longtemps attachés au slogan « ni droite ni gauche », les Verts semblaient sérieusement se considérer comme un nouveau parti de gauche. Mais voilà que la discussion reprend de plus belle: M. Otto Schily, figure de prone de l'aile « réaliste », affirme que « lez Verts doivent être un parti du centre », en ajoutant que les libéraux de M. Hans-Dietrich Genscher, communément considérés comme le parti charnière du centre, ne sont en réalité qu'un « groupe capitaliste extrémiste

marginal ». Pas d'accord, ditminorité radicale. Nous n'avons rien à voir avec le centre, tel qu'il existe dans ce pays (11) ». Ce débat, ravivé par les succès dans des régions rurales et

(1) Cité d'après un article de Stern, 25 août 1983.

(2) Cf. Die Zeit, 30 janvier 1987. (3) Cité dans Frankfurter Rundschau,

(4) Der Spiegel, 2 février 1987. (5) Tageszeltung, 27 janvier 1987.

(6) Cf. Der Spiegel, 2 février 1987. (7) Peter von Oertzen, « Zwischen Arbeitnehmerpartei und Minoritätenkertell», in Nicht Links nicht Rechts? Über Politik und Utopie der Grünen, Hambourg, 1983.

(8) Petra Kelly, « Keine sozialdemokratischen Inhalte mit grünem Anstrich, in Wol-fram Bickerich, SPD und Grüne, Hambourg.

(9) Voir le livre de Thomas Ebermann et Rainer Trampert, Die Zukunft der Grünen, Hambourg, 1984.

(10) Voir, notamment, Otto Schily, «Vor unvergleichlichen Möglichkeiten» in SPD und Grüne, et Joschka Fischer, «Für einen grünen Radikalreformismus », in Was sollen die Grünen in Parlament ?, Francfort, 1983.

(11) Tageszeitung, 28 janvier 1987.

Dans les revues...

E Dans FOREIGN POLICY, Simon Serfaty dresse un sévère bilan de la politique étrangère de M. Reagan, et aussi de celle de ses prédécesseurs. (N° 66, printemps 1987, trimestriel, 5,25 dollars. – PO Box 984, Farmingdale, NY 11737-9684, Etats-Unis.)

S Comme chaque fin d'année, FOREIGN AFFAIRS public un bilan de l'action des Etats-Unis dans le monde. Parmi les thèmes traités: l'après-Reykjavik, la nouvelle politi-que étrangère de M. Gorbatchev, les Philip-pines, l'Afrique du Sud, l'Amérique centrale et Israël. (N° 3, 1987, chaq munières par au, 5,95 dollars. — Council ou Foreign Relations, 58 East 68th Street, New York, NY 10621.)

E NEW LEFT REVIEW reprend, sous la plume de Perry Anderson, un débat amoros il y a vingt ans entre marxistes britanniques sur les causes du déclin du Royaume-Uni. (N° 161, janvier-février, bimestriel, 2,50 fivres. – PO Box 339, Londres WCIX 8 NS.)

B POURQUOI ? public un dossier sur le incentral parties introduit par Claude Julien qui moutre comment un économisme étroit sape les fondements d'une civilisation. (N° 223, mars, messuel, 15 F. – Ligne française de Pentelgutantent et de Péducation permanente, 3, rue Récamier, 75341 Paris Cedex 67.)

E An sommaire de la REVUE FRAN-CAISE DE CIVILISATION BRITANNI-QUE, une série d'articles sur la Grando-Bretagne et l'Europe de 1945 à 1986. (Vol. 4, ar 2, février, 50 F. – Richard Sibley, faculté des lettres, université d'Orléans, 45072 Orléans Cedex 62.)

M Dans LE COURRIER DES PAYS DE L'EST: un dossier sur la réforme du com-merce extérieur soviétique depuis le 1= janvier

1987. (N° 315, février, mensuel, 41 F. – La Documentation française, Paris.) E LA NOUVELLE ALTERNATIVE,

réunit un dossier sur la Charte 77 signée cette année-là par 243 citoyens tchécoslovaques. (N° 5, mars, trimestriel, 69 F. – 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75019 Paris.) 5 Dans la LETTRE INTERNATIO-NAL; «L'URSS bonge-t-elle?», par cinq écrivains soviétiques, deux écrivains rosses et un universitaire de Genève. (N° 12, printemps, trisnestriel, 35 F. – 17, rue Béranger, 75083

Dans RECHERCHES INTERNATIO-NALES, Francine Demichel s'emploie à mon-trer comment l'idéologie des droits de l'homme sert à maintenir la domination de l'Occident sur les Etats du tiers-monde. (Nº 22, octobre-décambre, trimestriel, 60 F. — 64, bil Anguste-Blanqui, 75013 Paris).

SI « Les peuples noirs d'Afrique du Sud n'ont rien de commun. » Cette affirmation du gouvernement sud-africain, est vigoureuse-ment contestée par Marianne Cornevin dans une longue étude publiée par AFRIQUE CONTEMPORAINE. (N° 141, janvier-février-mars 1987, trimestriel, 32 F. — La février-mars 1987, trimestriel, 3 Documentation française, Paris.)

W Helen Hatab Samhan revient, dans le JOURNAL OF PALESTINE STUDIES, SUF les diverses formes d'ostracisme auxquels sont en butte les Arabes vivant aux Etats-Unis. (Vol. XVI, N° 62, laver, trimestriel, 4,95 dollars. — 3501 M Street, NW, Washington DC 29 007.)

El Se plaçant dans la perspective de la montée de l'islamisme, Ahmed Benani cerne de plus près les fondements de la légitimité du pouvoir au Maroc, dans GÉNÉVE-

AFRIQUE. (Vol. XXIV, ir 2, deux miméros par an, 15 francs suisses. – 24, rue de Roths-child, CH-1211 Genève.)

S « Les hommes peuvent se livrer, dans la naison, aux travaux qui sont destinés aux emmes » écrit LE MESSAGE DE L'ISLAM dans un étonnant article consacré au travail de me dans la société. (Nº 42, déc 1986, mensuel, abonnement un an : 18 dol-lars. — BP 14155-3899, Tébéran, Iran.)

BU Un bref dossier sur l'islam, dans VERS LA VIE NOUVELLE, permettra au lecteur peu initié de redresser bien des opinions toutes faites sur une religion surtout connue au tra-vers de clichés. (N° 3, mars, buit numéros par an, 15 F. – 67, rue de Dunkerque, 75009 Paris.)

75009 Paris.)

81 Quelles sont les chances de la Nouvelle République de réussir une réforme agraire au Bréal? Pour les mesurer. Robert Linhart a réalisé une enquête dans l'Etat du Parana que publie TRAVAII. (N° 12, junties, messuel, 50 F. – 45, rue Sedaine, 75011 Paris.)

81 Les Etats-Unis interviendront-ils militairment au Nicarana 2 Meis Chestal Baser.

rement au Nicaragus ? Mario-Chantal Barre, dans ÉTUDES, passe en revue les arguments-pour et contre une telle solution. (Mars, mon-suel, 35 F. - 14, rue d'Asses, 75006 Paris.) E ASSOCIATIONS INTERNATIONALES TRANSNATIONALES consecte se dernière livraison aux associations latino-américaines. (N° 6, novembre décembre 1986, himestriel, abousement us un : 221 F. - Union des associations internationales, 40, rue Washington, B-1050 Bruxelles, Belgique.)

El «Après les banlieues rouges» est le thème de la dernière livraison d'HÉRO-DOTE. L'articulation du départ des jeunes ménages français avoc la désandustrialisation et la montée de l'extrême droite constitue l'ann

principal de ce remarquable dossier. (Nº 43, ectobre décembre 1986, trimestriel, 65 F. -La Découverte, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris.)

E Beyrouth, Marseille, Casablanca...
PEUPLES MEDITERRANEENS reprend, dans sa dernière livraison qui a pour tire « Villes tourmentées », quelques-unes des communications présentées lors d'un colloque. (N° 37, octobre-décembre, trimestriel, 68 F. – BP 1907, 75327 Paris Cedex 07.)

E LE COURRIER, que public numero de mars, des biotechnologies appliquées à l'agriculture. (Mars, mensuel, 9 F. ~ 7, place de Fontenoy, 75700 Paris.)

51 « Rendre l'initiative aux paysans » : ce titre de l'article de M. G. Karlshausen, secrétaire général de Frères des hommes-Be taire général de Frères des hommes-Belgique, aurait pu s'appliquer à l'ensemble du dossier que VIVANT UNIVERS consacre aux pay-sans d'Afrique. (N° 368, mars-avril 1987, bimestriel, abonnement un an : 560 FB. -115, ch. de Dinant, 5000 Namur, Belgique.)

Fig. Ch. de Lumann, Suno Punnur, Bengique.)

B ARTICLE 31 inaugure une série de numéros spéciaux trainés en forme de dossiers; le premier est consacré aux rapports entre « ethnisme et extrême droite ».

(Numéro spécial, Bérder, 30 F. - Boite postale 423, 75527 Paris Cedex 11.) ALS, 7882/ PARS CEREX 11.)

Dans HOMMES ET LIBERTÉS, revue de la Ligue des droits de l'homme, un très utile « guide des sources de documentation sur les libertés » contenant les fiches d'identité d'une centaine d'organismes.

Ols AE AE lambactérrie: himestriel 28 E.

(Nº 45-46, janvier-février, himestriel, 29 F. -27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.) 2 POUVOIRS traite « Des fonctionnaires clitisés ? ». La politisation de la fonction

publique est un lieu commun fort exploité, et si obscurci que la revue se garde bien de prétendre y apporter toute le lumière. (N° 40, février, trimestriel, 79 F. – PUF, Paris.) E Au sommaire d'ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES, une étude sur « l'univers impinoyable de TFI», où le paravent du « mieux-disant culturel » prête à sourire face à la logique de la publiciné. (N° 45, mars, measuel. 16 F. — 12, rue du Chaignot, 21660 Dijon.)

Dans MÉDIAS POUVOIRS : un dossier sur la concentration dans la communica-tion aux Etats-Unis et une réflexion sur la croissante popularité des fictions spécialement conçues pour la télévision. (Nº 6, mars, fri-mestriel, 76 F. — 41, rue François I., 75008 Paris.)

75008 Paris.)

S Michel Ciment, dans un texte plein de lucidité que publie POSITIF, fait le procès de la critique cinématographique en France anjourd'hui. (N° 313, mars, memmal, 35 F. — 1, quai Costit, 75006 Paris.)

E CONDOR est une revue suisse consacrée à la culture latino-américaine. Dans cette livraison on lira une étude sur Jorge-Luis Borges et un aperçu de l'art photographique en Botivie. (N° 2, févries, trimestriel, para son indiqué. — Case postale 3966, Ch. 1062 Lausane.)

Lausanne.)

E EUROPE consacre un numéro à la littérature de Norvège. (Mars, mensael, 68 F. – 146, Fèg Poissounière, 75010 Parla.)

El Les enjeux culturels et technologiques de la traduction sont traités dans la demière livraison d'ENCRAGES. On y trouvers notamment une présentation des principaux systèmes de traduction assistée par ordinateur. (N° 17, printemps, trimestriel, 120 F. – Département d'études des pays amplophones, université Paris-VIII, 2, rue de la Liberté, 93826 Saint-Denis Cedex 02.)

Alleman

Total Control Service and the service and th

SERVICE CONTRACTOR

Service Control of the

525 mm m m m

STATE OF THE REAL PROPERTY OF THE PARTY OF T

35 THE P. P. LEWIS CO. L. P. LEWIS CO. L. P. L.

PARTY OF THE PARTY

SET THE RESERVE OF THE

Section of the sectio

The same of the sa

The state of the s

El Tale Line

THE PROPERTY OF THE

174 174 - C. T. 12 TF 184

The state of the state

TEATTER A. TOTAL COMME

150 in 1720 in 172

The state of the s

15 77 77 7 7 7 14

2 mage 22 2 44 244

appearance of the

grade martine and the second state of

ALTERNATION OF THE

per transfer to the second of the second of

mental and recognition of the

THE RESERVE WAS ARREST

age country has been not a gar-

manufacture of the party of the same of th

Andreas de la companya del companya della companya

general control of the second of the second

taturente de los les libertes

a harrier out of section

management of the control of the control of the

and the second restriction of the second second

TOTAL For the entered of the

State Late Conference (Let 9, 97, 6

Er fur totet mie en gan im

Harris to the same of the same

A TOTAL COMPANY OF LAND

植食学 化电路电路 电线线

Pier, die temangemie un ig

Bereit und biete malen eine

And the second of the second o

\$5.000mm 表示的人的 144.5

Matter than the control of the

A tradering of the day

The first of the second of the

The state of the s

American property of the

The Landing of the control of the co

The water is force more.

Were the transfer of the Contract

22 feman 2000 -101 da

Mir mit eine a grante.

Salaria de arvirata car

Sommer, de fregue de la

Service of The Service Con

Bergerating its, har-

distance by person

the process and the on the

and the state of t

an W Pac Dutserke.

Select de l'opposition nation. - 1400 Est 0" LEEK (40).

Service a Production

空間(4) 性がない。

25 Carrier 6 a 1 a 1 a 1 .

Tara en entre na Billia

Carrier and the

1.5 -4:50

1,000 PE

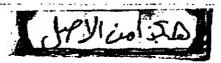
50.4

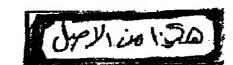
F 5-4

Course of -

THE STREET







1987

Bossa-Sygn

MARTI EN HESSE

Pas d'accord, di

e, tel qu'il existe de

Ce débat, mvive parla

de régions rurales a

Capres un article de Sier.

Frankjurter Rundsta

2 levrer 195".

Bur Spiegel, 2 fevrier 1987

1987 27 janvaer 1987

von Oertzen, . Zwischen Arbe

and Minoritätenkanelle.

Hambourg, 1983.

Kany, . Keine was derried

de la lace de Thomas Ebermit Innepet, Die Zukunt der Grien In 1984

at Jeschka Fischer, Für Er

Terlement ?. Francia: 1911 Manag. 28 janvist 1967

The common for expirite the process of garde bert for the process of garde bert for the process of the process

- 12, rue du Chaigst

POLYOIRS

Lines et une réference de la communication et une réference de la communication des fictions spécules des fictions spécules de la communication de

dam un ierte piet.
POSITIF, fait le Franchiseregraphique en Franchiseregraphiq

mit princes Assured a for & SPD and Grave, Harden

une, Orto Schille . Ve

Moglichtens: : 55

Zab., 30 januar 1987.

: « Nous restors w Maus n'avors nes

catholiques comme la Bavière, où les Verts mordent directement sur l'électorat conservateur, est caractéristique de l'état actuel du parti : autant de courants et de sous-tendances, autant de conceptions politiques divergentes, voire carrément opposées.

Les Verts ont cependant appris à vivre leurs contradictions. Si les différents courants se livrent des batailles verbales extrêmement violentes, s'ils se disputent les postes-clés en ne reculant devant presque aucun coup bas, force est de constater qu'ils ont au moins un dénominateur commun : la volonté de maintenir leur pluralisme politique et l'unité du parti, considéré par tous comme un instrument utile, irremplaçable. En cela, ils sont aidés par l'attitude frileuse du SPD, qui les a majestueusement ignorés, au lieu de les forcer à prendre clairement position sur une alliance « verte-rouge ».

Contrairement à leurs organisations sœurs en d'autres pays, les Verts alle-mands n'ont jamais été un parti purement écologique. Dès le début, l'aspect social était présent dans leur programme. Si le parti a été fondé à une époque où le mouvement ouvrier ne bougeait pratiquement pas et où les mouvements contestataires se cristallisaient surtout autour du nucléaire ou des euromissiles, il a adapté son programme et sa pratique au moment des grandes grèves des métallos et des imprimeurs pour les 35 heures en 1984,

Dans leur programme économique de Sindelfingen (1983) et encore plus dans celui pour la «restructuration de la société industrielle» (1986), les Grünen ont essayé de donner des réponses globales, tenant compte à la fois de la crise économique et de l'écologie. Selon eux, une redistribution des dépenses de l'Etat (forte diminution du budget militaire, subventions à des projets socialement utiles) permettrait des investissements écologiques créateurs d'emplois, comme par exemple un vaste programme d'économie d'énergie par le renforcement de l'isolement thermique des bâtiments. Ils demandent la réduction du temps de travail hebdomadeire, l'instauration d'un revenu minimum garanti et l'embauche prioritaire de femmes afin de mettre un terme à la discrimination spécifique des chômeuses. Par un ensemble de contre-propositions, ils tentent de sortir de l'impasse d'un débat ravivé par la droite et certains syndicats conservateurs qui opposent à la priorité de l'écologie celle de la lutte pour le plein emploi. Ainsi, ils ne demandent plus la fermeture pure et simple des industries polluantes ou nocives, mais leur reconversion, en chiffrant les projets. Seule exception : le nucléaire civil qu'ils veulent abolir immédiatement. Mais, là aussi, ils ont présenté un plan énergétique de rechange, en se fondant sur des analyses scientifiques concluant que la « sortie du nucléaire » serait possible sans mettre en danger le fonctionnement de l'économie de la RFA (12).

La diversité des origines politiques est aussi un facteur déterminant du pluralisme d'un parti ancré à gauche, issu d'une alliance de courants exmaoistes, spontanéistes, de décus de la social-démocratie, de militants des Burgerinitiativen et d'écologistes, souvent plutôt conservateurs. Des personnalités de gauche ont joué un rôle moteur dans l'intégration de courants gauchistes : M. Rudi Dutschke, l'ancien dirigeant de l'opposition extraparlementaire (APO) des années 60,

qui voyait dans « l'opposition verte une seconde APO » (13), ou le dissident communiste est-allemand Rudolf Bahro qui, après son passage à l'Ouest, battait campagne sous le slogan « Vert et rouge, rouge et vert, ça va bien ensemble (14) ».

HORS DU CHAMP POLITIQUE TRADITIONNEL

en Allemagne de l'Ouest

La géographie politique de la fin des années 60, quand l'organisation unifiée du mouvement étudiant, le Sozialistischer Deutscher Studentenbund (SDS), éclatait en mille morceaux pour laisser place aux partis d'avantgarde marxistes-léninistes, a laissé des traces au sein du mouvement « vert alternatif ». A Berlin, on continue à trouver les anciens militants du parti maoiste KPD, qui ont massivement participé à la fondation de la Liste alternative, groupe local des Verts. A Hambourg, ce sont les anciens du Kommunistischer Bund qui, comme le nouveau député Thomas Ebermann, forment le noyau dur du courant « écosocialiste ». D'autres groupes locaux sont marqués par les anciens du groupe maoîste KBW ou, dans le cas de Francfort, par des ex-spontanéistes comme MM. Daniel Cohn-Bendit et Joschka Fischer.

Toutefois, il serait erronné de penser que ces anciens gauchistes n'ont pas profondément changé leurs conceptions politiques, car ils se sont durablement regroupés avec d'anciens sociauxdémocrates (comme M™ Petra Kelly) ou conservateurs (surtout dans le Sud de la RFA), dont certains étaient adhé-rents de la CDU/CSU (M. Alfred

Mechtersheimer et le général Gert Bastian). S'ils ont pu se retrouver dans le même parti, c'est bien parce que celui-ci s'est attaqué au consensus des partis traditionnels sur la défense nationale dans le cadre de l'OTAN et sur la croissance économique effrénée, en menant un combat contre la pollution atmosphérique, la mort des forêts, la déshumanisation des centres urbains, le nucléaire et les menaces de guerre. Cette nouvelle conception politique se reflète dans ses principes fondamentaux : « Ecologiste, pour la démocratie de base, social, non violent ». Rien de plus flou que ces principes (15) ! Pourtant, chacun, avec ses interprétations personnelles, s'y réfère et enrichit le débat de ses propres conceptions politiques, de sa tactique, de son ntopie... Courants anticapitalistes ou antiproductivistes, réformateurs ou révolutionnaires, tiers-mondistes, humanistes, libertaires et socialistes se côtoient, en formulant des compromis qui penvent évoluer selon la conjoncture.

Plus que leur programme, c'est la nouvelle culture politique «alterna-tive» qui unit les Grünen et leurs électeurs. Ces derniers « votent vert malgré les Verts », constate M. Daniel Cohn-Bendit (16). En effet, la plupart des militants et sympathisants refusent la théorisation et préférent s'engager dans un secteur de travail délimité. C'est pourquoi le parti connaît une évolution idéologique et politique en dents de scie, moins déterminée par la dynamique du débat interne que par les fac-

L'intégration dans le système

le système. Anjourd'hui, les Granen ont de plus

en plus tendance à se convertir en « courrole de transmission » (19) des mouvements contestataires au sein du Parlement - voire de l'appareil d'Etat, en ce qui concerne la Hesse. Entretemps, l'écologie est devenue l'affaire de tous en RFA, et, tout en continuant à se battre sur ce terrain favori, les Verts ne se taisent plus sur d'autres sujets brûlants. Scandales écologiques on financiers, remontée du racisme et tentatives de la part des conservateurs de mettre un point final à la discussion

sur le passé national-socialiste, permettent à leurs « politiciens professionnels » de donner un profil spécifique à l'organisation.

S'ils combinent les actions extraparlementaires et le travail parlementaire, ce dernier se distingue souvent par son élections régionales de Hambourg en novembre dernier (10,4 % des voix).

fédéral – vingt-cinq de leurs quarante-quatre députés – et déjà, cette évolu-tion a provoqué des changements au sein du SPD, où les femmes commencent également à se réactiver et à demander une plus forte participation aux décisions politiques. Lors du congrès en août 1986 à Nuremberg, dix femmes - quatre de plus qu'aupara-vant - ont été élues au comité directeur du SPD, qui compte trente-six

membres (20).

néoconservateurs.

Les aspirations des jeunes et des femmes sont-elles pour autant mieux représentées par les Verts? Les analyses tendent à prouver que ces derniers sont les porte-parole d'un autre mode de vie, marqué par les valeurs « postmatérialistes », plus répandues dans les jeunes générations : autoréalisation, auto-organisation, décentralisa-tion, participation (21). Bref, c'est le contraire des modèles traditionnellement étatistes des sociaux-démocrates ou de l'individualisme performant des

Les sympathisants du parti, dans leur écrasante majorité, réfutent les bases de l'éthique protestante qui ont marqué les valeurs « matérialistes » (conscience du devoir, ordre, performance) et les objectifs qui en découlent (croissance économique fondée sur la production industrielle incontrôlée, redistribution du surplus par l'Etat social). A la société duale, dont le caractère est accentué par la politique néolibérale, ils opposent la solidarité et l'égalité de chances pour tons. La phi-losophie de ses électeurs n'est plus de travailler pour s'enrichir, mais de disposer de plus de temps libre, de profiter d'une certaine « qualité de la vie », même si cela signifie gagner moins

Ces valeurs différentes sont l'expression d'une volonté de bénéficier de conditions de vie plus décentes dans un pays économiquement assez prospère, qui souffre cependant de sa situation géopolitique et des maux de la société industrielle. Vivre dans un environnement pacifique et harmonieux, sans pollution atmosphérique ni danger nucléaire : la grande mobilisation des femmes, et surtout des jeunes mères, alarmées par les conséquences de l'accident nucléaire de Tchernobyl, témoigne de cette aspiration.

Dans les conditions spécifiques de la RFA, les Verts ont donc réussi à rompre le tripartisme traditionnel en suscitant une force politique de type non-veau, dont le destin semble encore incertain (plutôt rouge ou vert, révolutionnaire on réformiste?). Reste une interrogation: pent-on les considérer comme un exemple pour les mouve-ments progressistes, voire les partis

révolutionnaires des autres pays, ainsi que le laissait entendre le « rénovateur » Pierre Juquin devant le comité central du Parti communiste français (22) ?

Les Grünen, plus qu'un simple parti politique, ne seraient-ils pas les précurseurs encore fragiles et novices d'un de la crise de la société industrielle capitaliste et du mouvement ouvrier traditionnel? N'y a-t-il pas, dans toute une série de pays industrialisés, et même dans certains du tiers-monde (par exemple au Brésil), des signes suffisamment forts pour indiquer que s'ouvre une nouvelle période, où les mouvements de contestation, au sein ou en marge des partis traditionnels, s'orientent vers d'autres formes d'expression, d'autres valeurs, et des utopies différentes par rapport à celles qui ont motivé les grands changements dans les huit premières décennies de ce

Finalement, en regardant yers la France et toute proportion gardée, n'est-il pas tentant de constater une certaine convergence entre la culture « alternative » des Grünen et les nouvelles valeurs mises en avant par les milliers d'étudiants et de lycéens qui ont protesté en décembre 1986 contre le projet de loi Devaquet ?

CLAUS TULATZ

(12) Le SPD s'appuie également sur ces études. Depuis son congrès de Nuremberg en août 1986, le différend avec les Verts sur l'énergie nucléaire ne porte plus sur les prin-cipes, mais sur les moyens et les échéances pour « sortir » du nucléaire.

(13) Propos tenus en octobre 1979, cités dans Rudi Dutschke, Mein langer Marsch. Hambourg, 1980. (14) Discours à Offenbach en 1979, în Konkret, décembre 1979.

(15) A titre d'exemple, la non-violence n'empêche pas les Verts de donner leur soution actif aux mouvements de guérilla dans le tiers-monde. Par ailleurs, le débat sur la violence contre des installations nucléaires (pylônes électriques, etc.) divise le parti. M. Otto Schily demande la reconnaissance du « monopole de l'Etat sur la violence », contesté par les courants radicans.

 (16) Cf. Der Spiegel, nº 3, 12 janvier 1987.
 (17) Cf. Die Zeit, 30 janvier 1987. (18) Die Zeit, 30 janvier 1987.

(19) Voir les déclarations du député de Hesse, M. Chris Boppel, «Als Parlamenta-fraktion sind wir nicht mehr subversiv», in Selbstverwaltung, nº 4-5, juillet 1985. (20) Dépôche AFP du 28-8-86.

(20) Dépôche AFP du 28-8-56.

(21) Voir Marie-Luise Weinberger, Aufbruch zu neuen Ufern? Grün-Alternative zwischen Anspruch und Wirklichkeit, Bonn 1984. L'auteur cite le sociologne américain Rouald Inglehart, selon lequel le « phénomène du pastmatérialisme » existe dans toutes les sociétés industrielles développées.

(22) Cf. Libération, 28 janvier 1987.

67% des Français considèrent que la faim dans le monde est le problème le plus important à traiter aujourd'hui.

LE MAGAZINE DU TIERS-MONDE REPOND PRESENT CHAQUE MOIS

CHOISISSEZ VOTRE NUMERO GRATUIT

- Tiers-monde: libérez les livres par Ezzedine Mestiri. (Nº 292)
- Démographie, la bombe à retardement par J. Vallin. (N° 289)
- Faut-il avoir peur de l'islam par Paul Balta. (N° 291)
- L'Indonésie, 5ème « Grand » par Jacques Dolley, (Nº 290)
- Pollution: Les poubelles de la planète par Sophie Boutillier et Dimitri Uzunidis. (N° 285)
- Qui sont les chiites du Liban? par Georges Corm. (Nº 286)
- 12 propositions pour vaincre la faim par Marcel Mazoyer, Jacques Lesourne, Edgar Pisani, Bertrand Schneider. (N° 287)
- Moon et le tiers-monde par Marc Girot. (N° 283)

cochez le numero de votre choix et retournez cette annonce après avoir indiqué votre adresse à CJN-DEV — 163 bd MALESHERBES — 75017 PARIS.

SI les Verts ont réussi une chose, c'est bien la revitalisation de la vie politique en RFA. Dès leurs premiers succès électoraux dans les Länder, ils se sont transformés en « bras parlementaire » des mouvements contestataires. An Bundestag, ils ont accompli un travail considérable, comme l'admet le député social-démocrate M. Freimut Duve, qui leur reconnaît une « grande assiduité, une bonne préparation et un discours qui s'en tient aux falts (17) ». Leur « parlementarisation » les a en quelque sorte assagis, et, en concluent la première coalition rouge-verte en 1985, le ministre président social-démocrate de Hesse, M. Holger Börner, les a « admis à la Cour », comme le constatait aigrement la CDU. Par la force des choses, et à cause du manque de militants, les Verts ont dû renoncer au système de rotation, le tourniquet, pratiqué à la mi-temps de la législature et qui devait empêcher la « professionnalisation » de leurs parlementaires. Sur 44 000 adhérents, plus de 3 000 sont des élus locaux (18). Les succès électoraux ont donc contribué à leur intégration dans

originalité et par des initiatives parfois spectaculaires, souvent symboliques, qui leur ont cependant permis de s'essurer la sympathie des exclus de la politique politicienne. Députés vêtus en cans et pulls péruvieus, certains barbus et aux cheveux longs, employant un langage nouveau et direct; un ministre, M. Joschka Fischer, qui prêta serment chaussé de baskets; des parlementaires qui se sont fait tutoyer par les lycéens venus visiter le Bundestag : tous ont contribué à donner à la jeunesse (du moins une certaine jeunesse) l'impression d'être représentée par des semblables et non plus par des demi-dieux éloignés de ses réoccupations. De même, cette véritable révolution culturelle a considérablement changé le rapport des femmes à la politique. Le « féminat » d'abord. cette présidence du groupe parlementaire au Bundestag uniquement composée de femmes ; puis la liste exclusive-ment féminine présentée par les Verts, qui a connu un franc succès lors des

Beaucoup ont reproché aux Verts ces initiatives « exagérées ». Mais elles étaient sans donte nécessaires afin de redonner aux femmes le goût de la politique. De toute façon, ce volontarisme a porté ses fruits : de tous les partis, les Grünen disposent maintenant du plus grand groupe de femmes au Parlement

VIENT DE PARAITRE Jean Martin 1789 1871 LAVENTURE COLONIALE DE LA FRANCE

L'aventure coloniale de la France

Collection dirigée par Bernard Lauzanne

Quatre volumes seront consacrés. dans une continuité chronologique, aux rapports entre la France, sous ses divers régimes, et les peuples d'outre-mer:

- L'Empire renaissant (1789-1871) par Jean Martin.
- ILEMPIRE triomphant (1871-1936) par Gilbert Comte. A paraître en octobre 87.
- III L'Empire écartelé (1936-1945) par Paul-Marie de la Gorce. A paraître en 1988.
- **IV L'Empire embrasé** (1945-1962) par Jean Planchais. A paraître en 1988.

dencel

Histoire de l'Empire français

VERS UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE PROCHE-ORIENT

Le temps du courage

(Suite de la première page.)

Passions et tabous restreignent le champ du débat rationnel. Terrorisme ou conflits ouverts, les actes de violence n'ont jamais favorisé une claire prise de conscience. Enfin - commode formule elliptique - l'environnement international n'a pas simplifié le

Pourtant, comme l'écrit M. Abba Eban, Israel « ne ferait pas seulement une concession au peuple palestinien, il servirait aussi ses propres valeurs et intérêts » s'il parvenait à abandonner en toute sécurité son rôle actuel dans les territoires occupés. Chef du Likoud et en ce moment premier ministre, M. Itzhak Shamir ne veut pas en entendre parier.

Conscient des risques que comporte l'évolution démographique, il cherche la solution dans une tout autre direction: renforcer l'immigration. Entre octobre 1968 et décembre 1984, très exactement 264 517 juifs ont quitté l'Union soviétique avec un visa israé-lien, mais 100 000 d'entre eux ont choisi de s'installer ailleurs qu'en Israel. Les autorités de Jérusalem précisent que, en 1986, un millier seulement de juifs soviétiques sont sortis avec un visa israélien, mais 80 % d'entre eux se sont dirigés vers d'autres pays, les Etats-Unis notamment (3).

Lors de sa visite à Washington en février dernier, M. Itzhak Shamir a donc demandé avec insistance aux organisations juives américaines d'intensifier leur pression pour obtenir que le gouvernement fédéral n'accorde plus automatiquement le statut de

réfugié aux juifs qui parviennent à quitter l'URSS. M. Shamir aurait-il obtenu satisfaction sur ce point que le problème démographique n'aurait pas pour autant été réglé. Son éventuelle solution dépend essentiellement de trois facteurs: l'écart entre les taux de natalité israélien et palestinien : l'ampleur du flux migratoire autorisé par Moscou ; la destination finale choisie par les juifs sortis d'URSS.

La communanté juive américaine, quant à elle, n'est nullement disposée à suivre M. Shamir. Pour elle, ouvrir les portes des Etats-Unis aux juis émigrés est un devoir sacré. Mais il y a plus. Professeur à Brown University, le rabbin Jacob Neusner écrit: « Il est temps de dire que, pour un juif, l'Amérique est un meilleur endroit que Jérusalem. S'il y eut jamais une Terre promise, les juifs américains y vivent (...). L'Amérique, la société la plus libre et la plus ouverte que les juifs aient jamais connue, est non seulement bonne pour les juifs, mais aussi meilleure pour eux que l'Etat d'Israël (...). Comme me l'a dit un professeur israélien de l'université de Tel-Aviv : «Si vous avez raison, nous avons tort. » Il voulait dire que, si les juis aux Etats-Unis démontrent qu'ils ont devant eux un grand avenir, alors il n'y a plus de « besoin » de construire un Etat juif ou de vivre dans ses frontières. Par vole de conséquence, quiconque soutient que les juifs en d'autres pays peuvent réussir à maintenir leur propre communauté et leur fol devient «antisioniste» ou même antijuif (4). >

effet le rapport de forces dans les frontières de 1967, mais il ne modifierait en rien l'analyse que fait M. Eban en ce qui concerne les territoires occupés. Encore la décision finale appartientelle au seul gouvernement de Moscou. Or l'histoire récente fournit une indication dépourvue d'ambiguité : la plus forte vague d'émigration de juifs soviétiques se situe à l'apogée de la détente Est-Ouest (9). Israel ne détient pas cette clef. Elle se trouve à la Maison Blanche et au Kremlin.

La conviction se répand que, à la longue, le statu quo sera de plus en plus défavorable à Israël. M. Itzhak Shamir ne le nie pas, qui sonhaite des « négociations directes » avec la Jordanie, des Palestiniens siègeant au sein de la délégation jordanienne. Il faudra un jour écrire l'histoire des laborieuses négociations entreprises à ce sujet (10). Toujours est-il qu'elles n'ont pas abouti et que le roi Hussein n'accepte de s'engager dans cette voie

les Etats-Unis et l'Europe apportent à Israël ne peut se traduire par une approbation avengle de toutes les initiatives du gouvernement de Jérusa-lem, de surcroît divisé à cet égard. Par crainte d'irriter Israel, l'Occident, pusillanime, a beaucoup trop tardé à reconnaître les « droits légitimes » du peuple palestinien (12), et, s'il n'a pas toujours fermé les yeux, il a au moins fait preuve d'une extrême timidité devant de contestables actions israé-

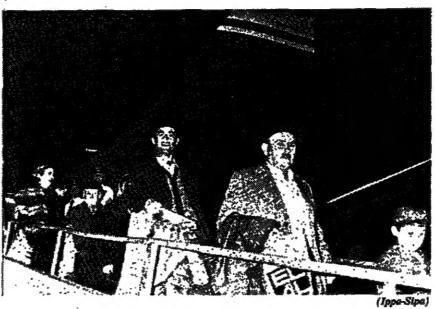
En outre, la solidarité entre Occidentaux et Israéliens ne peut être à sens unique. Elle appelle la réciprocité. Lorsque le gouvernement de Jérusalem décide de vendre des armes aux ayatollahs de Téhéran, il prétend, non sans légèreté, servir les intérêts d'Israël en affaiblissant l'Irak. Renforçant ainsi la révolution islamique, il porte certaine-ment tort aux intérêts de l'Occident et des pays arabes modérés.

surveillance radar lors du raid sur le siège de l'OLP en Tunisie en octobre 1985 (13). « Aussi amicaux que l'on puisse être, îl y a des moments où les întérêts nationaux sont différents ». commente sobrement le ministère de la justice à Washington (14).

Le cas de l'espion Pollard n'est certes pas la première illustration de telles divergences. Chaque pays définit souveramement sa propre conception de ses intérêts nationaux. Rien ne l'autorise à imposer la même définition à ses alliés. C'est pourtant ce qu'Israël réussit à faire. Le « lobby » proisraélien à Washington a compromis. retardé, sévèrement amputé, parfois empêché, les livraisons d'armes que les Etats-Unis, au nom de leur propre intérêt, souhaitaient vendre notamment à la Jordanie et à l'Arabie saoudite (15).

Tous les gouvernements occidentaux considèrent à juste titre que l'Etat d'Israël occupe une place éminente dans leur stratégie au Proche-Orient. Nul ne saurait en tirer argument pour leur demander d'ignorer, indisposer, antagoniser, voire rejeter des pays arabes tournés vers l'Occident. Une assez grossière propagande voudrait expliquer par le pétrole les liens que l'Europe et les Etats-Unis entretiennent avec le monde arabe. Bien sûr, il y a le pétrole. Et les marchands de canons. Mais les liens existants sont bien antérieurs à la découverte de l'or noir. Ils découlent de la volonté de maintenir un indispensable dialogue entre grandes civilisations, d'un intérêt commun à ne pas intensifier - et, si possible, à éteindre - l'incendie sur les rives orientales du bassin méditerranéen, d'une inévitable attention à des populations qui doivent pleinement occuper leur place dans l'histoire

Matraquée par l'information au jour le jour, l'opinion en Occident perd facilement de vue les évolutions dans leur durée. Même la courte durée. Faut-il rappeler que, en 1956, la fâcheuse expédition de Suez prétendait porter au nationalisme arabe un coup d'arrêt définitif? Or, avec ses crises et frustrations, le nationalisme arabe est toujours là. Beaucoup moins rationnel et maîtrisable, un autre phénomène a même fait irruption : le fondamentalisme islamique, version proche-orientale de l'intégrisme protestant propagé aux Etats-Unis par les sermons télévisés de prédicateurs sans turban.



arrivée de Juips Soviétiques en Israël, en 1973

Les clés du déséquilibre démographique

T E déséquilibre démographique est L tellement préoccupant - mais la grande information préfère le passer sous silence - que M. Shamir s'efforce de le modifier en se tournant à la fois

vers Washington et vers Moscou. En janvier 1986, neuf juifs américains rencontrent à Montréal huit délégués israéliens pour rechercher les moyens d'améliorer les relations entre leurs deux pays. Lorsqu'ils demandent Israel, les Américains obtiennent une réponse à laquelle ils ne s'attendaient pas: « Emigrez en Israël. » Suggestion aussitôt fermement rejetée et qui suscite un très vif débat. Deux chiffres indiquent quel est l'état d'esprit: depuis sa création en 1948, l'Etat d'Israël n'a accueilli que 50 000 juiss américains; en revanche, au cours des vingt dernières années, environ 200 000 Israéliens ont émigré aux Etats-Unis (5). Ce n'est donc pas à Washington que M. Shamir peut trouver la solution.

A-t-il de meilleures chances du côté de Moscou ? S'opposant à M. Shimon Pérès, il refuse l'idée d'une conférence internationale consacrée au Proche-Orient. « Toute conférence, dit-il, serait un désastre pour Israël (6).»Aux raisons de fond, il ajoute deux conditions: que l'URSS renoue avec Israel les relations diplo-1967 et qu'elle modifie sa politique d'émigration (7). Le gouvernement soviétique ayant fait savoir qu'il était prêt à laisser sortir de 10 000 à 12 000 juifs, un ancien secrétaire du cabinet de M. Begin réplique : « Ce n'est pas une question de quelques dizaines de milliers, mais d'un Exodus, d'une nouvelle et moderne version de l'évacuation de l'Europe orientale (8). » Seul un vaste mouvement d'immigration améliorerait en

que sous le couvert d'une conférence internationale, dont le principe a été adopté par le président Moubarak et M. Shimon Pérès à l'issue de leurs entretiens d'Alexandrie en septem-

L'idée d'une telle conférence avait été relancée par les Soviétiques lors de la visite de M. François Mitterrand à Moscou en juillet 1986. Alors que l'Elysée considérait positivement une telle démarche, le Quai d'Orsay, quant à lui, la jugeait inopportune... car elle n'avait pas l'assentiment de Washington, peu soucieux de réintroduire l'URSS dans le jeu proche-oriental. A la mi-janvier, lors de sa visite à Paris, le roi Hussein plaidait chaleureusement en faveur de cette conférence, et le prêsident Mitterrand lui manifestait son appui. Au même moment, l'émissaire américain au Proche-Orient, M. Richard Murphy, irritait profondément M. Moubarak en l'informant officiellement que Washington en refusait le principe. Cependant, l'écho de ses propos ne s'était pas encore dissipé que les Etats-Unis, en proje à la crise que l'on sait, approuvaient le projet... Puis, le 23 février, les pays membres de la Communauté curopéenne en appuyaient l'idée : ils auraient pu en ce domaine jouer un rôle moteur, ils arrivaient bons derniers. Quatre jours plus tard, un nouvel entretien, au Caire, entre MM. Moubarak et Shimon Pérès consacrait le plan, au grand dam de M. Itzhak Shamir. A Tunis, M. Yasser Arafat renouvelait son accord à la participation de Palestiniens au sein d'une délégation arabe. Comme pour apaiser les craintes israéliennes, il ajoutait même que des forces des Nations unies pourraient être stationnées « dans mon pays » (on my land) (11).

Les désaccords entre le premier ministre israélien et son ministre des affaires étrangères ne portent pas uniquement sur la forme des négociations : pourparlers directs, pour M. Itzhak Shamir; conférence internationale, pour M. Shimon Pérès. Ils concernent aussi le fond. M. Shamir entend conserver la souveraineté israélienne sur les territoires occupés, dont les populations seraient administrées sous la responsabilité des autorités jorda-niennes; M. Pérès, lui, envisage d'évacuer la majeure partie des territoires occupés. Seule cette dernière formule conforme aux résolutions des Nations unies, aux accords de Camp David et à la position de principe des Occidentaux - est acceptable pour la Jordanie et pour les régimes arabes

Or la Jordanie, l'Egypte, l'Arabie saoudite, la Tunisie, etc., dont le rôle est précieux pour toute diplomatie dentale, ont été rudement malmenées par ceux-là mêmes qui ont pourtant tout intérêt à entretenir de bonnes relations avec ces pays. Le soutien que

De toute évidence, la même solidarité n'autorise pas n'importe quoi. Secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger a implicitement confirmé une information du Jerusalem Post selon laquelle l'espion Jonathan Jay Pollard, qui vient d'être condamné à la prison à vie aux Etats-Unis, a fourni au gouvernement israélien des informations secrètes qui per-mirent à ses avions d'échapper à la

« Choisir entre le mauvais et le pire »

S'IL peut créer un trouble senti-ment d'accoutumance à l'égard des situations les plus dangereuses, le passage du temps ne devrait tout de même pas aveugler les esprits au point de leur dissimuler une constante dégradation qu'il est grand temps d'enrayer. Les interminables épreuves des Palestiniens ne constituent pas seulement un drame humain, propice à des commentaires aussi écœurants qu'inefficaces : elles témoignent d'un échec politique des Occidentaux. La destruction du Liban ou la guerre entre l'Irak et l'Iran n'ont inspiré qu'une abstraite compassion, alors qu'elles auraient dû susciter une autre approche stratégique.

Le temps, qui n'a rien arrangé, ne va pas soudain, comme par miracle, améliorer les choses. De trop rares Israéliens en sont conscients. L'un d'eux, le général Harkabi, ancien chef des renseignements militaires israéliens, en responsable de la recherche stratégique au ministère de la désense, n'hésite pas à écrire que, à l'avenir, même des guerres victorieuses auraient sur Israël un effet défavora-ble ». Et il ajoute : « Nous avons à choisir. Non pas entre le bon et le mauvais, ce qui est à la portée d'un enfant, mais entre le mauvais et le pire (16). »

(3) «Shamir Seeks New US Stand on Emigrés», International Herald Tribune, 16 février 1987. D'une manière générale, les statistiques officielles font désormais apparaître un solde migratoire négatif : pour l'année 1985, 10 642 immigrants coutre 21 300 départs (Statistical Abstracts of Israel 1986, lécusalem).

(4) Jacob Neusner, «The Real Promised Land is America», The Washington Post, repris par International Herald Tribune, 10 et 11 mars 1987.

(5) International Herald Tribune, 9, 10 août 1986.

10 août 1986.

(6) Le Monde, 3 mars 1987.

(7) International Herald Tribune,
16 février 1987.

(8) Arye Naer, « International Conforence: Risks and Benefits », Jerusalem Post,
6 février 1987.

(9) Voir le tableau publié dans le Monde diplomatique de janvier 1986, page 16, Droits de l'homme et diplomatie, croisade polonaire ».

polonaire ».

(10) Un article de Jerome Segal (Interna-tional Herald Tribune du 29 août 1986) en présente une esquisse qui met en hunière la bonne volouté du roi Hussein et les mala-dresses de Washington. Voir aussi à ce sujet l'article de Benny Morris, Jerusalem Poet, 19 février 1987.

La conférence internationale trop tardivement envisagée constitue, pour l'instant, le meilleur moyen d'éviter le pire. Dans l'intérêt de toutes les parties concernées. Si le courage ne fait pas défaut - et il en faudra beaucoup pour aller à contre-courant de tant d'idées reçues, - cette conférence offrira enfin une occasion de traduire en actes ce que souhaitait David Ben Gourion. Il importe, disait-il, que les Palestiniens - jouissent de tous les droits des citoyens et de tous les droits politiques, non seulement en tant qu'individus, mais en tant que communauté nationale, exactement comme les juifs

Un tel aboutissement modifierait sensiblement les données du drame libanais. Il laisserait intacts, certes, bien d'autres problèmes, comme la guerre Iran-Irak ou la flambée fondamentaliste, mais donnerait aux Occidentaux et aux régimes arabes les mieux disposés une chance de les aborder dans de meilleures conditions. Le courage s'est trop rarement manifesté. Sera-t-il présent à ce rendez-vous de l'histoire?

CLAUDE JULIEN.

(11) Entretien accordé par le leader de POLP au nouveau journal britamique, The Independent, 4 mars 1987.
(12) Cf. « Le temps de l'impaissance et de l'abdication », par Claude Julien, le Monde diplomatique, octobre 1986.
(13) Newsweek, 16 mars 1987.
(14) Time, 16 mars 1987.
(15) Voir les trois articles de Charles

(14) Time, 16 mars 1987.

(15) Voir les trois articles de Charles R. Badcock sur les relations spéciales entre Israël et les États-Unis, International Herald Tribune des 7, 8 et 9 août 1986, qui décrivent l'action du « lobby » sioniste, l'American Israell Public Action Committee (AIPAC). L'anteur rappelle comment; en 1984, une forte somme (an moins 1 million de dollars) fut dépensée pour faire battre le sénateur Charles H. Percy, républicain de l'Illinois, unanimement respecté. Il avait eu le tort d'approuver en 1981 la vente d'avions radars AWACS à l'Arabie saoudite...

(16) Yehoshefat Harkabi, The Feteful Choices Before Israel, The Keck Center for International Strategic Studies, Claremon, Californie, janvier 1987.

(17) Shabtai Teveth, Ben-Gurion and the Palestinian Arabs: From Peace to War, Oxford University Press, New-York, 1985. Voir aussi Kathleen M. Christison, « Myths About Palestinians », Foreign Policy, printemps 1987, n° 66,

Palestiniennes

AU SOMMAIRE DU Nº 23

AKRAM HANIYYÉ

Journaliste sous l'occupation

ROSEMARY SAYIGH Femmes palestiniennes:

une histoire en quête d'historiens

MOUSTAFA N. ATEYA Israël/Etats-Unis : la zone de libre-échange

TARIF KHALIDI La Palestine des siècles arabes classiques : l'espace, le sacré et le temps

> **MAURICE RAISFUS** Retours d'Israël

FDLP Le siège des camps de réfugiés palestiniens au Liban

Le № 53 F - Abonnement I an (quatre numéros), 175 F Etudiants (sur justificatif), 150 F Règlement au nom des Editions de Minuit (CCP Paris 180.43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Etudes palestiniennes Diffusion: les Editions de Minuit - 7 rue Bernard Palissy - 75006 Paris

EMOIGNAGE

STATE OF THE STATE OF THE STATE OF THE STATE OF STREET AND IN PRICE. STATE diese to a from the same do famile

MATERIA TO A REPORT OF THE PARTY OF THE PART THE REAL PROPERTY AND THE PROPERTY AND SE SERVICE DE L'ELEVE : SOMETHERE & MEN GENT TETTE THE PLEASE PRINCIPLE SEE STATE A SERVE OF PARAMETERS AND ADDRESS. ---DESCRIPTION OF THE PERSON AND PERSONS ASSESSMENT

the sent sent the set the lands see the immisert des renfrots pan haden. Em attention sent remarks on personal we seem

construction grant M. Aleder alles TOTE LEVERS OF THE SERVICE SERVICE OF THE ARREST AREA The fact are not server from the grant property Partiant Cela rejeiner eine mittente iff State of the tart suffe de par terre-Bannant ift i en en en en regentere mit THE STATE OF SHIP SHE MAKE IN SHIP terment types of a group our in faulti-THE RESIDENCE OF THE PROPERTY OF THE Bulgrey for motors care garactering the state Bloomer a legit of magnified the business.

sopy together tout at muniche it negretate. 🙉 Partiet affichant of the extract acceptation.

ans es contre des pierres

DE TATA SELECTION STATE PLANE CO STORY OF A PARTY SEASON OF THE Street and the same street from The same of the sa Selection the au & is promite to recent is Seculational de range. Manathe second of distance die Spirit fin a mitte - Samen Binink fillige. Staffertements menuterent wert A TO STATE STORMER STREET, STR HE STATE CO THE SE MANUEL & BOOK & THE ACT OF THE PERSONS SAME THE ASSOCIATION OF THE PROPERTY OF Mary State and Lorent I. Change Marie

State - Cara d'anne promise gard to better to embulances of sep the reserved of the farmer A STATE OF THE PARTY OF THE PAR Parties of the mediants dening Alberta And the second of the second of the second Service of the Service Service of the Service of th Sign bergerie in Pilleten beiten mein The Case Transfellow the Books the second of the second section is the second section in the second section in the second section is section in the second section in the second section is section in the second section in the second section is section in the second section in the second section is section in the second section in the second section is section in the second section in the second section is section in the second section in the second section is section in the second section in the second section is section in the second section in the second section is section in the second section in the second section is section in the second section in the second section is section in the second section in the second section is section in the second section in the second section is section in the second section in the second section is section in the second section in the second section is section in the second section in the second section is section in the second section in the second section is section in the second section in the section is section in the second section in the second section is section in the second section in the second section is section in the second section in the second section is section in the section in the second section is section in the section in the section in the section is section in the section in the section in the section is section in the section in the section in the section is section in the section in the section is section in the section in the section in the section is section in the section in the section is section in the section in the section in the section in the section is section in the section in the section is section in the section in the section in the section is section in the section in the section in the section is section in the section in the section in the section is section in the sect

Court and the second of the second se The state of the same of the s THE PART OF PARTY The second secon The same of the sa The second section of Francisco The second contracts of the second The Continue form the The Post A Street

The second secon THE WAS DESCRIBED TO SERVICE OF THE PARTY OF Service and and administration Parties of the street areas and the street and the Spiritual to State of Granden States The second of th

The state of the same of the s The series remain sources The state of the declarated of the

The state of the declaration of the state of

TO UT MAN COM

ace radar lors du raid sur l TOLP en Tunisie en octob

(13). " Aussi amicaux que la

actionaux sont different

cas de l'espion Poliard

Washington (14).

thre, if y a des moments of

so sobrement le ministère de

es la première illustration à

expences. Chaque pays delle

intérêts nationaux. Rien a limbre à imposer la même définite a lobbe. C'est pourrant ce qu'int

faire. Le « lobby , po

2 Washington 2 comprom

Sererement amputé, parle

6, les livraisons d'armes que la

Lais, au nom de leur proprin

ridagie et à l'Arabie saoudite (19)

maissient vendre notammen

les gouvernements occidents

de accupe une place émina four stratégie au Proche-Orio

nent à juste titre que l'Es

amait en titet argument be

nander d'ignorer, indispos

ser, voire rejeter des pa

sière propagande voude per le pétrole les liens qu

int les Etats-Unis entreis

mie. Et les marchands

ars à la découverte de la

sécoulent de la voloné

an indispensable dialog

civilisations, d'un imig

ne pas intensifier - q

Teteindre - l'incendie su la

qui doivent pienene

leur place dess l'hister

the par l'information mp

ine les évolutions dus le les enurte durée. Fin

lon en Occident perdie

em 1956, in facher

Suez prétendait pare

arabe un coup d'ant

AVCC SES CTISES EL ÎNSIS

aliante arabe est tente

asoins rationael et min

ismin conómicada a

proche-orientale de l'ai-

tent propagé aux Em

la fondamentalisme siz-

teléven teléven t

weens turban.

the second international in

Barfelt de soutes la MV

Partret de toutes la pars

at # en faudra beaucres

cattle conference dinner

Ben Gound Ben Gound

dentali, que les Palestre

de sous les drais per

mote en tont que comme

and exectement comme di

aboutissement model

inisserat much of

line l'ak ou la fiambée im

E SEX régimes Inte

meilleures condition

top rarement marie

priserar à ce rendez-ron

secordé par le laite; le mars le la laite; le mars 1987.

Amers 1987.

The temps de l'impuissant de par Claude Julium le dis accorder 1986.

The accorder 1986.

The accorder 1987.

he trees articles to the pastions special to pastions special to the pastions special to the pastions for the pastions are trees and the pastions are pastions ar

Action Committee (Alla committ

I malhon de daimi laise battre le sécuter des Aliceire de l'Hilams, cur-laise de l'Hilams, cur-laise d'avions cadars Aliceire d'avions cadars Aliceire.

Harkati, The Park

Brand, The Keck Card

From Pear to the Property of the Pear to t

CLAUDE JULES

me les données du des

mais donnerait aut (to

et ministikes couplies in

Bi le courage ne las p

persourant de tant dies

on de traduire en aces

de tous les froits &

a seulement en tent que

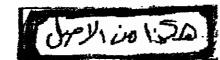
intes du bassin médien

men in monde arabe. Bien sûr, i

Mais les liens existants a

tournés vers l'Occident U

ment sa propre concepus



TEMOIGNAGE A

U cours de trois missions antérieures à Bir-Zeit, nous avions pu analyser les conditions d'existence difficiles et précaires d'une université palestinienne fonctionnant en territoire occupé (1). Lorsque nous avions planifié pour la midécembre 1986 une nouvelle visite en Israël et en Cisjordanie, et notamment à Bir-Zeit, il n'y avait eu, depuis plus d'un an, ni incident spectaculaire ni fermeture de cette université par les autorités. Cependant, durant l'année académique 1985-1986. quatre-vingt-dix étudiants avaient été arrêtés (dont les deux tiers furent relâchés sans inculpation) ; une vingtaine d'étudients et d'employés de la faculté avaient subi des mesures de détention administrative et d'assignation à résidence, ou d'autres

Par ailleurs, une pratique nouvelle avait été insti-tuée à Bir-Zeit par l'armée israélienne : celle des nostes de contrôle érigés (à trente-six reprises) sur la route de l'université, en interdisant parfois totalement l'accès aux étudiants, voire aux enseignants et employés; parfois se limitant à filtrer les arrivants par des contrôles d'identité. Du 20 octobre au 1ª décembre 1986, cette pratique avait été à nouveau appliquée à onze reprises.

A la veille des incidents du 4 décembre, une forte tension avait déjà été créée par les postes de contrôle mis en place le samedi 29 novembre et le lundi 1º décembre ; ces jours-là, tous les étudiants avaient été refoulés. Le jeudi 4 décembre, un poste de contrôle fut à nouveau érigé entre Ramaliah et Bir-Zeit vers 7 h 30, à l'heure de la plus forte circuletion en direction de l'université. Voici le récit, présenté par le Bureau des relations publiques de l'université, des événements qui s'ensuivirent.

Vers 8 h 15, un certain nombre d'étudiants étaient arrivés dans trois autobus. Les militaires les vaient fait descendre et avaient commencé à vérifier leurs cartes d'identité, puis avaient renvoyé les autobus à Ramailah. Il y avait là également de nombrauses voitures privées qui avaient amené des étudiants, enseignants et employés de la faculté.

Excédée, une quarantaine d'enseignants et d'étudiants s'avancèrent pour demander le droit de passage. Devant le refus des soldats, ils décidèrent de s'asseoir sur le chaussée. Ils expliquèrent qu'ils entendaient ainel réclamer pacifiquement la suppression du poste de contrôle. Les militaires, peu nombreux, demandèrent des renforts par radio. En attendant, plusieurs centaines de personnes se joignirent

Bientôt un camion militaire arrive de Ramallah ; aur l'insistance d'un enseignant, M. Abdel Jawad Saleh, les étudiants s'écartèrent pour le laisser passer. A un officier arrivé peu après en voiture, M. Saleh explique : « Ces étudiants, comme les étudients juifs à l'Université hébraique, ont le droit de s'inétruire. Il ne feut pas les en empêcher. » L'officier exiges que chaçun d'eux-regagnit son véhicule et quittilt les lieux. Il prit une cartouche de gaz lacrymogène, la belança trois fois en l'air en répétant son injonction et, environ vingt secondes après le preier avertissement, l'ouvrit et la lança sur la foule des étudiants. Aussitôt M. Saleh cria à ceux-ci : « Me jetez pas de pierres i En aucun cas, parsonne ne doit user de la violence. > Il y aut un moment de tumuite, puis les soidats forcèrent tout le monde à rentrer, en voiture ou à pied, à Ramallah, M. Saleh fut arrêté.

Des balles contre des pierres

PEU eprès, quelque cent cinquente étudiants se ressemblèrent sur le vieux campus de Bir-Zeit (3). Il s'agissait d'étudiants arrivés avent l'installation du poste de contrôle, ou qui, du fait qu'île dormaient à Bir-Zeit, n'avaient pas eu à le passer. Informés de l'incident, ils décidèrent de résgir. Vers 10 h 30, ils sortirent du campus et dressèrent des berrages de pierres sur la route. L'armée arriva rapidement ; les affrontements débutèrent vers 11 heuras. Les soldats lancèrent quelques cartouches de gaz lacrymogène, puis se mirent à tirer à les. Alors que les étudiants fuyaient vers belles rée le vieux campus et les bâtiments voisins, le tir continua jueque peu avant midi. Lorsqu'il cessa, deux ants étaient mourants et une dizaine blessés.

L'évacuation des blessés par ambulances et voitures privées, notamment vers l'hôpital de Ramalleh, se fit dans des conditions difficiles du fait des barrages de l'armée. L'un des mouvants, Jawad Abu Selmieh, expira avant d'arriver à l'hôpital : l'autre, Saeb Dhahab, peu après son arrivée. Une échauffourée éclata dans l'enceinte de l'hôpital entre étudiants, venus là pour prendre des nouvelles de leurs cherchant à entrer de force ; un étudiant fut blessé dans le don d'une balle de caoutchouc tirée à bout

Les étudients restés assiégés sur le vieux campus furent autorisés à partir dans le soirée ; trois d'entre eux, toutefois, furent arrêtés. Il ressort de divers témoignages que l'officier qui avait lancé le gaz lacrymogène au poste de contrôle participa aussi, ensuite, à la fusiliade du vieux campus. Il s'agit apparemment de l'homme (un colon de l'implantation d'Ofra) qui fut interviewé quelques jours plus tard, séparément, par les journalistes Joël Greenberg et Yehuda Litani, du Jerusalem Post. A chacun d'eux, il expliqua que le détachement d'une dizaine d'hommes qu'il commandait avec un autre officier avait été acculé à ouvrir le feu sorès avoir vainement tenté de se défendre à l'aide de granades lacrymogènes et de bailes de caoutchouc, étant attaqué de plusieurs côtée par des étudiants qui lançaient de grosses pierres et des tiges de fer à une distance de 15 ou 20 mètres. « Nous étions forcés de tirer à balles réelles pour défendre nos vies », affirma-t-il.

Les étudiants, niant cette version, soutiennent que le tir à balles réelles avait été déclerché, et fit des blessés, dès le début des affrontements. On soufigne aussi à Bir-Zeit le fait que l'armée ne signala pas un saul blessé, même légar, dans ses

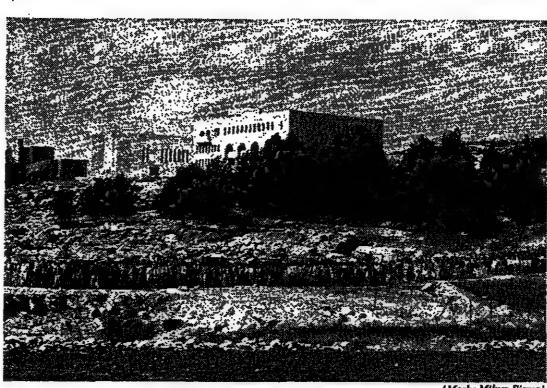
Le 8 décembre, les autorités remirent au professaur Baramki, vice-président de l'université, un ordre de fermeture du vieux campus pour un mois. Ces

Sandy Bridge * Physiciens au Collège de France.

RETOUR A BIR-ZEIT

Incidents et procès en Cisjordanie occupée

Par PAUL KESSLER et JACQUES PARISI*



I Moske Milner-Siema

LE CORTÈGE DES MANIFESTANTS DEVANT L'UNIVERSITÉ. La plus grande vague d'agitation depuis le printemps 1982.

vénements provoquèrent des réactions de la gauche israélienne. Dès le soir du 4 décembre, une centaine de personnes avaient manifesté devant la résidence du premier ministre. A l'appei du mouvement universitaire Campue, des manifestations de solidarité avec Bir-Zeit eurent fieu à Tel-Aviv. Haifa et Beersheva, A. Jérusalem, le 7 décembre, environ. cinq cents étudients juits et arabes, ainsi que des enseignants, tinrent un meeting à l'université : ils finirent par être dispersés par la police à l'aide de gaz lacrymogène.

L'affaire de Bir-Zeit allait déclencher en Cisjordanie une vague d'agitation, sans précédent depuis le printemps 1982. Le 5 décembre, des manifestations violentes (route bioquée, jets de pierres) se produisirent au camp de réfugiés de Balata, près de Naplouse ; les soldats ouvrirent le feu, tuant un garcon de quatorze ans. Le 6 décembre, une grave Cisjordanie et à Jérusalem-Est ; plusieurs soldets et policiers israéliens furent blessés au cours d'incidents divers. Le 8 décembre, à Balata, un garçon de douze ans fut tué et quatre jeunes gens blessés. Les autorités affirmèrent que la balle qui avait tué l'enfant était d'un calibre non utilisé dans l'armée israélienne (certains pensent que l'acte a pu être commis par un colon n'appartenant pas à une unité

Dans la bande de Gaza, dont étaient originaires les deux morts de Bir-Zeit, les réactions furent plus vives encore. Le 6 décembre, les habitants de Khan-Yunis essayèrent d'organiser des funérailles symbo-Eques pour Jawad Abu Selmieh ; l'armée intervint. Le lendemain, des troubles éclatèrent dans le quartier de Gaza où vit la famille de l'autre étudient tué, Saeb Dhahab. Rapidement, l'agitation gagne les camps de réfugiés. où des milliers de personnes allaient manifester pendant une semaine. L'armée réagit avec vigueur et arrêta des centaines de personnes, notamment des jeunes.

Le 9 décembre, un centre de détention fut ouvert dans un ancien camp mititaire britannique près de Gaza; de deux cents à trois cents personnes, au total. y furent détenues. Selon les témojonages de prisonniers relâchés (présentés à une conférence de presse le 17 décembre), ceux-ci avaient été systématiquement frappés, insultés et humiliés. L'impression régnait que l'armée allait installer là un centre de détention permanent, du même type qu'Ansar pendant l'occupation du sud du Liban ; aussi parlaiton d'« Ansar II ». Cependant, le 20 décembre, les autorités annoncèrent que ce centre avait été fermé l'avant-veille (4). Elles démentirent en bloc les accusations de mauvais traitements, admettant seulement qu'un soldat avait dû être puni pour avoir trappé un prisonnier.

Dialogue au ministère

A U matin du 9 décembre, une foule d'étudiants se ressemblait sur le nouveau campus de Bir-Zeit en vue d'une marche pacifique jusqu'au vieux campus et retour. Le vice-président Baramki avait prévenu par téléphone les autorités israéliennes. On lui avait dit : « Attendez notre autorisation. » il avait répliqué : « Nous ne pouvons pas attendre. » Les autorités s'étaient résignées : « Bon, vous prenez la responsabilité. » La cortège était formé d'un millier d'étudiants, enseignants et employés de l'université. La marche se déroula dignement, dans un silence général parfois coupé par des chants et des slogans. il n'y avait aucune présence militaire, à l'exception d'un hélicoptère survolant la manifestation. De nombreux photographes de presse et de télévision, surtout israéliens, s'étaient rassemblés sur le parcours (le soir même, la télévision israélienne allait diffuser des images de la marche). Plusieurs correspondants

de la presse israélienne (notamment des grands quotidiens Hearetz, Maariv, Yedioth Aharonoth, Jarusaiem Post) étaient également venus ca jour-là, afin d'enquêter sur les récents incidents.

Lorsque nous retournâmes à Bir-Zeit le matin du 15 décembre, les activités universitaires avaient repris ; nous présentâmes un séminaire de physique devant une quinzaine d'enseignants et d'étudiants. Au déjeuner, nous rencontrâmes l'épouse de M. Saleh. Elle avait vu son mari la vellle à l'occasion d'une audience tenue au tribunal militaire de Naplouse ; en fait, le cas de M. Saleh n'avait pu y être discuté, le dossier d'accusation n'étant pas

Après son arrestation, M. Saleh avait d'abord réjourné au cantre de détantion de Fars'a, en cellule d'isolement, puis avait été transféré à la prison d'Hébron. il affirmait avoir été malmené, notamment indant le transfert. Une nouvelle audience devai se tenir à Napiouse le lendemain.

Pendant le déjeuner, nous fûrnes informés d'un incident qui venait de se produire sur le campus : quatre hommes masqués avaient tabassé un étudiant soupconné d'être un indicateur au service des

L'après-midi, nous préparâmes, avec le concours d'un responsable du Bureau des relations publiques, le dossier que nous allions soumettre le lendemain matin au ministère israélien de le justice. Ce dossier allait inclure les cas de M. Saleh et des trois étudients arrêtés sur le vieux campus lors des incidents du 4 décembre, des demandes d'explication sur ces incidents et sur la pratique des postes de contrôle. divers problèmes individuels touchant des étudiants et enseignants des universités de Bir-Zeit et d'An-

Nous apprimes per la suite que, la veille, huit militants israéliens du « camp de la paix » étaient venue rendre une visite de solidarité à Bir-Zeit (5). Reçus avec hostilité par les étudiants fondamentalistes, boycottés aussi par ceux du « front du refus », ile avaient par contre été accueillis cordialement par ceux du Fath (majoritaires au conseil des étudiants) dont environ quatre cents s'étaient rassemblés dans un amphithéâtre pour écouter leur message.

Le 16 décembre, nous nous rendimes au ministère de la justice, comme nous l'avions fait lors de nos deux missions précédentes. En juin 1986, nous avions recu de M. Mayer Gabai, directeur général au ministère, une réponse traitant point per point de toutes les questions soulevées dans notre dossier précédent, soumis en juin 1985. Environ la moitié de ces problèmes avaient entre-temps reçu une solution positive ou fait l'objet d'une évolution encourasante. Nous avons sincèrement apprécié l'effort fait par le ministère de la justice pour nous répondre de facon aussi comolète.

Comme la fois précédente, nous eûmes comme interlocuteurs Mª Gaulan, assistante principale du procureur général, et M. Weiner, conseiller juridique. M^{ms} Gaulan déclara d'entrée que, cette fois, elle ne pouvait pas prendre d'engagement quant à l'attention que notre dossier recevrait de la part du ministère. Nous insistâmes sur le cas de M. Saleh, en soulignant que nous le connaissions bien, puisqu'il avait fait des études à Paris ; que c'était un homme ouvert au dialogue et opposé à toute action violente; et que, selon les informations que nous avions recues au suiet des incidents du 4 décembre, son rôle avait consisté à calmer les étudiants, non à les inciter à la violence. M™ Gaulan prit note de nos affirmations et promit que ce cas, au moins, serait étudié par le

Aussitöt après cette entrevue, nous nous rendimes à Napiouse avec Me Léa Tsemel, l'avocate chargée de la défense de M. Saleh, et l'épouse de celui-ci. Arrivés au tribunal, nous nous en virnes d'abord refuser l'accès. Il failut que l'avocate, soutenue par un second défenseur de M. Saleh (Mº Jawad Boulos, un Arabe israélien), parlementât pendant environ vingt minutes pour qu'on nous laissât entrer. Le juge ne souhaitait pas nous voir assister à l'audience; il avait d'aitleurs décidé d'emblée que celle-ci se tiendrait non dans la salle des audiences, mais dans son bureau, de dimensions réduites Finalement, les avocats obtinrent gain de cause, et l'on nous fit entrer dans le bureau du juge au moment où

L'enjeu de l'audience était le sort réservé dans l'immédiat aux accusés. Les avocats demandaient leur libération sous caution, alors que le procureur requérait une prolongation de vingt jours de la détention préventive. M. Saleh demanda la permission de parler en anglais, mais cela lui fut refusé. Il y eut quelques incidents. Le juge se montra agacé lorsque M. Saleh rappela que la radio israélienne avait annoncé dès le 4 décembre à 10 heures son arrestation en mentionnant les accusations portées. contre lui (alors que le 14 décembre le dossier d'accusation n'était pas encore parvenu au tribunal). ll se fâcha aussi lorsque M. Saleh raconta qu'il avait participé récemment à l'université hébraïque, à un symposium sur la non-violence. A chaque fois, il demanda à l'accusé de s'en tenir aux faits qui s'étaient déroulés au poste de contrôle. A un certain moment, M. Saleh de son côté s'énerva, évoqua les traitements qu'il avait subis après l'arrestation, sortit de sa poche le bandeau qu'on lui avait mis sur les yeux à Fara'a, et s'écria en hébreu : « Je ne suis pas un chien I » Sur l'insistance de M. Jawad Boulce, il an calma très vita.

Audience au tribunal

ENDANT l'interruption de séance, Mª Léa Teamel négocia avec le juge et le procureur. La décision finalement annoncée fut un compromis : M. Saleh et les trois étudiants allaient rester en détention préventive pendant cinq jours supplémentaires, de sorte que la durée totale de cette déten-tion n'excéderait pas la limits légale de dis-huit

Selon l'avocate, l'audience qui vensit de se dérouler avait été exceptionnellement longue ; l'avant-vellle, à ce même tribunal, trente-deux cas de jeunes Palestiniens accusés de participation à des manifestations et de jet de pierres avaient été débattus et jugés en une heure et demie. Le lendemain, nous pumes nous entretenir avec M. Ephraim Sneh, chef de l'administration civile de Cisjordanie. Dans ses bureaux de Ramallah, M. Sneh, en uniforme de général de brigade, nous reçut cordialement. Abordant le cas de M. Saleh , nous répétêmes ce que nous avions dit la veille à Mª Gaulan à propos de son ouverture d'esprit, de son attitude non violente et de son comportement lors des incidents. Nous aloutêmes sussi un détail oui nous était revenu à la mémoire : lorsque le juif américain Klinghoffer avait été tué à bord de l'Achille-Lauro. M. Saleh avait voulu organiser une pétition parmi les Palestiniens de Paris pour s'élever contre ce meurtre. Enfin, nous rappelâmes que, dans le même esprit, il venalt de signer une déclaration de personnalités palestiniennes condamnant une agression commise le 12 décembre contre un juif âgé à Jéru-

A propos des trois étudiants inculpés, nous soulilah une lettre au tribunal de Napiouse, les accusant de jets de pierres, n'avait pas pris la peine de venir les identifier. M. Sneh appela son conseiller juridique, un colonei, pour qu'il prit part à la discussion. Calui-ci commenca par exposer la thèse de l'accusetion, selon laquelle M. Saleh avait incité les étudiants à lancer des pierres. En réponse, nous présentâmes la version des faits que nous connaissions et ajoutâmes que, peut-être, les militaires qui avaient témoigné contre M. Saleh ignoralent l'arabe et avaient donc pu mal interpréter son attitude. Notre Interlocuteur reconnut alors que, en effet, l'officier qui accusait M. Saleh d'Incitation au jet de pierres ne comprenait pas l'arabs. Restait le témoignage de deux soldate druzes connaissant l'araba : ils affirmaient que M. Saleh avait dit aux étudiants de rester assis et de ne pas présenter leurs cartes d'identité.

M. Sneh intervint pour conclure que les deux versions, la nôtre et celle des deux Druzas, n'étaient pas très différentes, et que dans ces conditions la peine infligée à M. Saleh serait probablement légère. Le procès devant avoir lieu après notre départ, M. Sneh nous suggéra de rédiger une lettre contenant un témoignage de caractère en faveur de M. Saleh; le conseiller juridique nous promit que cette lettre serait lue au tribunal.

Le tribunal s'est réuni le 21 décembre, à l'expiration de la détention préventive, et les trois étudiants furent relâchés le jour même. La sentence concernant M. Saleh ne fut prononcée que le 10 janvier 1987: l'accusation n'ayant retenu que le témoignage des deux Druzes, et M. Saleh ayant accepté de plaider coupable dans cas conditions, il fut condamné à trente-neuf jours de prison (déjà accomplis) plus cing mois avec sursis, ainsi gu'à une amende de 2 500 shekels (environ 12 000 F) : il fut

(1) Ces trois missions, organisées en janvier 1984, juin 1984 et juin 1985 par le Centre de coopération avec l'université de Bir-Zert (secrétariat: J. Valier, UER de versité de Bir-Zeit (secretariat: J. vaner, UER de sciences économiques, université de Paris-X-Nanterre, bâtiment G, 200 avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex) out également fait l'objet de comptes rendus, dont deux out été publiés dans le Monde diplomatique en juillet 1984 et avril 1985.

(2) Ces chiffres sont fournis par le Bureau des relations publiques de l'université de Bir-Zeit.

(3) L'université est divisée en deux campus, le vieux (où restent concentrées environ 40% des activités) et le nonveau, distant de 2 kilomètres.

(4) Selon d'autres sources d'information (Al Hamishmar du 30 décembre 1986), le centre a été rouvert par la

(5) Ces militants avaient fait partie de la délégation israélienne qui avait rencontré en Roumanie, en myembre dernier, des représentants de l'OLP, et avait ainsi délibéré-ment violé la loi récemment votée à la Knesset, interdisant les contacts avec la centrale palestinienne. Quatre membres de la délégation ont été inculpés au mois de mars.

Echec d'un néolibéralisme musclé en Equateur

LUS de mille morts et cinq fois plus de disparus, tel est le tragique bilan des graves séismes qui ont frappé l'Equateur le 6 mars dernier. A cette tragédie humaine s'ajoute le désastre économique provoqué par la destruction de l'oléoduc transandin, élément vital pour ce pays qui tire du pétrole 70 % de ses rentrées en devises. Du coup, les dirigeants ont annoncé que l'Etat cesserait, comme le Brésil, de payer sa dette extérieure.

Des temps durs s'annoncent donc pour la population déjà excédée par la politique ultralibérale menée par le président, M. Leon Febres Cordero, populiste de droite. En prenant le chef de l'Etat en otage, le 16 janvier 1987, les militaires de la base de Taura avaient spectaculairement attiré l'attention sur ses méthodes de gouvernement. Et fait apparaître, par contraste, comme un paladin de la moralité politique le général Frank Vargas, qui a déjà annoncé sa candidature à la présidence pour

Par SYLVAIN HERCBERG

M. Leon Febres Cordero fut élu président de la République d'Equateur en 1984 sur un slogan: « Pan, techo y empleo » - du pain, un toit et un emploi - que d'aucuns, s'ils n'avaient connu le candidat, auraient pu quali-fier de « communiste ». Mais Washington et les milieux d'affaires de Floride le connaissaient bien et comptaient sur cet allié sûr pour occuper pendant qua-tre ans la fonction présidentielle. Un petit pays réputé pour sa tranquillité, son pétrole et ses autres richesses naturelles allait devenir la vitrine de la politique préconisée par M. Ronald Reagan pour l'Amérique latine.

M. Febres Cordero, issu des milieux d'affaires de Guayaquil, deuxième ville du pays, soutenu par quelques familles alliées des multinationales agroalimentaires ou des compagnies pétrolières, s'est vite mué en adente du néolibéralisme de choc et en disciple de la doctrine du Fonds monétaire international (FMI). L'Equateur, qui tire Pessential de ses devises des ventes de pétrole, a rompu avec les règles de solidarité de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), dont il est membre, et s'efforce d'attiser les divergences au sein de l'organisation. C'est aujourd'hui la seule démocratie d'Amérique latine qui n'a plus de relations avec le Nicaragua. Et le seul pays du Pacte andin qui transgresse les rèoles sur l'investissement.

Le néolibéralisme musclé du président et les carences de sa gestion gouvernementale ont été politiquement sanctionnés en juin 1986, lorsque l'opposition de gauche, rassemblée au sein du Bloc progressiste, remporta les élections législatives et devint majoritaire au Congrès.

Washington n'avalt peut-être pas prévu l'impopularité croissante de M. Febres Cordero, ni surtout les multiples scandales qui ont commencé à défrayer la chronique : un avion Fokker payé un tiers de plus que sa valeur par la compagnie intérieure TAME, dont le responsable est un général proche du président ; la revente à de hauts fonctionnaires, pour quelques centaines de dollars, de voitures de luxe volées dans les pays limitrophes; les trafics de bétail et de chevaux de course dans lesquels sont impliqués des proches du président : la construction d'une route par l'armée des Etats-Unis plutôt que par des entreprises nationales; et l'on pourrait en citer bien d'autres.

Il y a un an, l'optimisme était encore de riqueur dans les milieux officiels. Et le consul équatorien à Miami informait les milieux d'affaires de Floride des nouvelles opportunités offertes aux investisseurs des Etats-Unis grâce à la

mise en œuvre du programme présideutiel : réduction des taxes sur les importations de produits manufacturés, libéralisation totale pour les investisseurs étrangers, réforme de la loi minière et démantèlement de la réforme agraire décidée par les militaires progressistes

La réalité est aujourd'hui plus sombre. Le pays est tombé d'un rythme de croissance de l'ordre de 3 % par an en 1984 et 1985 à 1,7 % en 1986 ; le taux de l'inflation continue de s'élever; et les exportations se sont peu diversi-

Selon le rapport annuel de la Bourse de Quito (1), l'économie est entrée dans une période de tempêtes. Le cacao, la banane, le café et les produits de la pêche ne représentent plus que 12 % des exportations, et les crédits alloués aux productions destinées à la consommation nationale sont trop faibles. De ce fait, l'importation d'aliments dépasse déjà les 150 millions de

Plus grave est la situation de l'industrie, où les investissements suffisent à peine à maintenir en état l'appareil productif. La production industrielle, qui augmentait de 9% par an dans la décennie 70, n'a pas dépassé, en 1985, le niveau de 1977. Les importations de biens d'équipement baissent, la demande intérieure se contracte, cependant que les capitaux se font

En 1985, fort de ses orientations néolibérales, le gouvernement équatorien avait pu renégocier favorablement la dette extérieure au Club de Paris, obtenant refinancements et délais de paiement, jouant sur les propositions de M. James Baker, secrétaire américain au Trésor (2). La dette extérieure s'élevait, en 1985, à 7,3 milliards de dollars (3).

Le gouvernement de M. Febres Cordero, en égard à son attitude au sein de l'OPEP, pouvait jouer sur les richesses pétrolières du pays. En 1985, l'Equateur avait exporté 62 millions de barils sur une production de 102 millions, soit 13 % de plus que l'année précédente pour une augmentation de 9 % de la production, afin de compenser la baisse des prix. La même orientation était hée pour 1986, les projections officielles se basant sur un prix moyen de 25,3 dollars le baril, et le pétrole devant assurer 65 % des exportations. Aujourd'hui, la compagnie nationale CEPE, associée à la Texaco de M. Rockefeller, peut à peine couvrir le coût de production de l'ordre de 8 à 10 dollars le baril et toutes les estimations annoncent une baisse du tiers des

ressources en devises du pays. Et le récent séisme, en détruisant l'oléoduc transandin, réduit radicalement les perspectives d'exportation de brut.

Les conséquences sociales de cette politique sont dramatiques. Deux millions d'Indiens restent en marge. L'exode rural se traduit par une misère chaque jour plus évidente dans les villes où les familles envoient de plus en plus leurs enfants exercer de « petits » métiers plutôt qu'à l'école. Selon M. Gonzalo Ortiz, journaliste à Hoy, quotidien d'opposition: « Le plus grave, c'est que, jusqu'à ce jour, le gouvernement a caché la crise... Il doit aujourd'hui affronter la situation économique qui est devenue dramatique, voire désespérée, faute de mesures adaptées (4). »

Depuis l'indépendance en 1824, la vie politique équatorienne a été dominée par quelques grands courants politiques, et par l'activisme des militaires, toujours prêts à prendre le pouvoir pour imposer une ligne plus nationa-liste. Le populisme, dominant sur la côte, triomphe en 1978 avec l'élection de M. Leon Roldos à la présidence de la République. Auparavant, la vie politique avait été marquée par la forte personnalité de Velasco Ibarra, plusieurs fois au pouvoir de 1934 à 1970, puis par une junte militaire, plutôt progressiste, qui prit le pouvoir en 1972 pour tenter d'organiser le développement du pays en profitant de la découverte du pétrole et qui impulsa une politique extérieure prenant ses distances avec les Etats-Unis.

Cette configuration, qui s'organisait selon quelques grands choix de société - pour ou contre le laïcité, pour ou



MANIFESTATION DE SOUTIEN AU GÉNÉRAL FRANK VARGAS

contre le développement autocentré, pour ou contre l'intervention de l'Etat, - et des options de politique extérieure, notamment dans les relations avec les Etats-Unis, a largement été brouillée depuis le retour à la démocratie en 1979. C'est ainsi que M. Febres Cordero, issu du Parti social-chrétien. a pu être élu sur un programme populiste et néo-libéral, et que pas moins de dixsept partis se sont affrontés le 1" juin 1986 pour le renouvellement de cinquante-neuf sièges de députés sur les soixante et onze que compte le

le poids important de la Gauche démo-

cratique, affiliée à l'Internationale

socialiste, et par celui du Parti socia-

liste; il comprend également le Front

élargi de gauche (FADI), animé par le

Parti communiste et le Parti social-

démocrate, ainsi que le Mouvement

pour la démocratie (MPD), animé par

le PC, hier prochinois, aujourd'hui, dit-

on, proalbanais, qui pratique la suren-

chère et avait menacé un moment de

le plus important dans quinze provinces

sur vingt. M. Luis Jarrin Ampudia, son

secrétaire exécutif, pense qu'il peut

profiter des prochains mois pour se ren-

forcer, élargir son implantation et

démontrer sa capacité à catalyser les

aspirations populaires. Son candidat à

la dernière élection présidentielle de

1984, M. Rodrigo Borja, a manqué de

peu la victoire, et la politique menée

par M. Febres Cordero et les scandales

de ces derniers mois devraient, par

réaction, bénéficier aux partis qui

entendent créer un esprit civique, faire

progresser la justice sociale et la démo-

cratie. M. Borje insiste sur le manque

de dignité de la politique extérieure de

La Gauche démocratique est le parti

ne pas soutenir le Bloc.

M. Jarrin approuve l'actuelle cessation du paiement de la dette extérieure; il demande la nationalisation de toute l'industrie pétrolière et l'intégration de le population indienne à la vie politique Dans leur ensemble, les partis du Bloc progressiste proposent une politi-

que de rupture avec le néolibéralisme, tandis que le président de la République paraît bien décidé à poursuivre dans la même voie en profitant des moyens que lui donne la Constitution pour limiter la marge de manœuvre du

l'Equateur, qui a brisé l'unité des

démocraties latino-américaines, notam-

ment dans le soutien au Nicaragua,

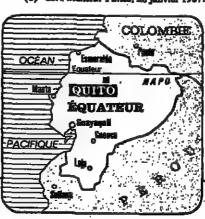
Quant aux forces armées, chacun, dans les milieux politiques, s'efforce de croire à leurs proclamations constitutionnalistes, d'autant plus que les militaires ont tonjours pris le pouvoir en période d'opulence économique. Le général Frank Vargas, fort de sa popularité, rompra-t-il avec cette tradition ? Que feront les guérilleres du groupe Aliaro vive. Carajo i, lie au mouve ment colombien M-19, mais peu implanté dans le pays et suspect, selon certains observateurs, d'être manipulé. par le pouvoir ?

(1) Informes y memoria anual 1985, Boba de Valores de Quito. (2) Voit le Monde diplomatique, avril

(3) Cf. South America, Central America and the Caribbean 1986, Europe Publications, Londres, 1986, page 290. (4) Hoy. Quito, 23 juillet 1986.

(5) Cf. le Monde diplomatique, juin 1985.

(6) Cf. Financial Times, 28 janvier 1987.



Points de repère

SUPERFICIE: 270 670 kilomètres carrés. POPULATION: 10 millions d'habitants environ. CAPITALE: Quito (1,4 million d'habitants); ville principale; Guayaquii (1,5 million d'habitants).

LANGUES : espagnol et quechua. PNB PAR HABITANT: 1 115 dollars (1984). INFLATION: 31,2 % (1984). DETTE EXTÉRIEURE : 7,3 milliards de dollars (février 1985). IMPORTATIONS: 1 465 millions de dollars (1983).

EXPORTATIONS: 2 203 millions de dollars (1983). PRINCIPALES PRODUCTIONS: pétrole (258 000 barils par jour sz. 1984), gaz,

EVOLUTION POLITIQUE

1534: le conquistador espagnol Sebastian de Belaleazar prend Quito, une des capitales régionales de l'empire inca. 1563 : l'Audiencia de Quito est rattachée à la vice-royauté de Lima. 1824: sous l'impulsion de Simon Bolivar, indépendance de la Fédération de la Grande-Colombie (comprenant les territoires actuels de l'Equateur, de la Colombie, de Panama et du Venezuela).

1941 : le Pérou occupe et annexe le sud du pays. 1942 : protocole de Rio-de-Janeiro qui reconnaît l'annexion des territoires équatoriens par le Pérou.

1960 : l'Equateur rejette le protocole de Rio-de-Janeiro et réclame les territoires occupés. 1963-1966: une junte militaire prend le pouvoir. 1966-1972 : nouvelle junte, constituée par le haut commandement des forces armées.

1972-1976: le général Guillermo Rodriguez forme un gouvernement nationaliste-1976-1979 : une junte militaire succède au général Rodriguez ; elle est chargée d'assurer la transition vers un gouvernement civil. 1979 : élection du président Jaime Roldos Aguillera, candidat du Parti des forces popu-

Janvier 1981 : conflit armé avec le Péron à propos des territoires contestés. Mai 1981: le président Roldos meurt dans un accident d'avion; M. Oswaldo Hurtado, vico-président, lui succède.

Mad 1984 : election du candidat conservateur, M. Leon Febres Cordero, actuel président.

La démi

Per Jean-Paul II. que visite per Argentine alors que le istimbre prochain, en d parelleneal des gomes in alteric fatorise l'exam fortenent perturber del laren del interest PROPERTY & CANADA predicte 14"6-1983L il Raul Monsin doss ses att d'une dette de 51 ent rompre ni avec le Fil

The state of the s The state of the state of the 72177 12 Ft. and the second AND THE PROPERTY OF THE PARTY. THE TOTAL CONTRACTOR (2) 物質は無いでは、はないが無い。 Section 2 and 2 an perpendicular to the state. the factor of the same of the ADDITION AND A PINE The same of the same of the same times the state of Element of the Art Art

after stigers in 2018 fort munte ber Antorne. male to be referred as 建筑等 医流流管 电放射电池 Salar Committee Committee ENLIGHT RETURNS FOR HAR genter in bigerten ein und ich propriegrant to this per to 建氯化铁 电影响 医电影性 Printed the Late Control

REGISTED E IS NOT US OF magnification of the Co Angele and the second A subfrontement on all et Charles Promite to a ap-A Live a second for the second field fellenfa fent eine 195 ber The second second the to a province of space A Mar Barry and Lotting of The state of the s 12 2 minute Sur Freier

Character services the same of the same and the same Company of the control of the control The same of the same of The Part Company of the Company of t The state of the fact mireur, degree des 100 100 PT 100 CT عانات د. عا ناد المستحدد בין של בין דוסקידו בין פון parte curi to de to design man (estern) المناهجة المناهجة المناهجة Der de referre commentes

The second second the state of the later of the l The second of the second and sould be the Seas of the factor Section of the second of the s the Marian is minute de the second of Person

NET DE L'EXTREME ALL STREET IN TRUSK San Miles on 35 Houses Services organization of The state of the s Constitution of The state of the s

FEDN Hotel National des Invalides L'INVENTION **DES FRONTIERES** MICHEL FOUCHER Pour une géopolitique des frontières Collection "Les 7 épées" LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 31, quai Voltaire 75007 PARIS

DIX-SEPT partis ont une existence légale, mais leurs programmes ne l'attitude même du Congrès qui, des l'été, avait voté l'amnistie en faveur du rebelle, décision soutenue par la Cour Le Bloc progressiste est marqué par

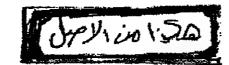
Mutineries militaires et émeutes populaires

reflètent pas nécessairement les choix et les aspirations de la population. Comment pourrait-il en être autrement devant les difficultés économiques et iace a une vie dolitic président qui n'a pas hésité à débaucher des députés par divers moyens, afin de s'assurer une majorité confortable? Alors que la police s'organise chaque jour un peu plus pour la répression. Alors que l'alcoolisme, véritable fléau national, est encouragé par la publicité télévisée, dont une annonce sur deux vante une boisson alcoolique? A tel point que Mar Bernardino Echevarria. président de la Conférence épiscopale équatorienne, a fait part des préoccupations de l'Eglise devant la crise morale que traverse le pays : « Quand il n'y a pas de valeurs morales, il ne reste qu'une alternative : la destruction totale ou la répression brutaie. »

Le refus de l'injustice sociale et du chômage risque de se traduire, d'ici à la fin du mandat de M. Febres Cordero en 1988, par l'émigration, par l'adhésion aux sectes chrétiennes manipulées par les Etats-Unis (5), ou par des émeutes devant les hausses des tarifs. comme celles qui se sont produites en

Déja, M. Febres Cordero a dû faire face, en mars 1986, à la révolte du général Frank Vargas, commandant des forces aériennes, démis de ses fonctions après avoir protesté contre la corruption et contre des changements à la tête de l'armée de l'air non conformes aux relations entre le pouvoir et l'armée. Cette révolte contre les pratiques gouvernementales a frisé le putsch après que la base de Manta se fut jointe à la base insurgée de Quito. Depuis, la popularité du général Vargas, réputé honnête et préoccupé par le sort des paysans et le bien-être social, n'a fait que croître. Qu'il soit resté en prison jusqu'aux événements de la mi-janvier 1987 apparaissait à beaucoup comme intolérable. Car on le considère comme un recours possible pour restaurer un minimum de moralité dans la conduite des affaires et défendre les intérêts de l'Equateur sur la scène internationale. La mutinerie des parachutistes de la base de Taura, en janvier dernier, montre à quel point le général Vargas demeure populaire au sein des forces armées et à quel point le président Febres Cordero apparaît, par contraste, comme un symbole de la corruption et de l'incom-Détence (6).

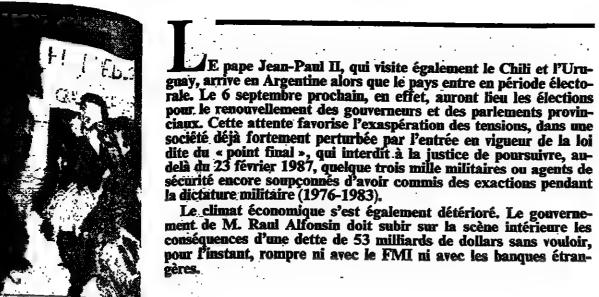
Les élections du 1= juin 1986 avaient porté au Congrès une majorité d'opposition. Et, malgré les pouvoirs constitutionnels dont il dispose pour limiter l'action du législatif, M. Febres Cor-dero risque d'être en difficulté dans les mois à venir, surtout après son comportement - peu compatible avec sa fonction - face aux mutins de la base de Taura. Ces derniers avaient indirectement été encouragés à agir et à récia-mer la libération du général Vargas par



nateur

PRESSIONS MILITAIRES ET ÉCHEC ÉCONOMIQUE

La démocratie argentine en liberté surveillée



ERAL FRANK VARGAS

teur, qui a brise l'unité de setice latino-américaines, none dens le soutien au Nicarage aria approuve l'actuelle cessione de la dette extérieur. nationalisation de tou interior petrolière et l'intégration à

cor ensemble, les paris è progressiste proposent une pot repenre avec le néolibéralisme que le président de la Réplis parte bien décidé à poursin poècne voie en profitant le que lui donne la Constitute

t max forces armées, ches milenz politiques, s'ellante mas proclamations comp d'autant plus que les ma Traigurs pris le pouvoir : Vargas, fort de sa po-Carajo! he an mus bien M-19, mas m in le pays et suspect san

Box Quito. 21 pullet 1990 Ct. fe Monde diplomatique pas M. Ct. Personal Times, 25 janvier in



Britishade : Genyaquil (1.5 min

S per jour en 1984), pt ,

plant Quite, une des exprisé

The Phildration de la Grande

lie territoires équatories pa ne has territaires occupé. pt day forces are bes. State and the state of the stat at alle est charges d'asser

de Parti des forces pure

Covaldo Harris

Bien plus que le gouvernement de M. Raul Alfonsin, l'opposition péroniste compte tirer des avantages politiques du séjour du pape Jean-Paul II en Argentine en ce début d'avril. M. Saul Ubaldini, par exemple, secrétaire général péroniste de la puissante Confédération générale du travail (CGT), attend du pape qu'il prête une oreille attentive aux revendications des travailleurs, frappés actuellement de plein fouet par les rigueurs du plan d'austérité dit plan Austral. L'aile « rénovatrice » du pérmisme, quant à elle, pense également que Jean-Paul II pent ervir ses desseins; aussi les amis de M. Antonio Calero, ancien ministre de Mª Isabel Peron et personnalité fort bien introduite au Vatican, souhaiteraient-ils que le Saint-Père sou-

gnement confessionnel On peat se demander si le séjour du pape conduira le gouvernement à modifier une politique économique qui semble le mener à l'affrontement social et à la défaite politique. Pour tenir bon, le orésident Alfonsin compte en promier ieu sur son prestige personnel, quasi-ment intact, et sur l'inquiétude de larges couches de la population qui redoutent un retour à l'autoritarisme péroniste. Mais aussi sur un certain consensus international à propos de la

tienne leur projet politique «social-chrétien», face au «démon» laïque du

radicalisme au pouvoir, « coupable » de

vouloir autoriser le divorce, accusé de

«tolérer» la pornographie et suspecté

- sans beaucoup de raisons - de man-

quer de sympatkie à l'égard de l'ensei-

Le plan Austral (1), malgré certains aspects originaux, ne se différencie pas fondamentalement des recettes classiques du FMI ; lutte contre l'inflation sur la base d'une forte réduction des dépenses publiques et, surtout, d'une pression sur les salaires qui, comprimant le marché intérieur, dégage des surphus exportables dont l'excédent est affecté au remboursement de la detta. Une telle politique est impopulaire et les citoyens, passée l'euphorie du retour à la démocratie, manifestent leur désenchantement et se retournent contre le gouvernement.

ordre économique.

En trois ans de régime démocratique, l'Argentine a payé environ 15 mil-liards de dollars d'intérêts. Dans le même temps, son commerce extérieur a génére un solde positif de 10 milliards de dollars : il lui a donc fallu encore emprunter pour faire l'appoint.

Le 25 février dernier, le ministre de l'économie, M. Juan Sourouille, a

* Directour de l'hebdomadaire El Perio-dista de Buenos Aires.

BUENOS-AIRES, PORT DE L'EXTREME EUROPE - Sous la direction de Graciela Schneier-Madanes. ★ Autrement, hors série 🕶 22, février - 1987, 256 pages, 35 F.

A Company of the Company

« L'histoire de la frustation argentine — et n'oubliez pas que, il y a cinquante ans, l'Argentine était l'un des sept pays les plus importants au monde — passe également par l'incroyable distorsion qui a converti Buenos-Aires en capitale », capitque le président Raul Alfonsin dans un entretien qui conclut cet currage entièrement consecré à la capitale de l'Argentine et où il justifie le choix de Viedna, petite ville de Paragonie, comme future capitale fédérale.

On tronvers dans ce volume près d'une que < L'histoire de la frustation argentine – et

On trouvers dans ce volume près d'une quaon troovers cans ce vomme per c une qua-rantaine de contributions éclairant les facettes d'une cité que tous les créateurs jugent envoi-tante. A noter, en particulier, les entretiens avec Adolfo Perez Esquivel, Erneste Subato et celui réalisé peu de temps avant sa mort avec l'écrivain Jorge-Luis Borges qui déclarait : « Buenos-Aires c'est moi-même... et je la sens comme ce qui m'est àrrivé de mieux dans la B. C.

ार्ग कुरिक्किक्तिक विकास किल्ली क्रिकिर्गण कराउन

The state of the s

annoncé une sorte de mini-plan Austral bis (el Australito) : «gel» des prix et des salaires jusqu'au 30 juin 1987, nouvelle dévaluation, baisse des taux d'intérêt. Au même moment, il sollicitait des banques internationales un apport de 2,15 milliards de dollars «frais», afin de miser sur une croissance de 4 % en 1987. Le gouvernement a su pratiquer un discret chantage pour obtenir d'importantes ssions : se présentant comme le seul Etat latino-américain qui accepte de passer par toutes les exigences de ses créanciers, il a laissé entendre qu'il pourrait à tout moment rejoindre le club de ceux qui, comme le Brésil ou l'Equateur, refusent désormais de payer leur dette extérieure.

Per CARLOS GABETTA '

Si, pour l'essentiel, le pays s'est soumis aux directives du FMI et des banques internationales, sa politique extérieure se veut toujours active et indépendante. Le président et son ministre des affaires étrangères, M. Dante Caputo, ne manquent jamais l'occasion de dénoncer les problèmes auxquels sont confrontés les pays sousdéveloppés du fait de leur endettement et de réclamer un nouvel ordre économique international.

commencèrent en 1984 les réunions dites du « groupe de Carthagène », dans le cadre duquel plusieurs Etats latino-américains s'efforcent de trouver des positions communes à propos de l'endettement. M. Alfonsin est également membre fondateur du groupe des Six (avec l'Inde, le Mexique, la Suède, la Grèce et la Tanzanie), qui plaide en faveur du désarmement nucléaire ; par ailleurs, l'Argentine joue un rôle moteur dans le groupe d'appui à Contadora (avec le Brésil, le Pérou et l'Uruguay), qui ne ménage pas ses efforts pour sauvegarder la paix en Amérique centrale. En mai 1986, elle a de surcroft rompu ses relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud.

C'est à l'initiative des Argentins que



TOUTEFOIS, les limites de cette autonomie sont apparues après le voyage de M. Alfonsin en Union soviétique et à Cuba en octobre dernier. Bien que l'URSS soit, avec la CEE, le premier partenaire commercial de l'Argentine, le président a attendu trois ans avant de se rendre à Moscoil. C'est à l'occasion de ce voyage que redoublèrent à Buenos-Aires les attaques de l'establishment conservateur contre le gouvernement radical et que le Royaume-Uni décida unilatéralement de porter à cent cinquante milles marins la zone d'exclusion qu'il maintient autour de l'archipel des Malonines, au risque de provoquer de sérieux incidents, puisque cette nouvelle délimitation par Londres des eaux territoriales empiète sur le territoire

L'Argentine a signé en 1986 d'importants accords de pêche avec l'URSS, que M. Alfonsin a ratifiés lors de sa visite à Moscou. L'Argentine produit ce dont l'URSS a besoin (céréales, viande, biens industriels intermédiaires), et l'URSS lui achète trents fois plus qu'elle ne lui vend (respectivement, en 1985, 1,212 milliard de dollars et 41,9 millions de dollars). L'Union soviétique a d'ailleurs fait à cette occasion une série de propositions concernant la fourniture de biens d'équipement et de travaux d'infrastructure - digues, électrification, ports, usines de produits chimiques, etc., - correspondant exactement aux nécessités du développement argentin. Mais M. Alfonsin n'a pas accepté ces propositions. Ainsi, l'unique possibilité de se doter de biens d'équipement et de technologie dans des conditions favorables - puisque l'Argentine peut payer avec ses produits d'exportation - a dû être remise en cause en raison, sans doute, des pressions occidentales.

En effet, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, déclara à l'agence Associated Press : « Nous croyons qu'un Etat, quel qu'il soit, devrait être extrêmement prudent dans ses relations avec l'URSS, parce que le caractère subversif de ce pays est bien connu (...), et nous n'aimerions pas voir son système de gouvernement se répandre dans notre hémisphère. » Et, en janvier dernier, deux hautes personnalités américaines, M. Philip Habib, envoyé personnel du président Reagan,

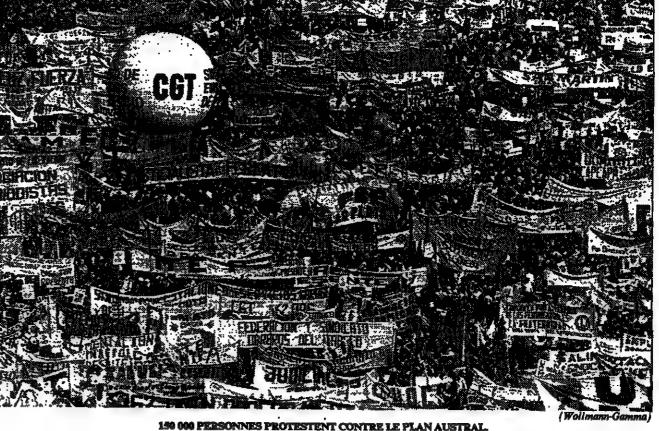
et le général John Galvin, chef du commandement sud de l'armée des Etats-Unis, se rendirent à Buenos-Aires et exercèrent de fortes pressions pour que le pays abandonne ses positions progressistes au sein du groupe d'appui à Contadora, et pour que ses forces armées participent à nouveau au manœuvres UNITAS (2) suspendues depuis la guerre des Malouines.

L'année 1986 aura cependant permis une percée importante : l'accord d'intégration avec le Brésil, signé par les présidents Sarney et Alfonsin en août. Initiative audacieuse, qui ouvre un plus grand espace économique aux entreprises argentines, bridées par l'étroitesse du marché intérieur (3).

Les poursuites contre les auteurs de violations des droits de l'homme atteignirent leur plus grande intensité à la fin de 1985, lorsque, pour la première fois dans l'histoire de l'Amérique latine, des dictateurs militaires furent jugés et condamnés. En 1986, toutefois, M. Raul Alfonsin, craignant que les procès contre les officiers ne se prolongent indéfiniment et qu'ils finissent par impliquer la totalité de l'institution militaire, fit voter, peu avant Noël - et non sans difficulté en raison des réticences de nombreux parlementaires radicaux - la loi dite du « point

Un délai de soixante jours était laissé aux victimes des militaires pour porter plainte, à condition qu'il apportent suffisamment de preuves pour entraîner une inculpation. Ce texte consacrait l'inégalité des citoyens devant la loi aucun délit civil ne bénéficie d'une prescription aussi rapide. Le gouvernement souhaitait ainsi limiter le plus possible le nombre de procès. Et pourtant, sous la pression des organisations de défense des droits de l'homme et grâce au courage de nombreux juges, c'est exactement l'inverse qui se produisit : entre cent, quarante et cent quatre-vingts officiers en activité des trois armes furent traduits en quelques semaines devant les tribunaux civils.

La démocratie argentine fut sérieusement mise à l'épreuve lorsque les premiers officiers de marine inculpés refusèrent de comparaître, alors que circulaient des rumeurs alarmantes, notamment celle d'une attaque de la



150 000 PERSONNES PROTESTENT CONTRE LE PLAN AUSTRAL

prison où les dictateurs Jorge Videla et Emilio Massera purgent leur peine. M. Alfonsin décida de ne plus reculer. Il soutint les magistrats qui déclaraient « rebelles » et déchus de leurs fonctions les officiers ayant refusé de comparaître devant eux. Et il adressa un message sans ambiguïté au commandement de la marine : le gouvernement ne tolérerait plus aucun refus d'obéis-sance ; il était disposé, s'il le fallait, à aller « jusqu'à la guerre civile » pour affirmer son autorité.

Cette attitude de fermeté porta rapidement ses fruits. Le commandant en chef de la marine, le vice-amiral Ramon Arosa, ordonna à ses subordonnés, parmi lesquels le tristement célèbre lieutenant de vaisseau Astiz (5), de se présenter devant la justice. M. Alfonsin avait, il est vrai, un atout maître dans sa manche ; le soutien des Etats-Unis. Aussi longtemps que le FMI et Washington se satisferont de la politique économique menée à Buenos-Aires, il sere vain pour les militaires d'espérer un soutien des

Autre reliquat de l'ancien régime : le maintien en prison d'une dizaine de détenus politiques civils (6) qui, presque tous, avaient été arrêtés sans mandat du temps de la dictature, et rangés parmi les « disparus » avant de « réapparaître » en détention officielle : tous torturés et gardés en isolement pendant

plusieurs mois, puis jugés sous la dictature militaire, en l'absence des garan-ties les plus élémentaires, par des magistrats qui soutenaient activement le régime. Tous furent condamnés à des peines allant jusqu'à la détention à perpétuité pour des actes de violence dont la preuve ne fut jamais apportée. Aujourd'hui, le sort de tels détenus semble incompréhensible.

Tout paraît indiquer que, jusqu'aux élections législatives de septembre prochain, le gouvernement s'appliquera surtout à freiner l'inflation (80 % en 1986) et à améliorer la situation économique. Grâce à la bonne disposition du FMI et des banques étrangères, M. Alfonsin disposera-t-il de moyer suffisants pour regagner le terrain politique perdu?

(1) Voir Carios Gabetta, «L'Argentine et le plan Austral», *le Monde diplomatique*, octobre 1985. (2) Manœuvres navales conjointes avec la

(3) CI. le Monde diplomatique. 1 1986. (4) Voir Didier Motchane, « Prescrire les

crimes d'Etat en Argentine? », le Monde diplomatique, février 1987. (5) Voir Felipe Navarro, « Un ange sière-ment inhumain », la Monde diplomatique, oczobre 1983.

(6) Jorge Fuente, Fermin Nunez, Martin Paz, Tomas Cormack, Antonio Carrizo, Ruben Emperador, Fernando Ganna, Juan Tejerina, Hector Lopez et Osvaldo Lopez.

Institut agronomique méditerranéen de Montpellier

PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT POST- UNIVERSITAIRE ANNÉE ACADÉMIQUE 1987-1988

CYCLES DE SPÉCIALISATION POST-UNIVERSITAIRE ectobre 1987-jula 1988

Economie agricole, filières et marchés internationaux Gestion des entreprises agro-alimentaires Projets de développement rural et vulgarisation Politiques agricoles et alimentaires.

CYCLES MASTER OF SCIENCE (M.S.), 2 ANS

Formation par la recherche Formation à la pratique du développement Formation pédagogique spécialisés. **CYCLES COURTS ET STAGES DE RECHERCHES**

Durées variables Formation d'une durée inférieure à neuf mois portant sur une ou plusieurs séquences des cycles de spécialisation ou sur des projets spécifiques (informatique et agriculture, aménagement et développement régional, pastoralisme).

Stages de recherche de durées variables sur dossier. STAGES DE FORMATION LINGUISTIQUE

(français langue étrangère)

DATE LIMITE DES PRÉ-CANDIDATURES : 1" mai 1987.

Un certain nombre de hourses d'études sont actrupées chaque aunée. Elles sont attribuées en priorité aux ressortissants lies pays membres de C.L.M.E.A.M. (Algérie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Librae, Marac, Partugle, Turquie, Yougustavie).

Pour plus de renseignements, s'adresser à : M. le directeur



Institut agronomique méditerranéen 3191, route de Mende 34060 MONTPELLIER CEDEX (FRANCE) Tél.: 67-63-28-80 - Télex: 480783F

UNE ZONE D'INFLUENCE CONVOITÉE

La Mongolie joue ses atouts dans le Grand Jeu asiatique

La modernisation, en Mongolie, signifia d'abord une grande rupture avec les traditions millénaires du nomadisme. Les dirigeants du pays parachèrent aujourd'hui cette œuvre de longue haleine menée grâce à l'appui du voisin soviétique qui permit de se garder de l'influence chinoise. Aujourd'hui, l'amorce d'une détente entre Moscou et Pékin incite à la vigilance. Au moment même où, fin janvier, M. Gorbatchev confirmait le retrait d'une partie des troupes soviétiques stationnées dans la République populaire, Oulan-Bator et Washington annonçaient l'établissement de relations diplomatiques. Un geste symbolique, qui introduit un nouvel acteur dans le Grand Jeu asiatique.

E charme de la vieille Europe est sans doute la dernière des choses que l'on s'attendrait à découvrir au fin fond de la steppe asiatique. Pourtant Oulan-Bator, capitale de la République pulaire de Mongolie, a qualque chose d'indubitablement bourgeols. De pittoresques ciochers sur-plombent les larges avenues bordées de bouleaux et de lampadaires orange, de style très parisien. La mode est au feutre mou et au costume à rayurés. Et même l'architecture de la ville est d'une élégance désuète, inspirée du néoclassicisme russe du début

A l'évidence, an même temps qu'une ville, des étrangers ont loi érigé un symbole : celui d'une Mongolie tournant résolument le dos à la Chine et adhént avec enthousiasme à la « mission civilisatrics » de l'Union soviétique en Asie. En fait, les nombreuses et stupéfiantes incongruités d'Oulan-Bator conduisent toutes à cette même conclusion, dont l'expression la plus achevée est le bronze coloss de Joseph Staline, dressé devant le portique dorique, de couleur saumon, de l'Académie mongole des ciences, aur le boulevard de la Paix.

Staline est là, debout, résolu et confiant, l'imper captible sourire d'un dieu de l'Olympe esquissé sur ses lèvres et, à l'instar de Napoléon, la main droite fouie dans sa tunique. Ce monument à la gloire de Staline est le plus imposent jamais construit hors des frontières de se Géorgie natale et, telle la statue de la Liberté, il porte en lui l'affirmation des valeurs abstraites structurant les relations d'un pays avec le resta du monde. Car, aussi extravagant et incongru

qu'il paraisse, ce mémorial est tout à fait à se place à Oulan-Bator en raison des actions décisives qu'à plusieurs reprises Staline mena en faveur des Mongols. C'est lui qui, en 1939, envoya les troupes soviétiques au devant de l'armée impériale japose, écrasée lors de l'affrontement décisif de Kolkin-Gol, en Mongolie orientale. C'est encore lui qui, au sommet de Yalta, intercéde pour que la Chine reconnaisse l'indépendance de la Mongolie, garantiesant ainsi sa piace dens le concert des lisé dans ce pays pour la terreur qu'il fit régner mais les plus grandes qualités qu'un Etat, petit et faible, puisse attendre d'un puissant protecteur.

Mais cette statué est aussi un subtil hommage à la surprenante faculté qu'ont les Mongols d'avoir toulours su se ranger aux côtés des plus forts. En 1911, alors que la reste du monde saluait, dans la révolution nationaliste, la renaissance de la Chine, les Mongols surent miser sur le bon camo : la « Mongolie extérieure » proclama son indépendance et sollicita la protection du tear à Saint-Pétersbourg, estimant judicieusement que la Russie de l'époque était la puissance montante face à une Chine au bord du chaos. Coincés entre deux empires colossaux, les Mongols, qui pendant jongtemps ne furent guère plus d'un million, ont su développer un instinct aigu de conservation. Il en est ainsi depuis qu'en 1240 Gengis Khan rasa la ville de Kiev, associant ainsi la Mongolie à la Chine et à la Russie dans un triangle

instable qui, aujourd'hui encore, domine la stratégi de l'Asie. Pesant de peu de poids face à leurs gigantesques voisins, les Mongols sont restés le plus petit des joueurs du Grand Jeu, et le fait que, malgré tout, ils scient encore en lice témoigne avec éloquence de leur indéniable savoir-faire en matière d'anticipation

Quian-Bator est, en Asie, l'une des capitales d'où l'on peut le mieux mesurer la réalité de la volonté soviétique de détente avec la Chine. L'engagement pris à Viadivostok le 28 juillet dernier par Mikhall Gorbatchev de retirer de Mongolie une « grande partie » des troupes soviétiques a valeur de test et place ce petit pays au cœur de la nouvelle offens de paix de Moscou en Asia. D'autant que l'URSS vivement que les résultats de ce test feront l'objet d'une lecture positive à Pékin, mais aussi à Tokyo, Bangkok et New-Delhi. Les Mongols sont capendant bien trop réalistes pour trouver là matière à autosatisfaction. L'atmosphère est à l'inquiétude et, tout en prodiguant ces demiers temps des gestes inhabituellement amicaux à l'égard de Pékin, ils se préparent en coulisses à ce qu'ils appréhende comme une prochaine redistribution des cartes, de grande ampleur, dans le triangle asiatique

Moins d'une quinzaine de jours après l'initiative de M. Gorbatchev à Vladivostok, les représentants mongois à New-York prirent discrètement contact avec les diplomates américains, en vue de ranimer l'intérêt des Etats-Unis pour une normalisation des relations diplomatiques avec leur pays. Le plus surprenent fut, sens doute, la réaction positive de

Washington, Le général Vernon Walters, représentant permanent des Etats-Unis aux Nations unies, s'entratint plusieurs fois avec son homologue mongol, M. Nyam Mo. Tous deux tombérent d'accord pour réduire les préalables qui avaient fait capoter treize ans auparavant. Il set clair que Washington tout autant qu'Oulan-Bator aspiralent à franchir une nouvelle étape, ce qui fut fait avec l'annonce de cette normalisation le 27 janvier demier.

Les Etats-Unis ont plus d'une raison de s'intéresser soudainement à un pays qu'ils ne reconna saient plus depuis que le Komintern y avait organisé une révolution en 1921. A cette époque, ils ava écidé que la République populaire de Mongolie (RPM) était l'unique satellite soviétique qu'ils pouvaient se permettre d'ignorer. Aujourd'hul, l'administration de M. Reagen s'inquiète de l'accélération du rythme de la réconciliation aino-soviétique, et elle est en train de réexaminer activement ses options diplomatiques an Asia. L'ouverture d'une ambas-sade à Oulan-Bator — où, de tous les pays non socialistes, seuls étaient représentés le Royaume-Uni, le Japon et l'inde - était l'une de ces options. De plus, l'annonce par M. Gorbatchev du retrait de ses troupes a créé un axe de dépendance stratégique inattendu entre Washington et Oulan-Bator. Car, en même temps que la Mongolie se félicite de la présence de troupes soviétiques pour neutraliser la menace chinoise, Washington craint que ces mêmes troupes, retirées du front sino-soviétique, ne soient redéployées à l'Ouest.

Le Taiwan de la réconciliation sino-soviétique

AIS la Maleon Blanche est surtout déconcertée par le fait que M. Gorbatchev, fin dipiomate s'il en est, a entraîné le numéro un chinois, M. Deng Xiaoping, dans un menuet diplomatique sur la Mongolie, dont les Américeins, experts en la matière, ne veulent pas se voir exclus. L'engagement pris par M. Gorbatchev à Viadivostok rappelle la décision de M. Richard Nixon en 1969 de suspendre les missions des contretorpilleurs de la VIII flotte dans le détroit de Taiwan en signe de bonne volonté envers Mao Zedong. La nt eméricain n'avait alors nullement l'intention de démanteler le potentiel américain dans le Pacifique, mais il avalt besoin d'un nouveau langage diplomatique pour faire savoir au président chinois que les déploiements militaires avancée des Etats-Unis n'avaient plus pour objet l'encerciement de la Chine. Maître dans l'art des actions symboliques M. Nixon choisit Taiwan pour exprimer ses intentions pacifiques à l'égard de la Chine. Mao comprit age et, moins d'une quinzaine de jours plus tard, il libéra deux plaisanciers américains secrètement détenus depuis quelques mois. C'est ainsi que commença le processus - qui allait durer dix ans de normalisation des rapports sino-américains.

La Mongolie est aujourd'hul le Taiwan de la réconciliation sino-soviétique. La promesse de M. Gorbatchev à Vladivostok na modifiera pas l'équilibre militaire, très nettement en faveur de Moscou, sur la frontière, sino-soviétique, et ne répondra pas devantage à la revendication chinoise de ramener au niveau de l'époque khrouchtchévienne le déploiement mifitaire soviétique à l'Est. Les analystes militaires occidentaux pensent que les effectifs soviétiques en Mongolie ne dépassent pas 55000 hommes et ne constituent donc pes une menace pour un pays de la taille de la Chine. Mais ces déploiements avancés sont le fer de lance que l'armée soviétique pointe sur Pékin, et leur portée politique a toujours été sans commune mesure avec

Les « trois obstacles »

C'EST en 1968 que Leonid Brejnev envoya des troupes en Mongolie, lançant ainsi un sévère avertissement à Mao, au moment où les relations sino-soviétiques commençaient à se détériorer au début de la révolution culturelle chinoise. Ces troupes constituaient un élément de l'important dispositif soviétique mis en place le long de la frontière chinoise, que les observateurs estiment aujourd'hui à 550 000 hommes. Mais, contrairement à la majorité de ces forces, presque entièrement concentrées tout au long des 2400 kilomètres qui séparent irkoutsk de Vladivostok, lè où la voie stratégique du Transsibérien longe dangereusement la frontière chinoise, le contingent mongol a une configuration claimment offensive.

L'Institut international d'études stratégiques de Londres estime que deux divisions blindées et trois divisions motorisées soviétiques sont stationnées en es soviétiques sont stationnées en Mongolie, appuyées par des escadres aériennes de soutien tectique. De plus, la Mongolie est intégrée au théâtre stratégique soviétique de l'Extrême-

Journaliste, Hongkong.

Orient (GTVD), dont le quartier général situé à inkoutsk, tout proche, est responsable de la totalité des quatre régions militaires de l'est de l'Oursi, et peut, à très bref délai, mobiliser jusqu'à trois armées, déployables le long de la frontière sinomongole. Trop important pour marquer symboliquement les

limites à ne pas franchir sous peine de déclenchement des hostilités, mais trop réduit pour représenter une menace sérieuse, le contingent soviétique en Mongolie était l'expression de l'hostilité personnelle de Leonid Brejnev à l'égard de la Chine. Cette attitude avait trouvé un écho fidèle en la personne de M. Yumjasguine Tsedenbal, l'ancien président mongol, qui appelait chaleureusement M. Brejney son « frère ainé ». Même lorsque, en 1982, dans son discours historique de Tachkent, Brejnev affirma son désir de revenir à des relations normales avec la Chine, M. Tsedenbal maintint intacte la fiamme de la sinophobie, se faisant le porte-parole des craintes des voisins les plus petits de la Chine et renforçant par là l'ouverture diplomatique de Moscou. M. Tsedenbal « rejeta catégoriquement » les exigences chinoises de retrait des troupes soviétiques de Mongolie et accusa Pékin d'infiltrer des troupeaux d'animaux malades au travers de leur frontière commune ; dès les premiers signes de dégel sino-soviétique, la Mongolie intensifie les expulsions de Chinois d'« outre-mer », accusés de comporte-ment antimongol et antisocial. En bref, M. Taedenbal savait comment a'y prendre pour complaire son « frère aîné ». Et cependant que Brejnev donnaît aux Chinois l'image raisonnable d'un homme de principes, Oulen-Bator entretenait une atmosphère urde de suspicion.

La position inflexible de M. Tsedenbal était en harmonie avec la stratégie fondamentale de Breiney envers Pékin. Avant tout préoccupé par Washington, Brejnev ne prenait pas vraiment au sérieux les exigences chinoises sur les « trois obstacles », code diplomatique utilisé par la Chine pour désigner les terrains d'affrontement avec le Kremlin en Indochine, en Afghanistan et sur leur frontière commune. Leonid Brejnev avait gardé un souvenir amer de la capitulation de la Chine à propos de Taiwan - un autre « obstacle » sacro-saint qui avait disparu du jour au lendemain lorsque Pékin estima opportun de se concilier les bonnes grâces de Washington avant d'attaquer le Vietnam, en 1979. Fort de ce précédent, Brejnev était intimement persuadé que la Chine finirait, le moment venu, par reconnaître les réalités de la puissance soviétique, position négative qui s'exprimait avec le plus de zèle à Oulen-Bator. Mais, comme on pouvait s'y attendre, M. Tsadembal fut écarté du pouvoir en août 1984, moins de deux ans après la mort de Brejnev. Et son remplacement par un homme nettement plus souple, M. Jambyne

UNE RUE DE LA CAPITALE

Batmounich, fut interprété par Pékin comme l'un des premiers signes d'une attitude plus poeitive du Kremlin envers la Chine sous le règne de Youri

M. Tsedenbal n'était cependant nullement un valet de Moscou, tant était sincère sa sinophobie, et tant son arcieur à épouser la politique de Moscou en Asie constituait, pour la Mongolie, le choix le plus rationnel pendant le schisme sino-soviétique. Pour s'assurer l'allégeance de ses petits et vulnérables voisins, Mao choisit de médiocres armes en misent sur le poids historique de la Chine, censé ramener les Mongols à leurs racines asiatiques, En 1984, il célébra le huit centième anniversaire de la neissance de Gengis Khan, qualifiant l'empire mongoi du treizième siècle de « puissance civilisatrice ». En Mongolie Intérieure, Pékin rétablit l'usage de l'écriture mongole classique, tentant ainsi de se poser en protecteur d'une culture menacée par l'usage de l'écriture cyrillique russe, en vigueur depuis 1940 dans la République populaire de Mongolie. A la tête d'un pays également faible et pauvre, Mao n'avait pas grand-chose de concret à offrir, à part sa vision de la

Moscou répondit par la mise en piece d'un programme massif d'aide et d'assistance technique qui commença en 1962, lorsque la Mongolie fut intégrée au Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM, ou COMECON) et qu'elle commença visiment à se moderniser. Les techniciens du bloc soviétique arrivèrent en grand nombre pour construire des usines, des infrastructures industrielles et des logements, faisant grimper le revenu annuel per habitant à 360 dollars, dont la moitié, selon les estimations des diplomates en poste à Oulan-Bator, est redevable à cette aide. En assurant à la République populaire de Mongolie un niveau de vie supérieur à celui de la Chine, M. Brejnev scella la loyauté des Mongols envers Moscou et traça au cœur de l'Asia una frontière qui mettait en pièces la vision, chère à Mao, de l'unité culturelle inhérente à l'empire

Aujourd'hui, capandant, M. Gorbetchev souhaite éliminer les tensions sur la frontière sino-soviétique dens le cadre d'una stratégie plus vaste qui vise à résoudre la crise économique et les difficultés de politique étrangère dont il a hérité de Leonid Brejnev. Car ce dernier, même si on lui reconnaît le mérite d'avoir légué à l'empire soviétique une marine pré-senta dans les mers chaudes, une parité stratégique avec les Etats-Unis et des intérêts régionaux dans toutes les parties du monde, a aussi laissé derrière lui una burasucratie sclérosée et une économie délabrée. La détente proposée par M. Gorbatchev est un aveu franc et direct de la nécessité où il se trouve de gagner du temps afin de remédier à la faillite de l'économie soviétique.

En effet, dans ses grandes lignes, le discours de Visdivostok montre que Moscou fait largement sienne la stratégie de modernisation mise en œuvre par M. Deng Xiaoping, en plaçant les politiques de sécurité et de développement au cœur d'une stratégie de redressement national et en proclament son désir de peix aux frontières afin de promouvoir des

AND a mirror common to Magnesolish in Apple Stephen to promine the skilled property & The wint per is at the Public bie Comm Regional to a sign of a line between ATTENTION OF THE CONTRACT OF A SECURIOR 10 1 Wittenten in einer eine Burftener Ge Bergen bereit eine der Generalte Content the service of the se

BEN BOOK OF F

lepari de Vladivastok

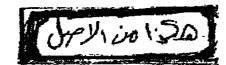
States to a control system ... The Name of the Party of the Pa SERVICE OF THE PROPERTY OF THE PERSON OF THE Santonia de frate l'ale tonice en The page of a service of the termination of the ter Andreas the state of the parties the street to the on M. Section ... State of Street Law Street Confidences and gent the field dann in mittelf im de E mit Sept of Samuel by the landstanding on Remitted at the armine BC. New sould Billion this report to motio less Estate More a process against a section in the terms of property of the spring of the A STATE OF THE PROPERTY OF THE PERSON OF THE The second of th TO THE STATE OF BLOOM THE SES TRANS OF AUGUSTANCE IN A Total and a part of the Se ! Depoted Marie San Contract Complete Service and the first the service of the ter tangements on it does the ter an Send to the send of the send o The state of the s STATE STATE OF THE Statement of the statem Attended to a training of the design of the contract of the co and the same of the Conf. Street in steel the The THE RESERVE OF THE PROPERTY OF the control of the second of t New Park Con le 186

STATE OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE PA

100 mm and

he has been do !

A Carried Section 1 Franken Co Gape



Cela ne signifie pas que les craintes et l'antagonisme réciproques qui amenèrent Mao et Khrouchtchev à se disputer la direction du mouvement communiste mondial aient disparu. Mais les deux anciens ennemis ont aujourd'hui également intérêt à une diminution des tensions le long de leur frontière commune, la compétition sino-soviétique glissant vers le terrain, plus rationnel, de l'économie. M. Deng Xiaoping a basoin de l'amitié de Moscou pour justifier la démaoisation, l'émergence d'une technocratie et la réduction d'un quart des effectifs de l'Armée populaire de libération. Parallèlement, M. Gorbatchev recherche l'amitié de Pékin pour se doter d'une « carte chinoise » dans ses négociations avec Washington, pour rétablir l'unité socialiste en Asie et pour affermir son autorité personnelle sur une bureaucratie pétrie de peur et de mépris à l'égard des Asiatiques.

Le pari de Vladivostok

CEPENDANT, à un niveau plus profond, la pro-messe de M. Gorbatchev à Vladivostok confirmée par le décision, annoncée le 15 janvier demier, de retirer de Mongolie une division motorisée entière et plusieurs unités avant juin - constitue aussi un pari dans le Grand Jeu et les Chinois ne peuvent manquer de le reconnaître. M. Gorbatchev, dans les faits, a mis les « trois obstacles » sur la table de négociation, répondant ainsi aux ouvertures répétées de M. Deng Xiaoping en vue d'une redistribution du pouvoir en Asie. En annonçant sa décision de retirer des troupes de Mongolie, M. Gorbatchev a clairement laissé entendre que c'en était fini de la politique étriquée de Brejnev envers la Chine. Il a jeté aux oubliettes le principe sacro-saint de son prédécesseur, excluant la sort des « pays tiers » des pourparlers de normalisation avec Pékin. Il a proposé du concret là où Brejnev se réfugiait dans de vagues généralités ou dans de creuses propositions de pactes de non-agression et d'accords de sécurité collective. Et il a signifié que tous les problèmes en eospens avec la Chine sont désormais négociables.

Rien de tout cela ne modifie le fond de la position de Moscou aur le Vietnam ou l'Afghanistan ou sur l'équilibre militaire le long de la frontière sinoenviétique, Mais M. Gorbatchev ménage la susceptibilité des Chinols, ingrédient cruciel de toute négociation avec Pékin, trop souvent négligé par les Européens. Il reconnaît tacitement la légitimité de la revendication de la Chine, qui souhaite avoir son mot à dire sur la distribution des pouvoirs en Asie, chose que Breinev avait toujours soigneusement évitée. Et alors que Pekin et Moscou sont encore à mille lieues d'un accord sur la répartition des zones d'influence en Asia, les deux géants se sont, en fait, entendus pour entamer le processus en Mongolie.

Les diplomates occidentaux en poste à Pékin pensent que la Chine répondra positivement à cette avance. Délà, en 1984, Pékin avait pris bonne note de l'attitude plus favorable de Youri Andropov en ratifiant le traité signé dix ans plus tôt avec Quien-Bator; dans lequel la Chine renonçait officiellement à ses revendications résiduelles sur le territoire mongol. En 1986, le secrétaire général du Parti commu-

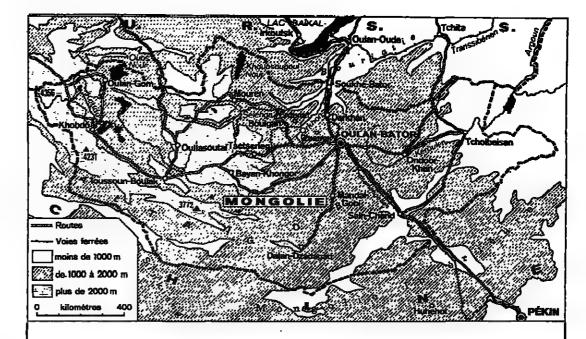
niste chinois de l'époque, M. Hu Yaobang, se rendit au point de passage de la frontière sino-mongole, à Erlian, désignée « ville ouverte » vers le Nord, pour encourager le commerce avec l'Union soviétique et les pays de l'Europe de l'Est. En août 1986, le viceministre des affaires étrangères, M. Liu Shuqing, se déplaça à Oulan-Bator pour signer un accord consufaire. C'était la visite officielle chinoise du plus haut niveau depuis la révolution culturelle. En d'autres termes, M. Deng Xiaoping avait bien reçu le mes-

Les Mongols, cependant, apprécient médiocrement de jouer le rôle de Taiwan dans le processus de détente de M. Gorbatchev envers Pékin. Des relations normales entre la Chine et l'Union soviétique se sont déjà traduites, dans le passé, par une disparition stratégique de la Mongolie quand, en 1689, Pékin et Saint-Pétersbourg signèrent le traité de Nerchinsk, qui fixait le tracé de leur frontière de l'Argoun à la mer. Ce traité historique, le premier signé par la Chine, instaura un siècle de relations politiques et commerciales normales entre les deux puissances anciennement antagonistes, mais il marqua aussi la fin de l'indépendance mongole. En effet, trois ans plus tard, les Khalka — héritiers de Gengis Khan, dont le territoire traditionnel correspond en gros à la Mongolie moderne, - firent volontairement allégeance au trône du Dragon à Pékin.

Depuis cette époque, les données fondamentales ont bien peu changé. « Au cours des siècles, quand la Chine a été puissante, elle a utilisé sa force pour dominer ou agresser ses voisins », nous confiait le ministre des affaires étrangères mongol en exercice, M. Damryn Yondon, pour expliquer ensuite les « leçons historiques » à tirer du voisinage avec la China: « Aujourd'hui, la Chine est une grande puissance, une puissance nucléaire, qui entretient des liens militaires avec les Etats-Unis et le Japon. D'ici à 2049, lorsau elle célébrera le centenaire de la fondation de la République populaire, la Chine entend s'imposar comme grande puissance mondiale, »

En outre, la Mongolie ne partage pas les évaluations optimistes de Moscou quant à l'ampieur de la démaoisation entreprise par M. Deng : pour elle, la Chine n'a pas changé dans ses profondeurs. Alors que les Soviétiques ont minimisé la menace chinoise en se fondant sur des considérations doctrinales déclarant que la Chine est un pays « socialiste » -M. Yondon doute que Pékin ait abandonné ses ambitions sur la Mongolie : « Même avant d'arriver au pouvoir, Mao Zedong déclarait déjà que la Mongolie serait intégrée à la China, et, en 1954, il fit des avances à Moscou dans ce sens. En 1964, il répéta la même chose à une délégation du Parti accialiste laponais en visite à Pékin, qui répercuta ses propos sur la scène internationale. Aujourd'hui encore, nous constatons dans une partie de la presse chinoise et dans certaine travaux de recherche chinois une volonté similaire de présenter la Mongolie comme si elle était partie intégrante de la Chine, et les Mongois comme un peuple d'origine chinoise. Dans de talles circonstances, l'attitude future de la Chine à notre égard est incertaine. »

Les Mongols se préparent donc à faire face à le vague de normalisation sino-soviétique, à la fois en



Points de repère

SUPERFICIE: 1 565 000 kilomètres carrés.

CAPITALE: Oulan-Bator. POPULATION: 1,9 million d'habitants, dont 55% vivent dans les villes. (Tons les chiffres, sauf mention contraire, RESSOURCES ÉCONOMIQUES : céréales, élevage (moutons, chèvres, chevaux, chameaux), charbon, molyb-

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX: 96% des échanges s'effectuent avec les autres pays du COMECON, principalement l'URSS.

RÉPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE : 40% dans l'agriculture, 21% dans l'industrie et 39% dans les services (chiffres de 1980). ESPÉRANCE DE VIE : 63 ans.

TAUX DE MORTALITÉ INFANTILE : 50 pour mille.

ÉVOLUTION POLITIQUE

1926 : unification de deux groupes révolutionnaires au sein d'une organisation qui deviandra le Parti révolutionnaire populaire mongol (PRPM).

11 juillet 1921 : proclamation d'un gouvernement populaire indépendant qui met fin aux liens avec la Chine, 1924 : création de la République populaire de Mongolie dominée par le PRPM.

1961 : admission & l'ONU. 1962 : la Mongolie a intègre au COMECOM et prend position en faveur de l'URSS, contre la Chine, durant le grand

24 soût 1984 : M. Batmounkh remplace M. Tredenbal comme secrétaire général du parti.

28 juillet 1986 : l'URSS s'engage à retirer une grande partie de ses troupes stationnées en Mongolie. 27 janvier 1987 : Washington et Oulan-Bater établissent des relations diplomatiques.

posent leurs propres conditions au retrait des troupes soviétiques et en s'ouvrant vers l'Ouest. Au cours de sa visite à Oulan-Bator, en août 1986, M. Liu, vice-ministre des affaires étrangères chinoises, fut informé que Pékin devrait se plier à deux exigences event le retrait total du contingent soviétique : en premier lieu, toutes les troupes chinoises devraient être retirées de la frontière sinomongole et redéployées « loin à l'intérieur du territoire chinois » : en second lieu. Pékin devrait publi-

quement renoncer à « ses visées sur la Mongolie ». Alors que ces exigences sont déjà suffisamment difficiles à satisfaire - les observateurs occidentaux en poste à Pékin estiment que les forces chinoises sont en fait cantonnées bien plus près de Pékin que de la Mongolle, — Oulan-Bator a également subordonné le retrait total des troupes soviétiques à un désarmement général en Extrême-Orient, retournant ainsi habilement contre ses auteurs l'initiative de paix de

📫 рад Рекот солте (из) Time affitude clus posent: Chies sous to roghe at it.

PAC RICHARD NATIONS

general Vernon Walters, reprise

Tous doux temberent days

sur la normalisation des rela

Agent. Il est clair que Washing Barn-Bator aspiraient à franchip

the que fut fait avec l'annone;

not plus d'une rarson de s'rele

THE PRYS QU'ES DE LECONS

tisz 1. A cette docue, is an

September Populate de Mora September September August de Mora de Mora

Segen à inquière de l'accéler resonatation sino-conétique et accessiner activement ses age

Asia. L'ouverture d'une ette

of - ou, de tous les pays a

desir i une da ces oper desir M. Gorbatchev pulter:

THE ROLL OF CHICAGONS STEEL

Weehington et Cuanson Le Mongone se felicites

Caculatiques pour neutrales

ent représentes le Rosin

des Emis-Unis aux Nauers in

setables qui avaient fait con

et était smoothe su thopicse Esperier la politique de l'assis pour le Mongone le monté. to schisme sine-sevence it maries de ses petits et vines: un de la Chane donsé ramatés recipe equiques En 1964,43 anniversaire de la nassadi The Manual Computer mangar out that Contract of En Part Transit l'usage de l'ecrisi 3 Canada mine de so poser el pri sia mierecie per i usage le isthe request deputs 1940 to in de Mongolie. A la tituli-THE RESERVE OF PROPERTY ASSOCIATION

operat à offer, a part sa visite

concert à mass en piace d'art

concert à d'assistance tecnost:

concert à l'assistance d'art

concert à l'assistance d'art

concert à l'assistance d'art

concert à l'assistance d'art l'assistance d'art

concert à l'assistance d'art l'art l'art l'assistance d'art l'assistance d'art l'assistan ECCIO et qu'olle comment ? The Les techniques de Soi S' Can prend nombre pour sorsant THE PARTY INCUSTRALIAS PLOS T was is morus, selon les estate Se anderent à la Républica la THE SHEET IS VIE SUPERED IS The prove scalla la lavaure del The second is court de les de en pièces la vision pe pulturale stherente

mediant, M. Gorbatcher sta ar in frontiere sinos rece stratigie plus vaste di la descendant et les difficies de la principal de some soverious une mare chaudes, use parte state des mierets indicate monde, a sussi lussi pi mande, a sussi lussi pi mandende et una économi POSTS DEF M. Gorbsiche de la nécessaté ou les consider à la faire.

grandes lignes, la desti See Moscou fail 15th Ne modernisation miss s. an placant les polices Martnerst Bu COMIT C'UNE Sectional at an product Miles afin de promove:

ANS le même temps, la Mongolie a levé l'obstacle de principe qui avait empêché la normalisation des relations avec les Etats-Unia. en abandonnant ses objections à la présence de « marines » américains charcés d'assurer la sécurité de l'ambassade américaine à Oulan-Bator. Que les Mongols alent transigé sur une question d'une telle charge émotive et nationaliste en disait long sur olonté de parvenir rapidement à un a

eyec Washington. A Quian-Bator, les diplomates soviétiques affirment que Moscou considère enormales et désirables » des relations américano-mongoles, et que, de fait, la reconnaissance des Etats-Unis confère une plus grande crédibilité à l'indépendance de la Mongolie au moment précie où elle joue un rôle particulier dans l'offensive de paix de M. Gorbetchev en Extrême-Orient. Les Soviétiques sont confortés par l'extension spontanée dans le Pacifique de l'allergie au nucléaire qui enflamma les mouvements pacifiques européens au début des années 80. Non seulement l'affiance militaire tripartite entre les Etate Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande (l'ANZUS) a volé en éclats, et l'idée de création de zones dénucléarisées rencontré des appuis inespérés en Asia elle a été approuvée par le Forum du Pacifique sud et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), - mais des crises de succession se profi-

lent dans nombre d'Etats - du Pakistan à la Corée

du Sud, - indispensables à le sécurité de l'Occident. La Mongolie a un rôle à jouer pour canaliser ces tendances neutralistes dans une direction susceptible de miner les fondements politiques de la stratégie avancée américaine dans le Pacifique. Outan-Bator donne un visage aslatique plus acceptable à des initiatives soviétiques qui risqueraient autrement d'être mai accueillies si elles étaient exclusivement Identifiées à Moscou. La RPM proposa d'abord un forum de l'ensemble des pays asiatiques, en même temps que d'autres initiatives en faveur de la sécurité « globale », du désarmement et de zones dénucléarisées dans la région Asie-Pacifique. C'est à Oulan-Bator que se trouve le siège de la Conférence pour la paix des bouddhistes d'Asia, organisation qui vise à mobiliser les bouddhistes de Thailande, d'inde, de Sri-Lanka et du Japon pour qu'ils jouent un rôle comparable à celui assumé en Europe par le clergé protestant dans la campagne contre l'implan-

tation des missiles de croisière américains. En outre, Moscou aimerait que la Mongolie exprime plus fréquemment et plus fermement sa gratitude pour l'assistance économique et technique soviétique, en particulier dans les réunions internationales des partis frères, à la fois pour contrer le dogme nord-coréen du «compter sur ses propres forces » et l'orqueil vietnamien. Dans le même temps, Moscou espère bien que l'Asia du Sud-Est non communiste, et notamment la Malaisie et l'Indonésie, prêteront une oreille particulièrement attentive à Oulan-Bator, en raison de l'antipathie

historique de la Mongolie à l'égard de la Chine. La reconnaissance des Etata-Unis devrait contribuer à rehausser le prestige de la Mongolie sur cette scène diplomatique élargie, mais, en même temps, elle place Oulen-Bator en conflit d'intérêts avec Moscou. En effet, les Soviétiques désirent accroître la crédibilité de la Mongolie afin de disposer d'un outil plus efficace dans le processus de détente avec la Chine, tandis que les Mongols cherchent à entre-

. . . .

And the first control of the second of the s

tenir des relations avec les Etats-Unis dans un but foncièrement différent. En adoptant un profil plus haut an Asie et en accueillant une ambassade américaine, Quian-Bator pense pouvoir d'autant mieux neutraliser le rapprochement sino-soviétique par l'introduction de nouveeux partenaires dans la jeu des puissances.

Les Soviétiques sont conscients de cette tension, ment de troupes en Mongolie pour dissuader une agression chinoise. Un tel geste ne pourra qu'être blen acqueilli, mais il n'éliminera pas les motivations profondes du sentiment d'insécurité des Mongols. En effet, historiquement, la « menace chinoise » sur la Mongolie n'a pas été le fait des armées de la Chine, elle a été celle de ses paysans affamés de terres, de sa culture et de son commerce pacifique. On rapporte que Gengis Khan dit un jour que « lorsqu'un Mongol commence à bêcher la terre et à vivre dans des maisons de boue, ce n'est plus un

Cet aphorisme du grand khan exprime une vérité historique profonde, que les Mongols d'aujourd'hui, imprégnés des doctrines de paix soviétiques, ont le plus grand mai à admettre : ce sont les longues périodes de paix, plus que les agressions ou les défaites militaires, qui ont, dans le passé, fait courir les plus graves dangers aux tribus mongoles, nomedes et guerrières. Depuis l'êge du bronze, en effet, les Mongols ont été formés au combat. à la mobilité et à l'éparoillement. De même que la paix entre Pékin et Saint-Pétersbourg, amorcée par le traité de Nerchinsk, abaissa les barrières politiques préservant la Mongolie de la sinisation, la réconciliation sino-soviétique menece aujourd'hul, une fois encore, d'exposer la Mongolle à une invasion pacifique de la culture chinoise.

La crainte lancinante de l'anéantissement culturel a été une constante de l'histoire mongole depuis que Kubilaī Khan conquit la Chine en 1279, et finit pas s'assimiler aux Chinois en les gouvernant. Depuis lors, les Mongols ont réagi par instinct de conservation au sens le plus strict du terme. Dans leurs périodes de faiblesse nationale, ils se sont alignés sur des puissances extérieures pour sauvegarder leurs coutumes, troquant effectivement leur indépendance contre la préservation de leurs traditions. Dans cette logique, ils endossent volontiers les ILLUVIUENCES extérieures de leurs protecteurs plus civilisés », afin de maintenir intact l'ensemble de la tradition nomade. Cette stratégie explique la qualité et la franchise du loyalisme des Mongols, en même temps que l'étrange facilité avec laquelle ils sont passés de leur culture asiatique à une culture euro-Désons.

C'est pour se protéger des Chinois des dynasties Han que fut scellée l'allience, qui dura trois siècles, entre les Mongols et la dynastie des Ch'ing (les « purs ») gouvernée par les Mandchous qui, comme les Mongols, étaient des nomades barbares originaires de l'extérieur de la Grande Muraille. Pour renforcer leur domination sur les Chinois Han, les Mandchous transformèrent la Mongolie en une réserve militaire. Ils conférèrent aux Mongols un grand prestige et protégèrent leurs traditions martiales en édictant des lois de ségrégation très strictes qui interdisaient aux Chinois d'exploiter des pâturages mongols et d'épouser des femmes mongoles. Et pour mettre davantage les Mongois à l'abri de la sinisation, les Mandchous encouragèrent la propagation du bouddhisme tibétain qui, très rapidement, s'Implanta profondément en Mongolie.

Des « marines » à Oulan-Bator

Inspirée par le même instinct de conservation, l'allance de la Mongolie avec la Russie au cours de ce siècle a donné nalesance à des paradoxes encors plus étonnants. En 1911, la Mongolle Extérieure sa proclement son indépendance par rapport à la Chine. Mais, en réalité, l'indépendance consacra le pouvoir d'une théocratie bouddhiste dirigée par un seint despote — le huitième «Bouddha vivant» dont le règne, placé sous le signe de la dépravation et de la débauche, marque une régression même par rapport aux normes féodales de la Chine mandchous. En 1921, la Mongolie se retrouva à nouveau sur le devant de l'histoire du monde. Mais sur beaucoup de points importants, la société mongole régressa plutôt qu'elle n'évolua.

Sédentariser les nomades

▲ U début des années 30, les expropriations révolutionnaires et la guerre civile firent disparaître des couches sociales - le ciergé bouddhiste et la se — qui s'étaient enrichies au cours de la période chinoise, mais elles laissèrent intacte la base même de la société mongole : le nomade, son chevel, sa yourte et son troupeau. Mais, comble de l'ironie, la première étape des réformes socialistes « prograssistes ». la nationalisation du cheptel et l'installation des soviets, rétablit un ordre qui présentait de fortes analogies avec l'administration militaire instaurée par les armées de Gengis Khan, au treizième siècle. La révolution commença donc par isoler, plus qu'effacer, la tradition mongole, même sì, dans la doctrine du parti, le nomade était dépeint comme un ennemi du progrès qu'il était néces de sédentanser afin que la nation puisse continuer à

Aujourd'hui, cependant, les Mongols font face à une crise déconcertante - car elle est due à leur succès même - qui met à l'épreuve la motivation conservatrice de leurs liens avec Moscou. Si sanglants qu'ils aient été, les changements révolutionnaires des années 30 n'eurent qu'un impact superficiel sur la société mongole. Mais, depuis la seconde guerre mondiale, les Soviétiques ont construit des villes et des usines, encouragé la généralisation de l'enseignement et enseigné aux Mongols à pratiquer la culture en groupes dans les immenses fermes d'Etat. Les Mongols ont donc pris le chemin qui mène irrémédiablement à la vie sédentaire, situation que, depuis des siècles, la stratégie mongole visait précisément à prévenir.

Actuellement, le pays est presque entièrement alphabétisé et connaît une forte expansion démographique. Dès l'âge de huit ans, les enfants quittent la yourte familiale pour l'internat, coupure décisive avec le mode de vie nomade de la steppe. Les nouvelles cités industrielles, avec les façades rutilantes de leurs cinémas, leurs étincelants complexes sportifs et leurs logements en immeubles, sont autant de pôles d'attraction pour la jeunesse. La population, stabilisée à un million pendant huit siècles, a doublé depuis que la génération du début des années 50 a, la première, bénéficié du nouveau système scolaire, tandis que la moyenne d'âge diminuait rapidement.

Aujourd'hul, plus de 45 % de la population a moins de seize ans, et plus de la moitié vit dans les villes. Il en résulte une société duale, où les traditions nomades, en voie de disparition, présentant un contraste francant avec les nouveeux modes de vie urbains des jeunes ouvriers, parlant le russe, qui, le soir, regardent le journal télévisé de Moscou, écoutent les groupes de rock poionals et portent des costion a sauvé la Mongolie moderne du cauchemar de l'Intégration par la Chine, mals elle n'en réalise pas moins la prédiction de Gengle Khen : les Mongols ont été conquis, non par l'épés, mais par le confort.

En même temps, la rapidité des changements sociaux a semé les germes d'une réaction antisoviétique contre laquelle le perti au pouvoir et Moscou. ont pris des mesures préventives. Le Mouvement des pionniers a été développé pour permettre aux jeunes travailleurs de retourner à la campagne pendant leurs vacances; le nombre de compétitions sportives a considérablement augmenté, et le ministre de la culture sature les villes nouvelles de fréquents spectacles de danses et de chansons folkloriques. L'URSS apprécie l'utilité des traditions soutenues par l'État pour canaliser le nationalisme des minorités d'Asia centrale.

On volt capandant apparaître des signes d'une réaffirmation de la personnalité historique mongole. Dans les villes, les femmes qui travaillent reviennent à la mode du del, la traditionnelle robe matelassée qui tombe jusqu'aux chevilles. On voit plus fréquemment des études historiques sur Genois Khan, longtamps intendites par Moscou car symbolisant l'irrédentisme mongoi ; en août 1986, le gouvernement a décidé d'intensifier l'enseignement de l'écriture clas-sique mongole, non utilisée depuis qu'elle avait été remplacée, en 1940, par le cyrillique.

Mais rien de tout cela ne laisse présager que des étudiants mongols en colère soient à la veille d'abattre la statue de Staline qui trône devant l'Académie des sciences. Le capital de gratitude historique à l'égard de Moscou est renforcé par l'appréciation réaliste que Moscou devra d'abord coloniser la Sibérie, ce qui pourrait prendre encore un siècle, avant que des Soviétiques d'Europe ne s'installent définitivement en Mongolie. Et, dans l'intervalle, la bombe démographique chinoise menace d'exploser et de se répandre sur les espaces vides et les terres fertiles du territoire mongol

Néanmoins, l'indéniable ironie de la situation actuelle est de nature à compliquer les relations avec Moscou, du moins à terme. Il y a aujourd'hui en Mongolie environ 85 000 soldats et techniciens soviétiques ou d'Europe de l'Est (bien plus qu'il n'y eut jamais de Chinois), tandis que la soviétisation arrache les traditions mongoles de la steppe pour les intégrer dans une bureaucratie culturelle. Qui plus est, la stratégie de détente de M. Gorbatchev avec la Chine peut entamer ce qu'il y a de plus précieux dans le capital soviétique déposé en Mongolie : sa réputation, durement gagnée, de protecteur fiable et déterminé. En vérité, les Mongols ont toujours été les joueurs les plus faibles, mais le fait qu'ils aient choisi ce moment particulier pour faire une ouverture à l'Ouest dit assez qu'un nouveau chapitre du Grand Jeu va bientôt s'ouvrir en Asie.

RICHARD NATIONS.

Par MAURICE BERTRAND *

La session 1986 de l'Assemblée générale des Nations unies s'est conclue par l'adoption d'une résolution sur la «réforme» de l'Organisation, qui a permis à l'ambassadeur américain auprès de l'ONU, le général Vernon Walters, de se déclarer satisfait. Elle lui fournit « un argument efficace pour convaincre le Congrès des Etats-Unis d'assouplir sa position». Comme la crise financière était due essentiellement aux amendements adoptés par le Congrès qui avaient abouti à réduire de pins de moitié la contribution américaine au budget de l'Organisation, on pourrait croire que cette crise est ter-

Diverses analyses fournies par la presse (1) indiquent au surplus que la réforme approuvée est importante et que le budget de l'ONU sera désormais adopté par « consensus » ; si tel était le cas, les querelles qui, depuis des années, opposent les « gros contributeurs » — c'est-à-dire les pays riches, occidentaux et socialistes — aux pays pauvres du « groupe des 77 » devraient

L'attitude du Congrès américain en 1987 sera en effet déterminante sur le plan financier immédiat. Mais, même si une atténuation des difficultés financières se produisait cette année, ce qui est loin d'être garanti, il serait illusoire de croire que les problèmes de l'ONU sont pour autant résolus.

De très nombreuses raisons permettrouve en présence des premières manifestations d'une crise importante qui dépasse largement le cadre de l'organi-sation mondiale et qui correspond en fait à l'ouverture d'un nouveau dialogue Nord-Sud.

Ce dont il s'agit, en effet, c'est du contrôle de l'Organisation. Le premier «amendement» qui a provoqué la crise, l'amendement Kasselbaum, adopté par le Congrès des Etats-Unis en août 1985, posait comme condition au paiement intégral de la contribution à l'ONU l'adoption par l'Assemblée générale du système de «vote pon-déré», c'est-à-dire le remplacement du système actuel qui donne à chaque Etat une voix (quelle que soit l'importance du pays), par une méthode calculant le nombre des voix en fonction de la puissance économique (comme c'est le cas à la Banque mondiale et au

 Membre du Corps commun d'inspection des Nations unies et du « groupe des 18 » chargé de déterminer les mesures à prendre pour améliorer le fonctionnement administra-tif et financier de l'organisation. Voir son précédent article : « Pour une organisation mondiale de troisième génération », dans le Monde diplomatique d'octobre 1985. Fonds monétaire international (2). L'auteur de l'amendement savait fort bien qu'il s'agissait, dans les circons-

ceptable, mais le seus de la demande était clair pour tous ; les Etats-Unis – et derrière eux (cachés, prudents et satisfaits, même s'ils affectaient d'être désapprobateurs) tous les pays riches - pensaient qu'il fallait en finir avec cette « majorité automatique » faite de petits contributeurs et de micro-Etats

qui adopte constamment des résolu-

tances actuelles, d'une exigence inac-

l'on en avait tirée jusqu'ici que, d'après la charte, chaque Etat devait disposer d'une voix.

Etats », du moins la conséquence que

On ne touche pas à de tels tabous sans prendre de grandes précautions. Les États riches — occidentaux et socialistes - s'étaient jusqu'à maintenant contentés de s'efforcer de désacraliser l'institution mondiale elle-même. Leurs représentants parlaient avec insistance de son coût trop élevé, du montant exagéré des traitements de ses fonctionnaires, de la manvaise gestion, du besoin împératif de s'en tenir à une «croissance zéro» sur le plan budgétaire. L'argumentation avait pris une forme tellement stéréotypée que les diplomates qui tenaient ces discours finissaient par y croire enx-mêmes.

Mais ce discours indirect, s'il avait entraîné quelque réduction de dépenses et mis un terme à la prolifération de nouveaux organismes, ne menait en fait nulle part. Non seniement il n'exposait pas les véritables gricfs mais il dépassait son but. Il tendait en définitive à démanteler l'institution elle-même et ainsi à mettre en cause, à travers elle, l'espoir de paix qu'elle incarne ou les principes qu'elle désend. Cette offensive plaçait donc les gouvernements des pays du Nord dans une situation inconfortable et elle n'ouvrait pas de dialol'Assemblée générale, un mécanisme facilitant une négociation préalable sur le contenu du programme et le montant du budget.

Le «groupe des 18» n'a pas réussi à se mettre d'accord sur une solution : il en a proposé trois différentes. Finalement, l'Assemblée générale en a choisi une quatrième qui consiste à ne pas modifier la structure des comités subsidiaires, à réaffirmer les principes de la charte sur les modalités actuelles de décision, à confier toutefois au comité da programme et de la coordination la mission d'examiner un projet résumé de budget un an à l'avance, d'essayer d'établir un « consensus » à son sujet et de transmettre son avis à l'Assemblée, qui en fera ce qu'elle voudra.

La «solution» ainsi adoptée contient de telles réserves, insiste tellement sur l'intangibilité du processus de décision actual, que l'on peut être certain qu'elle n'améliorera guère les possibi-lités d'accord au sein de l'ONU.

Même si l'administration américaine insiste aujourd'hui sur l'idée que les décisions budgétaires devraient être prises désormais par « consensus », chacun sait bien que les problèmes politiques ne seront pas résolus en précisant les compétences d'un comité consultatif sur les questions de programme ou de budget. Les éléments d'une négociation plus vaste sont déjà tous réunis,

The state of the s l'oppression colonialiste. Ils avaient donc été acculés à la défensive, poussés dens la position inconfortable d'avoir à refuser des revendications que la panvreté et la misère du tiers-monde semblaient justifier, contraints d'accepter pen on pron une idéologie globale plus dirigiste et socialisante que libérale.

Et voici que ce sont ces mêmes pays, guidés par le plus puissant d'entre eux, qui passent à l'offensive en proposant de modifier les processus de décision, tout en utilisant efficacement les organisations de Bretton Woods on ils détiennent la majorité pour imposer aux pays débiteurs les politiques d'ajus-tement qui leur semblent souhaitables et en commençant à constituer en dehors de l'ONU un système de gestion collective de l'économie mondiale dont le tiers-monde est exclu.

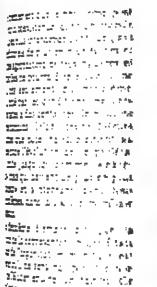
En d'autres termes, les positions occidentales ont maintenant évolué de façon décisive; la découverte des contraintes de l'interdépendance a créé le besoin d'un système planétaire de coordination économique et politique que l'on a commencé à constituer en dehors de l'ONU. On a utilisé pour cela non seulement les organisations financières mondiales mais les possibilités offertes par l'intégration progressive sur le pian régional en Europe

le autre conception de

The second second second

The second secon

47 Tiv



 $\frac{d_{\mathbf{p}^{*}}(\mathbf{p}_{\mathbf{p}^{*}}(\mathbf{p}_{\mathbf{p}^{*}}))}{d_{\mathbf{p}^{*}}(\mathbf{p}_{\mathbf{p}^{*}}(\mathbf{p}_{\mathbf{p}^{*}}))} \leq \frac{1}{2} \sum_{i=1}^{n} \frac{1}$

TRANSPORT OF THE PARTY OF

Theplan and her de is

spoids de la contribution

AND THE PROPERTY OF THE PROPER Co a vote ponded vid CT 1935 . O C Sur 15. 11 Brearstroom o distrib THE REAL PROPERTY OF THE PARTY Service for the service of the servi San 1985 : a Stammar Jamen Agr - et al

STREET STREET, Triberget, to a montant du defiert de la Statement of the state of the s Sector 1985 : Cor a 1/40/2100 40/227, The

expenses electronica de l'Avril existe de Caron de garantes anomas anoma And the monters and the second Se de la companya del companya de la companya del companya de la c The second like of the warning of Se de la constante de la Const The second secon A Property de la The second second

1880 0 8 070 Se des 18 9 deside et plant the property of the property of Service bone de la constitue d

1996 . A COLUMN TERM TERMINA The Grand State of St September of the septem A STATE OF THE FEATURE OF

Se circula sense State of the separate of the s Pos 1985 : Assemblée générale 1986 Section 1986

Service de coud eur State 1926 : we Etste-Line see THE SECTION 1988. Market appropriate 3861 Bridge e care de a gra Cations on a series of the series of

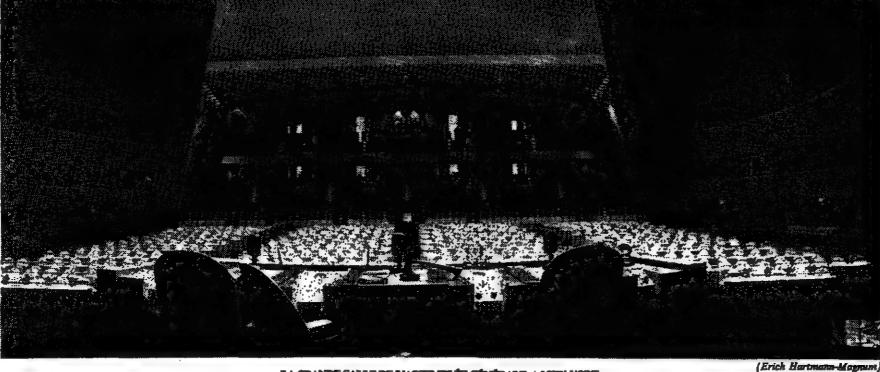
A COMPANY OF THE PARTY OF THE P

The second per cone

AST THE CONTRACT OF THE PARTY O

The sale dans to at Section and Sectio

(4) Facilités spéciales de crédit accordées par le Fonds monétaire international à certains



LA GRANDE SALLE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, A NEW-YORK Lieu symbolique de l'égallé des cout chapmans sons l'égal promises

tions contraires aux idées et aux politiques des grands pays.

La première remarque qui s'impose est que l'on n'avait jamais osé jusqu'ici poser le problème aussi clairement; la deuxième est que la résolution adoptée à la fin décembre 1986 n'en apporte

pas la solution. La question qu'il faut maintenant résoudre, c'est celle du mode de représentation des Etats membres au sein d'une organisation mondiale acceptable par tous. Le fait d'ouvrir des négo-ciations à ce sujet signifie que l'on n'hésite plus à mettre en cause, sinon le principe de l'« égalité souveraine des

Or voici qu'en engageant la discus-sion sur la manière dont le budget est adopté et en proposant un changement dans les modalités de vote, les Etats-Unis ont fourni l'occasion de commencer à discuter du fond du problème.

A la fin de 1985, l'Assemblée générale a créé un groupe d'experts — le groupe des 18 » — chargé de « déterminer les mesures à prendre pour continuer, à améliorer l'efficacité du fonctionnement administratif et finan-cier de l'Organisation». Dans toutes les crises financières du passé, l'ONU a toujours créé des groupes de ce genre qui ont tous fait des propositions d'économie et de restructuration suivies généralement de peu d'effets. Le «groupe des 18» n'a pas échappé à la règle. Il a fait des recommandations (3) sur la politique du personnel, sur la structure du secrétariat, proposé des réductions d'effectifs (15 % sur trois ans et 25 % pour les postes supérieurs) que l'Assemblée générale a adoptées avec diverses réserves. Rien de très neuf dans tout cela. Ce qui est nouveau, c'est qu'il a dû traiter des modalités de décision sur le budget.

La manière dont la négociation a évolué jusqu'ici pent sans donte paraî-tre quelque peu ésotérique. L'ONU est un organisme complexe; les modalités d'établissement de son budget - qui est un «budget programme» biennal sont compliquées. Le fait que la négo-ciation au sein du «groupe des 18» et au sein de l'Assemblée générale se soit concentrée autour de l'institution d'un comité ayant pour mission d'essayer de trouver un consensus sur le contenu du programme et sur le montant du budget, avant que la cinquième commis-sion de l'Assemblée générale ne se saisisse du problème, pent paraître an profane d'un intérêt liminé. C'était cependant la seule voie de recherche envisageable.

Comme il n'est pas possible de ton-cher à la charte, il n'était pas question d'examiner le problème du «vote pondéré» qui aurait exigé une modifica-tion des articles 17 et 18 («un Etat » une voix » et majorité des deux tiers pour l'adoption du budget). On s'est donc contenté de chercher à établir, en amont de la décision finale prise par

avec des degrés inégaux de ciarté dans leur formulation.

Le fond du problème, c'est le refus par les pays occidentaux en général, et pas seulement par les Etats-Unis, de la philosophie qui a servi de base au précédent dialogue Nord-Sud et qui a été la cause fondamentale de son échec.

Il est évident que les pays riches sont tous irrités par l'usage que les pays en développement font de l'ONU; par la propagande idéologique, culpabilisa-trice, revendicatrice, antilibérale, que le «groupe des 77», majoritaire aux trois quarts (environ 120 pays contre 40) reprend à grand remort de dis-cours et de résolutions; par les condamnations prononcées en toute occasion contre les pays occidentaux; en général par l'attitude moralisatrice adoptée par des gouvernements le plus souvent dictatoriaux et peu encombrés de scrupules en ce qui concerne leur propre politique.

Pendant près de trois décennies, depuis Bandoung en 1955, mais surtout depuis le début des indépendances au milieu des années 60 jusqu'aux années 80, les représentants des pays du tiers-monde avaient pris et gardé l'initiative du dialogue avec les pays

Or, pendant que l'URSS et les pays socialistes réussissaient à utiliser intel-ligemment cette offensive en la soutenant pour l'orienter contre l'Occident, sans faire eux-mêmes le moindre effort d'assistance économique sérieuse, les pays occidentaux avaient de céder sur quelques points. Ils avaient accepté quelques traitements de faveur sur le plan commercial, ouvert une ou deux escates (4) au Fonds monétaire international, reconnu la nécessité d'angmenter progressivement le mon-tant de leur aide publique an développement, approuvé avec beaucoup de réserves les grandes résolutions de l'Assemblée générale sur les stratégies internationales et sur le nouvel ordre économique. Mais ils avaient surtout résisté avec une manvaise humeur croissante à l'offensive idéologique qui les culpabilisait en affirmant que le sous-développement était le résultat de

occidentale, sur le plan intercontinental par l'OCDE, et surtout par l'institution des sommets réguliers entre l'Amérique, l'Europe et le Japon. Ce schéma s'est complété par les sommets entre les deux super-grands pour traiter du contrôle des armements et de quelques autres problèmes communs.

L'extension expérimentale (faite une seule fois à Cancun) des sommets occidentaux à quelques représentants des principaux pays en vois de développement a montré dans quel sens l'Occident pourrait éventuellement permettre à ce système de consultation de s'étendre à l'avenir en combinant les rencontres au plus haut niveau avec une représentation liée à l'importance des partenaires : quelques grands pays du Sud seraient admis à discuter, en considération de leur puissance; les autres seraient exclus.

La construction progressive de ce système potentiellement concurrent de celui de l'ONU et bâti sur de tout autres principes est facilitée par le développement d'une « conscience» occidentale qui n'hésite plus à souligner les défauts des gouvernements du tiers-monde, à parler d'absence de démocratie on de corruption, qui insiste davantage sur la lutte contre la pauvreté que sur le développement, qui invoque plus volontiers les droits de l'homme que les droits des peuples ou des Etats.

Pour l'opinion publique des pays riches, sensibilisée par l'image composite et confuse que lui proposent les médias, le tiers-monde, ce sont à la fois le désordre et les abus, l'absence de démocratie, les violations des droits de Phomme, l'accroissement démographi-

(1) Le Monde daté 21-22 décembre 1986, «Le budget des Nations unies sera désormais adopté par consensus», par Charles Lescant.

(2) Lire l'article de Claire Brisset dans le Monde diplomatique de juin 1986.

(3) Documents officiels des Nations unies, Assemblée générale, quarante et unième session, supplément n° 49 (A/41/49).

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

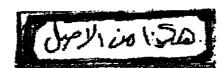
GATT Le Commerce international 1985/1986

RÉGIONS LE BAPTÊME DES URNES

La consécration démocratique de la région, les candidatures, la campagne, les résultats, les nouvelles majorités régionales...

Sous la direction de Pascal Pertineau.

Tél. 43-54-05-97



ste. Ils avaient léfensive, poussé fortable d'avoir à tions que la pastiers-monde sentraints d'accert raints d'accepte ogie globale plu : que libérale.

ces mêmes pay ive en proposant seus de décision accement les on in the pour innue pour innu té pour impose politiques d'aps. ient souhaitable à constituer en recorde de gestion de Chandiale don

es, les position tenant évolué de découverte de épendance a cré ne planétaire de Que et politique à constituer q n a utilisé pom man les posibi égration progresional en Europe



i intercontinetii t gur l'institute s entre l'Amm pon. Ce schim s sammets eath gaus truites à १३ टः उट न्धरंबुट्ट 四世代本

montale (fait) In) ರೇಕ ಅಥವಾರ es représentati , with the desire gue! sens!'0co Bennent penne Consultation of a ಎಂದುಕ್ಕಿಂತ್ರ ಜಿ set diversions e à l'important pack grands says S à disculat, C פַּנִי יַבְינִינְרַבְּינִינְיִם

agressive de d At Concurrent & Ati sur de lot facilities per l a conscience te pius l'une All ernemens & r d'absente d terraption, qu A ILILE COSTE relempember (rs es erais à I des peupis !!

lique des Pi Limits and n proposer i . ८६ अवस व विकि 15. 135cs # mis des desirie tel campagain

22 dicesion 188 Sies en destri التن يعدو عبيه des National inte : integral \$1,441. in Critical Barriers

DES NATIONS UNIES

Nord-Sud?

que, l'invasion lente des travailleurs migrants et des clandestins, l'intégrisme, les risques créés par les guerres locales ou par les régimes marxistes ou révolutionnaires.

Il y a sans doute à cet égard quelque différence d'accent entre l'Amérique et l'Europe. Mais, dans l'ensemble, les pays pauvres du Sud tendent à apparaître aujourd'hui de plus en plus comme une source d'instabilité et comme une menace, ce qui crée logiquement le désir d'y parer en se dotant des moyens de contrôle nécessaires.

Cela explique que les gouvernements occidentaux reflètent ces préocenpations et que l'idée de reprendre le contrôle de l'ONU soit l'un des éléments de leur stratégie d'ensemble. Il n'y a rien d'étonnant à ce que les gouvernements des pays en voie de développement éprouvent quelque per-plexité devant cette offensive : la droite américaine en est le fer de lance, mais les modérés en Amérique et en Europe ne la désapprouvent pas, et les pays socialistes s'y associent pour l'essentiel à l'ONU. On peut s'expliquer qu'il faille quelque temps aux diplomates du groupe des 77 » pour distinguer les vrais problèmes des mauvaises raisons, pour admettre que les choses ont changé, pour remettre en question les positions confortables et les idées sur

lesquelles ils vivaient depuis plusieurs

Il n'y a donc pas à s'étonner que l'un des phénomènes les plus marquants dans le déroulement de la crise interne de l'ONU soit justement la scission du «groupe des 77», avec, d'un côté, les pays d'Asie et d'Amérique latine qui acceptaient en général les propositions occidentales et soviétiques pour la création d'un comité du programme et du budget et, de l'autre, l'ensemble des pays africains (soutenus pour des rai-sons de principe par la Chine) qui refusaient en bloc tout changement notable et justifiaient leur attitude par le refus de céder au « chantage américain ».

Cette divergence d'attitude, qui s'est manifestée clairement au sein du « groupe des 18 » (5) et qui s'est maintenue avec quelques variantes au sein de l'Assemblée générale, se prolonge dans les différences de perception au sujet de la conception d'ensemble de ce que pourrait être à l'avenir le dialogue Nord-Sud. Il va done falloir du temps pour que, de la confusion actuelle, se dégagent les conditions d'un nouveau dialogue. Dans tous les camps, une reconversion des idées reçues à divers niveaux de profondeur est devenue nécessaire. Mais l'on peut dès maintenant apercevoir quelques éléments

Une autre conception de l'interdépendance

E premier est que le problème posé L par la coexistence, dans un monde de plus en plus interdépendant, de pays postindustriels de plus en plus riches et de zones agropastorales très pauvres et surpeuplées ne pourra être éludé. Il ne s'agit pas sculement du problème moral posé par les conditions inaccep-tables faites à des centaines de millions d'êtres humains; il s'agit des problèmes politiques que pose inévitablement au monde riche Révolution de ce prolétariat traité jusqu'ici comme «exté-rieur», mais qui devient de plus en plus «intérieur» en s'intégrant, avec tous ses problèmes, dans la société mondiale

de demain. Le deuxières élément est que la question de la représentation des Etats au sein de l'organisation mondiale est posée et qu'il ne sera pas possible non plus de l'éluder encore longtemps. Ce dont il est question à travers les discussions actuelles sur les méthodes de décision budgétaire, c'est bien de la

comptabilité du respect de l'« égalité souveraine des Etats », qui se traduit par l'équation « un État = une voix » à l'Assemblée générale, et d'une prise en compte raisonnable de l'importance respective de chacun des partenaires par une autre méthode de représenta-

Il s'agit là d'un problème classique de droit constitutionnel, auquel les Constitutions d'Etats fédéraux ont apporté des réponses en organisant des systèmes équilibrés qui tiennent compte à la fois de l'existence des entités étatiques et de leur importance - par exemple par le bicaméra-lisme (6). Ce problème se pose aujourd'hui à l'échelle mondiale, parce que la Charte ne lui a pas apporté de réponse, notamment sur le plan économique, et qu'il va falloir le résoudre.

Le troisième élément est le changement de perception des problèmes qui se posent au Sud. Dans le cadre général de l'interdépendance mondiale, on

commence à reconnaître une spécificité à l'interdépendance Nord-Sud. Jusqu'ici, il s'agissait d'une relation entre pays revendicateurs et pays nantis. Un glissement est en train de s'effectuer dans le sens d'une relation entre partenaires.

C'est assez clair dans le traitement de la dette du tiers-monde. Il n'y a plus aujourd'hui de créancier important qui puisse accepter la faillite d'un débiteur important : le plan Baker et les mesures bilatérales prises dans le même esprit sont les applications de ce principe. L'approche qui a été adoptée à la récente conférence spéciale sur la situation critique en Afrique, en mai 1986 (7), est allée dans le même sens : reconnaissance de l'intérêt mondial présenté par une situation locale et solidarité spécifique à l'égard des problèmes posés. L'évolution des idées au sujet des questions de population ou d'environnement va aussi dans le sens de l'identification de problèmes ayant des aspects différents pour les parte-naires, mais qu'il faut résoudre ensemble parce qu'ils sont communs.

Ces éléments nouveaux posent, au Nord comme au Sud, des questions auxquelles il faudra répondre. La première est celle de savoir si la « prise de contrôle » de l'ONU a un sens. Si l'on reconnaissait que tel n'est pas le cas, un progrès important serait possible pour l'établissement d'un dialogue utile. L'idée qu'une organisation mondiale peut «prendre des décisions» n'est sans doute pas encore complètement dissipée. Mais l'expérience quotidienne apprend que les résolutions de l'Assemblée générale ou du Conseil de sécurité sont sans conséquences, que l'ONU ne prend jamais, comme le Fonds monétaire international par exemple, de décisions ayant des effets directs et contraignants sur la politique des pays, qu'en définitive une organisation politique mondiale ne peut réellement servir qu'à organiser des discussions et des négociations sur les problèmes mondiaux.

Or on ne prend pas le contrôle d'une table de négociations. En revanche, si l'on sonhaite qu'elle fonctionne utilement, il faut l'organiser de manière telle que tous les Etats acceptent d'y participer réellement. Et l'on sait bien que tel n'est pas le cas actuellement. puisque tous les grands pays négocient les problèmes de quelque importance en dehors de l'ONU. Or nul n'a intérêt

à ce qu'il en aille ainsi définitivement. L'étude en profondeur de la structure de la machinerie intergouvernementale dans le domaine économique et social a été recommandée par le «groupe des 18» (8), ce qui montre bien que l'on commence à prendre conscience du fait que la « forme de la table » et le choix des partenaires appelés à s'y asseoir pourraient avoir une grande influence sur le contenu et l'issue des négociations elles-mêmes. L'idée qu'un « conseil de sécurité économique», au nombre de membres restreint, où les grands pays seraient représentés par eux-mêmes et les petits pays par des représentants choisis par cux, de préférence sur une base régionale, pourrait devenir l'organe central pour ce genre de négociations, progresse lentement dans les esprits (9).

La deuxième question qui résulte de l'évolution des faits et des idées est celle de la philosophie d'ensemble qui doit présider à la coopération Nord-Sud. Celle qui est acceptée aujourd'hui est faite d'un mélange de respect absolu de l'indépendance et de la souveraineté nationale de chaque pays, et de « non-alignement ». Elle semble avoir été inventée pour permettre :

- de ne pas discuter - en vertu du principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat - de la légitimité des régimes politiques, du degré de démocratie qu'ils tolèrent, du niveau de respect des droits de l'homme qu'ils observent ;

- de dispenser les pays riches d'assumer une responsabilité quelconque à l'égard des problèmes sociaux qui se posent dans les pays pauvres; chaque pays riche a son système de sécurité sociale, mais, à l'échelle mondiale, on peut en rester, avec les divers systèmes d'«aide», à la pratique de la

Cette philosophie protège trop d'intérêts pour qu'elle soit facilement remise en question. Elle est en revanche totalement inadaptée aux problèmes du monde moderne, et il ne sera pas possible de donner un contenu au nouveau dialogue Nord-Sud tant qu'elle régnera. Les problèmes de demain, en particulier ceux posés par le développement exponentiel des prolétariats urbains dans les pays pauvres, le développement des intégrismes ou des idéologies qui exprimeront les revendications de ces prolétariats, l'accroissement irrésistible des migrations Sud-Nord, ne pourront être résolus sans que soit établi un système de responsabilité collective permettant de contrôler ces phénomènes.

C'est dire que ce nouveau dialogue Nord-Sud, qui vient de s'ouvrir timidement, ne pourra se développer sans une profonde reconversion intellectuelle, à l'Ouest comme à l'Est, et surtout an Sud. Dans les circonstances actuelles, il semble que ce soit en effet de la nature et de la qualité des réponses qui seront apportées par les pays du Sud que dépende leur avenir.

MAURICE BERTRAND.

(5) Les trois solutions différentes proposées par le groupe pour la procédure budgé-taire étaient soutenues, la première par les experts occidentaux, asiatiques et latinoexperts occipentation, anathques et immo-américains, la deuxième par les experts afri-cains, chinois et yougoslave, la troisième (ver-sion renforcée de la première) par les experts soviétique et argentin.

(6) Dans la Constitution américaine, per exemple, la représentation des Etats au Sénat est assurée par deux sénateurs pour chaque Etat, celle à la Chambre des représentants, per un nombre de députés élus en proportion de la population.

(7) Le comité préparatoire de la conférence était présidé par M. Edgard Pisani.
(8) Recommandation n°8 du rapport du groupe. L'Assemblée générale en a confié l'étude au Conseil économique et social.

l'étude au Conseil économique et social.

(9) Document des Nations unles A/40/988, Contribution à une réflexion sur la réforme des Nations unies (novembre 1985); documents du forum parlementaire aux Nations unies de l'association Parliamentarian Global Action; communication de M. Joop Den Uyl (novembre 1986); Stanley Foundation, conférence sur les Nations unies de la trolalème décennie (Québec, Juillet 1986).

Le poids de la contribution américaine

Août 1985 : l'amendement Kasselbaum, adopté par la Congrès américain, décide que les Etats-Unis ne peuvent contribuer pour plus de 20 % (au lieu de 25 %) su budget annuel des Nations unles ou à celui des agences spécialisées, si un système de « vote pondéré » n'est pes adopté.

Octobre 1985 : le « Sundquist amendment » décide que la contribution américaine à l'ONU doit être diminuée du montant des sommes qui sont reversées à leurs gouvernements sur leurs salaires par les fonctionnaires

Décembre 1985 : le Gramm-Rudman Act - qui concerne la réduction obligatoire de tous les programmes, y compris les versements aux organisations internationales, si le montant du déficit du budget américain dépasse un chiffre déterminé - vient encore réduire la contribution américaine à

18 décembre 1985 : par la résolution 40/237, l'Assemblés générale décide la création d'un groupe de dix-huit experts pour examiner les problèmes économiques et financiers de l'ONLI.

Fin 1985 : le montant des sommes retenues volontairement per dix-huit Etats sur le versement de leurs contributions à l'ONU atteint 120 millions de dollars : les sommes dues et non versées atteignent 225 millions de dollars, les reteribles prévues par le gouvernement des Etats-Unis en vertu des amendements et lois précités peuvent atteindre pour 1986 et les années sulvantes 50 % de la contribution américaine, soit environ 100 millions de dollars (le montant du budget de l'ONU est d'environ 800 millions de dòliars par an).

Février-sout 1986 : le « groupe des 18 » établit son rapport.

Avril 1986 : session de l'Assemblée générale consecrée à l'examen de la crise financière ; le secrétaire général propose un plan d'économies et lance un appel aux Etats membres pour qu'ils peient leurs contributions; de nombreux Etats paient quelques arriérés et versent le montant de leurs contributions 1986.

15 août 1986 : le « groupe des 18 » formule soixante et onze recommandetions sur lesquelles il s'est mis d'accord (réduction des effectifs, politique de personnel, coordination du système des Nations unies, structure du secrétariat, contrôle, évaluation et inspections, études ultérieures sur la structure de la machinerie intergouvernementale, examen d'un résumé du budget un an à l'avance, etc.). Faute d'accord, il présente trois solutions différentes pour la procédure budgétaire : 1) comité du programme et du budget ; 2) amélioration de détails sans changement de structures ; 3) fusion des deux comités subsidiaires existants.

Fin septembre 1986 : l'Assemblée générale aborde l'examen du rapport du € groupe des 18 ».

Novembre 1986 : réélection unanime du secrétaire général, M. Perez de Cuellar, pour un mandat de cinq ans.

Début décembre 1986 : les États-Unis versent 100 millions de dollars, soit la moitié de leur contribution 1986.

19 décembre 1,986 : l'Assemblée générale adopte, avec de nombreuses réserves, les recommandations du « groupe des 18 »; elle établit une procédure budgétaire qui confie à l'un des comités subsidiaires de l'Assemblée, le comité du programme et de la coordination, le soin d'émettre un avis sur le projet de budget présenté un an à l'avance ; ce comité « continuera à établir ses décisions par consensus ». L'Assemblée générale reste maîtresse de la décision finale dans le cadre des dispositions de la charte.

Fin décembre 1886 : prolongation des mesures d'économie prises par le secrétaire général. L'administration américaine va demander au Congrès d' c assouplings position a.



Détente dans les relations internationales Volvo 340 série Diplomate

La philosophie Volvo a trouvé sa meilleure ambassadrice. La série Diplomate, spécialement créée par Volvo pour les diplomates et hommes d'affaires internationaux qui partagent cette passion de la qualité et veulent la vivre lors de leur Volvo 349 série Diplomate : une vraie Volvo spécialement équipée avec vitres teintées, centrale de verrouillage, alarme,

poste de radio FM/lecteur de cassettes La résie Diplomate comprend aussi la Volvo 360 et la Volvo 740, bénéficiant des mêmes équipements.

Volvo série Diplomate : elle vous attend dès votre arrivée à Paris. Retournez-nous ce coupon et envoyez-le à: VOLVO - 138, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS.

Sans engagement de votre part, nous vous ferons parvenir la documentation vous intéressant.

Je suis intéressé par l'achat d'un véhicule hors taxe Modèle 340 □ Modèle 240 □ Modèle 740 □ Modèle 480 □ Achat ferme □ Ou contrat de vacances □

Nom (M_/Mme):_

Téléphone ou télex:

VOLVO

COMMENT LUTTER CONTRE LES FAUX EXCÉDENTS ET L'ENDETTEMENT PAYSAN

Les premiers pas de l'Afrique verte

N Afrique, l'aide alimentaire a sauvé des millions de personnes de la famine. Dans le même temps, elle a accentué les déséquilibres, changé les habitudes de consommation, cassé les prix. Avec la campagne Afrique verte, des organisations non gouvernementales tentent de trouver de nouvelles solutions qui permettraient de réduire cette dépendance. On peut faire aujourd'hui un hilan mancé de cette entreprise inaugurée voilà un an.

Par MICHEL GILLOT

Neuf cents tonnes de céréales achetées dans le Siné-Saloum et en Casamance, puis transportées et revendues dans vingt-six villages de la région du fleuve, tout cela grâce à un financement du ministère français de la coopération d'un montant de 100 millions de france CFA (2 millions de france français). Voilà en chiffres la première opération de péréquation réalisée au Sénégal au printemps 1985 par la campagne Afrique verte (1). Le principe général est simple : les conditions naturelles de production avantagent certaines régions. On peut donc utiliser l'argent de l'aide alimentaire pour acheter des surplus dégagés par ces zones excédentaires et les revendre dans celles qui sont déficitaires. Les fonds de contrepartie servent ensuite à financer des actions de formation et de

Afrique verte entend ainsi prouver qu'- une autre aide alimentaire est possible, en mobilisant les ressources agricoles, économiques et humaines, localement ». Une assistance qui présente en outre l'avantage de respecter les habitudes alimentaires et d'offrir aux producteurs des régions excéden-

taires des débouchés qui les encouragent à produire plus. Dans la pratique, cette première sénégalaise a bion sûr essuyé les plâtres : mise en place tardive par rapport à la campagne de commercialisation, tracasseries administratives, détournements de céréales par les transporteurs (entre 15 % et 25 % des quantités totales), autant d'accrocs que la nouveauté de l'entre-prise suffit à expliquer.

Plus surprenante, en revanche, est la

décision de revendre le mil à un prix inférieur à son prix d'achat (50 francs CFA au lieu de 70) : les populations de la région du fleuve Sénégal tirent en effet de l'émigration des revenus non négligeables (2). Et cette « générosité » ampute ses fonds de contrepartie. Mais l'essentiel n'est pas là. Selon Afrique verte, « l'existence de surplus commercialisables dans les régions du Siné-Saloum et de la Haute-Casamance aura été largement prouvée » par cette première opération. Confiance sereine en l'avenir? Optimisme exagéré? En tout cas, nombreux sont ceux, parmi les partenaires de la campagne, qui contestent ce pos-tulat des triangulaires.

Terrain d'essai au Sénégal

« IL n'y a pas d'excédents, affirme M. Philippe Bonneval, responsable depuis dix ans de l'organisation Carites pour le Siné-Saloum. La présence de mil sur les marchés hebdomadaires ne signifie pas nécessairement que les greniers sont pleins. Au contraire, ils sont peut-être en train de se dégarnir dangereusement, les pay-sans n'ayant pas d'autres moyens que de vendre leur mil pour se procurer des liquidités. » L'analyse rejoint un proverbe des Wolofs du Siné-Saloum : «C'est la poche qui épargne le grenier »; en d'autres termes, si on a la poche vide, on sollicite le grenier pour la renflouer. Une femme dont l'enfant est malade ira vendre du mil en cachette afin de se procurer l'argent pour le soigner.

« Historiquement, note El Hadj N'gom (Terre des Hommes, Sénégal), l'option choisie par l'Etat de favoriser les cultures de rente s'est immédiatement traduite par une plus grande monétarisation de l'économie rurale; les gens ont eu un besoin grandissant d'argent pour tous les produits de consommation. Comme l'arachide était très mai payée, les paysans ont été amenés à vendre toujours davantage les produits de subsistance. Aujourd'hui, même les ethnies qui étaient réputées ne pas vendre leur mil ou leur riz, comme les Sérères du Siné ou les Diolas de Casamance, voient leur comportement traditionnel battu en brèche sous la pression de l'écono-

Aussi, pour M. Philippe Bonneval, « écrire que des céréales stockées pour-rissent dans le Siné-Saloum est faux et malhonnête. » « A trop vouloir trouver des excédents pour justifier les trian-gulaires, s'enflamme-t-il, on flirte dangereusement avec la trop fameuse irrationalité > supposée des paysans africains. » Si les pertes sur stocks, dues notamment aux rongeurs, persistent, il est indécent de vouloir accréditer la thèse d'un gaspillage. Comme l'écrit M. Jérôme Lombard, de PORSTOM: « La soudure 1985 dans le Siné-Saloum, qui fait suite à une période de deux ou trois années déficitaires, a été terrible : pas de numéraire et pas de denrées sur les marchés. Cette combinaison de phénomènes a provoqué la disette en août 1985, et les paysans ne se souviennent pas d'avoir connu d'année aussi terrible depuis l'après-guerre (3), » Voilà donc la description d'une zone excédentaire...

1985 restera pourtant dans les médias une bonne année pour l'Afrique en général, et le Sénégal en particulier. Les pluies ont été bonnes. La belle affaire... Outre qu'elles n'ont peut-être pas été bonnes pour tous les sois, comment oublier que la sécurité alimen-taire de ces régions dépend de bien d'autres facteurs ?

Plus que les déficits pluviométriques, la relation cultures de rentecultures vivrières occupe une place de choix dans le marasme agricole de ces dix dernières années. La Banque mondiale admet elle-même que la culture des arachides dans la région du Siné-Saloum s'est étendue au détriment des cultures vivrières (4). Au lendemain de l'indépendance, l'arachide représentait plus de 80 % des exportations du pays et employait 87 % de la population active. Aujourd'hui, tout en continuant à occuper près de la moitié des terres agricoles et en mobilisant encore 70 % de la population, elle ne repré-sente plus que 25 % des exportations et à peine 10 % du produit intérieur brut

Depuis deux ans, incapable de lutter efficacement contre les marchés parailèles de commercialisation de l'arachide, l'Etat a choisi de se désengager en partie de ce secteur (5). Cette nouvelle politique agricole (NPA) inau-gure la «libéralisation de l'approvisionnement du monde rural en facteurs de production». En clair, les agriculteurs, auxquels les semences étaient auparavant avancées, devront désormais les acheter. Or, excepté les marabouts gros producteurs d'arachides,

1260 Nyon – Suisse A 20 minutes de Genève, sur les rives du lac Léman Etablissement médical privé de réputation inter-

nationale offrant une thérapie séparée pour les affections d'ordre psychiatrique, le sevrage et la réhabilitation alcoolique, le désintoxication, les

soins aux personnes âgées. Personnel multi-

Tél. 022/611 581 - Télex 419.021

personne ne possède les moyens finan-ciers d'un tel changement. Si l'objectif de la NPA est louable - au surencadrement doit succéder la responsabilisation paysanne, - sa mise en place a suscité un choc dans les campagnes. En juin 1985, il ne se passait pas un jour sans que le Soleil, le quotidien national, ne se fasse l'écho d'exemples alarmants dans les campagnes, à quelques jours des semis.

« Nous ne pouvons pas acheter beaucoup de semences d'arachide, alors nous plantons plus de mil. » Ca bel unanimisme des comités ruraux du Siné-Saloum est confirmé par l'examen des superficies consacrées respectivement à ces deux cultures dans l'ensemble du pays : lors de la campagne 1985-1986, après un an de NPA, l'arachide d'huilerle avait perdu environ 300 000 hectares, alors que mil et sorabo progressaient d'autant. Finie la tyrannie de l'arachide? « Depuis longtemps, écrit Mª Catherine Coquery-Vidrovitch, on connaît le phénomène devenu classique au Sénégal de reprise de la culture de mil aux dépens de l'arachide, c'est-à-dire de retour aux techniques de l'autosubsistance, chaque fois que les prix descendent en dessous d'un seuil minimal (6).»

Dans le cas présent c'est l'acquisition des facteurs de production qui dépasse un seuil maximal, mais produit le même

Pourtant, pour certains milieux politiques, la progression des superficies consecrées aux cultures vivrières traduit le succès de la campagne gouvernementale — « Manger sénégaleis » — qui accompagne la mise en place de la NPA. Or l'état de l'agriculture est désastreux, et tous les symptômes d'une crise s'accumulent : tation, sols épuisés par des décennies d'arachides, abandon de la jachère sons la pression démographique... La diffusion de semences améliorées de mil ? Elle ne concerne qu'environ 2000 hectares sur les

400 000 du Siné-Saloum et ne représente qu'un effort minime par rapport à celui qui est consenti pour l'arachide. En Casamance, on se heurte à la salinité des terres, qui a conduit à l'abandon de rizières (71 % des producteurs affirment avoir abandonné de une à quatre parcelles, 4 % plus de quinze parcelles). Voilà vingt ans, cette région qualifiée de gremier portait tous les espoirs du Sénégal... « Tout ça, c'est la forêt de la vérité, ironise un responsable paysan du Siné-Saloum, et parfois l'arbre d'une bonne année vient la masquer. » D'autant qu'une augmentation significative de la production vivrière ne saurait être réellement appréciable tant que n'aura pas été brisé le cercle

infernal de l'endettement paysan. M. Jérôme Lombard, chercheur à l'ORSTOM, observe que « la récolte 1985 est considérée comme excellente. mais certains paysans, qui ont récolté douze mois de consommation, vont devoir rembourser les dettes contractées tout au long de la soudure 1984-1985, la plupart du temps en vendant du mil, car les récoltes d'arachides, par manque de semences, ont été médiocres. Certains ont précisé (...) que, à cause de tels prélèvéments sur les quantités destinées à la consommation, l'autosuffisance ne serait pas assurée en 1985-1986. Ainsi (...) une situation apparemment favorable peut s'inverser au cours des mois de saison sèche, si les dettes accumulées sont trop importantes (7). »

Cet endettement du paysan sénégalais est estimé aujourd'hui au double de

la valeur de sa récolte. Situation intenable pour une population prise en tenaille entre les deux plaies du pays, une administration pléthorique et les commerçants usuriers. Qui s'est trouvé en Afrique en période de soudure connaît l'emprise qu'exercent ces derniers sur les producteurs. Pour un sac de mil emprunté à un bana-bana, le paysan devra parfois en rembourser jusqu'à cinq après la récolte. Sur les marchés hebdomadaires, une bonne douzaine d'opérateurs divers s'adon-nent sans retenue aux joies de la spécu-

Encore ces commerçants font-ils partie pour la plupart du tissu social des campagnes. Au Sénégal, de 1977 à 1983 (période d'austérité), la masse des salaires administratifs est passée de 60 milliards à 150 milliards de francs CFA. Pendant ce même laps de tempa, le PIB du secteur primaire passait de 132 à 204 milliards. De plus, les revenus élevés dont dispose la classe supérieure de la fonction publique ont fortement accru la demande de biens et services non produits dans la région. Cette consommation extravertic participe pour une large part à l'anémie actuelle du monde rural.

Un monde auquel seule une organisation par village pourrait insuffler un le rapport des forces leur est pour l'instant défavorable. >

Pour engager la partie, le COSAB table sur une enveloppe de 200 millions de francs CFA (4 millions de francs français : 2 millions pour les caisses de crédit et 2 millions pour les banques de céréales), soit le double de la somme dépensée pour l'opération 1984-1985. Un programme ambitieux, donc, et dont le financement semble d'ores et déjà assuré, tout au moins pour la partie banques de céréales.

Quant an voiet «appui à la produc-tion», le dossier de financement a été déposé par le seul COSAB sur la table des principaux bailleurs de fonds da l'aide alimentaire, dont la CEE et les Etats-Unis. Accueilli favorablement mais « long à étudier », il est peu probable qu'il débouche concrètement pour la campagne agricole 1987. Le comité d'Afrique verte ne s'est pas engagé sur ce dossier, estimant que le soutien à la production sort du cadre des triangulaires. De fait, en développant son analyse des difficultés alimentaires et des solutions à y apporter, le COSAB paraît se situer sur un terrain plus vaste que celui des opérations triangulaires. Séduisante théoriquement, cette formule géométrique a le mérite d'amorcer une rupture avec les ravages de



PRÉPARATION DU MIL DANS UN VILLAGE ni in graders se tičani danga

peu d'oxygène. C'est en tout cas ce qu'a conclu le Collectif pour une stra-tégie alimentaire à la base (COSAB) (8), mandaté par la campagne Afrique verte pour dresser un état des lieux et recenser les besoins exprimés par les populations rurales.

«Le cœur du problème demeure l'insuffisance de la production vivrière, estime M. Louis Jean, délégué régional des Volontaires du progrès et ésident du COSAB. Les questions de l'aide ou du changement des habitudes alimentaires ne sont qu'un épiphénomène. L'aide alimentaire n'existe, avec ses effets néfastes, que quand l'agriculture n'est plus en mesure de nourrir la population. Deux priorités urgentes doivent être définies : augmenter la production et sécuriser les stocks vivriers, c'est-à-dire échapper aux pratiques des usuriers. »

Le COSAB propose, pour cela, la constitution dans chaque village d'une caisse de crédit et d'une banque de céréales. Les premières serviraient à l'achat d'outils, de semences, d'engrais, ainsi qu'à la lutte contre la salinité ou les acridieus. Quant aux banques, elles achèteraient au moment de la récolte, et au prix officiel (malheureusement beaucoup trop bas actuellement), une certaine quantité de mil aux producteurs, puis elles leur revendraient en période de soudure avec un léger bénéfice, ce qui permettrait d'augmenter leur capacité à la prochaine campagne. Quelques-unes fonctionnent déjà en Casamance, à la grande satisfaction des producteurs, qui ont appris à gérer eux-mêmes ce système. Dans les deux cas, crédit et banques, le prêt initial sera à rembourser sur quatre ans. Le projet du COSAB, qui concerne une quarantaine de villages, prévoit d'accompagner toute remise de fonds d'une formation à la gestion. En outre, le collectif étudie la possibilité de mieux commercialiser certains produits de la campagne, notamment maraîchers, vers les villes.

« Produire, stocker, vendre : puisque les paysans sénégalais ont été plongés contre leur gré dans le monde de l'économie, mieux vaut qu'ils apprennent à le maltriser à leur avantage », résume un jeune économiste sénégalais. Et d'ajouter, l'érocement lucide : « Qu'il leur faille pour ça commencer par lut-ter contre la faim illustre à quel point

l'assistanat extérieur à perpétuité. Elle est aussi la conséquence logique de plusieurs années de réflexion sur la dégradation des termes de l'échange Nord-Sud : l'Afrique doit avant tout développer ses propres ressources et échanger davantage avec elle-même. Mais, si les triangulaires sont une bonne idée, rien n'interdit de l'améliorer. Surtout, la remise en cause très claire de la notion de zone excédentaire ne peut qu'inciter à une grande prudence dans la réalisation de futurs transferts de céréales. Sans être une fatalité, le déficit vivrier n'est pas non plus une invention qui n'aurait d'autre but que de justifier l'aide alimentaire traditionnelle. Même s'il est vrai que celle-ci soulage les excédents - réc ceux-là - des pays nantis. Reste que, à défaut de prendre en compte tous les aspects du problème alimentaire qu'elle soulève, Afrique verte court le risque d'accentuer certains déséquili-

(1) Un collectif composé de trois organisa-tions noa gouvernementales (ONG) fran-çaises, Terre des hommes, Frère des hommes et Peuples solidaires. Voir Charles Condamines, «De l'aide alimentaire à la construc

mines, «De l'aide alimentaire à la construc-tion d'une Afrique verte», le Monde diploma-tique, mai 1986.

(2) Dans la vallée du fleuve, 50 % des hommes en âge de travailler sont absents. Beaucoup sont immigrés en France, d'où ils envoient régulièrement de l'argent dans leur village d'origine.

(3) Dispontbilités alimentaires en céréales et stratégies de survie en pars Server, ORS-

(3) Disponibilités alimentaires en céréales et stratégies de survie en pays Sereer, ORS-TOM, Dalar, décembre 1985.
(4) Développement accéléré en Afrique subsaharienne : un calendrier pour l'action, Banque mondinle, 1981.
(5) A partir de 1975, les producteurs d'arachides ont en de plus en plus de difficulté financières : baisse de la fertilité, déficit pluviométrique et prix très peu rémunécateurs. cultés financières : baisse de la fertiliné, déficit pluviométrique et prix très peu rémunérateurs (de 1975 à 1982, le prix de l'arachide a baissé de moitié sur le marché international). Aussi, pour échapper aux retemnes prélevées par les coopératives auxquelles ils étaient ceasés revendre leur récoîte, les paysans ont de plus en plus commercialisé leurs arachides amprès des marchands privés, à un prix encore inférieur au prix officiel L'importance de ces circuits parallètes est évaluée en 1980-1981 à 65 % des volumes commercialisés!

(6) Afrique noire, permanences et rup-

63 % des volumes commercialists!

(6) Afrique noire, permanences et ruptures, Payot, Paris, 1985.

(7) Disponibilités alimentaires..., op. cit.

(8) Constitué en avril 1986, ce collectif est
composé d'ONG nationales ou étrangères
encerclant elles-mêmes des groupements villasecis.

Oui com

and de nombremen e E INSURTED PRINTINGS is production a munission specialists

gugtate bartie de la the second secon 2 3 7 7 2 20 12 100-20 THE RESERVE THE LANG STATE OF THE SERVICE THE MALE STREET, MA THE RESERVE OF SECTIONS El product a representation 12 mm 26 120 2 21 "41 48 minn the little was AND THE TEN IS gen Erginder 14' die THE REAL PROPERTY. ME I Commit or Clare Hall have a more to BER STATE THE SPORE Harris danien geren. agin united to the Bands Christines, Mr geter California at att ich the markets are in the law. Bir betritt in in bereit.

1 shine arrivers: to demamabilites futures de la agig summitte nich make ಹ ಹಿ ಮಾನಲಾಲ ಎಂಗಾಟ್ ಳೆತ್ತಿ 200 200 100 DE C 200 00 medical contacts (MES SESE/ers Tar aft meneti de la case gomenique. produce of Principle of the Banderen in be benegum Bis partin en voe de dae Makes was frome de # jest thetter pier de state Atticated in America is declarate Battie i a ters. M Bentelas de gerre, But territoria de reches de 1984 et al Coraco, antes The Land Control of the Control of t Branches in the Art of the impail per a section be Saminale CCRAI . 04 Sie friedrich Generalen Sintal, des organismes Car tes que la Bancar Ma le Programme des tages a case offerent Miller auf Eten mine the see per de pays du

The trigerists pay & Torre & recherater des the same is a territ. The state of a cr. prélever Alema pour une banque de STORE CIRA EE PE THE RE SE SHOUTH the first deplicate for ge at der ers Cer. The desired their female The to the plan delication Section 1 Sections de imn merte de

LEMOND COMPREN COMPREN ANTICIPER L'EV

ENT PAYSAN

rte

Pour engager la partie, le Constitues CFA (4 millions de faces et a millions pour les caixes et 2 millions pour les caixes et 2 millions pour les banques de la la la caixe pour l'opération 1984 le grant au moit semble d'ans les financement semble d'ans les financements de les fi

Finant au volet «appui à la puis le dossier de financement à la puis le dossier de financement à la puis par le seul COSAB sur le la principaux bailleurs de font la CEE at la Unis. Accueilli favorable le «long à étudier», il est peu puis débouche concrètement puis surpagne agricole 1987. Le out surpagne agricole 1987. Le out le la compagne agricole 1987. Le out le la compagne agricole 1987, le out le des difficultés alimentaires ne de des opérations triangulaires et théoriquement, cette le compagne de la mérite d'au les pompiers de les revages des revages des revages de la compagne de la mérite d'au les compagnes de la compagnes de la mérite d'au les compagnes de la compagnes de la mérite d'au les compagnes de la compagnes de la propier de



extérieur à perpetuit L te conséquence legique de la conseque de la conseque de la consequence del la consequence del la consequence de la consequence del la consequence de la cons des de réflexion sur li des des tormes de l'échange No Afrique doit avant & propres ressoured deventage avec ellest les triangulaires sont a il remise en caus : and in section de zons excédente an inciter à une grande p in réalisation de la le déficit vivrier n'est paus sweation qui n'aurai du surai conlege les excédens - les pays nantis Reite principale les prendre en compte les prendre en compte les les prendre de problème ainmen! Mere, Afrique verte cant december cerains desc-

governementaies (ONs no springer) de tres springer (ONs no settlementaires) (ONs no settlementaires) (ONs no settlementaires) (On Charles Con settlementaires à la array African verte », le Monde des la veillée du fieure, 19 4 de la veillée du fie

Accounted a limentained of the sample on pays Series (in Manuschen 1985)

The contended of the sample of the sample of 1975, its print of the 1975, its print of the sample of the sampl

LA MAITRISE DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

Qui contrôlera le marché des semences?

EPUIS quelques années, d'âpres débats opposent les pays du Nord à ceux du Sud à propos du contrôle des semences végétales, premier maillon de la chaîne alimentaire. Non seulement la sélection qu'opère l'industrie agro-alimentaire entraîne la disparition de nombreuses espèces, mais, surtout, grâce aux banques de ressources génétiques, les pays riches confortent leur hégémonie sur la production alimentaire. Du 16 au 20 mars, à Rome, une commission spécialisée de la FAO a repris l'examen du contentieux.

Par MICHEL PIMBERT

La plus grande partie de la richesse phytogénétique est située dans des pays en voie de développement, notamment ce qu'on appelle les centres de Vavilov » (1), régions du globe terrestre caractérisées par une très grande diversité de plantes sauvages et cultivées. Mais l'internationalisation récente du modèle agricole occidental a provoqué le remplacement de milliers de variétés par un petit nombre d'entre elles, à haut renment, diffusées notamment par la révolution verte. Engendrée par dix mille années d'adaptation aux particularités locales, la diversité de plantes comme le mais, la pomme de terre, le blé, l'orge et la lentille risque d'être rayée de la carte en quelques décennica. Les espèces sauvages proches des plantes cultivées disparaissent au moment même où leur utilisation devient plus importante avec le déve-loppement de biotechnologies appli-quées à l'agriculture:

Cette évolution compromet évidemment les possibilités futures de la sélection, qui n'« invente » rien mais trie parmi les caractères diversifiés existants pour améliorer les plantes cultivées et contourner les mutations parasitaires en évolution constante.

Les craintes suscitées par cet appayentsement de la base génétique de l'alimentation de l'humanité ont encouragé la construction de banques de gènes. Les plantes en voie de dis-parition (en général sous forme de semences) y sont stockées pour de longues périodes. Actuellement, le travail de conservation et d'échange des plantes incombe à un réseau de banques nationales de gènes, aux Centres internationanx de recherche agricole (CIRA) et au Conseil international des ressources phytogénétiques (CIRPG). Les CIRA et le CIRPG sont sous la tutelle du Groupe consultatif pour la recherche gricole internationale (GCRAI), o collaborent des fondations (Rockefeller, Kellog, Ford...), des organismes internationaux tels que la Banque mondiale et le Programme des Nations unies pour le développement (BIRD, PNUD...), vingt Etats industrialisés, mais très peu de pays du

La collecte (organisée par le CIRPG) consiste à rechercher des variétés dans les centres de diversité, à les ceractériser et à en prélever deux duplicatas: l'un pour le pays d'origine, l'autre pour une banque de gènes étrangère ou un CIRA. En pratique, les pays en voie de développement n'ont reçu leur duplicata que dans 15 % des cas, alors que 91 % des collectes ont eu lieu chez eux. Certaines variétés, disparues dans leurs pays d'origine, ne sont plus détenues

* Enseignant-chercheur à l'université François-Rabelais de Tours, mambre de l'association Solagral. que par les banques de gènes du Nord.

Les bénéficiaires de ce système sont bien sûr les pays développés : ils accèdent gratuitement à une diversité génétique qu'ils n'ont pas chez eux. Les gènes des plantes « traditionnelles » ou sauvages sont en effet considérés comme un « patrimoine commun de l'humanité », quel que soit le pays d'origine.

Mais ce système pose plusieurs problèmes. En premier lieu, les pays industrialisés sont d'accord pour bénéficier du principe de « patrimoine commun», mais les variétés en cours de sélection et les variétés parentes d'hybrides restent secrètes, non accessibles aux pays en vole de développement (2)

L'inclusion des hybrides dans la notion de patrimoine commun demandée à l'Organisation des Nations unles pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) par les pays du Sud s'est heurtée au refus de ceux du Nord (Etats-Unis et Royaume-Uni notamment). Or seuls les Etats et les firmes du Nord possèdent les moyens nécessaires à la valorisation des variétés collectées au Sud.

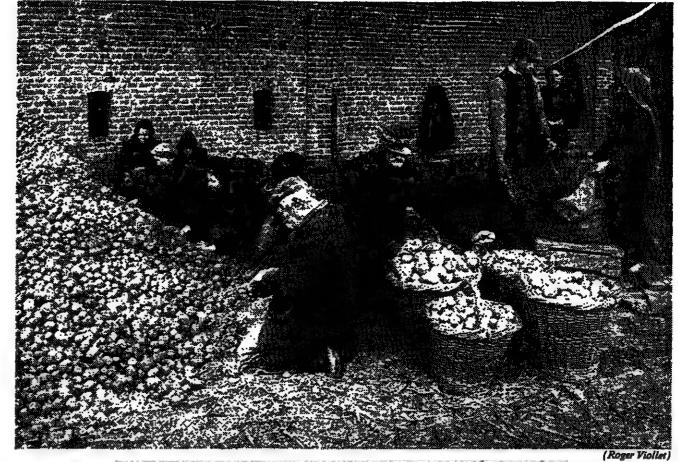
De plus, la localisation des variétés en voie de disparition dans les banques de gènes nationales du monde développé donne à ces Etats un ponvoir politique sur les pays du tiers-monde, y compris sur cesu dont sont originaires ces variétés. Dans certains cas (Afghanistan, Nicaragua), les Etats-Unis ont refusé l'accès de leurs banques pour des raisons politiques.

Enfin les programmes du Centre international des ressources phytogénétiques (CIRPG) ent surtout porté sur des espèces qui intéressent d'abord les pays développés. De nombreuses plantes traditionnellement cuitivées et consommées par les couches sociales pauvres des pays en voie de développement ont été négligées.

Pour ces différentes raisons, les délégués du Sud à la FAO estiment que le travail scientifique du CIRPG sert surtout les intérêts des pays riches. Pour eux la FAO est la seule organisation officielle où ils peuvent encore espérer influencer les décisions politiques sur la collecte, la conservation et la sélection des espèces. Ils ont donc demandé que ces activités soient placées sous la tutelle directe de l'Organisation et non plus du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI).

L'enjeu est important car le GCRAI a l'intention d'arrêter le travail de collecte et de conservation du Conseil international des ressources (CIRPG) dans les années à venir et de développer des programmes de présélection qui ne relèvent pas de son mandat.

nts. BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09



TRIAGU DES POMMES DE TERRE DANS LE NORD DE LA FRANCE AU DÉBUT DU SIÈCLE. Sur les marchés d'Europe, certaines variétés de légames ou de fruits ont totalement dispara

Le but serait de rendre le matériel génétique déjà stocké dans les banques de gènes plus facilement utilisable pour les sélectionneurs. C'est pourquoi des pays industrialisés comme le Royaume-Uni et les Etats-Unis souhaitent que le CIRPG quitte les locaux de la FAO, qui n'exerce pourtant pas de contrôle formel sur ses travaux: son départ de Rome lui conférerait une indépendance totale et consommerait la rupture avec le Sud, partisan du contrôle de la FAO.

Une commission intergonvernementale a été créée au sein de la FAO pour examiner les problèmes politi-ques et techniques liés à la gestion des ressources phytogénétiques. Mal-gré un appel au boycottage des Etais-Unis, la première réunion de cette commission a eu lieu en mars 1985, à Rome. Plusieurs mesures ont été proposées pour démocratiser le contrôle de ces ressources. La création d'un fonds international pour les gênes sous les auspices de la FAO permettrait de développer la collecte, la COMBETVALION ET 18 SE sources génétiques surtout dans le tiers-monde. L'importance stratégique de la conservation des plantes cultivées et sauvages dans leur habitat naturel (conservation in situ) a été reconnue. En effet, entre la moitié et les deux tiers des semences stockées dans les banques de gènes ont été endommagées ou perdues pour des raisons variées. En ce moment même, le département de l'agriculture des Etats-Unis est attaqué en justice pour sa manvaise gestion des espèces qui lui ont été confiées. D'autre part, la conservation à long terme dans des banques de semences n'est pas possible sans altérer les caractéristiques initiales des variétés, La conservation in situ compléterait donc le travail des banques de gènes. Enfin, les agriculteurs impliqués dans ces projets de conservation plus décentralisés pour-raient aussi décider plus directement des choix de gestion de ces res-

La commission sur les ressources phytogénétiques a souligné les besoins pressants des pays en voie de développement en matière de sélectionneurs. d'aides à la création de stations de recherche et de multiplication des semences. La création d'organismes nationaux de sélection, de production et de distribution des semences apparaft en effet comme une condition nécessaire (mais non suffisente) pour l'autosuffisance alimentaire des pays du Sud. Les paysans ont besoin, plus que de l'accès au matériel génétique du Nord (lignées avancées, nouvelles variétés...), de semences qui induisent des modèles de développement plus équitables et autonomes. Les variétés issues des programmes d'amélioration végétale des pays industrialisés sont rarement appropriées aux différents contextes sociaux et écologiques des pays du Sud. Le travail des sélectionneurs des pays riches est de plus en plus subordonné aux besoins de ceux qui détiennent le pouvoir dans les industries en amont et en aval des

exploitations agricoles. Par ailleurs, la généralisation des variétés hybrides encourage de nouvalles dépendances car les paysans doivent racheter des graines chaque année à l'industrie des semences (les variétés hybrides ont un faible rendement dès la deuxième génération). Or cette industrie traverse une période de bouleversements depuis le début des années 70. Une poignée de multinationales puissantes (Royal Dutch/Shell, Sandoz, Ciba-Geigy, Cargill, Bayer...) ont acheté des centaines de firmes semencières. L'intérêt massif montré par ces sociétés pour le secteur des semences a été encouragé par les progrès récents en biologie et l'introduction de lois très protectrices sur la propriété intellectuelle dans les pays développés. Différentes estimations émanant de ces industries indiquent aussi que la valeur du marché des semences améliorées par les biotechnologies passerait entre 1985 et l'an 2000 de 8 millions de dollars à 6,8 milliards de dollars. Soit un taux de croissance annuel de 57 %!

Les semences pourront de plus en plus véhiculer des informations concernant l'industrie en amont et en aval de l'agriculture. Plusieurs des multinationales précédemment citées ont déjà réorienté les programmes de recherche et de développement de leurs nouvelles acquisitions semencières. Par exemple, elles essaient de créer des variétés résistantes à des pesticides venités ser leurs propres filiales phytosanitaires. Lorsque Ciba Geigy a proposé au Soudan de nouvelles variétés brevetées de sorgho, les semences étaient enveloppées dans trois produits chimiques brevetés et fabriqués par la branche chimique de la firme. Deux de ces produits devaient protéger les semences des maladies et des rongeurs tandis que le troisième était là pour protéger la semence contre Dual, un puissant herbicide breveté par Ciba Geigy.

cette évolution économique et technique pose tout le problème du contrôle de la recherche et de ses finalités : sélection des plantes par et pour qui ? Avec quelles conséquences sociales et écologiques ? (3) Le problème dépasse largement le cadre de la FAO et place les pays en voie de développement (et le monde industrialisé) devant un véritable choix de société. Un tel pouvoir sur les semences ne permettra-t-il pas au capital privé de déterminer plus précisément les formes et les finalités mêmes du développement agricole ? Comme le disait à la FAO un diplomate : « Donnez-nous chaque jour notre pain quotidien ne devrait pas devenir une prière adressée à Shell. »

(1) Du nom d'un célèbre botaniste russe. (2) Pat Mooney, «The Law of the Seed», Development Dialogue, septembre 1982

(3) Semences. Patrimoine commun et profits particuliers », dossier collectif, la Lettre de Solagral, nº 37, avril 1985.

ABONNEZ-VOUS

LE MONDE diplomatique

COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT

NOM	Prénom	
Adresse		
Code postal	Localité	DPL 397

Le Monde diplomatique publie, chaque mois, des études de fond sur les événements politiques, économiques, sociaux et culturels à l'étranger.

Les responsables politiques, les dirigeants économiques, les personnalités culturelles, les universitaires français et francophones, de même que les journalistes internationaux trouvent dans le Monde diplomatique l'information précise et détaillée qui les aide à mieux comprendre l'environnement international et à anticiper l'événement.

Le Monde diplomatique USPS 763-610 is published monthly for \$ 35 per year by : le Monde c/o Speedimpez, 45-45 39th Street, LCl, NY 11104. Second class postage paid at New-York, NY Postmaster ; send address change to le Monde c/o Speedimpex, USA, PNC, 45-45 39th Street, LCl, NY 11104.

TARIF DES ABONNEMENTS

1 an (12 numéros) - 6 mois (6 numéros)

VOIE NORMALE

France,
poste militaire, poste navale
Andere, Mossaco
162 F - 90 F
Étranger
225 F - 125 F
VOIE AÉRIENNE

Europe, Maghreb
250 F - 138 F

Bénin, Cameroun, Centrafrique, Congo,
Côte-d'Ivoire, Gabon, Mali, Mauritanie,
Niger, Sénégal, Tchad, Togo, République de
Djibonti, SP 85000, Saint-Pierre-etMiquelon, Arabie saoudite, Iran, Irak, Israël,
Jordanie, Liban, Syrie, Libye, Égypte.

271 F - 148 F Comores, Madagescar Amériques, Canada 313 F - 169 F

Asie, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Kampuchée, Laos, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taiwan, Thailande, Vietnam

Océanie, autres pays 343 F - 184 F LA SANTÉ DANS LE TIERS-MONDE

Le fardeau de la pauvreté

Toutes les statistiques, tous les propos sur l'inégalité entre pays riches et pays pauvres se résument dans une comparaison lapidaire : en Suède ou aux Etais-Unis, l'homme est promis à plus de soixante-quinze années de vie en moyenne ; en Guinée ou en Sierra-Leone, à trente-huit années. Grâce au développement de la recherche et des services sociaux, grâce à l'abondance de la nourriture aussi, la santé tend à devenir, au Nord, une affaire de comportement individuel. Conquête fragile, quand l'extension du chômage prive l'individu isolé des moyens de vivre

decemment. Bien différentes sont les données du problème dans la plupart des pays du tiers-monde, où près de 500 millions d'êtres humains sont mal nourris. Plus de la moitié de la population mondiale est encore privée de tout accès à une forme élémentaire de soins ou de prévention. Malgré tout, la recherche médicale et la coopération internationale ont entraîné la quasi-disparition de certaines maladies, telle la variole. D'autres persistent, tel le paludisme, pariois aggravées par les bouleversements du progrès : ainsi le barrage d'Assouan a-t-il été l'un des plus grands pourvoyeurs de bilharziose jamais édifiés, sans parler des effets de l'urbanisation, ou des politiques d'austérité (1).

En Europe, les progrès sanitaires ont accompagné le progrès économique au til des siècles. Mais dans la course au « développement », la patience n'a point sa place. L'uniformisation du « modèle » de développement va de pair avec la rapidité des échanges, et nulle expérience ne peut plus se mener aujourd'hui en vase clos.

Quand les épidémies se mettent à progresser à la vitesse des avions, telle la pandémie du SIDA aujourd'hui, peut-être mesure-t-on mieux encore la communauté de destin qui lie toute l'humanité et qui devrait inciter riches et pauvres à coopérer dans un esprit de solidarité.

(1) Cf. Richard Jolly et Denis Caillanz, « Sacrifler l'humain au redressement financier : un pseudo-réalisme qui coûte fort », le Monde diplomatique, janvier 1987.



inis millions d'enlants éch

me fermiet in fant eg i gen

general to a to the first of the

Ballmant - entitle

21 to 51 41 11 11 11 11 11

Mill Committee of the sail

plants a de l'arrige o p and promise of the second of the party of the second of the second PERSON 'e protection en entre The training are a way. Mitte fill eine beite d. Mitte biget auf ugebe Market and the second of the second Militaren burnitaria And the telephone of the control of

To be the second Barrier Marie Contra Bette ber im Bereiten. Part Bergeren und ber meine the state of the same of a getal, teneman in distance. American Contract of the Marie Committee of the SECTION AND AND AND With the second second

the spile of the destriction of the second

MINON DE DISPENSAIRE

L'initiative des

Asia give 1250 a set wanders to per to which the contract of their the contract The state of the s The second of th to the state of th 20 208 000 mm

THE COURT OF THE PARTY OF THE P The Des winder designed Transfer of Tara and an arrange Out Salary Sa

the second section des vollages des CAS SATISFIED COMPANY State of the state Service of the part of the property The structure with the The term of the second second second Con 2505 8 Des de Marden, state Section of the benefit of the section of the benefit of the section of the sectio

Section Respondent of Service Services Services Services Services the part of sold selections and the selection of the sele the same series and series to the series of Control of Namedo Con The state of the s The district of the second

Service of the servic Mana - David Marie - Divers

Une atteinte primordiale: la malnutrition

CLAIRE BRISSET A faim dans le monde, plus

que jamais, est aujourd'hui enjeu de joutes économiques et politiques, voire idéologiques. Chosifiée, réduite à l'état d'objet d'investigation, elle perd ainsi de sa charge émotionnelle et de sa puissance scandaleuse. Elle apparaît, en outre, comme une donnée figée,

Or, là aussi, le paysage se transforme. Celui de 1987 n'est plus celui d'hier : car la réalité change, et les connaissances évoluent, tant sur l'effectif global des sous-alimentés que sur l'impact individuel de la malnutrition.

L'effectif global des malnutris? Son évaluation dépend à l'évidence des critères retenus pour définir qui souffre de malnutrition. Jusqu'à présent, les spécialistes estimaient que celle-ci commence lorsque le sujet ne reçoit pas, quotidiennement, plus de 1,2 fois ce qu'exige le fonctionnement des cellules au repos (le « métabolisme basal »), ce qui correspond, en moyenne, à 2 000 calories. En d'autres termes, chaque individu, pour mener une vie normalement productive, ne doit pas, pensait-on, recevoir chaque ionr moins de 2 000 calories, faute de quoi, il s'« autoconsomme ».

Or il apparaît anjourd'hui que ces normes ont été calculées au plus juste. Il semble confirmé, en effet, nous déclare le docteur Paul Lunven, directeur de la nutrition à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), que chaque individu doive ingérer chaque jour 1,4 fois ce qu'exige son métabolisme basal, ce qui porte le minimum absolu (moyen) à 2 500 calories pour un adulte.

A cette aune, l'effectif des malnourris dans le monde n'est évidemment plus le même. Selon les estimations reposant sur le premier critère, il était, en 1980, de 335 millions de personnes; mais, si l'on retient le second critère, il s'élevait à la même date à 494 millions. La différence est de

Le sujet se complique lorsque l'on s'interroge sur les évolutions récentes : y a-t-il aujourd'hui plus ou moins d'êtres humains frappés par la mainutrition qu'il y a quinze ans? C'est en réalité, plus et moins. Plus, parce que l'effectif total des sous-alimentés a angmenté par le simple jeu de la croissance

démographique — les pays les plus frappés, en chiffres absolus, sont extrêmement peuplés; moins parce que la proportion des malnutris par rapport à la population du tiers-monde a légèrement décliné, passant, par exemple, de 28 % en 1970 à un peu plus de 20 % anjourd'hui.

Globalement, l'amélioration est certaine depuis le début des années 70. Selon les chiffres fournis par la FAO, dès 1984, trente-quatre pays, dont la population totale atteignait 1,7 milliard d'êtres humains (soit la moitié des habitants du tiers-monde), avaient dépassé le seuil des 2 500 calories quotidiennes par habitant.

Comment s'explique cette évolution? Par une amélioration, que la FAO qualifie d'« explosive », des disponibilités alimentaires dans les pays producteurs de pétrole du Proche-Orient et d'Afrique du Nord (amélioration due essentiellement aux importations), et en Chine (grâce à la hausse de la production). Parallèlement, la situation s'est détériorée en Afrique subsaharienne (où un redressement s'observe néanmoins depuis 1985); elle stagne en Amérique latine, en raison non pas d'une crise agricole, mais des conséquences socio-économiques de

> Vers une aggravation de la mortalité infantile

> > en Afrique

L'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance), qui rappelle dans son rapport annuel (1) que 280 000 enfants meurent chaque semaine dans le tiers-monde de causes très largement évitables, s'inquiête de la perspective d'une nouvelle aggravation de la mortalité infantile et juvénile en Afrique au-delà de l'an 2000.

Parmi les vingt-cinq pays du monde où ce teux de mortalité est le plus élevé, quatre étaient des pays d'Afrique subsaharienne en 1960, sept en 1980, et d'ici à l'an 2005 quatorze sur les vingt-cinq pays où les enfants meurent le plus seront des peys africains. En revanche, il n'y aura plus dans ce groupe que trois pays d'Asie orientale. N'y figure plus aucun pays du Proche-Orient ni du Maghreb.

(1) La situation des enfants dans le monde. 1987. Disponible au Comité fran-çais pour l'UNICEF, 35, rus Félicien-David, 75016 Paris. Tél.: 45-24-60-00.

On le sait, meis on peut le redire : le problème de la faim dans le monde et de circuits économiques,

362 millions de tonnes...

contre 10 millions

est pure question de répartition non de production. Jamais, en effet, les stocks mondiaux de céréales n'ont été aussi élevés. lle atteignant aujourd'hui le chiffra prodigieux de 362 millions de tonnes. soit 21 % de la consommation humaine annuelle. Ils vont augli d'ici à la fin de la décennie. Les Etats-Unis à oux souls détionnent 42 % des stocks mondiaux de céréales. L'Europe commu ne sait littéralement que faire de ses excédents de lait et de beurre.

A titre de comparaison, l'aide ntaire, si décriée, n'a jamais dénessé 10 millions de tonnes.

Ces évolutions, l'amélioration globale, masquent donc des disparités accrues. Disparités entre les régions du tiers-monde qui émergent enfin de la malnutrition chronique (Inde, Chine, notamment) et celles où elle subsiste massivement (Afrique noire); disparités à l'intérieur des pays (il y aurait en Inde quelque 200 millions de sousalimentés), ou à l'échelle de pays entiers (Vietnam, Cambodge, Laos, Afghanistan), «poches de pauvreté» dans les continents où la situation globale s'améliore; disparités, enfin, entre les villes et les campagnes, car l'extrême pauvreté se concentre de plus en plus dans les mégapoles du tiersmonde (Lagos, Kinshasa, Calcutta, Karachi, Mexico, etc.). En l'an 2000, la moitié de la population mondiale vivra dans les villes et 54 de ces villes, presque toutes situées dans le tiersmonde, compteront plus de 10 millions d'habitants.

Les nutritionnistes progressent, d'autre part, dans la connaissance des effets de la malnutrition. Par exemple, on sait aujourd'hui, souligne le docteur Lunven, qu'avant même d'avoir épuisé ses réserves en graisses l'individu sousalimenté puise dans ses protéines musculaires : le processus d'autodestruction commence donc plus tôt qu'on ne le pensait. Il apparaît d'autre part que l'une des carences les plus répandues au monde, la carence en fer - source d'anémie – est beaucoup plus fré-quente et grave qu'on ne l'estimait jusqu'à présent. Elle frapperait jusqu'à 65% des femmes du tiers-monde, ainsi vulnérabilisées et surexposées aux infections. C'est l'un des problèmes nutritionnels cruciaux du tiers-monde.

Autre acquisition récente : le rôle de la vitamine A. On la savait protectrice des yeux, la carence en vitamine A provoquant la cécité. Un million d'enfants souffrent de cette carence aiguê chaque année dans le tiers-monde; 300000 d'entre eux deviennent avengles et 700000 en meurent. Or ii apparaît, au vu d'expériences toutes récentes, que cette vitamine renforce la peroi cellulaire, et joue ainsi un rôle de protection globale de l'organisme. La distribution de capsules de vitamine A (une capsule tous les six mois) améliore nettement l'état général des enfants et ne fait pas que protéger leurs yeux.

Beaucoup reste à découvrir sur ces thèmes. Par exemple, sur l'interaction entre sous-alimentation et infections; sur les effets à long terme de la mainutrition, notamment sur le développement mental de l'enfant; sur les pertes économiques considérables qu'entraîns la sous-alimentation des adultes, etc. Ce que l'on sait déjà devrait suffire pour que la lutte contre la faim reste l'un des éléments-clés de toute stratégie de développement.

المركز الخريج التوثيق والإعلام

DÉCOUVREZ « ACTUALITÉ ARABE»

Un bulistin de références, d'analyses et d'informations sur l'ensemble des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique de Nord.

Un document bimensuel same équivalent, indispansable à tous coux qui s'intéressent à l'évolution des pays arabes.

Existing - American - Benefits, plus des des-ders, des appeis d'ollres, des biographies... Existe ausei en édition enginées, ARAS MEWS AND REPORTS

« ACTUALITÉ ARABE »

ast édité par le
CENTRE ARABE DE DOCUMENTATION
ET D'INFORMATION (C.A.D.1)
Directour général : George El Rassi
34, avenue des Chemps-Élyaées, 75008 Paris
16, 42-25-41-00 Télex CADI 642.624 F

Disponible par abonnement Exemplaire sur demande



NOURRIR DEMAIN LES HOMMES

Albert Sassou

Comment nourrir six milliards et demi d'hommes en l'an 2000? Les problèmes de la nutrition et de la faim dans le monde ne peuvent être abordés que dans une perspective pluridisciplinaire, car ils se situent dans un contexte de valeurs et de contraintes étroitement liées à l'environnement

économique et socio-culturel. COLLECTION - SEXTANT -- 1, Unesco 1967, 768 pages, 196 F. En vente à partir de mai dans les librairies universitaires et à la librairie de l'Unesco

7, place de Fontenoy, 75007 Paris



DE L'ÉRADICATION DE LA VARIOLE A L'EXTENSION DU PALUDISME

Un combat sans cesse recommencé

PERRE SALIOU *

EPUIS quarante ans, les conditions sanitaires se sont globale-ment améliorées dans les pays en voie de développement, comme l'attestent la chute d'environ 50 % de la mortalité infantile et l'augmentation de l'espérance de vie moyenne, passée de quarante et un ans à cinquante-sept ans. Mais si des progrès indéniables ont été réalisés dans le contrôle de certaines maladies, d'autres affections se maintiennent, voire se développent, et de nouveaux agents pathogènes apparaissent. certains, comme ceux responsables du SIDA, si redoutables qu'ils penvent obscurcir l'avenir (voir l'article d'Olivia Zemor, page 22). Il faut mettre d'emblée l'accent sur l'hétérogénéité de l'évolution de la pathologie dans le tiers-monde, liée aux différentes dynamiques de développement des Etats et des diverses régions du monde, et à l'instabilité socio-politique. D'autre part, les difficultés posées par le recueil et la fiabilité de l'information sidémiologique, même dans les pays développés, incitent à ne pas accorder une confiance aveugle aux statistiques disposibles. Toutefois, on peut dégager puelques tendances, et saisir des évolu-

Du fait de l'urbanisation effrénée des pays en vois de développement. l'incidence des maladies cardiovesculaires, dégénératives, de sur-charge et des traumatismes dus aux

accidents de la circulation sout en constante augmentation. Néanmoins, les dominantes pathologiques sont toujours représentées par les maladies transmissibles d'origine parasitaire, bactérienne ou virale qui sévissent dans les quartiers insalubres des grandes métropoles et parmi les populations rurales encore majoritaires dans de nombreux pays (75 % an Sénégal et jusqu'à 90 % au Burkina). Cette pathologie massive s'explique par la multiplicité et la circulation intense des agents pathogènes, l'insuffisance de l'hygiène individuelle et collective, la faiblesse ou l'inexistence de la couverture vaccinale et la réceptivité des individus, provoquée notamment par la malnutrition.

Pourtant, un certain nombre de maladies ont été jugulées et ne représentent plus des problèmes majeurs de santé publique ; d'autres, quoique théoriquement maîtrisables, restent préoccupantes; une troisième catégorie, enfin, pose des problèmes grandissants. Dans la première catégorie, la variole a été complètement éliminée après dix ans de lutte menée sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les derniers cas étant survenus en 1977 en Somalie. Malgré quelques esprits chagrins, il faut applaudir à ce magnifique succès de l'OMS. Pou de maladies infectieuses se prêtaient mieux que la variole à une campagne d'éradication: un seul type de virus existe, le « réservoir » était strictement humain, l'infection presque toujours apparente; il n'existait pes, enfin, de porteurs sains pour disséminer la mala-die.

être relâchée dans les zones exposées. comme le prouvent les bouffées épidémiques, survenues au Niger et en Guinée en 1975-1976, qui exigent alors des campagnes de vaccination pratiquées en urgence, donc difficiles à mettre en œuvre sur le plan logistique.

Sur le même modèle, en 1974, alors que les campagnes de vaccination pour l'éradication de la variole touchaient à leur fin, la vingt-septième Assemblée mondiale de la santé adoptait une résolution pour élargir le programme de vaccination à six maladies meurtrières de la petite enfance (turberculose, diphtérie, tétanos, coqueluche, poliomyélite et rougeole). Certes, la mise en œuvre de ce Programme élargi de vaccination (PEV) pose de nombreux problèmes (voir l'article de Claire Brisset page 23), mais il a le mérite de mettre sur le devant de la scène ces six « cibles » dont auparavant les autorités sanitaires des pays du tiers-monde se préoccupaient peu, voire pas du tout. Tout cas évité (tétanos néonatal du fait de la vaccination de la mère et paralysie consécutive à la poliomyélite, par

Les efforts de lutte sont contrecarrés par l'extension de la résistance du bacille de Hansen, responsable de la maladie, aux sulfones, qui avaient pourtant fait leurs preuves. En attendant la mise au point d'un vaccin efficace, seule l'élévation du niveau de vie et l'amélioration de l'hygiène permettraient de réduire très notablement la prévalence de l'affection.

Le choléra est, quant à lui, toujours fortement répandu dans ses foyers traditionnels des grands deltas du souscontinent indien. A partir de 1970, il s'est durablement implanté en Afrique. Après une invasion fracassante, il y demeure une menace chronique, et tous les Etats africains ou presque ont été progressivement touchés. Régulièrement, des épidémies, souvent non déclarées et donc difficilement chiffrables, éclatent. En attendant les nouveaux vaccins en cours de développement, constitués de fractions antigéniques et non plus de germes entiers, la prévention de la maladie est actuellement difficile car elle est avant tout liée au progrès de l'assainissement. Il en est de même pour les autres mala-

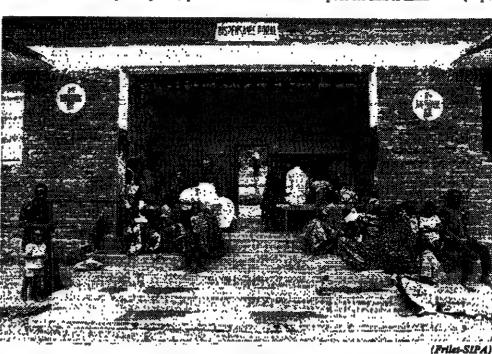
viscérales, heureusement beaucoup moins fréquentes que les formes cutanéo-muqueuses, elles progressent régulièrement dans de nombreux pays d'Afrique, d'Amérique du Sud et en Inde (environ quatre cent mille nouveaux cas apparaissent chaque année). Il en est de même des bilharzioses, dont déjà plus de deux cents millions d'individus sont atteints. Dans les zones d'endémies, les mollusques, hôtes intermédiaires indispensables des bilharzies, colonisent inéluctablement les retenues d'eau créées pour la mise en valeur des pays (barrages hydroélectriques ou systèmes d'irrigation). Contre ces maladies invalidantes, il reste à trouver un produit efficace et peu onéreux, pour lutter contre les mollusques ou un vaccin pour protéger les

Quant au paludisme, il s'agit toujours de la première endémie mondiale. Selon l'OMS, 2,5 milliards de personnes, soit plus de 50 % de la population mondiale, vivent dans des régions où il est encore endémique. Aux difficultés traditionnelles de la lutte (impossibilité logistique et pécuniaire

d'éradiquer les anophèles vecteurs devenus résistants aux insecticides classiques), s'ajoute l'extension régulière des souches de parasites résistantes aux antipaludéens classiques (amino-4 quinoléines). Apparue en Amérique du Sud et en Asie du Sud-Est, puis à l'est de l'Afrique, cette résistance ne cesse de progresser vers l'onest du continent. Seul un vaccin efficace, administrable par des campagnes de masse, donc peu onéreux, à la mise au point duquel se consacrent de nombreuses équipes, permet-tra de juguler l'endémie. Quant au SIDA, dernier fléau inattendu, il ne constitue pas la moindre des menaces qui pesent sur l'Afrique.

En somme, maigré les progrès réalisés, le fossé se creuse entre l'état manitaire des pays développés et celui des pays en voic de développement les

moins avancés. Cependant, on est en droit d'espérer que les pays du Sud sauront unir leurs efforts dans des organismes interétatiques rénovés de coopération pour faire face à des maiadies qui ne connaissent pas de frontières. D'autre part, dans le cadre d'un partenariat Sud-Nord bien compris, les tale très active au Nord dans le domaine des biotechnologies devraient permettre la mise au point de techniques de diagnostic précis (utilisation des anticorps monocionanx) et de vaccins de génie génétique ou synthétiques



CENTRE DE SOINS RURAL AU HURUNDI

Trois millions d'enfants échappent à la cécité

DARMI les six grandes épidémies traditionnelles du tiers-monde (bilherziose, leishmaniose, lèpre, maladie du sommeil, onchocercose et paludisme) bénéficiant du Programme spécial de lutte contre les maladies tropicales financé par l'OMS, la Banque mondiale et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), deux parasitoses sont correclement contrôlées. Pourtant, le maledie du sommeil, ou trypanosomose, strictement africaine, transmise par la mouche tsé-tsé, a bien failli être fatale à l'Afrique noire avant qu'Eugène Jamot, prenant conscience du problème dès 1916, ne mette au point une stratégie de lutte reposant sur le dépistage actif des malades lors de prospections dans les villages. Mais le contrôle de cette maladie dans ses foyers résiduels ne peut s'exercer qu'au prix relachement peut entraîner une reprise évolutive, comme c'est le cas an Zaïre depuis une dizaine d'années (cinq mille nouveaux cas environ par an). De son côté, l'onchocercose, filariose transmise

* Professeur agrégé au Val-de-Grâce, directsur médical de Pasteur-Vaccins.

par un moucheron, la simulie, infestant les rives des cours d'eau et donc les zones les plus fertilles, en Afrique de l'Ouest essentiellement, entraînait la terrible cécité des rivières contre laquelle la seule prévention était l'abandon des villages pour des contrées plus hospitalières bien que pius pauvres. En 1974, lorsque démarra en Afrique occidentale le programme de lutte contre l'onchocercose par aspersion intensive de larvicides sur les sites de reproduction des simulies, vingt millions de personnes environ étaient touchées. Aujourd'hui, la transmission du parasite est interrompue et on estime à plus de trois millions le nombre d'enfants nés depuis le début du programme chez qui le risque de cécité a ainsi disparu.

Il existe une dernière catégorie d'affections pour lesquelles, malgré l'existence d'armes efficaces, beaucour reste à faire. Ainsi, contre la méningite cérébrospinale à méningocoques, qui provoquait lors de chaque poussée épidémique dans le Sahel la mort de plusients dizaines de milliers de personnes, l'on dispose depuis 1974 d'un vaccin très efficace. Mais la surveillence épidémiologique ne doit jamais exemple) représente donc un progrès certain. Depuis la conférence d'Alma-Ata en 1979, les programmes de vaccination représentent d'ailleurs une des composantes essentielles de la politique des soins de santé primaires. L'efficacité de certaines immunisations (en particulier contre la rougeole) est d'ailleurs rapidement perçue par les populations. Intégrées aux soins communau-

taires, elles renforcent leur crédibilité. Mais il est certain que nombre d'endémies restent préoccupantes, malgré les moyens dont dispose aujourd'hui la médecine. Ainsi, la lèpre, avec environ quinze millions de lépreux recensés à travers le monde.

dies diarrhéiques dues à des parasites intestinaux, à des entérobactéries (shigella, saimonella...) ou à des virus (entérovirus, rotavirus...) dont l'incidence est particulièrement élevée dans le tiers-monde. Elles représentent touiours l'une des causes les plus importantes de la mortalité enfantile.

L'hépatite virale de type B, trans mise par le sang ou les contacts sexuels, pose encore de vastes problèmes irrésolus: son «réservoir» est en effet constitué par de très nombreux portours humains (de 5% à 20% de la population en Afrique noire et en Extrême-Orient, où la contamination des enfants à la naissance est très fréquente). Or la corrélation entre le virus de l'hépatite B et le cancer primitif du foie, si fréquent dans les zones très infestées, est aujourd'hui prouvée. Le vaccin contre l'hépatite B, très efficace, trouve donc là une application, mais sa préparation à partir de plasma de sujets portours est onéreuse. Il reste pour l'instant hors de portée de nombreux budgets nationaux. Les vaccins issus de recombinaisons génétiques, actuellement au point et en voie de commercialisation, devraient être plus abordables.

'Si la fièvre jaune est bien contrôlée dans son fover sud-américain, elle représente encore une menace potentielle dans toute l'Afrique tropicale. lci, au contraire de la variole, il existe un vaste réservoir animal de virus et un moustique vecteur, tous deux incontrôlables. Des vaccins très efficaces sont pourtant disponibles, mais la converture est actuellement très insuffisante, ce qui entraîne inéluctablement de graves risques, la dernière épidémie en date étant celle survenue au Nigéria à la fin de 1986. Des campagnes de vaccination seraient à promouvoir, mais les Etats demeurent insuffisamment

conscients du risque. Plus de cent ans après la mémorable découverte de Louis Pasteur, la rage pose encore des problèmes majeurs, entiellement urbains, dans le tiersmonde. La prévention la plus efficace serait une vaccination de masse des chiens «de propriétaires», associée à une élimination des chiens errants (campagnes déjà en cours dans cer-taines villes à risques d'Amérique latine).

Enfin, trois grandes endémies parasitaires continuent à s'étendre malgré des recherches qui n'ont pas encore reçu d'applications efficaces sur le terrain. Les leishmanioses sont transmises par la piqure du phlébotome, insecte qu'il est impossible d'éradiquer dans ses foyers. Mortelles dans leurs formes

BIBLIOGRAPHIE

Deux conceptions de la médecine au Cameroun

Quatre expériences, quetre parcours d'un anthropologue dans le système sanitaire du Cameroun au début des années 80. Dans l'Etat sorcier (1), Bernard Hours donne d'abord la description minutieuse d'un dispensaire, puis d'un service de l'hôpital Laquintinie, tous deux situés à Douala, et c'est l'occasion de montrer les difficultés d'une médecine dont le schéma est imprégné par le modèle européen, mais qui fonctionne dans les conditions de dénuement total du tiers-monde. Le décalage entre l'image que patients et soignants ont de la médecine - avec le mythe d'un âge d'or colonial - et la dure réalité alimente les frustrations et crée des tensions permanentes entre infirmiers et malades. Les rapports sont ai tendus qu'il n'est pas rare de voir les personnes souf-frantes fuir l'hôpital avent la fin du traite-

Troisième lieu décrit, un centre de maternité, en zone rurale anglophone, et qui souffre des mêmes pénuries en moyens. Mais ici, la capitale est loin ; ni les patients ni les soignants ne sont marqués par cette image qui exacerbe les conflits d'un Etat à la fois « providence » et « défaillant». Et l'on est étonné des rapports de confiance qui se nouent entre les futures mères et les sages-fammes. Demier exemple, rural aussi, un centre privé baptiste qui illustre surtout l'importance d'une pharmacie villageoise alimentée par des « médicaments essentiels >, les « cent médicements

A l'heure où se multiplient les critiques contre la politique des soins de santé primaires, ce livre rappelle, comme le précise le professeur Minkowski dans sa préface, que « le développement sanitaire s'effectue en partenariat entre soignants et soignés ».

ALAIN GRESH

(1) Bernard Hours, l'Etat sorcier, l'Har-mattan, Paris, 1985, 165 pages, 85 F.

CRÉATION DE DISPENSAIRES AU PAYS

L'initiative des immigrés maliens

MICHAEL HOARE* E 17 janvier 1987 a été insuguré le Centre de santé de Maréna Diombokou, au Mali. Ca complexe sanitaire important - il comprend une pharmacie, un dispensaire, une clinique maternité, un centre de consultations PMI (protection maternelle et infantile), des logements, un bureau pour le personnel et un centre d'état civil, qui peut aussi servir de salle de réunion ou de cours - est la fruit d'un nouveau type de coopération et d'entraide internationales. Sur un budget total de 668 000 francs français, 511 200 francs ont été fournis par les 407 travailleurs émigrés originaires des villages desservis par le Centre et qui habitent et travaillent en France. Quatre vil-

conta ainsi que Maréna. Ce type de coopération entre des villages différents est signe d'un esprit nouveau. Certes, ce n'est pas la pre-. mière fois. 1986 avait vu l'ouverture du dispensaire de Niamica, écalement financé par des travailleurs immigrés en France, regroupant les efforts de ressortissants de neuf villages dans une association intitulée Labancaniouma (1). Mais ce genre d'entente resta encore assez exceptionnelle pour être relevée. L'association, fondée par les ressortissants des villages autour de Maréna, s'appelle Diama Diigui (2) en soninké : l'aspoir d'un peuple.

lages sont concernés : Makoyafara, Sabouciré, Madina-

Sans nier l'importance d'un secteur hospitalier adéquat ou d'une activité de recharche bien organisée, les immigrés africains en France sont surtout sensibles à l'absence de aoins immédiéts pour leurs proches au village. Le dispensaire — maternité de Niamiga construit par l'association Labancaniouma est caractéristique de ce souci. L'idée est née en 1977, lors du retour en vacances au village d'un immigré. Il avait constaté que les problèmes rencontrés par les femmes du village pendant

* Cinéaste, membre de la commission « Développement et tiers-monde » de l'Université alternative antiraciste pour l'égalite, chargé de cours à l'aniversité Paris-X. The said was the their second

درس والأرب الماهوييسية والماء الماهي والإياد الماء الماء الماهية الماء الماء الماء الماء الماء الماء الماء الم

pas en France où les morts dues à des hémorragies ou à septicémie sont rares. Il en conclut qu'il fallait construire une olinique et former des villageois à la médecine moderne. Les vieux, réticents envers la « modernisa-tion » française, s'opposèrent à l'idée. Trois années plus tard, rien n'avait changé. Alors en 1981. l'immicré réunit les « ieunes », en France, originaires de neuf villages avolsinants. Ils adhérèrent au projet, fondèrent une association et envoyèrent deux délégués pour faire le tour des villages et vaincre les réticences. Après cinq années d'efforts durant lesquelles 398 ouvriers côtisèrent chacun 3 000 francs, le dispensaire fut inauguré en 1986.

L'association a également payé la formation d'une sace-femme et de deux aides-soignants dont M. Lassana Konaté, devenu chef du Centre. L'Institut national de prévoyance sociale du Mali a récemment envoyé un autre aide-soignant dont le salaire est pris en charge par l'Etat. Bien sûr, des problèmes existent, comme l'insuffisance de l'alimentation en eau (qui affecte tous les villages du secteur) ou les ruptures de stock de médicaments. Mais le bilan de l'année reste encourageant : 105 femmes accouchées dans de bonnes conditions; croissance des consultations pré ou post-natales - indiquant que la confiance progresse, - et plus généralement, entre 200 et 300 visites mensuelles. De plus, sept villages ont choisi chacun deux personnes pour participer à une formation de secouriste et d'accoucheuse traditionnelle. Ces équipes sont prêtes à fonctionner, mais manquent de matériel les trousses d'équipement de base - qui permettrait à chaque village d'avoir accès aux soins d'urgence.

Mais le dispensaire dépend toujours des cotisations de Labancaniouma en France, et cette précarité financière incite à imaginer d'autres solutions : extension du « soutien » de l'opinion publique française, contribution plus active des ONG, mise en place d'une Caisse mutualiste pour la population de la région.

(1) Labancaniouma, M. Mahmadon Coulibaly, 18, rue Bara, 93100 Montreuil. (2) ADD-CMS, 34, rue Moutholon, 75009 Paris.

DECOUVREZ ACTUALITE ARABE de chiprescot, d'acardin Charles per l'acceptable des prihimmen and the state of na des pays arabes. Bullet de till and Prince Apple of the country THALITÉ ARABE! THE SEASON OF THE STATE OF THE SEASON OF THE learns : Searper S Park THE CAR SH

arres du tiers-morde e

Misées et sufetposés :

C'est l'un des prodits

eruciaux du tiers ma la milition récente le mit

A On la savait protest.

La carence en vitamicas

des le tiers-monde, 304

devientent attugs

Tempérances tautes recents à

Forganisme La danne

de vitamas A (ME)

les six moille amehore es sénéral des enfants di protéger feurs yeur

Per exemple, sur l'atent

enter simentation et met-

install de l'enfant, ser la se

Totales considerables de est

mentation des idella

Ton sait de i derreit in

in the contre la familia

لسراهر لتوثيق والع

micopemen:

kon meurent. Or il apromi.

s cócisé. Un million dette

Carence aged :

State of the said and advantage in

LA SANTE DANS LE TIERS MONDE

AIVLIO ZÉMOR *

ALUDISME, bilbarziose, tétanos, rougeole, hépatite... Autant de germes mortels dans les populations africaines et absents ou bénins dans les pays industrialisés, pays protégés, vaccinés et rarement touchés par les maiheurs de l'Afrique.

Le virus du SIDA (syndrome immuno-déficitaire acquis) a bouleversé ce schéma séculaire en tuant sans distinction de race ou de niveau social, embarquant Blancs et Noirs sur la même galère.

Une course contre la montre est engagée contre ce virus qui a pris une svance de cinq ans sur les chercheure abusés par une longue incubation silencieuse. Ne disposant ni de traitement véritable ni de vaccin, l'Occident est encor désarmé. Privée de tests de dépistage, de banques de sang. de seringues en quantités suffisantes,

ment par l'utilisation de préservatifs.

5,5 millions d'ECU pour la période 1987-1989.

l'Afrique l'est davantage, mais n'a encore recu que bien peu d'aide.

Pourtant, cette fois-ci, les pays riches ne pourront tirer seuls leur épingle du jeu. Le dialogue Nord-Sud n'est plus ici affaire de bons sentiments, c'est une question de survie pour les uns comme pour les autres.

-Si une action de santé publique concertée n'est pas entreprise pour combattre le SIDA, une propag incontrôlée des infections à HIV (1) dans le monde entier est inévitable et tous les groupes de population seront finalement touchés », estime le docteur Jonathan Mann, chargé du dossier SIDA à l'Organisation mondiale de la

«Les particularités biologiques et épidémiologiques de cette infection, prévient-il, obligent à considérer la pandémie due au SIDA comme un pro-blème de santé publique sans précédent, et non simplement comme l'une des maladies transmissibles du monde d'aujourd'hul. La protection de la santé publique ne peut attendre l'éventuelle mise au point d'antiviraux et de vaccins pour lutter contre le HIV. La

Une aide spéciale de la France à l'Afrique

çais avait décidé de débloquer plus de 17 millions de francs pour alder une tren-taine de pays efricains à lutter contre le SIDA. Le programme, établi par un

groupe de traveil réunissent notemment le professeur Alain Pompidou et plu-sieurs spécialistes des maladies tropicales, comprand :

1) Le mise en place d'un dépistage des sange infectée pour éviter toute contamination des patients au sein des hôpitaux. Cette mesure implique la orés-

tion ou l'amélioration de benques de seng, la formation de personnel et la livrei-son de tests ainsi que de matériel de laboratoire.

sociale des pays d'Afrique pour favoriser la prévention de cette maladie, notam-

3) Une recherche épidémiologique, en collaboration avec les instituts Pas-teur en Afrique, l'OCCGE (Organisation de coopération et de coordination pour le lutte contre les grandes endémies), qui regroupe huit Etats françophones de l'Afrique de l'Ouest, et l'OCEAC (Organisation de coordination pour le lutte

contre les andémies en Afrique centrale), qui de son côté regroupe six Etats. Cette recherche, qui sera menée avec les institutions africaines de santé publi-

que, permettre de mieux évaluer l'étandue de l'infection au sein des populations

ne et d'établir une carte géographique des deux virus (HIV 1 et 2) actuel-

Quant à la Communauté économique européenne, elle a demandé le

février dernier aux douze Etats membres d'affacter un budget de 2 millions

Le CEE est d'autre part en train d'élaborer une stratégie d'aide au tiers-

d'ECU (13 800 000 francs environ) à l'éducation et à la prévention du public contre le SIDA. Pour la coordination des opérations de dépistage et de recherche en Europe, alle a demandé aux États membres une enveloppe financière de

2) L'éducation et le sensibilisation des cadres de la santé et de l'action

MICHEL AURILLAC, ministra de la coopération, et Mª Michèle Berzach, M. ministre de la canté, ont annoncé le 18 mars que le gouvernement fransolution aux problèmes de santé tou-chant le monde entier exige d'urgence une coopération internationale et une coordination mondiale. »

De l'aven même du docteur Jona than Mann, on est loin des mille huit cas de SIDA déclarés officiellement à l'OMS par les pays africains au 20 octobre 1986. Les personnes infectées se comptent certainement par millions et les malades ou les morts par dizaines de milliers, à quoi s'ajoute la recrudescence des cas de turberculose et de paludisme liés à la baisse des défenses immunitaires induite par ce virua.

L'Afrique centrale est la plus touchée. Selon des données établies d'après des échantillons représentatifs, la proportion des donneurs de sang séropositifs atteint 18% à Kigali, capitale du Rwanda. A Kinshasa. 8 % des femmes enceintes sont infectées et 2 % à Nairobi où le pourcentage de prostituées séropositives est par ailleurs passé de 4% en 1980 à 59% en 1986. Dans tous les pays africains, les plus touchés sont les adultes (autant de femmes que d'hommes) âgés de seize à vingt-neuf ans ainsi que les nouveaunés contaminés par leur mère. En s'attaquant essentiellement à des adultes dans la fleur de l'êge, la maladie décime les forces vives de la nation, sur lesquelles reposent à la fois l'économie de cea pays et la prise en charge des enfants et des vieillards.

Certains commentateurs européens prompts à donner des leçons ont accusé les gouvernements africains de minimiser les chiffres, de pratiquer une « censure sur le SIDA», d'adopter une attitude frileuse» et de choisir « la politique de l'autruche ».

La plupart de ces gouvernements ont en effet adopté un « profil bas » et évité publicité autour de la maladie. Fautil leur jeter la pierre? Accusés de répandre une maladie honteuse liée sux pratiques bomosexuelles, craignant une flambée de racisme à l'étranger, une chute des revenus liés au tourisme et une vague de panique au sein de leurs populations, en particulier du personnel soignant, privés de moyens de recenser les donneurs de sang infectés altre avec exactitu le nombre de maiades, confrontés à un virus qui ne sévissait pas parmi des «groupes à risques» déterminés tels que les homosexuels ou les toxicomanes, mais s'attaquait sans distinction aux hommes et aux femmes avant une activité sexuelle, les Africains se sont trouvés placés dans une situation pour le moins délicate. Délicate et injuste.

Car si le virus du SIDA venait de chez eux, du « singe vert » de la forêt équatoriale, il vivait peut-être tranquillement dans certains groupes de populations, sans causer de graves dégâts, jusqu'au jour où des Occidentaux sont venus le solliciter et lui donner une virulence qu'il n'avait pas auparavant. Hypothèse que n'hésitent pas à formuler les professeurs Luc Montagnier et Jean-Claude Cherman à l'Institut Pasteur. « Il est très possible que ce virus ait été présent depuis longtemps en Afrique sans provoquer d'épidémie, et qu'il ait subi une mutation au contact de nouvelles populations », estime le

professeur Jean-Claude Cherman. De toute façon, accuser les dirigeants africains d'indifférence ou la population africaine d'insouciance est faux et mal venu. Faux parce que plusienrs gouvernements africains se sont préoccupés bien avant certains pays occidentaux de lutter avec leurs faibles moyens et sans publicité tapageuse.

Le Zaîre a été le premier pays à met-tre sur pied, avec l'aide de chercheurs Branch Co. L. C. américains et belges, un programme de recherche sur la maladie. Le « projet The second secon SIDA », lancé en 1984, a permis de définir les symptômes de l'affection, les modes de transmission du virus, la contamination mère-enfant et l'évaluation des risques éventuels que feraient courir les programmes de vaccination

Section 18 and 1 Au printemps de 1985, avant même qu'il soit institué en France, le Rwanda, aidé par la Croix-Rouge norvégienne, organisait un dépistage des donneurs de sang et lançait parallèle-ment une campagne d'éducation véhi-culée par la télévision, la radio et des Tracis.

Contrairement aux récits plus ou moins colorés rapportés du Zaïre, les habitants de Kinshasa ne sont pas ces grands enfants un peu demeures, tout juste bons à s'amuser, à danser et faire

(1) Human Immunodeficiency Virus: oa terme regroupe l'ensemble des types de virus responsables du SIDA découverts à ce jour.

Evaluer l'incidence de la maladie

E SIDA est-li origineire d'Afrique noire ? D'Amérique du Nord ? Des Caraîbes ? L. Cuolque du plus haut intérêt pour les chercheurs et les épidémiologistes, ca débat est devenu, dans la pratique, quelque peu désuet face à l'expansion inmutile de l'épidémie dans le monde. Sur cette épidémie, précisément, l'institut PANOS de Londres, en lisison avec la Crob-Rouge norvégienne, a réalisé une étude approfon-die, parue à Londres (1) qui fait le bilan des recherches actuelles.

Cette étude vient de paraître en français, réalisée — en accord avec PANOS — par l'ENDA (Environnement et développement de l'Afrique), qui a bénéficié pour ce faire du soutien de la Crob-Rouge suédoise. L'ENDA a traduit le texte de PANOS, l'a réactuelisé et augmenté d'un certain nombre de données issues des pays francophones, et notamment d'Afrique noire (2).

On y trouve, en particulier, le point eur les traitements de la meladie et sur la recherche d'un veccin ; surtout, la document révèle l'étendue de l'épidémie dans l'ensemble des pays du tiers-monde. Alors que le SIDA, comme le souligne l'OMS, « frappe aux portes de l'Asie », qu'il est déjà fortement implanté en Amérique latine (Caraibes, Brésil), il exerce en Afrique noire des ravages que personne n'avait prévus loraque le virue fut isolé, en 1981,

Dans certains paya d'Afrique, en effet, jusqu'à 30 % de la population serait actuellement séropositive. La nombra des maledes demeure inconnu, car les procédés de disgnostic restent rudimentaires. On sait, cependant, que l'incidence de la maladie (chez les hommes, les fammes et les enfants) y est sans commune mesure avec les taux constatés en Europe ou en Amérique du Nord.

En outre, une hypothèse circule avec insistance, souligne le dossier : la totalité des séropositifs actuels seralent, tôt ou tard, atteints par la maladia. Ce n'est — fort heurausement - qu'une hypothèse, qui fait partie du scénario « catastrophique » évoqué par l'étude. Il en est d'autres : que l'on trouve un médicement efficace, que

(1) PANOS, AIDS in the Third World, 8 Alfred Place, LWC 1E 7EB. - Tel. 631-

(2) ENDA, BP 3370, Dakar (Sénégal). Ce dossier sera mis en vente an Comité olique contre la faim et pour le développement (CCFD), 4, rue Jean-Lantier, 75001

The state of the s

2----

 $\begin{aligned} & \frac{1}{2} & \frac{1}{2} \frac{1}{2$

2-17:00

is a second

per managaran

#1525 L.E.

1200

CELLY.

Bertholm Const

\$4.00 () (1.15 · 1.15) Mark the transfer of the second 128 Co. 10 (10 co. 10)

\$2.50 to 20 0.00 to 20

Marian Signi Sec

The Street of the Street

les est Service to desirent

int dame

೯೯ _{೯೬೫}

Arm in a

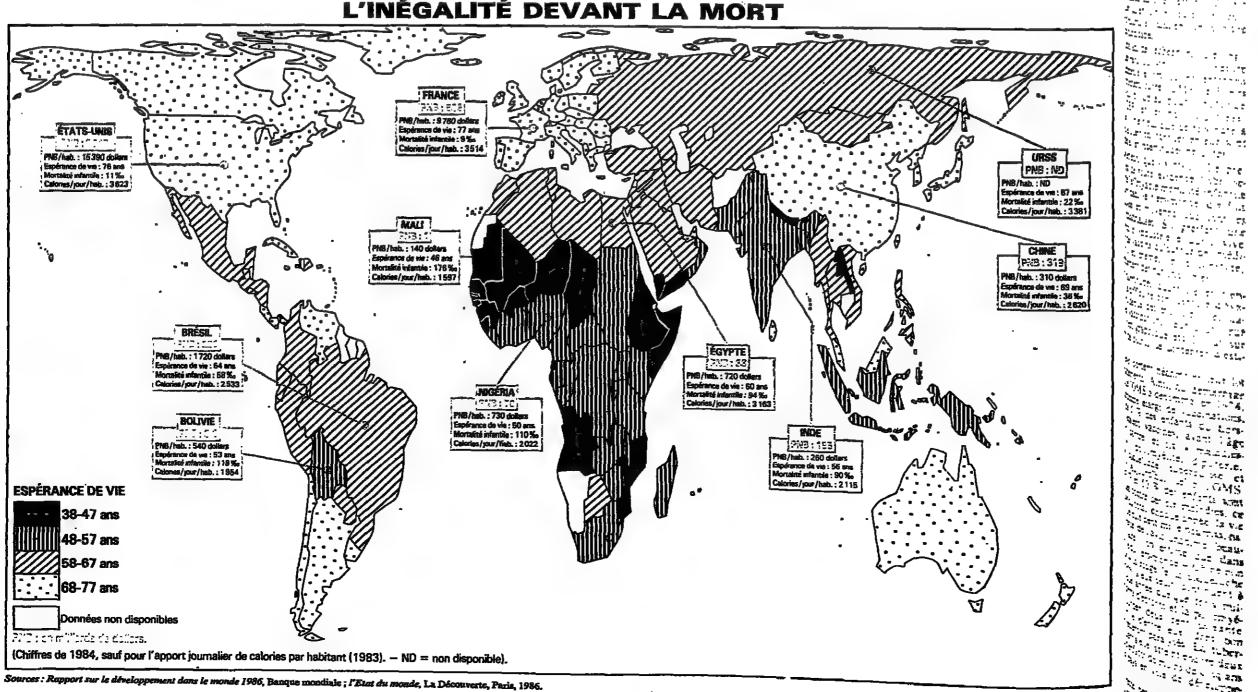
UNE STRATE

La vaccinati

ಿದ್ದಾರಿಕ

1.1.1.1.2

L'INÉGALITÉ DEVANT LA MORT



LE PLUS TOUCHÉ

contin l'explosion de l'épidémie de SIDA

Zaire a été le premier papi le pied, avec l'aide de check de check a maladie. Le premier sur la maladie. Le premier papi le des calembours (« Sidagogue », on « SIDA = syndrome imaginaire pour de transmission du vinte de l'affection de transmission du vinte de transmission du vinte de l'affection de l'affection de l'affect de l'affection de l'affe as printemps de 1985, avante as soit institué en France aidé nar la Croix D acit institue en riant.

aidé par la Croix-Rout.

lepac, organisait un dépisige;

commande d'éducation

d'éducation the par is television, is radio a inchaea ne control de Zan ats de Kinshasa ne som pa or collents un peu demeure sees à s'amuser, à danser que

Human Immunoaenciency Vol. ioniours fiables ? e la maladie Antique du Nord ? Des Careba

ent, a réchas une étude approfe - en accord avec PANOS. dique), qui a bénéficie pour a traduit le texte de PANOS, I sées issues des pays franç-

etre et les épidémiologistes

Sciedment, l'institut PANOS

et face à l'expansion actual

figuratue de l'épideme de DA, comme le souligne l'Olfo and implanté en Amenque imp

> 30 % de la population ses nature inconnu, car les pomendant, que l'incidence au Y CARE SEAS COMMUNE MESS

s que personne n'avan preus

nordigne le dossier : la toute in grainde. Ce n'est - is: inano e catastrophou médicement efficace, qu nore le chaîne de le mo-

LWC IE TEB - TA EL

15 D), 4, rue Jean-Lacuer, ISB



CHINE ___ PME NOT 217 231 Experience on the little Morade of the 26

décourager les amoureux »), pendant que la maladie fait des ravages. Dès 1985, le SIDA était devenu un sujet de préoccupation majeure dans tous les milieux de la capitale zalroise, totalement désemparés face à ce nouveau fléau. Les Kinois ne buvaient pas leur café avec une paille, ils ne fuyaient pas les malades, mais connaissaient la menace pour avoir vu chacun un ou plusieurs de leurs proches touchés par le virus. Ils avaient beau savoir que deux pavillons entiers de l'hôpital Mama-Yemo étaient consacrés aux victimes, pouvaient-ils s'abstenir de tout rapport sexuel (les préservatifs n'étant guère plus en vogue qu'en France), de toute transfusion sanguine en cas de nécessité et de soins en général - puisque les seringues utilisées dans les discensaires et les hôpitaux n'étaient pas Ceux qui taxent l'Afrique d'indiffé-

rence ont souvent mis plusieurs années avant de prendre eux-mêmes le SIDA au sérieux et de le considérer autrement que comme un « phénomène purement médiatique ». Certains scientifiques de haut niveau ont sous-estimé à plus d'une reprise la gravité de la situation, considérant pendant longtemps que la transmission du virus ne pouvait être qu'homosexuelle ou sanguine, et que seulement 5 à 10 % des personnes infectées risquaient de développer un jour la maladie. Jusqu'en 1986, la grande majorité des médecins français estimaient dérisoire l'intérêt accordé au SIDA, comparant volontiers le faible nombre de morts à celui des victimes d'infarctus on d'accidents de la route. « On vient enfin de s'apercevoir, en Europe, que le SIDA est un problème important », déclare M. Jean-Claude Cherman en février

La France n'a institué le dépistage systématique des dons de sang qu'en août 1985, mais n'a pas su éviter la contamination de plus de la moitié des hémophiles français. La publicité pour les préservatifs n'est autorisée que depuis la fin de 1986, et l'information en milieu scolaire et universitaire commence à peine.

Les campagnes de prévention coûtent très cher. Le seul dépistage du SIDA dans les banques de sang américaines coûte 60 millions de dollars par an, un chiffre nettement supérieur à la plupart des budgets de la santé dans les pays africains. Les soins aux malades du SIDA sont aussi onéreux que ceux qu'exigent les greffes de moelle ou les transplantations cardiaques. M. Jonathan Mann rappelle que la prise en charge de chaque patient atteint de SIDA revient en moyenne à 45 000 dollars aux Etats-Unis.

Or les pays africains disposent d'infiniment moins d'hôpitaux et de médecins, de laboratoires d'analyse, de tech-

niciens et de chercheurs. Sans parier des gants, des tubes, voire de l'eau de Javel qui leur font souvent défaut, ils n'ont généralement ni tests de dépis-tage ni hanques de sang, alors que les transfusions sont particulièrement necessaires pour les enfants anémiés, les femmes accouchées et les prématurés. Quand un malade a besoin de sang, il vient avec un membre de sa famille dont le sang prélevé est aussitôt réinjecté au patient, sans contrôle pos-

Les seringues, censées être à usage unique, sont réutilisées plusieurs fois dans des conditions d'asepsie douteuses, ce matériel étant dissicilement

Pour le professeur Marc Gentilini, chef de service des maladies tropicales à la Pitié-Salpêtrière, il est nécessaire de livrer à l'Afrique des seringues non réutilisables, équipées d'un système d'autodestruction. L'OMS et l'UNICEF penchent en faveur de seringues réutilisables, stérilisables et d'une meilleure formation du personnel chargé de les stériliser.

Un partenariat entre Paris et Kinshasa

M AIS, pour le moment, très peu de moyens ont été débloqués pour venir en aide sur ce point au continent africain. Les gouvernements occidentaux viennent à peine de développer des programmes de lutte contre le SIDA dans leurs propres pays, et les organisations internationales qui en dépendent financièrement n'ont pas encore réussi à trouver des fonds à cet

Même l'OMS, qui souligne l'urgence de la situation en Afrique, n'a pour le moment accordé qu'un budget de 8 millions de dollars au docteur Jonathan Mann pour aider le tiers-monde à lutter contre le SIDA. Il en faudrait 37 d'ici à la fin de 1987.

« Il est urgent d'obtenir des crédits de la CEE permettant de mettre en place une formation adéquate des médecins africains, fait remarquer le professeur Gentilini. Leurs gouvernements sont demandeurs, mais presque rien n'a été fait dans ce sens. Une véritable coopération scientifique doit être instaurée sur la base du partenariat et non de l'assistance (...). Construisons un espace européen de la coopération -

Respect, réciprocité, sont également des notions prioritaires pour le professeur Daniel Zagury, de l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris), qui a entrepris en collaboration avec des chercheurs zairois d'importants travanx sur la stimulation des défenses immunitaires après l'infection par le virus du SIDA.

Travaux qui ont fait couler beaucoup d'encre après l'annonce, par le New York Times, d'une expérimentation vaccinale conduite de manière plus ou moins «sauvage» par cette équipe, en Afrique, et aussitôt relayée par plu-sieurs commentateurs français. Ces derniers n'ont pas hésité, malgré leur totale ignorance des recherches en question, à laisser entendre que ces essais n'étaient peut-être pas menés sur des volontaires sains et osé titrer leurs articles : «Zaïre, laboratoire humain du SIDA ».

Le démenti formel du gouvernement zalrois, qui a adressé ses félicitations et son soutien à cette équipe francozalroise (précisant qu'elle avait agi avec l'accord de volontaires et du gouvernement zaïrois), a désamorcé la polémique, mais «ces campagnes de dénigrement systématique à l'encontre de scientifiques portent un tort consi-dérable à la coopération internatio-nale », fait valoir le professeur Zagury.

« Les Américains sont agacés de voir des Français remporter une étape dans la lutte contre le SIDA. Il est vrai que toutes les expérimentations sur l'homma soulèvent des problèmes éthiques, mais il est difficile de parler d'essais prématurés face à une maladie qui tue et se développe à une telle vitesse, estime le professeur Gentilini. Je me demande, ajoute-t-il, ce qu'on a pensé de Pasteur quand il a commencé à injecter sa mixture contre la rage. »

« Les scientifiques ne peuvent progresser dans leur connaissance et leur compréhension du SIDA qu'en étu-diant la situation en Afrique, sur l'homme, sur le singe, les insectes

infectés, qu'en analysant la progres-sion du HIV2 récemment isolé en Afrique de l'Ouest et l'évolution des personnes doublement infectées (HIVI + HIV2) », déclare M. Jean-Claude Cherman, dont l'équipe commencera les premiers essais vaccinaux anti-SIDA au cours de l'année 1987.

 On sait désormais qu'il existe plusieurs virus de la famille du SIDA, explique le professeur Cherman. Certains étant plus tueurs que d'autres, on ne sait pas encore si, parmi la masse des virus présents en Afrique, les moins virulents vont réussir à neutraliser les autres, en occupant des récepteurs cellulaires à leur place. Peut-être est-il trop tard, et sommes-nous déjà parvenus à un point de non-retour pour vaccination anti-SIDA en Afrique. où l'administration d'antiviraux est davantage à l'ordre du jour pour tous les séropositifs. Quoi qu'il en soit, tenir l'Afrique à l'écart de nos succès serait une grave erreur, lourde de conséquences pour notre propre santé, car nous ne tarderions pas à être contaminés à notre tour. Si nous ne voulons plus, à l'avenir, nous faire « avoir » par d'autres virus sournois, tels que les virus lents, qui mettent plusieurs années à incuber et ont déjà causé d'énormes ravages lorsqu'on s'aperçoit de leur existence, il faut multiplier la mise en place de laboratoires sur tout le continent africain. Des laboratoires dotés d'un personnel capable de reconnaître et d'isoler très vite les virus pour les neutraliser à

« Pour nos actions et les mesures que nous prendrons, ou que nous serons incapables de mettre en place au cours des prochaines années, nous serons jugés par les générations à venir », conclut dans le même sens le docteur Jonathan Mann.

OLIVIA ZEMORL

UNE STRATÉGIE CONTRE LES GRANDES AFFECTIONS INFANTILES

La vaccination, élément indispensable de la prévention

ORSQU'EN 1974 l'Organisation mondiale de la santé (OMS) lança officiellement l'objectif de la vaccination universelle des enfants d'ici à 1990, l'urgence était en effet criante : chaque année dans le tiers-monde, six maladies tuaient à elles seules cinq millions d'enfants et faisaient un égal de handicapés.

A trois ans de l'échéance, où en eston? Les résultats sont-ils à la mesure de l'immense effort qu'ont entrepris conjointement, outre l'OMS, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et les pays du tiersmonde? Il n'est pas aisé de répondre à une telle question, tant les enjeux sont énormes et les incertitudes pesantes.

Ces enjeux, quels sont-ils? Le premier est de toute évidence l'abaissement de l'effroyable mortalité infantile qui sévit dans le tiers-monde, dix fois plus élevée, en moyenne, que dans les pays industrialisés. S'y greffent une compétition industrielle aussi vive autour des vaccins qu'autour des médicaments, et même, on le constate, l'affrontement des nationalismes.

Les incertitudes, quant à elles, tien-nent à la difficulté considérable d'évaluer l'incidence des maladies, l'efficacité des vaccinations, leur coût, leur impact démographique, etc. Il fant, sur nombre de points, se contenter d'esti-

Celles-ci portent néanmoins leur lot d'enseignements. Ainsi, au démarrage de ce que l'OMS a dénommé, en 1974, le Programme élargi de vaccinations, moins de 5 % des enfants du tiersmonde étaient vaccinés, avant l'âge d'un an contre les six « maladies cibles » : poliomyélite, diphtérie, tétanos, coqueluche, tuberculose et rougeole. Aujourd'hui, selon l'OMS, entre 40 % et 50 % des enfants sont immunisés contre ces six maladies, ce qui sauve au total, chaque année, la vie de quelque huit cent mille nourrissons. Mais il reste, de l'avis unanime, beaucoup à faire : on estime que dans l'ensemble du tiers-monde - Chine non comprise - la rougeole, la coqueluche et le tétanos, à eux seuls, continuent à tuer chaque année quelque trois millions et demi d'enfants et la poliomyélite à toucher deux cent soixante quinze mille d'entre eux, dont bon nombre resteront paralysés. La tuberculose, quant à elle, atteint encore deux millions d'enfants de moins de cinq ans dans les pays en voie de développe-

Qu'il reste beaucoup à faire n'est guère surprenant. Les difficultés éco-nomiques dans lesquelles se débattent les pays les plus pauvres, les troubles civils qui les perturbent, les contraintes techniques considérables qu'impose toute stratégie vaccinale sont autant d'obstacles à surmonter. Compte tenu de toutes ces difficultés, on peut au contraire s'étonner que, en si peu de temps, de tels progrès aient pu être accomplis. L'acts vaccinal n'a en effet rien de simple : aux difficultés techniques de la fabrication du vaccin s'ajoutent les problèmes considérables que dent misou'a ses de tinataires en pays tropicaux, lorsque manquent les routes, les véhicules, les réfrigérateurs et le personnel qualifié.

ES stratégies ont donc varié selon L les pays et selon les types de contraintes : certains Etats, tels que la Colombie, le Brésil, la Turquie, le Burkins, l'Algérie, out voulu donner une impulsion décisive à leur programme en organisant des Journées nationales de vaccination qui, toutes, ont eu un impact considérable. Tous les pays du tiers-monde, ou presque, aujourd'hui, ont décidé d'accélérer leurs stratégies, si possible de les simplifier pour approcher - approcher seulement - l'objectif de la vaccination généralisée en 1990. L'effort devra, chacun le sait, se poursuivre bien au-delà.

Se poursuivre, malgré les difficultés dont certaines étaient inattendues. Ainsi, pendant l'été de 1986, une épidémie de poliomyélite a éclaté en Gambie, touchant trois cents enfants dont 40 % avaient pourtant été correctement

Précautions accrues

en présence du nouveau virus

le sang du sujet, donc une « effraction », théoriquement susceptible il inocule

virus du SIDA si le matériel utilisé n'est pas parfaitement stérile. A cala, l'OMS répond que les injecteurs sans aiguille (les « pistolets injecteurs ») ne peuvent vrai-

semblablement pas transmettre la maladie puisqu'ils agissent par pression. En

revanche, le matériel à usage unique devrait être abandonné, car il est très générale-

ment réutilisé, contrairement à la règle, et non stérilisable. Il faut donc, en attendant

que l'on dispose d'un matériel à usage unique autodestructible, revenir aux pro-cédés plus classiques (aiguilles stérilisables, seringues de verre) et respecter stricte-

positifs? On conneît mal, admet l'OMS, la réponse immunitaire d'un enfant non

encore atteint du SIDA, mais porteur du virus. Son système immunitaire est-il déjà

déprimé, d'où le risque de voir « flamber » les germes qu'on lui inocule, ou celui du

SIDA, déjà présent dans son organisme ? L'OMS n'a identifié aucun cas de ce type

dans les zones très infestées par le virus du SIDA. Mais elle reste prudente. Elle

continue de recommander la vaccination en tout état de cause, étant donnée

l'importance des risques que les maladies couvertes par le Programme élargi de vac-

cination font courir aux enfants, risques supérieurs à celui du SIDA. Elle estime néanmoins qu'il ne faut pas utiliser le BCG chez les enfants atteints de SIDA.

Seconde question, qui n'est pas la moindre : faut-il vacciner les enfants séro-

ment les règles de la stérifisation (ébulition pendant vingt minutes, notamment).

à laquelle l'OMS tente d'apporter des éléments de réponse.

ES campagnes de vaccination risquent-elles d'aggraver la propagation du SIDA

dans les pays où cette maladie est très répandue ? Question troublante s'il en

Cette crainte est double : le vaccination suppose l'injection d'un produit dans

vaccinés, à l'aide du vaccin « vivant » oral. Dans la Casamance voisine, au sud du Sénégal, soixante cas ont été dénombrés, dont sept chez des enfants qui avaient reçu deux doses du vaccin « tué » injectable.

Ces résultats, relevés tout récemment à Niamey (Niger) lors du troisième séminaire sur les vaccinations en Afrique, organisé par l'Association pour la promotion de la médecine préventive (APMP) (1), ont évidemment scientifique. Ils confirment la fragilité d'un vaccin « vivant » — l'antipoliomyélitique oral — en pays tropical et laissent irrésolue la question de savoir pourquoi des cas ont aussi éclaté chez des enfants immunisés à l'aide du vaccin injectable. Il faut évidenment poursuivre les investigations et obtenir des réponses. Rupture dans la chaîne du froid nécessaire à la conservation du vaccin? Manyaise « réponse » immunologique, mauvais administration du

Dans le même sens, des difficultés ont surgi à propos de la vaccination antirougeoleuse. La rougeole est l'une des toutes premières causes de mortalité dans le tiers-monde, où l'on estime à 67 millions le nombre de cas annuels. On dispose aujourd'hui d'un vaccin très efficace, dont la sensibilité à la chaleur a été atténuée. La difficulté, ici, est de choisir le moment de la vaccination. Jusqu'à neuf mois, en général, l'enfant reste protégé par les anticorps que lui a transmis sa mère. C'est donc à cet âge

que l'on vaccine. Mais, chez un pourcentage non négligeable d'enfants, les anticorps maternels disparaissent avant cet âge, et l'enfant est alors exposé à la maladie. Vacciner plus tôt? C'est courir le risque de voir le vaccin « ne pas prendre » chez ceux qui conservent des anticorps maternels. Il faudra donc, et c'est à quoi s'emploie l'industrie, mettre au point un vaccin plus puissant, capable de franchir la barrière des anticorps maternels.

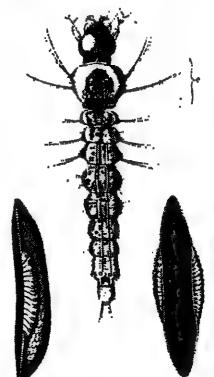
l'une des clés du développement des stratégies vaccinales. Il convient en effet non seulement d'identifier les causes des échecs isolés constatés jusqu'à présent, mais aussi d'y porter remède, puis d'améliorer les vaccins oul existent et - enfin - d'en trouver OR DOMASSIES.

Améliorer ceux qui existent : les travaux sont en bonne voie pour le choléra, la coqueluche, l'hépatite virals; contre la rage, un vaccin ultramoderne est déjà sur le marché, pour remplacer l'antique et dangereuse formule héritée de Pasteur: restera à abaisser son prix pour favoriser son extension.

Enfin, le tiers-monde est frappé d'un certain nombre de maladies contre lesquelles n'existe, à l'heure actuelle, ancune vaccination, Deux exemples : une maladie de tonjours, le paludisme et une nouvelle, le SIDA. Les travaux qui permettent d'espérer enfin la mise au point d'un vaccin antipalustre, après avoir donné beaucoup d'espoir, semblent marquer le pas. Il est admis aujourd'hui que ce vaccin devra être un composé de plusieurs fractions vaccinantes, étant donné le cheminement complexe de l'infection dans l'organisme humain. Ce n'est pas encore pour demain.

QUANT su SIDA, il soulève, plus encore pent-être, nombre de questions irrésolues (lire ci-dessus l'article d'Olivia Zemor et l'encadré ci-contre). La mise au point d'un vaccin contre cette maladie, pour laquelle un effort sans précédent a été entrepris, ne paraît pas non plus envisageable à

De ces difficultés et de ces recherches, doit-on tirer scepticisme et découragement? Scepticisme, surement pas. Depuis cent ans que la vaccination existe, elle a permis d'éradiquer ou d'endiguer des maladies infectieuses jadis mortelles, dont le coût humain est encore attiourd'hui inestimable. Reste donc à surmonter les indéniables difficultés que pose son utilisation massive dans des pays où rien ne facilite les stratégies sanitaires. Découragement? Personne, semble-t-il, n'y cède. Ni les pays intéressés, qui connaissent le coût humain et économique de ces morts évitables; ni les organisations internationales qui les soutiennent; ni les



(Roger Viollet)
ANOPHÈLE FEMELLE, ŒUF ET LARVE

industriels, sans lesquels la vaccinologie n'existerait pas; ni, enfin, les cher-cheurs, qui travaillent pour l'avenir.

(1) L'Association pour la promotion de la médecine préventive, présidée par le professeur Marc Gentilini (Paris) et dirigée par M. Philippe Stoeckel, élabore et applique des stratégies vaccinales dans les pays du tiermonde. Elle est financée par les fondations Parseur et Médieux et travaille en liance proche Courte international de Parseures le sec le Centre international de l'enfance et la coo-

BIBLIOGRAPHIE

• Claire Brisset, la Santé dans le tiersmonde, Le Monde-La Découverte,

Marc Gentilini et Bernard Duflo, Médacine tropicale, Flammarion, Paris, quatrième édition, 1986.

La Situation des enfants dans le monde, Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), New-York, 1987. L'Enfant en milieu tropical, revue

publiée six fois par an (en français et en anglais) par le Centre international de l'enfance (château de Longchamp, bois de Boulogne, 75016 Paris).

 Medicus Mundi, Dialogue Nord-Sud et santé, 25 ans sur le terrain, 1985.

• Frère des hommes, Cher docteur, des médicaments essentiels pour le tiersmonde, dossier 1987.

L'INDE DES INTOUCHABLES ET DES MAUDITS...

Oupra

Aboil officiellement en 1947, au moment de l'indépendance, le système des castes propre à l'hindouisme — refigion dominante — demeure vivace en Inde. Il maintient dans les marges de la société des millions d'opprimés, contraints encore à l'errance, condamnés à une permanente mendicité. Oupra (1) est la terrible témoignage de

Laxman Mané appartient en effet à l'une des sous-castes les plus rejetées, celle des Kaikadi, nomades indigents confinés d'ordinaire dans la lange, en dehors des villages, dans l'Etat de Maharash-tra, loin de Bombay, la capitale.

L'absolu réalisme du récit autobiographique de Laxman Mani publié en 1980 – trouva d'emblée un écho retentissant et le roman remporta le Grand Prix – Sahitya – de littérature de l'Inde. L'auteur, qui parvint à s'arracher à sa condition grâce à ses études, est resté fortement attaché aux gens de sa caste et a mis sa plume, son talent et son actuelle célébrité au service de leur lutte coutre les souffrances et les injustices.

(1) Laxman Mané, Oupre (tradukt du marathe par A.-K. Kamat), Maron Seli & C., Paris, 264 pages, mise en vents le le avril 1987, 92 F.

IENTOT, ce serait la mousson. Mon père avait payé presque toutes les dettes avec son orchestre. Mais les lendemains restaient sombres, il n'y avait pas assez de travail pour un Kaikadi. Pour quelques sous, mon père portait les fardeaux des villageois, menait les bœufs à l'abreuvoir, réparait les clôtures, fixait les barres. Les fermes n'offraient davantage d'ouvrage, alors mon père prenait tout ce qu'on lui proposait : il arrosait les cotonniers dans les champs, veillait à la porte de certains propriétaires, aspergeait les cotonniers de produits chimiques. Ma mère, elle, en était au même point, elle faisait n'imports quel boulot chez des voisines en échange de piments, de blé, de terre-noix, de quelques morceaux de pain de cari. On ne la payait pas en argent.

Désormais, j'allais à l'école régulièrement. Le matin, je menais les ânes au pâturage avant l'heure des cours, et je ramassais des branchettes pour aider ma mère à faire du feu.

Et la mousson arriva. Mon père dit que ce serait la mort. Il n'y avait plus de travail nulle part. Le mois durant lequel il pleut à torrent tous les jours est considéré comme le mois maudit par les Kaikadi. Souvent, pendant le déjeuner, ma mère n'était pas avec nous. Je savais que nos parents ne mangeaient pas, qu'ils nous donnaient tout ce qu'ils parvenaient à récolter.

Pendant les congés, Sami et moi ou accompagnait nos parents pour ramasser le coton. Les adultes gagnaient une roupie par jour, et les gosses deux ou quatre annas pour une grande ournée de travail. Juste de quoi acheter du sel et des piments. Nul n'avait pourtant le droit de se plaindre. On n'avait pas le choiz (...).

A l'ouest de cette région, on récolte le riz. C'est pourquoi, les Kaikadi décident d'y aller mendier. Leurs logis de nouveau à dos d'âne, ils empruntent diverses routes pour arriver au même endroit. Mais cette fois, mon père devait être confronté à un nouveau problème : ma mère, qui était enceinte, se rapprochait de son terme. Il décida donc de prendre la route la plus confortable. On s'arrêtait n'importe où, dans des endroits à ordures, derrière un temple, ou encore sous un arbre. Enfin, on est arrivés. On ne mangeait que du riz avec du poisson frais ou séché. Pendant des jours, je passai d'une école à l'autre. Mon père me faisait inscrire dans un village avant de passer dans un autre. J'étudiais où je pouvais, à l'intérieur ou hors de l'école. Mes parents étaient très heureux de me voir m'intéresser à mes

Dans cette région, les clients payaient sur-le-champ, mon père possédait donc de l'argent liquide, et il économisait. Il tressait la nuit des paniers qu'il vendait au matin. Je ne voysis plus mes parents dormir, ils sortaient avec des paniers et revenaient avec du rotin, tandis que ma mère se chargeait en plus des pro-

Parce que ma mère était enceinte, les familles de mes oncles étaient venues avec nous. Tous travaillaient dur, mais voisinaient en amis et se portaient mutuellement assistance, S'il y avait quelque ombre de discorde, mon père préférait châtier ma mère plutôt que de se quereller avec ses frères.

Une nuit où on travaillait comme d'habitude, ma mère et moi, à couper des tiges de rotin tandis que les petits s'étaient endormis, mon père raconta des histoires de dieux, de fantômes, inventées ou vécues. Parfois, un de mes oncles prenait le relais, les autres écoutaient avec attention, les mains activement occupées à tresser ou à tailler. Mon oncle disait :

 Mon frère, aujourd'hui, je l'ai échappé belle ! Les nez se levaient, on répondait tous en même temps : - Comment ça, échappé belle ?

T mon oncle recontait. A l'aube, les trois frères avaient grimpé sur une montagne pour couper du rotin, et ils avaient lié chacun leur gerbe, qu'ils portaient sur la tête ou sur l'épaule. Sans perdre de temps, ils s'étaient remis en marche, et le cadet était resté en arrière, chargé d'un fagot si lourd qu'il l'avait laissé tomber. Il l'avait défait, allégé, installé à nouveau sur sa tête, et s'était remis en marche. Mais ses frères avaient pris une telle avance qu'il ne pouvait plus les apercevoir. Il suivait le chemin asphalté et n'entendait plus que le bruit de ses pas. Même la voix matinale des oiseaux se trisait. Un silence lourd occupait la montagne. Soudain, il lui avait semblé qu'un arbre était tombé en travers du chemin. Il avait continué à avancer, mais l'arbre se rapprochait de lui. Ne comprenant rien au phénomène, il avait cru que c'était un fantôme - il avait entendu dire qu'ils rodaient dans cette région - et s'était mis à prier la déesse Kalubai pour qu'elle écarte le maléfice de sa route. Mais l'arbre se rapprochait toujours, et la sueur coulait dans le dos de mon oncle. Ses pieds refusaient de le por-Er. Et brusquement, il avait reconnu un serpent, un serpent énorme, comme il n'en avait jamais vu de sa vie. Pas une parole ne pouvait sortir de sa bouche... Le monstre se rapprochait len-

Par honheur, un groupe de cyclistes est arrivé à ce moment. Ils ont freiné tout près de mon oncle et ont aperçu le monstre. Ils se sont mis à faire un tel vacarme, en tapant des pieds et des mains, en sonnant et en criant, que le monstre s'est écarté de la route, a glissé le long de la pente... et disparu dans la

Par LAXMAN MANÉ

forêt. Les cyclistes s'étaient félicités : « C'est un miracle qu'on soit arrivés à ce moment ! Un peu plus et le pauvre homme, et tout son fagot, était avalé par le python ! »

- L'ange de la mort est passé, mais l'heure n'était pas la honne, a dit mon oncle.

Et tous joignirent les mains pour remercier la grâce divine. Mon père se leva, s'approcha du panier des dieux, balbutia quelques mots, prit du vermillon et en appliqua au front de chacun de nous, avant d'en jeter en direction du logis de mon oncle

Durant toute cette histoire, un frisson d'effroi m'avait percouru. J'ai abandonné les tiges de rotin et suis allé me coucher. Sans mot dire.

→ OTRE logis était maintenant fixé au bord de la rue, dans la région de Khopoli. D'ici je pouvais contempler la ligne des montagnes. Autour de nous, tout était vert. Mes oncles me chérissaient. Tous les matins, on me donnait du pain avec du beurre, et quelquefois d'autres bonnes choses à manger. Tout le monde me parlait gentiment, on voulait que je continue à étudier. On me me battait pas si je me trompais. Pas un seul de nos ancêtres ne savait ce que signifiait lire et écrire. Quand on recevait une lettre, il fallait la porter à

l'instituteur. A l'école, j'étais habitué à ne pas me mêler aux autres. Personne ne me permettait de le toucher. J'avais l'impression d'être un détritus qui grandit, comme grandit un tas d'ordures.

Ce jour-là, le soleil s'étant couché, ma mère avait fait du feu dans le poèle aux trois pierres pour cuire du riz, et moi je veillais sur le feu. Ma mère s'est plainte, elle ne se sentait pas bien. Mon père s'est levé aussitôt et est allé acheter un peu de sucre. Puis il lui a préparé du thé, sans oublier de lui appliquer un peu de cendre sacrée sur le front. Réconfortée, elle a repris bientôt son ouvrage. Mes tautes aussi avaient fait du feu, mais comme le vent soufflait, le riz ne parvenait pas à enire. C'est alors que ma mère est entrée en travail.

Mon père, une fois de plus, lui a appliqué de la condre sacrée. Maintenant elle pleurait, criait à petits coups. On a tous abandonné le repas. Mon père a saisi un dhoti * et quatre bâtons qu'il a transformés en cloison pour séparer le logis en deux. Puis il a augmenté la lumière de la lampe. Je me suis précipité dehors pour acheter de l'huile, et mon père pour aller chercher deux grands pou d'eau. Mes tantes se hâtaient d'accomplir leur devoir de femme, et j'essayais d'imaginer ce qu'elles pouvaient bien trifouiller derrière la cloison... Elles nous chassaient comme on fait envoler les oiseaux. Dehors il faisait noir, les échoppes fermaient, le mystère de la nuit s'installait, et on n'ossit pes s'éloigner de cette lampe. Et brusquement quelqu'un l'a déplacée et les ténèbres nous ont entermés. J'avais aussi peur qu'au beau milieu de la forêt. Autour de nous, les insectes de nuit faisaient un bruit bizarre. l'entendais ma mère crier et ma tante qui la consolait :

- Calme-toi... Ça va passer vite !

Mon père allait et venait sans mot dire, le visage inquiet. Je lui ai demandé ce qui se passait là-dedans, mais il ne m'a pas répondu.

Enfin ma mère a poussé un cri perçant et a brusquement cessé de pleurer, en même temps qu'éclataient les pleurs d'un bébé.

Mon père a souri, mes oncles et mes tantes étaient heureux, soulagés. A l'intérieur, une femme a demandé de l'eau et mon père s'est précipité. Mais elle est entrée en fureur :

· - L'eau est aussi froide que ta gueule l Tu veux donc les tuer tous les deux ?

Mon père a allumé du feu en vitesse et s'est mis à souffler dessus. Au premier frémissement de l'eau, il l'a emportée derrière la cloison. Maintenant, le hébé pleurait continuellement. Ca voulait dire que ma mère avait accouché d'un enfant, et que j'avais un frère. Je l'ai compris très vite. Comme il était né au bord de la mer, mon père a déclaré :

- Il s'appellera Samindria, fils de la mer. (...).

N avait décidé de déménager dans trois ou quatre jours. Ma belle tante Paron et son mari devaient aussi rentrer dans leur village.

Mais une nuit, la catastrophe survint. Il était presque minuit, il faisait nuit noire, et ma tante Paron sortit brusquement de son logis en courant en tous sens et en poussant des cris perçants. En un instant, tout le monde fur réveillé, sur le pied de guerre, en train de s'interroger sur ce qui se passait. On haillonna Parou avec une pièce d'étotie pour l'empêcher de hurler, mais elle continuait à exprimer un vrai délire de désespoir : elle pictinait la boue, se tirait les cheveux, se giffait violem-ment. Tout le monde crut qu'elle avait été frappée par son mari, mais son mari se tenait debout devant le logis, avec l'air d'un homme qui regarde brûler son riz sans comprendre. De surcroît, personne ne pouvait la toucher, ce n'était pas permis narce ou elle était dans son cycle menstruel. Elle couchait donc parce qu'elle était dans son cycle menstruel. Elle cou scule cette nuit-là, et son mari ignorait ce qui s'était passé. Enfin, ma mère et ma taute, la tenant chacune par un bras, lui posèrent des questions dans notre dialecte. Pois toutes les lemmes la conduisirent à part.

Mon père avançait qu'elle avait peut-être été visitée par un

Moi, je m'étais assis au milieu des femmes en me cramponnant au sari de ma mère.

Après quelques minutes, la tante Parou avait ceseé de crier. Elle semblait choquée, ses membres frissonnaient. Quand des forces lui revinrent, elle nous raconta :

- Je m'étais couchée sur un sac. Mais c'est surtout lorsque l'étais endormie comme un cadavre, que ces salauds ont saisi

Elle se remit à crier. Les femmes la secondrent, impatientes de savoir. Elle reprit enfin :

_ Je leur ai dit que j'étais dans mon cycle menstruel, mais même alors ces ordures m'ont pas laissée tranquille... Ils étaient quatre. Je ne sais pas qui ils étaient. Ils m'ont soulevée pendant que j'étais endormie. En me réveillant, je me suis aperçue que ces salands m'avaient bhillonnée, et qu'ils me faisaient sortir de

En pleurant toujours et en désignant les ténèbres du doiet elle dit :

- C'est trop affreux ! Qu'est-ce que je peux faire maintenant... ? J'avais mal ! Mon corps est devenu une bûche pourrie ! Toutes les femmes avaient maintenant compris. Elles la maintenaient fermement pour l'empêcher de se sauver. Paron répétait sans arrêt :

_ Laissez-moi me pendre ! Je ne veux plus de mon corps ! Elle raidissait les reins, essayait de s'échapper.

Qui étaient donc ses violeurs ? Elle ne les connaissait pas. elle ne pouvait pas le dire!

Ma mère s'est glissée sournoisement pour aller raconter la chose à mon père et au mari de Parou. Il a poussé un hurlement et s'est jeté par terre, en criant :

La putain a donné son cul ! Je le savais ! Je le pensais depuis longtemps... C'est pour ça qu'elle voulait pas consommer le mariage! Elle m'a fait perdre la face, mais maintenant elle

Les hommes l'ont retenu. Ils lui ont parlé, l'histoire a duré bute la nuir. De quoi passer une nuit blanche. Mon oncle se giflait abondamment. De temps à autre, il criait : - Je ne suis qu'un malheureux cocu! Je ne veux plus

d'une femme belle! Le jour vint, et trouve toujours les Kaidadi en efferves-

ozooe. - Ce serait bête de rester ici plus longtemps, disait mon

père, pourtant on peut pas les laisser comme ça l Au matin, mon oncle dit à Parou: Vas-t'en où tu veux ! J'en ai plus rien à foutre de toi ! Tu as tué toute ma joie de vivre. Je m'en vais me cacher quelque part dans un coin du monde. Fous le camp ! Que je ne te revois

plus jamais ! Il s'est mis à faire ses paquets, et la tante Parou, qui ne parvenait pas à y croire, s'est levée aussi pour le suivre.

Lidille Line with the light till MALIE WAS ENGLY WILLIAM 的组制的总统和自己的 Marie Marie Rain Price DIMEN WEIGHT milian illimated acid 道门红蜡像(鱼)位位 Mill of the file o

> Mes parents, hommes et femmes, suivaient ce couple déchiré tandis que nous autres gosses, on devait rester dans nos

> Enfin, mon oucle, l'abandonnant derrière lui, est monté dans une carriole et lui a lancé une dernière phrase : - Souffre, putain I souffre ton méchant destin !

> partir de cet instant, la tante Parou, à demi folle, nous a accompagnés partout dans les villages. Elle ne mangeait plus, buvait à peine, et pleurait tout le temps. Mes parents n'étaient pas gentils avec elle. Ma mère lui lançait des injures choisies. Enfin, une nuit, elle s'en est allée on ne sait où et j'en ai ressenti un gros chagrin. On ne savait pas ce qui lui était arrivé, ni où elle se cachait. On pressentait simplement que des nouvelles nous parviendraient bientôt, d'une issue fatale. Quelque temps plus tard, pendant la fête de Kalubai, le

> père de la tante Parou a raconté à ma mère : - Elle s'est réfugiée chez moi, mais elle était devenue folle. Elle avait beaucoup souffert, elle parlait tout le temps, elle

> lançait des injures. Et un jour, je l'ai retrouvée morte. Le jour viendra où je traînerai mon gendre devant les jurés du village l J'en fais le serment ! Mon oncle se remaria. Le jour des noces, ma mère eut quelque chose à dire:

> - Quand on est mendiant, il faut vivre comme un mendiant. Celle qui se conduit en coquette et en danseuse aura le sort de Parou.

> Je pris alors conscience que je n'avais jamais vu ma mère se peigner. Seul mon père se baignait tous les jours, régulière-ment, parce qu'il devait baigner les dieux. S'il n'avait pas le temps, c'était à moi de le faire : me baigner avec les dieux.

(Copyright Editions Maren Sell, 1987.) Vêtement traditionnel pour les hommes qui consiste en un d'étaffe de 3 à 4 mêtres de long sur 1 mêtre de large.

WIEVE FESTIVAL

Image

Big cent conquante films, Takes of ferrier deraier. Co. Spirite Committees Com gia tiplaine Sankara, chef & E. is evaluate at les arth geltete de definir une sie ship minister of the circums galapression des images sem

3 m 125 - 10

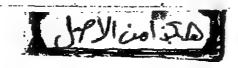
21212 10 1111

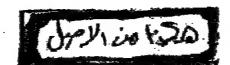
1 m 12 m 2

Tradition et ense A THE PARTY OF

> Smanis S. F. S. F. S.







AU DIXIÈME FESTIVAL CINÉMATOGRAPHIQUE DE OUAGADOUGOU

Images des temps durs

RES de cent cinquante films, venus de trente-trois pays, ont été projetés au cours du Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou (Fespaco), en février dernier. Ce Festival est devenu la orincipale manifestation culturelle du continent noir : colloques, projections parallèles, expositions, conférences se sont succédé, massivement suivis par un public enthousiaste. Les personnalités nolitiques (le capitaine Sankara, chef d'Etat du Burkina, y a été très présent), les créateurs et les artistes en ont profité pour se rencontrer et tenter de définir une stratégie commune pour la défense de la télévision et du cinéma africains. Tâche fort délicate à l'heure où la pression des images venues de l'étranger est devenue

Par ANTOINETTE DELAFIN

Une grande fête, indiscutablement, ce dixième Fespaco. Des centaines de participants - cinéastes, critiques, écrivains, distributeurs, producteurs venus de tout le continent africain ; et d'ailleurs. Des cérémonies spectaculaires ; des dizaines de débats ; un foiment d'idées, de propositions, de projets. Mais un grand absent : le cinéma lui-même.

mmes la seconèrent, imp

is mon cycle menstruel

in series de tranquille... Ils étais mont soulevée penda de tranquille de tranquille... Ils étais mont soulevée penda de tranquille me suis aperçue que de tranquille me faisaient sorir de

aignant les ténèbres du doig

description of the peux faire main gevenu une puche pourte maintenant compris.

ampecher de se sauver. Pan

e se veux plus de mon corp.

Elle ne les connaissait pe

saent pour aller raconer i

is le le savais! Je le pensi sen elle voulait pas consonne le face, mais maintenant el

atti ont parlé, l'histoire a dut

eux cocu l Je ne veux pla

se les Kaidadi en effere.

pine longtemps, distit no

plus rien à foutre de toi l'a

Le camp! Que je ne te rem

et le tante Parou, qui a

survaient ce couple

deveit rester dans no

et desrière lui, est mont

demi folle, 2015

le temps. Mes paren

mère lui lançait de

asvait pas ce qui la that simplement que

d'une issue fatale

elle était desens be tout le temps els

les jurés du villes

me mère eut que

en danscuse aura

la Rec de Kalabai, !

ouvée morte. Le jou

e comme un men

les jours, régulier

Sil n'avait pe

rec les dieux Maren Sell, 1951

destin

comme ca !

Talere, il criait

D'abord parce que, dans l'ensemble, la qualité des films présentés est apparue médiocre. Et que cela, dans un continent frappé par toutes les cala-mités et asphyxié par la crise économique, peut être considéré comme assez normal. Les urgences sont ailleurs. Et le talent des cinéastes ne peut, à lui seul, surmonter les nombreux obstacles techniques et financiers dus à la situation générale des Etats. Surtout que, bien souvent, ceux-ci ne sont pas par-venns à définir une politique précise et encore moins une attitude commune - à l'égard de l'audiovisuel.

En réalité, autant de pays, autant de politiques différentes en matière de politiques differentes en mattere ue cinéma. Et, le plus souvent, pas de politique du tout. D'où la disparité et la faiblesse de la production sur le continent. Au Sénégal, par exemple, les autorités s'orientent à grands pas vers la privatisation de la production. La moitié des actions détenues par l'Etat dans la Société nationale de production cinématographique devraient être cédées aux investisseurs privés dans les prochains mois, . pour donner une sorte d'autonomie en matière de production filmique», précise M. Amadou Tidiane Niagane, chef du bureau

du cinéma au ministère de la communication de Dakar. En Côte-d'Ivoire, par contre, le ministre de la culture. M. Dona Fologo, a annoncé récemment aux cinéastes la création d'un fonds national du cinéma. Mais, dans leur grande majorité, les Etats africains ne sont pas en mesure d'investir dans le domaine culturel, considéré comme

Depuis deux ans cependant, la Fédération panafricaine des cinéastes (Fepaci) s'évertue par la voix de son président, le cinéaste burkinabé Gaston Kaboré, à convaincre les Etats, ses principaux partenaires, d'encourager l'essor des cinématographies nationales. Sans grands résultats pour l'instant. Selon la Fepaci, il s'agirait d'un problème de gestion; les bénéfices financiers produits par le cinéma en Afrique devrsient être plus judicieusement utilisés. Au Burkina, par exem-ple, le régime du capitaine Sankara ne vote aucun budget pour le cinéma mais soutient la production en prélevant 15 % du montant des recettes de gui-

De telles mesures, selon la Fepaci, peuvent aussi être accompagnées d'incitations fiscales afin d'encourager le secteur privé à investir dans le cinéma. «Qui tient la cié de la distribution tient le cinéma», proclamaient des banderoles dans les rues de Ouggadougou, citant ainsi le Tunisien Tahar Cheriaa. créateur du Festival de Carthage et père spirituel du Fespaco qui, cette aunée, lui rendait hommage. Hélas, les circuits de distribution - autre problème majeur en Afrique - sont tou-jours aussi tributaires du marché international pour leur approvisionnement en films. « Comment peut-il en être autrement, explique M. Mustapha N'Diaye, directeur de la SIDEC (importante société sénégalaise de distribution), quand, depuis son indépen-dance, le Sénégal, par exemple, ne produit que deux ou trois films par an, alors que nos besoins sont estimés à trois cents films environ? >

Le Consortium interafricain de dis tribution cinématographique (CIDC), dont l'objet était de mettre en place une sorte de marché commun de diffusion des films africains, avait représenté à la fin des années 70 (1) un grand espoir pour les cinéastes désireux de reconquérir leur marché. Il se trouve aujourd'hui dans un état de mort clinique.

Malgré les tentatives multiples pour organiser la production commune de films, les nations africaines sont encore celles qui ont le moins droit à leur propre image. La pénétration audiovisuelle étrangère demeure massive, asphyxiante. Environ 85 % des programmes de télévision sont importés. Quant aux écrans de cinéma, ils sont occupés à 90 % par les productions étrangères. Et, comme ailleurs, le nombre de salles de cinéma diminue : trois cents salles fixes en 1970, deux cent cinquante en 1983. Dans ces conditions, les crises s'ajoutent aux crises,

et l'idée même de cinéma commercial, rentable, devient ici presque absurde. « En raison de l'absence de marché, c'est 1122 cinéma condamné, qu'il le veuille ou non, à être un cinéma d'auteur, dit Férid Boughedir, escinéaste. C'est d'ailleurs, peut-être, une de ses rares chances, puisqu'il demeure condamné, en même temps, à être de qualité. » En effet, les films qui ont récemment obtenu en Afrique noire le plus de succès ne

sont pas des films

commerciaux : Djeli, de Fadiga Kramo Lancine, a battu tous les records de recette en Côte-d'Ivoire, tout comme Wend Kuun (1983), de Gaston Kaboré. S'ils se sont imposés, c'est avant tout grâce au regard personnel, original, porté sur la réalité africaine par leurs auteurs. Car l'Afrique a soif de ses propres images.

qualifie de « mort matérialisée », et la décision de partir — comme font les

personnages du film - à la recherche

d'un ailleurs plus fertile. «Le Choix

tente aussi de briser les préjugés liés à

l'attachement à la terre natale et aux

coutumes, explique l'auteur. Il faut choisir de partir lorsque la faim, la soif et la mort menacent. Refuser

l'immobilisme et la charité internatio-

nale ... » Alors sculement, dans un nou-

vel environnement, la vie redevient pos-

sible. Et les personnages retrouvent l'amour et la joie, la violence et la

haine, toutes ces humaines émotions

qu'ils avaient oubliées dans l'enfer

sahélien. Le film se passe, en grande

partie, dans le nouvel espace, cette

«terre promise» paradisiaque, vide d'habitants. Idrissa Ouédraogo se veut le disciple de Gaston Kaboré. Son



AFFICHE DU FILM MALIEN « NYAMANTON » Uno incitation à inter contre le fatalisme

cinéma est très visuel: « Un message n'atteint le public que si l'esthétique est au poste de commandement ».

Le grand prix du Fespaco a été attribué à Sarraounia, réalisé par l'un des maîtres du cinéma africain, le Mauritanien Med Hondo. Dans un style épique, d'une puissante beauté, il raconte la résistance de la reine noire Azna contre l'armée coloniale française. Mal distribué à Paris - où le film est sorti en octobre 1986. - Sarraounia a été très applaudi par le public africain, qui retrouvait dans cette œuvre une partie de son histoire occultée et de sa mémoire perdue.

Ces thèmes épiques, si fortement constitutifs de toute identité culturelle, étaient peu présents dans les films projetés à Ouagadougou cette année. Mais, après Med Hondo, deux autres grands cinéastes africains - Sembene Ousmane et Souleymane Cissé - les aborderout directement dans leurs prochains films : Samory Touré et Lumière, respectivement. Deux œuvres où l'histoire contemporaine de l'Afrique sera enfin au cœur du récit.

(1) Cf. Ignacio Ramouet: «Marasme afri-cain», le Monde diplomatique, septem-bra 1980.

« La sécheresse n'explique pas tout »

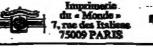
E T l'on aurait du mal à trouver, dans la cuvée 87 du Fespaco, un film qui ne réponde pas à cette soif. Ainsi, pour Désiré Ecaré, cinéaste ivoirien anteur du très controversé Visages de femmes, « la révolution, c'est de faire du cinéma; les films sont faits pour déranger et faire avancer les choses. » Dans Visages de femmes, il a eu, le premier en Afrique, l'audace d'évoquer les rapports entre hommes et femmes, sans éviter d'aborder la sexualité, et de donner le point de vue des femmes. En le caricaturant, bien sûr. Il montre les femmes à travers le prisme de leurs haines on de leurs ranoœurs. Mais si elles prenaient davantage leur part de responsabilité, dit-il en substance, les choses iraient sans donte mieux.

Dans Nyamanton («la Leçon des ordares »), de Cheick Oumar Sissoko, qui s'est joué à guichets fermés à sa sortie à Bamako (Mali) en juillet dernier et qui a été l'un des grands succès de ce dixième Fespaco, le réalisateur jone sur les émotions des spectateurs en Le cinéaste a adopté un parti pris de divertissement sur une idée grave, tragique, celle de l'injustice sociale au Mali. Cinéma réaliste, où l'on assiste en direct aux « difficultés d'une famille pauvre dans une sociéte injuste», qui se débat pour envoyer ses enfants à l'école et pour répondre aux problèmes de santé. «La sécheresse n'explique pas tous les maux », précise Cheick Onmar Sissoko, qui lutte pour que les citoyens dans son pays aient enfin accès aux droits démocratiques les plus élémentaires. Une critique sévère à l'égard de l'actuel gouvernement du général Moussa Traoré et du régime de parti unique, tout autant qu'une incitation à lutter contre le fatalisme, très répandu au Mali.

Autre film marquant, autre actua-lité, tragique elle aussi: le Choix, du cinéaste burkinabé Idrissa Ouédraogo. Il refuse de montrer le Sahel assisté: au contraire, il propose des voies pour l'avenir. Selon Idrissa Ouédraogo, les populations du Sahel ont le choix entre l'attente de l'aide alimentaire, ce qu'il

• Frères des hommes lance en Europe uns campagne de solidarité en faveur des enfants détenns en Afrique du Sud. Un premier donier, Apartheid: l'Afrique australe en parme, a été réalisé avec la collaboration du Mouvement anti-apartheid. Prères des hommes, qui organise, le 16 mai, « 100 concetts pour la liberté », met aussi à la disposition des intéresses un doasier de quinze liches, du matériel vidée, des dispositives, des badges, des affiches, des autocollants. (Frères des hommes, 20, rue du Refuge, 78000 Versailles. Tél.; 39-50-69-75.)

Edité par la SARI. le Monde Gérant : André FONTAINE,



1985 Commission peritaire des journess et publications : nº 57 438 ISSN:0026-9395.

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre munéro de téléphane vert : (16) 1 05-36-11-11.

Tradition et enseignement 50 écoles privées répondant sur besoins de vos enfants. Secreteureur Iséries A. B. C. D). Admis-sion des 10ens. Ambience ceime et stu-dieus. Statut officiel de Lycée a fetranger Internat -COLLEGE CHAMPITTET -Cours intensif de français pour étrangers CH-1001 Lauranne Jourinto de medimo recessor au Jourintonnations s'adresser au Collège Chempinett, 1009 Pully-Lause Tig. 194121/28 66 44 - 28 00 88 LEURENCE Cours de secrétariet-Cours supérieurs d'études commer-ciales et des langues - Infor-cours de Français-Diolomes Au bord du Lac 1094 Paudex Franceis-Diplomes. ECOLE BLANC Rue Industrielle 29 18:20 Montreus Meturite feki. suis Meturise fell, suisses et baccsieuréet fran-cais-informatique-Langues. Direction: M. Marc DE SMET Tel. 194121/395112-7x. 25495 CHMI-CH, et international angles du degré ure pour jeunes filles (9-19 ans). Preparation a l'admission directe dens toutes les Universités d. monde per pes-ses des examens "O," A" et de l'U.S. Col-lege Board. Sport, musique, et. Cours de vacances. Tél. 194121-84-3411 - Tx 483133 CH-907 BLONAY, Suisse A cosducational boarding school: Oxford University GCE "A"&"C" levels Compu-ter Science, American College Entrance (SAT ACH, ACTSTOEFLI, Advanced Placement&CLEP, Cambridge Exemi, in English, Language (including EFL), Ho-lidgy (apolates course) INSTITUT Valoreuse iday language courses. 67 av : de Chillon, CH-1820 Terriset/Mon. Tel: 194121/63 53 41 - Tx. 463 267 rosech 1000 LAUSANNE Tel.194121/32 10 36/32 08 77 LE SERVICE SCOLAIRE DES FCOLES PRIVEES
vous consellers gratuitement et sans engagement
Ax. Mon-Repos 3: 1000 Lisusanne 4
761. 194121 22 77 71, Tillex 24390

LIMAT DES ROIGONS DANS LE MONDE En plus de 150 articles. l'exposé des croyances et de l'histoire des grandes religions. l'analyse du fait religieux dans les 183 Etats de la planère, la présentation des principales théories explicatives de ces réalités, et le rappel d'événements à dimension religieuse avant marqué l'actualité récente. Parmi les auteurs. Paul Balta, Jean-Baubétot, Stanislas Breton. Georges Casalis, Yves Con-gar, Alain Danielou, Clouds Geffré, Danièle Hervieu-Leger, Claude-François Jullien, Nicolas Lossky, Michael Lowy, Charles Malamoud, Pierre Massein, Michel Mess lin, Guy Petitdemange. Hugues Ponelli, Emile Pou-Hogues Portelli, Emile P. lat. Louis-Vincent Thom Antoine Vergote, Al: Woodrow, Relié, format poch 640 pages, 109 francs lat. Louis-Vincent Thomase Antoine Vergote, Alain Relié, format poche, Une coédition La Découverte Le Cerf

UNE CHINE DÉLÉTÈRE ET FÉROCE

La triste errance des morts-vivants

LA FORTERESSE ASSIÉGÉE, de Gian Zhongsho (traduit du chinois par Sylvie Servan-Schreiber et Wang Lou), Christian Bourgois, Paris, 1987, 424 pages, 160 F.

N 1937, la guerre sino-japonaise commence, donnant une impulsion et un cours nouveaux aux convulsions agitant la société chinoise depuis plusieurs décennies. Une société dont les luttes à venir comme les versions officielles qui en seront présentées cacheront plus tard l'infinie complexité. La littérature fournit pourtant, de cette diversité, nombre de portraits, œuvres d'auteurs qui ant souvent séjourné en Europe : Pa Kin, Lao She, Cian Zhongshu. De ce terreau de la Chine orientale et urbaine aurgissent des descriptions d'un monde en décomposition, sans projet oriferais qu'actif que chief le simund des monde en décomposition, sans projet oriferais qu'actif que chief le simund de la composition, sans projet oriferais qu'actif que chief le simund de la composition. décomposition, sans projet collectif, que subit le tireur de pousse-pousse de Lao She, dans lequel les petits bureaucrates du même écrivain débattent, dans leur « cage entrebûillée », de mariage et de divorce, et où erre Fang Hongjian, l'anti-héros de la Forteresse assiégée - la famille encore.

Les relations entre les personnes au sein de la famille, la place de la famille, tiraillée entre un passé confucéen et un avenir insoupçonnable, dans une société taraudée, délétère et féroce, constituent la trame de la misérable épopée picaresque à laquelle nous convie Gian Zhongshu. Le voyage commence sur le hateau français qui ramène d'Europe Fang Hongjian. Il se termine à Shanghai (mais, on le pressent, Hongjian n'y restera pas longtemps) après une plongée dans la Chine continentale et un passage par Hongkong. Une errance dans la géographie qui reflète l'absence d'assise sociale. La moyenne bourgeoisie ne sait pas où elle va car elle n'a nulle part où aller.

Gian Zhongshu fait s'agiter de façon magistrale et souvent drôle son petit monde de morts-vivants badigeonnés de culture occidentale (mais la culture ~ occidentale et chinoise - de l'auteur est, elle, immense) et pataugeant dans la veulerie et le mensonge. Fang Hongjian a étudié en Europe, mais il a acheté en Allemagne à un escroc irlandais un faux diplôme américain. Il aura maille à partir avec un autre faux diplômé marié à une fausse Américaine qui est une vraie Russe blanche installée en Chine. Il affrontera une fausse poétesse déclamant ses plagiats. Ses rapports avec les femmes seront une succession d'échanges basés sur le ige. Et korsqu'il se retrouvers comme maître-assistant dans une université du pays profond, ce sera pour végéter au milieu de professeurs aux titres usurpés enseignant des matières qu'ils ignorent à des étudiants nuls. Un désert spirituel absolu, un Gobi de l'intelligence. Tout est faux, même ces résidences que les personnages de l'histoire s'attribuent en parole et que nul ne pourra retrouver puisqu'ils les disent pillées et bombardées par les Japonais...

ET pourtant, en ces années 1937-1938, les Nippons sont hien là, qui pillent, bombardent, colonisent. Mais, de la guerre, Cian Zhongshu a décidé de n'enregistrer indirectement que de très lointains échos : l'éventualité d'un raid aérien, la désorganisation de Shanghai en fin de livre (une page seulement), quelques évocations de collaboration de Chinois avec les envahisseurs. En revanche quel talent — Cervantès plus Balzac — pour décrire le voyage de quatre hommes et une femme se rendant de Shanghai à l'université bidon de Sanlti!

Il est d'autres séquences superbes, mais celle-ci est peut-être la plus achevée, qui montre la traversée, en bateau, en autocar, en palanquin, à pied, d'une Chine rale et misérable, que découvrent les cinq « universitaires », monde d'aubergistes pouilleux, de cuisiniers crasseux, de soldets sans gloire et de prostituées sans grâce. A es monde, ici encore, Gian Zhongshu ne laisse entrevoir aucune issue, mais comment ne pas comprendre que cette Chine-là et les « héros » du livre baragouinant l'anglais et le français, et révant de hamburger et de tarte au citron, n'ont pas d'avenir commun ?

La « forteresse assiégée » symbolise le mariage : veulent en sortir ceux qui y vivent, veulent y pénétrer les assaillants. Mais le livre va bien au-delà de l'évocation de ce problème. Ses nombreuses facettes apparentes sont sans cesse démultipliées par le jeu de miroirs, les faux-semblants, les incessants renvois de balles culturelles elles-mêmes déviées par la capacité de l'auteur à faire allusion à un poème chinois classique, à Baudelaire ou à la mythologie égyptienne. Ce grand roman au parfait anticonformisme fut d'abord publié en 1946-1947. Il fut réédité et fort bien vendu en 1980. Cian Zhongshu est vice-président de l'Académie des sciences sociales de Chine. Fang Hongjian, le personnage, aurait aujourd'hui soixante-dix-sept ans. Tel qu'il nous est désormais présenté en français, il n'a pas pris une ride.

JACQUES DECORNOY.

ASIE

THE GREAT CHINESE REVOLUTION, 1800-1985. – John King Fairbank

★ Harper and Row, New-York, 1987, 397 pages, 20,96 dollars.

Pareille synthèse en si peu de pages d'une telle histoire contemporaine d'un peuple si divers et si nombreux ne pouvait s'imaginer que sous la plume d'un chercheur armé d'une expérience cinquantenaire. Pour une fois, l'absence de bibliographie s'impose: elle aurait eu la taille d'une bibliothèque !

En historien maîtrisant tous les aspects En historica maîtrisant tous les aspects (politiques, religieux, économiques, culturels, internationaux) de son sujet, John King Fairbank expose le jeu de forces entre strates sociales et pouvoirs régionaux chinois et les influences étrangères, les incessantes tensions qui, dès le début du dix-neuvième siècle, minent le pouvoir mandchou, assez solide pourtant pour freiner le développement d'un capitalisane indigène dominant, et durer jusqu'en 1912. La Chine filtre, et continuera de filtrer, les apports extérieurs. Certes, ce jusqu'en 1912. La Chine filtre, et continuera de filtrer, les apports extérieurs. Certes, ce que l'acteur appelle «le sinclibéralisme» jouera un rôle important de la révolution de 1912 à la guerre japonaise de 1937, mais il n'atteindra pas les masses rurales que Mao et ses partisans vont conquérir, abattant du même coup le Knomimang. J. K. Fairbank analyse enfin les diverses phases de la révolution au pouvoir depuis 1949. Sans passion, sans illusion non plus, il présente de la stratégie de M. Deng Kiaoping un tableau muancé. Une telle politique, selon lui, ne même pas plus au capitalisme qu'à l'égalité entre Chinois. Un ouvrage passionnant, non dénué d'humour, et qui abonde en notations cruelles sur les jugments qui ont, pendant des décennies, étayé, de rédicule manière, le politique américaine à l'égard de la Chine.

J. D.

J. D.

BITTER VICTORY. - Robert Shaplen * Harper and Row, New-York, 1986, 309 pages, 16,95 dellars,

Depuis la seconde guerre mondiale, Robert Shaplen a «couvert» les questions assatiques et il a notamment suivi jour après jour les développements du second conflit indochinois jusqu'à la prise de Saïgon par les communistes en 1975. Après neuf aus d'absence, il est retourné pendant six semaines au Vietnam et an Cambodge à la fin de 1984. Ce nouveau reportage, nouvri de ses expériences passées et de nombreux contacts diplomatiques, ini a donné l'occasion de faire le point sur cette amère victoire » des Vietnamiens sur les Américains et ensuite, au Cambodge, sur les

Khmers rouges. L'auteur, qui ne cache pes sa foi en les capacités à terme des Vietnamieus de gagner enfin la paix, présente de la situation actuelle un tableau nuancé mais sans complaisance. Le livre a été écrit avant le congrès de décembr 1986 du PCV mais tient compte de l'essentiel de ses décisions, commes quelque temps anparavant. Il apporte, d'autre part, des précisions intéressantes sur un phénomène militaire ancien, certes, mais l'ascinant: l'épopée de la « piste Ho-Chi-Minh ». Un long chapitre consacré au Cambodge se termine sur une note prudemment optimiste quant aux ces (l'action de Moscon et de Pékin sident) d'une solution de compromis à Pinom-Penh. Ce livre ne bouleverse pas notre sissance de l'Indochine, mais il la consolide de manière mesurée et homêt

FUNU. THE UNFINISHED SAGA OF EAST TIMOR. - José Ramos-Horta

* The Red See Press, Trenton (New-Jersey), 1986, 207 pages, 9,85 dollars.

« Funu », mot tetus (une des langues de Timor-Oriental), signifie « guerre ». La guerre n'a pas cessé depuis 1975 dans l'est de cette île, depuis qu'à la présence coloniale por-tugaise a succédé le pouvoir militaire indoné.

sica.

C'est l'histoire de cette conquête, sa cost humain très élevé, que conte José Ramos. Horta qui depuis dix ans, à l'ONU notamment, plaide la cause de son pays et de son peuple an nom du FRETILIN, la principale organisation nationaliste de Timor-Oriental. Après un rapel de la période coloniale, il raconte dans le détail le « làchage » portugais, la mise en place d'un mouvement national et la rapide décision de Diakarta d'ammens Timor. Une grande partie de l'ouvrage traite de l'attitude, faite d'indifférence, de la quasitotalité des pays face à la tragédie de Timor. de l'attitude, faite d'indifférence, de la quasi-totalité des pays face à la tragédie de Timor. Les relations avec Djalearta passent avant le sort de cette moitié d'île, que l'ou soit de l'Est, de l'Ouest ou du tiers-monde. D'où ces voies négatifs ou hypocritement « neutres » dans les organisations internationales. L'auteur note que, depuis le rattachement de l'innor-Oriental à l'Indonésie, l'usage du tetun, autrefois parié par environ 50 % des habitants, s'est considérablement répandu. Autre signe de résistance à l'Indonésie à dominante islamique, les conversions au catholicisme se sont multiplifes de facon impressionnante. Résistance calin-relle à défant d'une puissante résistance mil-taire on d'un appui international. Le livre, caurre d'exil, témoigne au nom d'un peuple 12 5 22 5 27

LD. Salas and an

gament, a service to bet Marie W. C. C. C.

Experience of the de

part and the ear

process of a first or in the first

強 おおり コンサーシャ

Mention to the second

Early Visit Comp

and British and the control ೨೬೫೨ರ ಕಾಕ್ರಕ್ಕಿ _{(ಕ}ನ್ಮ

malaya si kaca

State of the service

A Tagger of the Common of the

Communications

鞋 44 生产。

≎ದಿ ವಿಶ್ವ ಗಿಲ್ಲೇ

3.14.11

Picture No. 1999

Management of the second

All the same of the parties of the

₹R9-MONDE

AURI (Replies a Paris, 1987)

Amma etter immeriter er to

Appendix of the second

Section 2 and a section of the secti

Service of the servic

A Commence of the Party of the Party of the

Same and the second

The state of the s

Time and

CAPCHICANS

green that is

PACIFIQUE

AMERICAN LAKE, NUCLEAR PERIL IN THE PACIFIC. - Peter Hayes, Lyuba Zarsky, Walden Bello

★ Penguin Books, Londres, 1987, 529 pages, 4,95 three.

Ce livre inaugure une nouvelle collection de Penguin consacrés à la zone Asie-Pacifique. Rédigé par trois spécialistes des questions de sécurité, il s'appure sur une énorme documentation, souvent inédite.

Les anteurs retracent dans le détail la fantastique concentration de moyens militaires dans le secteur, devenu « lac américain ». L'URSS paille la faiblesse de sa présence militaire conventionnelle par un important arsenal moléaire. Les Etats-Unis, quant à cux, ont , en 1985 seulement, dépensé 47 milliards de dollars à des fins militaires dans le seul Pacifique occidental, soit deux cents fois plus que leur aide économique à l'Asie orientale. Selon les auteurs, Washington applique dans le Pacifique une doctrine non pas défensive, mais ouvertement militariste. Les risques d'explosion y sont immenses, qu'un · incident », en Corée ou ailleurs, peut provoquer. Ils plaident en faveur d'un mouvement antinucléaire, dont ils persent qu'il anrait quelque chance d'aboutir si un grand pays comme l'Australie en prenait la tête.

L'ARGENTINE DES VRAIES VALEURS OBSCÈNES

J. D.

Tortures sur fond de musique

LUNE ARDENTE, de Mempo Giardinelli (tradult de l'espagnol par Juan Marey), Sylvie Messinger, Paris, 1987, 182 pages, 70 F.

CERBE, ardente, l'écriture. Quelque peu monstrueuse dans son projet : se jouer des entichements du public pour le facteur politique, afin de 🚣 🔔 titiller les imaginations ; se jouer des perve sions du facteur humain pour illustrer, per contraste, la monstruosité de régimes pétrifiés dans l'inhumanité ; se jouer... « On ne joue pas avec la mort, ni avec la brutalité », dit le naîf narrateur. Mais comment, sans tomber dans la désespérance, décrire ces pays suspendus où, « pour mourir, c'est trop tôt et pour aimer trop tard » ; ces pays où « les militaires seraient toujours au gouvernement », où l'on est condamné à être jeune et vivant » ?

Sorte de Beinez de l'écriture, dont « la Lune » ne brillerait pas « dans le caniveau » mais haut dans la province argentine de Chaco ; sorte de Fassbinder qui préférerait aux géniales homosexualités de Querelle les non moins puissantes étreintes d'une femme de treixe ans avec un avocat et futur professeur d'université de trente-deux ans « non idéologiquement contaminé ». Mempo Ciardinelli sait — sans doute par expérience (1) — qu'un écrivain doit parfois jeter en pâture aux intellectuels qui « se respectent » : une petite dose de torture sur fond de musique, des militaires aux doigts lourde de bagouses meurtrières et quelques bribes d'idéologie fascisante sur nostalgie d'exile parisiens libertaires.

Il sait aussi que « le Chaco est une terre chaude aux nuits torrides », aux ettres passionnés », comme l'hérome Araceli, suivie par cette Lune ardente e installée sur un morceau de peau, la peau la plus excitante qu'il [Remiro] connaîtrait jamais ».

Beau décor de roman-photo, donc, ou de hande dessinée un peu « hard », car à la clef il y a, à première vue : viol de mineure, meurtres, folie sado-masochiste. Cela plaît. Plaisent aussi les émois dostolevskiens de Ramiro, le violeur assassin, tour à tour très sier ou dégoûté de lui-même, et qui découvre avec jubilation que les limites n'existent pas : « Comment pouvoit-il être asses prétentieux pour songer à prendre entière mesure de l'horreur qui trouve place dans un être humain. « Ramiro ira jusqu'à suggérer à la police qui l'interroge qu'il s'agit d'un coup de subversion pour ensuite se payer le luxe de penser: quel pays! Un assassinat n'y a guère d'importance. Leurs galons, ils les gagnent en pourchassant les éléments subversifs. » Ce que confirme la suite du livre, car le lieutenant-colonel, chef de la police, Almiron (au nom si proche de Ramiro) remettra ce dernier en liberté, non sans lui avoir proposé, de surcroît, une collaboration que le « héros », dans un hoquet de dignité (ou de lucidité) jugera préférable de refuser, avant de s'enfuir, ironiquement, dans un autre paradis latino-américain, le Paragnay...

UNE ardente est un roman désinvolte, découpé dans la libido raide comme son décor de carton-pâte, cynique comme le sont parfois les passions tendues jusqu'à l'obscène. Mais sous cette Lune fessue se cache l'Argentine des vraies valeurs obscènes, celles, éternelles, de l' « ordre », de « la vie et de la propriété », qui « ne doivent pas être moins sacrées que Dieu lui-même ».

Et lorsque le mot vie est proféré par un donneur de mort, ce policier, dont profession est d' « exterminer le terrorisme », de torturer tout en surveillent la tenue de sa gomina, on est presque heureux que les rebondissements très de l'action du roman soulagent de ce poids qui empesait nos estomacs et dissipe aussi le malaise dans lequel plongeait le retour au pays d'un Ramiro nourrissant l'espoir, après de sages études en France (sic), de faire sa place comme » fonctionnaire du gouvernement militaire, puis juge, et ministre, enfin ».
On est presque heureux qu'Araceli le détourne (oui, c'est la mineure qui détourne), réveillant en lui les instincts les plus noirs, car deux fauves échappés et en rut sont moins sinistres que le 200 et ses barreaux, le cirque et ses

Même si l'auteur a inséré dans un univers sans cela macabre une ironie, une sensualité, un jeu, qui brouillent les carres traditionnelles de la perversion. du crime, de l'innocence ; même si la jouissance des amants appelle sans cesse la mort, elle est jouissance, au moins ! Il n'y a rien de pire que ce qui stagne, « ce qui ne sort pas, ce qui est dedans... ». Rien de pire que la « tristesse » qui, pourtant, e ne laisse pas de bleus ».

Or rien ne paraît plus triste que cette Argentine de la dictature où « ils contrôlent tout », où « chaque individu est un homme en réserve, une personne à l'étude ». Il ne faut pas traquer plus loin la véritable obscénité.

(1) Celle de l'exil, entre 1976 et 1985, au Mexique, où il a obtenu pour ce livre le national de littérature, attribué pour la première fois à un étranger.

AMÉRIQUES

DEMOCRATIE LIBÉRALE ET PUISSANCE IMPÉRIALE : LE DILEMME AMÉRICAIN. -Jean-Marie Crouzation

★ Presses de l'Institut d'études politi de Toulouse, 1987, 395 pages, 130 F. Cet ouvrage traite d'un sujet d'une actualité

brîlante : les rôles respectifs de la présidence et du Congrès dans la détermination et l'exé-cution de la politique étrangère des Etats-

Le « dilemme américain » réside, selon auteur, dans l'incompatibilité entre les exil'auteur, dans l'incompatibilité entre les exi-gences de la démocratie politique — avec ses freins et contrepoids », ainsi que le jeu com-pieue des groupes de pression — et la mise en œuvre d'une politique étrangère cohérente et efficace par une puissance impériale aux inté-rêts économiques et stratégiques planétaires. A l'appul de ses thèses, Jean-Marie Crouzatier fait une étude approfosdie de l'action du Constrèt durant une période allant de 1965 à Congrès durant une période allant de 1965 à Congrès durant une periode allant de 1900 a 1984. L'anteur estime que « la position hégémonique des Etats-Unis et les situations de crise ont favorisé un développement sans précédent de la présidence. L'empire américain devait naturellement conduire au présidentique ». Mais cette tendance ne manque pas titus. Mas cette tendance ne manque pas de provoquer des réactions souvent énergiques chez les parlementaires, qui ne se résignent pas à l'érosion de leurs prérogatives traditionnelles. Depuis l'achèvement de cet ouvrage a éclaté l'affaire de l'« l'rangate », qui surait illustré encore mieux que celle du Watergate les thèses de son sureur sur le « dilennes américais » en matière de colitique étrandres. ricuin » en matière de politique étransère.

SCHOFIELD CORYELL

RIO BRAVO, LES «DOS MOUILLÉS» A L'ASSAUT DES USA. - Christian Rudel ★ Encre, Paris, 1987, 228 pages, 89 F.

Depuis des décennies, des migrants discrets – que l'on appelle « wer backs » (« dos — que l'on appelle » wet backs » (« dos mouillés ») parce qu'ils traversent à la nage le fleuve frontière Rio Bravo — entrent clandestinement aux États-Unis. Ils viennent sursout du Mexique et de l'Amérique centrale, fuyant la misère, toujours, et parfois aussi les guerres locales (El Salvador). Une police américaine, la célèbre Border Patrol, spécialement équipée et entraînée à la surveillance des frontières, traque sans cesse ces malboureux clandestins qui, sans cesse également, retraversent la limite qui les sépare du « pays de l'abon-

Christian Rudel, spécialiste des questions latino-américaines, a enquêté le long de la frontière; il a aussi cherché les racines du drame dans la profondeur du Mexique afin d'expliquer les raisons qui poussent tant d'hommes et de femmes à courir de si grands risques. Que fuient-ils? Que cherchent-ils? Qu'est-ce qui les attend?

Des tranches de vie, des choses vues, des documents précis : un grand reportage, écrit avec brio, sur l'une des grandes détresses de l'Amérique latine.

IGNACIO RAMONET.

REFUGE, REFUGIÉS. DES GUATÉMALTÈ-QUES EN TERRE MEXICAINE. - Vincent Coudert

* L'Hermetten, Peris, 1987, 139 pages,

Privées d'un bout de terre à cultiver (la milpa), victimes des exactions de l'armée on de l'excès de misère, c'est par milliers que les familles de paysans guatémaltèques out passé de l'excès de misère, c'est par milliers que les familles de paysans guatémaltèques ont passé la frontière de 1954 à 1986 pour se réfugier au Mexique. Ils se regroupeut dans des camps — Ojo-de-agua, la Noria, la Colmena, Nuevo-Mexico, Santa-Rosa — dont l'auteur nous dit la diversité. Et par-delà les problèmes communs (nourriture, éducation des enfants, activité des adultes permi les consults l'estimate) vités des adultes, parmi lesquelles l'artisanat), ces paysans maintiennent leurs contumes, pra-tiques religienses, organisation sociale, etc.

Enfermement difficile pour la plupart, surtout pour ceux qui ne parlent pas l'espagnol. Etablissement aussi de solidarités. Ce témoignage en est une preuve. Ecrit dans une lan-gue fort littéraire, il s'assortit d'un essai un peu court sur l'Indien: mythe et réalité. Man-que peut-être une analyse de la politique du gouvernement mexicain à l'égard de ces « étrangers » qui contribuent à faire de l'Etat de Chiapes une région explosive.

FRANÇOISE BARTHÉLÉMY.

BASES MILITARES EN AMERICA LATINA. -José Steinsleger

* Editorial El Conejo, Quito, 1986,

Objet permanent de polémiques politiques dans les pays où elles sont installées, les bases

militaires des Etats-Unis en Amérique latine sont actuellement en cours de redéploiement. A cause de la crise en Amérique centrale, leur nombre dimique au Panama, par exemple, alors qu'il augmente spectaculairement au licedente.

L'anteur, journaliste argentin, décrit cha-cune de ces bases ainsi que ses principales ins-tallations et évalue ses effectifs. Dans sa préface, le général équatorien René Vargas Pazzos – frère du populaire général d'aviation Frank Vargas — qualific ces dispositifs de véritables têtes de pont destinées à contrôler

BIBLIOGRAPHIE

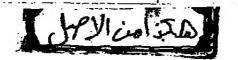
Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

internationale pour la reconstruction

THE WORLD COPPER INDUSTRY. THE WORLD COPPER INDUSTRY, ITS CHANGING STRUCTURE AND FUTURE PROSPECTS (L'Industrie mondiale du cuivre, changements structurels et perspectives): dans la série « World Bank Staff Commodity Working Papers», nº 15 (Banque mondiale, Washington, 1986, 178 pages).

Organisation de coopération et de développe ment économique. • PERSPECTIVES DES POLITIQUES

PERSPECTIVES DES POLITIQUES
 ET DES MARCHÉS AGRICOLES,
 NOTÉS PAR PRODUITS (OCDÉ, Paris, 1987, 102 pages ranéciées).
 COOPÉRATION POUR LE DÉVE-LOPPEMENT: rapport du Comité d'aide su développement, avec un chapitre spécial sur l'Afrique subsaharisance (OCDE, Paris, 1987, 326 pages, 170 F.).



MVRAGES-CLÉS SUR L'A

L'apartheid et la ontre le « pouvoi

det man die des

beritare and

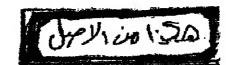
La des séguina

Ramiro sa place mita », equi opés ves

TRENTE ANS D'EN

of the process of the commencerion and STATE OF THE COMMENTS OF THE PROPERTY. Service of Charles of the Party The state of Man to So to Cour Go Las The lip some complex nor Phinades and

VOTRE MARCHAND



PARE THE UNFRESHED SAGA OF D MORL - José Ramos-Horta

The Red See Press, Trems to Red See Re

Cost l'aistoire de cette conquête, au trate de devé, que conte loss la principal depuis dix ans. à l'ONU de gaide la cause de son pays de gaide la cause de son pays de gaide la cause de son pays de gaide au nom du FRETILIN. la principal de la période colons de gaide au rappel de la période colons de gaide de la lichage por la cause desa le détail le « lichage por la cause de la cause de l'au mouvement nature de place d'un mouvement nature de l'ouvre de la cause de la principal de la cause de l depuis le rattachement de Times de l'augus le rattachement de Times de l'augus le rattachement de Times de l'augus du term inconésio. l'assage du tetun, autrés à surés son manuel de l'autres 50 % des habitants, s'est me de risigne de regions su catholicisme se son maha regions su catholicisme se son maha la propressionnante. Résistance de la planta d'ace puissante résistance de d'un appui international le la la planta d'ace puissante résistance. Find, témoigne au nom d'un pe

Gardinelli (tradat Sylvie Massings

recuse dans son projet: eur politique, alin de du facteur human pétriliés des esec la brutalité s, la disepérance, decume es siner trop tord .; m

sa brillerait pas dans h Chaco; sorre de l'assimée un avocat et les (1) - qu'un écrivain dat ent » i une perite dos de de domes lourds de bagons sur nostalgie d'ent

de par muits torrides », an muites per cette Lune ardent plus annitante qu'il (Ramir)

diseinée un peu « hard». meme, et qui décount Comment pourous-il ette un La police qui l'interne Leurs galons, ils is The spec confirme to suit de avoir proposé, de surcral de dignité (ou de lucidité) gorment, dans un suut

> le libido raide come e sont parfois les passions se enche l'Argentine to

dovien et documents

dovien et documents de mort, ce policier, dos The rebondissements of Lenn empesait nos estomes (sec), de faire sa plan c'est la mineure qui coar deux fauves échappe resux, le ciroue et se

macabre une irone de la perversion appelle sans cese ger la eristesse , qui

dictature où selserse, une personal

CHANCOISE ALLAIN

a option bont or just !

DEUX OUVRAGES-CLÉS SUR L'AFRIQUE DU SUD

L'apartheid et les luttes contre le « pouvoir blanc »

E rhinocéros est souvent choisi comme modèle par les affiches de promotion du tourisme d'Afrique du Sud : animal d'un nisme a syrique autre temps, masse énorme, puissante, apparemment invulnérable, mais aussi bête aveugle; semblant coupée de tout lien avec son environnement, c'est un symbole, en un sens, de ce pays. >

L'insensibilité « pachydermique » des dirigeants sud-africains face aux critiques de l'opinion internationale justifie sans doute cette comparaison que fait Alain Bockel, ancien conseiller culturel à l'ambassade de France à Pretoria, et l'amossado de France a Fredira, et agrégé de droit, dans son livre De l'apartheid à la conquête du pouvoir (1). Il y décortique en juriste l'arsenal législatif anachronique qui dénie aux Noirs, aux mêtis et aux indican la moindre égalité et les plus élémentaires libertés, malgré quelques récentes retouches. L'auteur quelques recentes returned d'une formule définit l'essence du système d'une formule bien frappée : l'apartheid se résume à l'apartheid se résume à l'apartheid se résume à nauté » (par les gouvernements des ban-toustans, et les députés métis et indiens) coiffée par la « cogestion inégalitaire des affaires communes » (du Parlement multiracial où les Blancs ont la majorité absohe et dont les Noirs sont exclus).

Au terme de son étude - préfacée par Breyten Breytenbach, - l'auteur pose, bien entendu, la question rituelle : combien de temps encore avant la fin du « pouvoir pâle », et à quel prix ? « Le temps passe, tépond-il, et avec lui la pro-babilité d'un règlement pacifique. >

I NTITULEE l'Afrique blanche, l'ans-lyse de Pierre Haski, qui tient la rubri-que africaine de Libération après avoir été correspondant de l'AFP à Johannesburg, ne diffère pas sensiblement de celle d'Alain Bockel. En Afrique du Sud, en 1984, note-t-il, sur cent trente et une pendaisons, on ne composit que trois Blancs, et le taux de mortalité infantile s'élevait, au début des années 80, à 11,7 pour mille chez les Blancs contre 80 pour mille chez les Noirs. En 1984, le gouvernement dépensait sept fois plus pour l'éducation d'un enfant blanc que pour celle d'un enfant noir. Mais les effectifs de l'armée sont à 98 % européens, et il n'y a que dixbuit mille Noirs sur quarante-sept mille

TIERS-MONDE

LE TIERS-MONDE. - Hanri Rouillé d'Orfeuil ★ La Découverse. « Repères », Paris, 1987, 127 pages, 32,50 F.

Résumer la complexité du tiers-monde et de Résumer la complexité du tiens-monde et de son histoire en moins de 130 pages, le pari tatt risqué. En proposant une série de repères, sous la forme de ce court ouvrage, l'auteur, grand spécialiste du développement, nous donne plus qu'un simple aperçu des problèmes. Ce n'est donc pas un mémento de plus mais bien une invitation à la réflection, qui parvient à éviter les pièges de la simplification abusive et de la schématisation.

Une option économiste très actualisée, qui met en relief à la fois les structures commer-ciales et financières internationales dans lesquelles sont prises les économies et sociétés des pays en voie de développement. Du rôle es à la crise de l'OUA, du cinéma indien à la dette latino-américaine, ce petit livre clair et bien écrit s'interroge sur la place qu'occupe le tiers-monde dans l'ordre in tional et sur son avenir.

CAROLE DANY.

TRENTE ANS D'EUROPE

Histoire et chronologie de la construction européenne. Les institu-tions. Le budget et la fiscalité. La politique agricole commune. Les

grands programmes de coopération industrielle et scientifique. La

défense européenne. Chômage et syndicats. L'Europe de l'ensei-

gnement. Le rôle de la Cour de Luxembourg. L'acte unique.

24 pages. Un doesier complet sur l'histoire et l'avenir de l'Europe.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Comme Alain Bockel, Pierre Haski remonte la filière des rivalités entre mouvements politiques noirs : d'une part, les partisans d'une société multiraciale et égalitaire avec le Congrès national africain (ANC), proche du PC sud-africain, et influent au sein du Front démocratique uni (UDF); de l'autre, les adeptes d'un pouvoir plus ou moins exclusivement africain, tel le Forum national, héritier du Congrès panafricain (PAC) et du Mouvement de la conscience noire, qui coiffe l'AZAPO. L'un et l'autre courant se disputent l'alliance des syndicats et des Eglises, dont le rôle est primordial dans la lutte contre l'apartheid.

Pierre Haski aborde aussi, pour sa part, la politique étrangère de Pretoria et décrit la stratégie sud-africaine face aux pays de la « ligne de front », qui consiste surtout à étrangler leur économie par des actions de sabotage répétées contre les voies ferrées et les ports de l'Angola et du Mozambique. Avec la bénédiction implicite de M. Ronald Reagan, qui se donne pourtant les gants d'accorder une aide économique an Mozembique.

CLAUDE WAUTHIER.

Alain Bockel, De l'apartheid à la conquête du pouvoir, Publisud, Paris, 1986, 234 pages, 108 F.

(2) Pierre Haski, l'Afrique blanche, Seull, coll. « L'histoire immédiate », Paris, 1987, 308 pages, 95 F.

AFRIQUE

ÉTHOPIE, UN DRAME IMPÉRIAL ET ROUGE.

- Jacques Bureau ★ Remsey, Paris, 1987, 315 pages, 135 F.

L'Ethiopie : pays de la reine de Sabe, où Rimbaud fit retraite et où régna longtemps l'attachent négus Hailé Sélassié. Ce pays n'existe plus dans notre atles imagineire. En dix ans, il a été remplacé par une autre Ethiopie, terre aride où se succèdent les famines, livrée au dognatisme d'un Staline africain, Menguistu. Régime soumis à Moscou qui réprime férocement l'irrédentisme érythréen déplace ou « villagise » les paysans comme des esclaves, exploite la force de travail sans même assurer se survie, persécute les mino-rités religienses et spécialement les falashes, « juifs éthiopieus ».

Jacques Bureau rappelle ces deux images, mais s'en démarque. Bien qu'il ne cherche pas rases à faire bondir celui qui n'a cor information sur l'Ethiopie que celles de la presse française. Prendre les falashas pour des puis manifeste « un total aveuglement de la plus élémentaire réalité ». « Etablir un lien de causalité entre marxisme et famine tient de la simplification abustve. » « Vue d'Addis-Abeba, la question érythréeme n'est même pas discutable ». Menguista : « un homme [qui] symbolise la nation ».

Il ne s'agit pes pour antent d'un livre de combat. Ethnologue et chercheur an CNRS, Jacques Bureau nous side à comprendre l'Ethiopie à travers ses héros, ses peuples, son histoire. Si sa documentation est solide, son

En dix chapitres, dont chacun nous mêne du passé, parfois le plus lointain, au présent, par-fois le plus actuel, il répond à beaucoup de questions... que l'on ne se pose habituell

Il rappelle que l'Ethiopie est peuplée d'Ethiopiens, et que leur vision du monde et d'eux-mêmes est essentielle pour l'avenir de

NUMÉRO SPÉCIAL

HORS SÉRIE

DIDIER CHABROL

Les entretiens sur la guerre, de David Rousset

Par YVES FLORENNE

A guerre ? — Quelle guerre ? — La seule : la guerre nucléaire. Il n'en sera — n'en serait — pas d'autre (1). / Il ne peut pas en être d'autre. Première conséquence : une guerre modulée, avec emploi de forces « classiques », est un rêve, une nostalgie de militaires eux-mêmes classiques. Finis la hataille et l'art du stratège. Toute la stratégie, ici, est politique (en fait : une supputation basardeuse sur fond d'ignorance). La guerre, ce sera - ce serait - une saive géante, unique, sans réplique qui vallle. La victoire totale en quelques minutes pour qui aura tiré le premier. Chacun ayant bien entendu déclaré solemellement qu'il ne sera jamais celui-là. Il n'y a pas de guerre nucléaire défensive (celle qui est susceptible d'un retournement). Tout au plus la satisfac-tion ultime de blesser l'autre avant qu'il vous achève. Reste-rait pourtant cette «chance» non évoquée par l'auteur : la détection assez rapide pour permettre au visé de savoir que la fondre du viseur est en route, et de lancer la sienne. S'ils ont visé juste, ils se retrouveront tous les deux (plus beaucomp d'autres hors du coup) également morts. Victoire partagée, Ou dissussion infaillible?

Non moins partagée, dans notre avant-mcléaire, la noncomaissance réelle de l'arme, de sou comportement, de ses effets en vraie grandeur. Une collection d'incertitudes telles qu'elles conduisent à parler d'une « incertitude totale ». N'en reste pas moins l'impératif : tirer le premier. Qui implique la préméditation, toute réflexion, tout débat étant exclu dans ce tenns contracté : et qui le sere monstrueusement. PIDS sie temps contracté ; et qui le sera monstrueusement, l'IDS réa-lisée. Il fandra alors s'en remettre à l'ordinateur pour l'initiative du déclenchement-éclair. Mais dès maintenant, dans cette nécessité obsessionnelle, le soupçon qui infecte les deux camps est « le plus dangereux des détonateurs ». Quoi qu'il en soit : « On la guerre n'aura pes lieu. On elle sera

VOILA, plus que sommairement résumée, le thèse de David Rousset; ou plutôt le réalité telle qu'il le voit. D'où le mise en évidence de cele, et de cele seul, qui assurerait que le premier terme de l'alternative l'emporte.

Le lecteur trouvera dans cette démonstration toute la force, la rigueur de réflexion et d'argumentation, et le courage, qu'il pouvait attendre de Rousset. Non sans admirer que ces vertus intellectuelles s'appliquent à une vae planétaire englobant des domaines capitanx. Où ce lecteur sera étonné, ébloui, c'est par l'abondance et la qualité d'une information dans ces domaines si divers, et la maîtrise à en user. Il sera montré au passage comment cette information et cette vérité même sont aseptisées, occultées ou carrément réduites au mente sont aseptisees, occutees on carrement retaints an silence par les médias, principalement audiovisuels. Pour ne rien dire des acteurs du fhéâtre politique universel, dont l'auteur doute d'ailleurs que, à quelques exceptions près, ils connaissent clairement cette réalité, ou soient même capables

Cette masse de faits, leur révélation dans la lumière où ils sont placés, feront d'autant plus impression par la forme que David Rousset a donnée il son livre : celle d'un « entretien » ; il en a le mouvement, les retours, ce caractère d'adresse directe au lecteur, qui stimule l'adhésion comme l'objection. Tout y est mis en cause, parce que tout est en cause : la politique, l'armement, la technologie, la stratégie, la société. Au chapitre des « résistances », Rousset déplore qu'une contestation, puissante dans le nombre et la manifestation, contraste avec l'impuissance d'une pensée incapable ellemente de saisir l'événement et d'agir sur lui. Ou certains lâches errements, jusque chez des responsables : par exemple, de militer pour la substitution au mucléaire des arme-ments classiques ; ce qui est bien le plus sûr moyen de provo-quer la guerre : mucléaire, bien entendu.

A U-DELA de la conviction, de la passion, du talent, David Rousset est un témoin, une mémoire vivante. Essentiel-lement différente de la mémoire abstraite et distraite de la plupart de nos coutemporains, en particulier les jennes générations. Il a presque tout vécu, souvent de près. Pour ce vieux trotskyste, Trotsky est une « présence vivante » ; Rhm., « une journée de dure discussion suivie d'une scission ». Il assiste à la mort de la révolution, étranglée par Staline, et va le crier ; d'où la haine et la calomnie. L'« univers concentrationnaire » qu'il a décrit (2), il l'a d'abord vécu. Maintenant, il ne se voile pas les yeux pour ne pas voir qu'entre le mucléaire et les manipulations génétiques, l'espèce est en grand péril.

Arrêtons-nous à la conclusion ; moins aux trois pages finales intitulées « Saus conclure », qu'à celle qui est tou manes minimes « sais concine », qu'a cene qui est toujours présente dans le tisse du livre, vaste pensée et long espoir qui « déciderout du sort de l'espèce ». Pour l'immédiat : exploiter le seul mais irremplaçable mérite du mucléaire qui impose « non la paix, mais l'état de non-belligérance et peut permettre à la paix de s'organiser ». Comment ? D'abord par la contrait de comment de l'est l'est par la contrait de création commune d'une autorité internationale. Celle-ci ne faisant que prénuler à cette « société ocuménique (l'anteur reprend la formule d'ante déclaration d'évêques américains où il voit l'application de la théologie de la libération) rationalisée... ». Fondement du futur et nécessaire « gouverne mondial », seule des trois options à ouvrir l'espoir ; les deux autres étant liées au désastre ou à la précarité : soit l'empire qui surgirait de l'après-nucléaire, soit un empire contract

Ne sera-t-on pas porté à peuser que ce gouvernement pla-nétaire est une réalité blen indéterminée dans un futur bien lointain, qu'il faudrait pouvoir attendre ? En attendant, les questions surgissent. Supposé qu'il existe, comment déciderait-il ? Et ayant décidé, comment ferait-il respecter ses décisions? Comment fonctionnerait-il sans répéter ces « sociétés bureaucratiques » énergiquement dénoncées par Rousset ? Surtout, comment y seraient maintennes ou instituées, et garanties, les libertés ? Un pluriei qui, pour le comp s'impose. Bref, comment éviterait-il d'être un pouvoir sans pouvoir, ou un superdespotisme?

Mais il est toujours permis d'espérer en cela qui passe pour le propre de l'homme (le rire n'est guère de circons-tance), mais si fragile dans l'homme : la raison.

(1) David Rousset, Sur la guerre, Ramsay, Paris, 1987, 492 pages, 145 F.

247 pages, 75 F.

(2) David Rousset, l'Univers concentrationnaire, Editions de Minuit, Paris, (première édition parue en 1945), 192 pages, 35 F.

PROCHE-ORIENT

RENOUVELLEMENTS DU MONDE ARABE, ISLAM ET MODERNITÉ — Abdallah Laroui 1952-1982. PENSÉES POLITIQUES ET CONFRONTATIONS INTERNATIONALES.

- Sous la direction de Dominique Chevallier * Armand Colin, Paris, 1987, 228 pages.

Parler aujourd'insi des « renouvellements du monde arabe » pourrait faire sourire. Telle n'est certes pas l'intention de Dominique Chevaliier et du groupe de chercheurs, français et libanais, qu'il a réunis dans ce livre. Car sous le regard de l'historien se dévoilent, par-deià les échecs et les espoirs décus, des « transformations décaives ». notamment dans la composition des classes diri-geantes et la nature des Etats. Pour donner toute la mesure du mouvement dans lequel ont été engagées les sociétés arabes entre les deux dates symboliques de 1952 — révolution des Officiers libres en Egypte — et 1982 — invasion du Liban par Israël - les anteurs ont choisi de privilégies quelques questions capitales illustrées par des

Les grandes lignes de force, on les voit à l'œuvre dans la confrontation internationale : en 1958, à l'apogée de l'ère nassérienne, avec l'union ptienne, dans le contexte de la doctrine wer et de la volonté d'affirmation des Arabes (Nawaf Salam) ; dans l'alliance de phis en plus étroite, et cependant complexe, avec l'Union soviétique (Henry Laurens); dans la rencome avec les orientations françaises, mise en valeur par l'étude de l'image – étorinante pour le lecteur non averti – de la France et du général de Gauile dans la presse arabe (Armand Pignot). C'est d'ailleurs conforté par ce précédent que Dominique Chevallier plaide pour un plus grand engagement de l'Europe au Proche-Orient.

Le caractère délibérément parcellaire de l'ouvrage est compensé par la réflexion finale de Dominique Chevallier qui remet en perspective les confins d'anjourd'hui (guerres du Liban, du ainsi que par l'analyse rigoureuse d'Ahmad Beydonn sur la problématique culturelle arabe contemporaine.

SAMIR KASSIR.

• LES RELATIONS INTERNATIO-

de premier cycle. • L'URSS ET L'EUROPE DE L'EST, ÉDI-TION 1986 (Notes et études documentaires, nº 4817, la Documentation francaise, Paris, 48 F) : un bilan de l'année économique et politique dans chacun des pays de l'Est. On notera aussi des études plus générales sur la place de la religion ou les relations du monde communis

avec le Proche-Orient.

NALES. – Daniel Colard (Masson, Paris, 1987, 288 pages, 116 F): troisième édition d'un traité destiné avant tout aux étudiants

• JARDINS ET VERGERS D'AFRIQUE. - Hages Dupriez, Philippe de Leener (Terres et Vle, l'Harmattan-Nivelles,

chant manuel qui traite des pratiques du jardinage et décrit un certain nombre de plantes. Avec 740 figures et photos. • VISAGES DU TIERS-MONDE (Bibliothèque cantonale et universitaire, Lausanne, 1986, 123 pages): trois cents suggestions de lectures sur les problèmes du tiers-monde, sons la forme d'un répertoire

RELIGION

🖈 La Découverte, Paris, 1987, 188 pages,

Que l'islam soit à la fois religion et État, voilà

un cliché qui, comoté positivement lei, péjorati-vement là, a valeur de dogme sur les deux rives de la Méditerranée. Il faut donc une grande de la Mediterrance. Il taux conc une granac-audace intellectuelle pour s'inscrire en faux contre un tel jugement. C'est ce que fait Abdal-lah Laroui tout au long des analyses magistrales qui composent ce petit livre où il reprend, en les refondant, des études publiées au cours des der-petit livre où il reprend, en les nières années en arabe et en français. Particulièrement étonnantes sont celles où il met en reliei les convergences entre penseurs européens et arabes, comme Machiavel et Ibn Khaldoun ou plus inattendu - comme les philosophes des Lumières et les salafistes (fondamentalistes) du

Mais l'apport principal de l'historien marocain consiste dans l'éclairage nouveau qu'il apporte à la question de l'Etat. Après avoir établi la généale questian de l'Etal. Après avoir établi la gener-legie des termes qu'il désignent l'Etat ou le pouvoir (démarche qu'il applique ensoite avec un égal bonheur à l'idée de liberté), Abdallah Laroui sonligne que - tout dans l'histoire et la pensée ies nous pousse à conclure que l'État est distinct de la valeur, c'est-à-dire de la religion.

Pour réfuter l'affirmation contraire, que partegent, pour des raisons différentes, les orientalistes
et les fondamentalistes, le penseur marocain distingue constamment entre le niveau de la réalité et celui de l'utopie. La même méthode, « historico-critique », lui permet de dégager la signification de la résistance que le « néo-islam » des fondamentalistes a opposée à l'Etat réformé du dix-neuvième siècle, puis de l'absence d'une théorie de l'Etat chez les auteurs arabes contem

Non moins neuves sont les pages que l'auteur consacre à la dimension culturelle du dialogue euro-arabe pour récuser le maintien des rapports de « complémentarité », et donc de confronta-tion, et dénoncer les visions déformées de l'autre dans chacune des deux sociétés. Tout en réclamant que l'islam soit soumis à la critique histori-que, dans les mêmes conditions que les autres ditions culturelles, il critique brillamment la logique fixiste des orientalis

Paris, 1987, 354 Pages, 117 F): un atta-

CULTURE

NEW RELIGIOUS MOVEMENTS AND RAPID

SOCIAL CHANGE. - James A. Beckford (ed.)

Quel rapport existe-t-il entre l'ayatollah Khomeiny, le révérend Moon en Corée du Sud, la secte millénariste japonalse Honmichi,

la Fraternité de la Croix et de l'Etoile au Nigeria ou l'Eglise de la scientologie en Europe occidentale? Question sacrilège, au cœur d'un ouvrage qui, à l'aide d'une dizaine

d'études de cas, pose en termes nouveaux la résurgence du religioux.

Le phénomène est lié au changement social rapide au XX siècle... [C'est] à la fois

une réponse au changement et un moyen d'y contribuer. L'exemple des Etats-Unis mon-

tre que cette vague est loin d'être limitée au tiers-monde. Mais, conséquence du boulever-

sement du monde et de la mise en cause des sement du monne et de la mise en cause des valeurs traditionnelles, le «retour» au reli-gieux s'inscrit aussi dans un contexte de crise des idéologies dites la ques. «Ni le nationa-lisme ni l'arabisation n'out résolu (la crise

d'identité] depuis l'indépendance : l'aisait remarquer un ministre algérien. Et, comme le note l'auteur de l'article consacré à l'islam,

l'échec de la démocratie parlementaire, du

socialisme et du communisme « laisse le champ de la politique de masse libre à l'idéo

logie islamique... qui, de plus, peut se récla-mer de l'« authensicité » en opposition aux idéologies importées ».

ALAIN GRESH

Sage-UNESCO, Paris-Londres, 1986,

LE JUDÉO-ESPAGNOL. - Haim Vidal-Sephina * Editions Entents, Paris, 1986, 242 pages.

A travers le monde, près de quatre cent mille personnes - descendants des juiss expulsés d'Espagne à la fin du XVe siècle -Parlent encore aujourd'hui le judéo-espagnol. L'anteur – qui, dans un livre précédent, l'Agonie des Judéo-espagnols (Entente, Paris, 1977), avait retracé l'histoire tragique de cette communanté – s'attache ici à décrire la spécificité de la langue judéo-espagnole; il nous révèle également la richesse de sa littérature, souvent orale.

Dans la deuxième partie : une anthologie fort variée propose des textes montrant com-bien cette communanté - ethnie », dit l'anteur, - malgré sa longue dispersion dans tonte l'Afrique du Nord et l'Asie mineure (Grèce et Turquie), a su conserver une grande

Le succès ravageur du détecteur de mensonge

Par REED BRODY *

ANE, une étudiante de dix-neuf ans, habitant la banlieue de New-York, cherchait un emploi pour l'été. Eile se présenta au supermarché local pour une place de caissière et sut faire bonne impression au gérant, qui apprécia son air de bonne santé ainsi que l'expérience qu'elle avait acquise dans un autre supermarché. Pourtant, avant de l'embaucher, il exigea qu'elle se soumette à un examen par polygraphe, on « machine à détec-ter le mensonge ». A contrecœur, elle accepta.

Deux jours plus tard, Jane se rendit douc au bureau de l'examinateur engagé par le supermarché. Elle se trouva face à un quinquagénaire qui lui expliqua le fonctionnement du polygraphe et l'avertit qu'il pourrait détecter la moindre tricherie : « C'est une machine à découvrir la vérité, affirma-t-il, elle est infaillible. » Après quoi, il sangla autour de la poitrine de Jane un pneumographe en caoutchouc pour mesurer sa respiration au niveau de la cage thoracique, et un autre autour du ventre qui détecterait les changements du rythme respiratoire à ce niveau également. Deux de ses doigts furent attachés à un appareil mesurant la conductibilité de la peau, de façon à évaluer sa résistance. Enfin, on lui passa le bras dans un tensiomètre pour surveiller sa tension artérielle et son pouls. L'ensemble du dispositif était relié au polygraphe, une machine de la taille d'un porte-document.

L'examinateur mit le système en marche, et commença à poser ses questions. Au début, elles étaient simples : l'homme lui demanda son nom, son âge, son adresse, celle de son école. Mais il devint rapidement très inquisiteur : avait-elle dit la vérité en remplissant son formulaire de candidature ? Avait-elle jamais volé quelque chose ? Pas même une petit objet ? (· Allons, tout le monde a volé au moins une fois dans sa vie... ») Lors de son emploi précédent, avait-elle volé, ou laissé un de ses amis se servir ? Qui était son petit ami ? Que faisait-il dans la vie ? Est-ce qu'elle buvait ? Est-ce qu'elle se droguait ? (« Même pas un petit joint? -)

Tandis que Jane répondait, quatre traceurs, reliés aux quatre appareils fixés à son corps, inscrivaient des graphiques sur un ruban de papier défilant dans le polygraphe, qui était placé hors de sa vue. Parfois, l'examinateur demanda si elle avait déjà été arrêtée par la police, elle affirma que non. Il dit alors : « Il y a quelque chose qui ne va pas, recommen-çons. » Jane renouvela sa réponse négative, mais, à nouveau, l'examinateur dit : « Il v a encore un problème. Vous êtes bien sure ? » Jane était tout à fait sûre. L'examen dura une vingtaine de minutes. Quand Jane lui demanda nerveusement quel en était le résultat, il dit seulement : « On verra. »

Le lendemain, Jane appela le supermarché. Le gérant lui répondit qu'il ne pouvait pas l'embaucher car elle avait - échoué - au test du polygraphe, et refusa d'en dire plus. Quand elle lui demanda si c'était à cause de la question sur l'arrestation, le gérant se contenta de répondre : « L'examinateur pense que vous nous cachez quelque chose. Je ne peux pas embaucher de gens comme vous. »

L'histoire de Jane est loin d'être unique. Le polygraphe, mis au point en 1921 et largement utilisé aux Etats-Unis lors d'enquêtes criminelles ainsi que par la CIA, joue depuis plusieurs décennies un rôle croissant sur le marché du travail : on estime à plus de deux millions le nombre d'employés et de candidats à l'embauche testés chaque année. Ce sont les banques qui en usent le plus couramment, mais ces examens se généralisent dans d'autres socteurs tels que les grands magasins, les restaurants, les boutiques de mode, les papeteries

Ancien ministre-adjoint de la justice de l'Etat de New-York

et les stations-service, où les employés peuvent directement accéder à la caisse ou à des articles faciles à voler. Une autre caractéristique commune à tous ces emplois est que les salaires y sont bas, le taux de rotation élevé, et les syndicats peu implantés. Selon les calculs de l'Association américaine du polygraphe, 30 % des cinq cents plus grandes entreprises des Etats-Unis utilisent cet appareil pour sélectionner les candidats lors des recrutements, mettre à l'épreuve les employés soupconnés de vol, ou encore contrôler l'honnéteté de leur personnel, soit de façon périodique, soit sur un échantillon pris au hasard.

Une méthode contestée

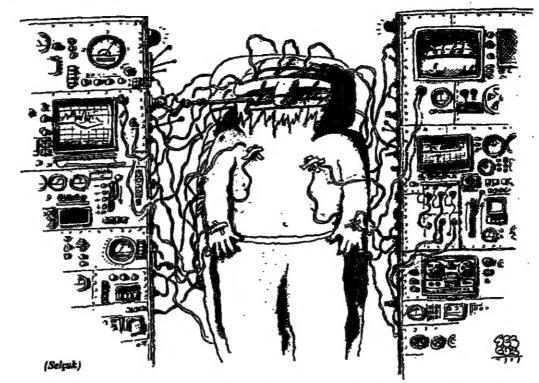
E gouvernement Reagan a lui aussi fait appel au polygraphe dans sa lutte contre les divulgations illicites de renseignements confidentiels. A deux reprises, le président ordonna que certains fonctionnaires soient soumis à ce genre d'examen, mais ces déci-sions provoquèrent aussitôt de très vives réactions. Entre autres, le secrétaire d'Etat George Shultz fit savoir à la Maison Blanche qu'il préférait démissionner plutôt que de se laisser attacher à une de ces machines, tandis que M. William Casey, directeur de la CIA, qualifia l'examen de « dégradant ». Les ordres présidentiels ne furent jamais appliqués.

Au cœur de la controverse à propos de ces examens, deux accusations principales : leur inexactitude et l'intrusion dans la vie privée de l'employé qui y est soumis. L'examen au polygraphe se fonde sur la théorie suivante : lorsqu'une personne qui y est soumise craint que quelque chose ne soit détecté, cette crainte provoque certaines réactions physiologiques involontaires - accélération du rythme cardiaque, modification de la pression artérielle, respiration accrue - qui peuvent être mesurées par la machine et interprétées par l'examinateur. Ainsi, le polygraphe mesurerait la peur qui accompagne la tromperie plus que la tromperie elle-même, et l'examinateur déduit qu'il y a tromperie lorsque les réactions physiologiques à certaines questions (dites « pertinentes ») sont plus importantes que les réactions aux autres questions (dites « non pertinentes » ou « de contrôle »).

Mais les détracteurs du polygraphe assurent que des réactions de ce type peuvent se produire même lorsque la personne dit la vérité, pour peu qu'elle soit tendue ou en proie à la colère. On peut citer le cas, désormais célèbre d'une caissière à qui on demanda si elle avait jamais consenti de réductions de prix illicites en faveur de sa mère. Lorsqu'elle nia, la machine enregistra une réaction importante, et la caissière fut renvoyée, alors qu'en réalité sa réaction était due au fait que sa mère venait de

D'autre part, les réactions vont bien sûr varier considérablement selon les individus. Certaines personnes montrent des signes de tension même quand elles disent la vérité, alors que des menteurs aguerris sauront conserver tout leur sang-froid pendant qu'ils cherchent à tromper leur interlocuteur.

En novembre 1983, en réaction à la première tentative du président Reagan d'accroître l'usage du polygraphe dans les services fédéraux, le Bureau d'évaluation technologique (Office of Technology Assessment, OTA) du Congrès se livra à un examen exhaustif des données existant sur le sujet : sa conclusion fut que les reaseignements disponibles ne permettaient pas d'établir la validité du polygraphe comme instrument d'investigation au sein du personnel d'une entreprise à des fins de sécurité. L'OTA ne trouva pas non plus de preuve de l'utilité du système pour réduire les pertes et les vols dans l'industrie. Son rapport, de sur-



croît, fait état de nombreux procédés suscep bles d'être utilisés par des personnes décidées à mentir pour éviter d'être confondues.

. Le même document cite des taux d'exactitude pouvant descendre jusqu'à 17 %. C'était en fait la sixième enquête réalisée en dix-neuf ans par le Congrès, toutes ayant conclu que rien ne venait démontrer la validité ni la fiabilité du polygraphe pour distinguer entre la vérité et le mensonge. Même au cours d'enquêtes criminelles portant sur un fait précis - situations où le polygraphe est considéré comme plus efficace que pour des investi-gations d'ordre général, l'OTA a déterminé qu'en moyenne 19 % des personnes innocentes soumises à l'examen sont classées comme conpables par la machine. M. Robert Abrams, attorney général de l'Etat de New-York et personnalité connue pour son opposition à l'usage du polygraphe, déclara à ce propos : « Ce chiffre signifie que, si toute la population des inis était interrogée à l'aide d'un poiv graphe dans le cadre d'une enquête sur un crime donné, 43 millions d'entre nous seraient considérés comme coupables, »

En raison de l'absence de données scientifiques démontrant l'efficacité du polygraphe, la plupart des tribunaux américains ne reconnaissent nas la validité de ses résultats. Mais le polygraphe a été mis en vedette par la télévision dans des séries policières et lors d'enquêtes à sensation, et il a ainsi acquis une crédibilité quasi mythique.

Atteinte à la vie privée

TOUS les jours, des travailleurs voient leur L candidature rejetée ou même perdent leur emploi à cause de ces examens. Du fait que les employeurs refusent généralement d'en communiquer les résultats, il est impossible de les contester - ou d'ailleurs de savoir si ce ne sont pas là de simples prétextes pour licencier un employé, alors que les vraies raisons sont tout autres. Aux Etats-Unis, la loi permet en général aux employeurs de licencier quelqu'un pour n'importe quelle raison (à l'exception des problèmes de race, de religion, de sexe ou d'activité syndicale), voire même sans raison : un employé renvoyé pour avoir refusé de se soumettre au polygraphe ou pour avoir « échoué » à l'examen n'a donc aucun recours

Mais, même si le polygraphe n'est pas au point, il peut se révéler très utile grâce à son

pouvoir d'intimidation. Lorsque, en 1971, le président Nixon décida que certains fonctionnaires fédéraux seraient soumis au test, il fit la remarque suivante (qui fut rendue publique grâce aux célèbres enregistrements effectués à la Maison Blanche à l'insu des visiteurs): Ecoutez, je ne connais rien à ces polygraphes, je ne sais pas s'ils sont précis ou non, mais ce que je sals, c'est qu'ils vont faire très peur » : c'est, en effet, ce facteur, plus que tout autre, qui explique leur utilité pour les

Mais le plus grave est peut-être l'intrusion dans la vie privée qu'occasionne l'usage du « détecteur de mensonge » ; il est probable que la majorité des Américains seraient d'accord avec M. George Shultz pour affirmer que le fait d'être attaché à une machine et obligé de répondre à des questions indiscrètes et souvent offensantes sur les aspects les plus intimes de sa vie privée représente pour quiconque une atteinte à la dignité. Malgré la loi fédérale contre la discrimination, qui interdit aux employeurs de questionner les candidats à l'embauche sur leur religion ou leur situation de famille, dans leurs interrogatoires les examinateurs abordent très souvent de tels sujets : habitudes sexuelles, problèmes d'argent et de santé, passé psychiatrique, usage de drogues.

Autant de raisons pour lesquelles de nom-breux défenseurs des droits civiques s'opposent à l'utilisation du polygraphe : des 1977, d'ailleurs, l'étude sur la protection de la vie privée réalisée à l'initiative du président Carter avait conclu que « le polygraphe, instrument inac-ceptable d'intrusion dans la vie privée des personnes, devrait être interdit »

Vingt Etats fédérés ont déjà adopté des lois bannissant ou limitant son utilisation par les employeurs, et un projet de loi visant à l'interdire dans tous le pays avait été approuvé par la Chambre des représentants : il fut repoussé par le Sénat. En outre, de nombreux syndicats ont fait inclure une clause interdisant son usage dans leurs conventions collectives, mais les conventions ne protègent que moins de 20 % des travailleurs américains, et elles ne s'appliquent qu'aux employés, pas aux candi-

Ainsi, bien que l'opposition à l'usage du polygraphe se renforce continuellement, cette année encore plus de 2 millions d'Américains n'auront le droit de gagner leur vie que s'ils réussissent à convaincre une machine de leur honnéteté.

B MENSONGES QUI ADÉMOCRATIE. art

, KLAUS BA

STATEMENT FOR POSTSONES DELL'A HER SET SET SEN GO T PTRESCRIBE this Cri affebressment of the beliefe NAMES IN CONTRACTOR OF STREET to be deter de mare bet som Born a face is you the Armendian Come for lesser of League Protection Longit Provide regressed TSC 000 widow SEPTEMBER COMPANY COMP STORY FORTH THOUSAND STORY STORY STORY STORY

let im tabital retard mer f Ambrigan. THE STATE OF THE PROPERTY OF STATE OF Management done Management (min) say deligrated approximation pour al CHALLEST CHI COMMONS OF SE THE PERSON CO. SHOWS paper to be seen at pier es traites unferen deres la mil italia proches ancèrres de ces di יוסיושנים (יובשוים).

Cafon se garde bien de rare de cost de The American art are or minute. I Militarien, Cur sont see agents ? de Contractories origins recours ?

ha tiponire e ses questiones, la Alley The indensity of the end unfor marchines and a

MS CE MUMERO

Service to a proper commence & U And the second section of Bullions Service Store in the the state of the state of the part of the SHOW SPANNE COM A STATE OF THE STA State of Sulf days can be Section of the Co.

BEERES MATERS

Secretaria de mai State of Physics of Access to Access to the Publishment of the The State of the S the property of a particular of Part the first that it arright. Or half 20 20 Page 04 # Come to past THE PERSON & SOM Systems min TANCAR IN No on trailing has all 22 24 course in the to reign den : Dell

N : . 36-388 - 184

Le Monde diplomatique du mois de mars 1987 a été tiré à 131 500 atemplaires.

Dans ce numéro :.

PAGE 2:

Prospective et fantastique, par Thierry Gaudin. Correspondance.

PAGE 3:

Qu'attendre d'un démantèlement des euromissiles ? par Paul-Marie de La Gorce.

PAGES 4 et 5: Le potentiel militaire des Etats-Unis : Les démocrates plus reaganiens que M. Reagan, par Michael T. Klare.

«Amerika», ou le retour des hantises maccarthystes, par William Cary Bellamy. PAGE 7:

La très réelle politisation des hauts fonctionnaires, suite de l'article de Christian de Brie. PAGES 8 et 9 : LE SUCCÈS DES VERTS EN ALLEMAGNE DE

L'OUEST, par Claus Tulatz. Dans les revues... **PAGE 10:**

Le temps du courage, suite de l'article de Claude

PAGE 11:

Retour à Bir-Zeit, par Paul Kessler et Jacques Parisi.

Echec d'un néolibéralisme musclé en Equateur, par

Sylvain Hercherg. **PAGE 13:**

La démocratie argentine en liberté surveillée, par Carlos Gabetta. PAGES 14 et 15:

LA MONGOLIE JOUE SES ATOUTS DANS LE GRAND JEU ASIATIQUE, par Richard Nations. PAGES 16 et 17:

Nations unics: un nouveau dialogue Nord-Sud? par Maurice Bertrand. PAGE 18 :

Les premiers pas de l'Afrique verte, par Michel Gillot. Qui contrôlera le marché des semences? par Michel PAGES 20 à 23 :

LA SANTÉ DANS LE TIERS-MONDE : Une atteinte primordiale: la mainutrition, par Claire Brisset. — Un combat sans cesse recommencé, par Pierre Salion.

L'initiative des immigrés maliens, par Michael Hoare. - La nécessaire coopération contre l'explosion de l'épi-démie de SIDA, par Olivia Zemor. - La vaccination, élément indispensable de la prévention (C.B.)

L'Inde des intouchables et des maudits... : « Oupra », par Laxman Mané (extraits).

PAGE 25:

Au Festival cinématographique de Ouagadougou : Images des temps durs, par Antoinette Delafin. PAGES 26 et 27 :

LES LIVRES DU MOIS: «Sur la guerre», de David Rousset, par Yves Florenne. — «La Forteresse assiégée», de Gian Zhongshu, par Jacques Decornoy. — «Lune ardente», de Mempo Giardinelli, par Marie-Françoise Allaín.